

هكذا من الناحية

THE LIBRARY - THE UNIVERSITY OF MONTREAL

ANNÉE - DEUXIÈME ANNÉE — N° 9 448

40 PAGES

MERCREDI 4 JUIN 1975

ASSEMBLÉE NATIONALE

Force pour séparation
de six ans est voté

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 100 m.;
Belgique, 10 fr.; Canada, 60 c. cts.; Danemark, 2,75 kr.;
Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 16 p.; Grèce,
15 dr.; Inde, 40 rs.; Italie, 220 li.; Japon, 120 y.;
Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
6,25 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse,
6,50 fr.; U.R.S.S., 65 cts.; Yougoslavie, 10 d. din.
Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 02
C.C.P. 8397-33 Paris
Tél. Paris 66 83 87
Tél. : 770-91-29

LES CONCESSIONS D'ISRAËL DANS LE SINAI

Sadate estime que « le processus de la paix a redémarré »

liste constructif

Après avoir pris congé de Salzborg de M. Sadate, le président Gerald Ford est arrivé ce mardi matin 3 juin à Rome, dernière étape de son voyage en Europe. Il entend y mener avec les dirigeants italiens, selon la déclaration qu'il a faite à son arrivée, « des entretiens inspirés et renforcés par les conclusions du récent « sommet » de l'OTAN ».

La rencontre de Salzborg n'a abouti à aucun résultat concret, mais de part et d'autre on a insisté sur les « buts communs ». M. Kissinger a estimé que ce « sommet » avait fourni des « bases de discussion utiles » en vue de la rencontre qui doit avoir lieu les 11 et 12 juin prochains à Washington entre le président des Etats-Unis et le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin.

M. Sadate a repris le chemin du Caire via Athènes, où il devait avoir un court entretien avec le premier ministre grec, M. Caramanlis.

M. FORD EST ARRIVÉ A ROME

Après avoir pris congé de Salzborg de M. Sadate, le président Gerald Ford est arrivé ce mardi matin 3 juin à Rome, dernière étape de son voyage en Europe. Il entend y mener avec les dirigeants italiens, selon la déclaration qu'il a faite à son arrivée, « des entretiens inspirés et renforcés par les conclusions du récent « sommet » de l'OTAN ».

La rencontre de Salzborg n'a abouti à aucun résultat concret, mais de part et d'autre on a insisté sur les « buts communs ». M. Kissinger a estimé que ce « sommet » avait fourni des « bases de discussion utiles » en vue de la rencontre qui doit avoir lieu les 11 et 12 juin prochains à Washington entre le président des Etats-Unis et le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin.

M. Sadate a repris le chemin du Caire via Athènes, où il devait avoir un court entretien avec le premier ministre grec, M. Caramanlis.

De notre envoyé spécial

Salzborg. — « Le processus de la paix a redémarré. » C'est en ces termes optimistes que le président Sadate a esquisse, le lundi 2 juin, à Salzborg, devant une caméra de télévision américaine, la décision d'Israël de réduire son potentiel militaire le long du canal de Suez. « Ce que Rabin a fait et déclaré aujourd'hui, s'il est vrai, a pour moi une grande importance. Cela signifie que Rabin a commencé à répondre à ce que nous faisons et que le processus de paix que nous recherchons nous est enfin ouvert », a déclaré le président Sadate. « Il est à nos côtés dans cette recherche — va être renforcé après avoir été stoppé. » Le chef de l'Etat égyptien a encore dit que si l'attitude d'Israël « reste semblable à celle d'aujourd'hui, il n'y aura pas de problèmes » pour le passage des cargaisons israéliennes par le canal de Suez.

Pour sa part, M. Kissinger a qu-

A L'OCCASION DU DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS DU VII^e PLAN

M. Chirac annonce un soutien à l'investissement et une aide pour l'embauche des jeunes

M. Fourcade précise les modalités de blocage de prix et de marges

L'Assemblée nationale devait entamer, ce mardi 3 juin après-midi, la discussion du projet de loi sur les orientations préliminaires du VII^e Plan : ce débat, introduit par M. Papon (D.D.R.), rapporteur général de la commission des finances, devrait reprendre jeudi après-midi et s'achever par un vote.

Le premier ministre devait préciser, mardi, les objectifs du gouvernement dans le domaine économique et social : réduction des inégalités, aménagement de la Sécurité sociale, amélioration des conditions de vie et de travail, retenue des investissements, lutte contre la hausse des prix. Pour faire face aux difficultés conjoncturelles, M. Chirac devait proposer des mesures dont les modalités seront arrêtées, mercredi, en conseil des ministres. Il s'agit d'améliorer les indemnités aux victimes du chômage partiel, de prévoir une garantie de ressources pour les jeunes chômeurs à la re-

cherche d'un premier emploi et surtout d'encourager les entreprises, par des mesures financières, à anticiper sur la reprise de l'activité économique en investissant et en embauchant, en particulier des jeunes (contrats emploi-formation). A moyen terme, le gouvernement envisage le retour progressif à la semaine de quarante heures, le départ à la retraite anticipée pour tous ceux qui auront travaillé durant trente à trente-sept ans ont accompli des tâches pénibles, ce qui permettrait à certains de bénéficier d'une pension complète dès cinquante-cinq à cinquante-sept ans.

M. Fourcade devait, de son côté, indiquer au Comité national des prix, mardi après-midi, les mesures qu'il compte prendre pour freiner l'inflation : baisse de 2 à 7 % des prix du fuel au détail, blocage des tarifs pour une dizaine d'articles, fixation autoritaire des marges commerciales pour une douzaine de produits.

ALAIN VERNHOLES
(Lire la suite page 36.)

FEU LE PLAN

1. — UNE PROCÉDURE DÉVOYÉE

par PIERRE MAUROY (*)

Le Parlement a commencé à discuter le rapport du gouvernement sur les orientations du VII^e Plan. Devant la situation difficile que connaissent les économies occidentales, les Français étaient en droit d'attendre un débat clair et sérieux sur les objectifs à moyen terme de la politique gouvernementale et sur les actions propres à assurer à notre pays la maîtrise de son développement économique et social.

L'argument avancé par le pouvoir est qu'il serait illusoire, en raison des incertitudes affectant les perspectives économiques internationales, de tracer un schéma trop contraignant dont le réalisme serait inévitablement déjoué par les événements. Un plan sélectif, privilégiant un nombre restreint d'objectifs prioritaires et d'actions sectorielles, laissant à la politique conjoncturelle une liberté suffisante, constituerait la seule attitude réaliste. C'est moi si, dans une mer agitée, il devenait urgent d'oublier la route du port et de ne plus s'intéresser qu'au mouvement des vagues.

En fait, le débat, privé de sens, ne constitue qu'une concession de pure forme au fonctionnement normal de nos institutions. Après avoir retardé, puis dénaturé la discussion avec les organisations syndicales, le pouvoir entend substituer aux rapports des commissions, maintenus pour l'apparence, la réalité plus discrète des travaux d'une instance gouvernementale — le conseil de planification — qui délibère et décide des options à moyen terme sans que l'opinion publique en soit saisie, sans que le contrôle parlementaire puisse s'exercer.

No commentons pas la naïveté de nous contenter d'explications qui relèvent de la parole publique à l'ère où le gouvernement excelle. Ni l'absence de tout engagement néo-libéral du président de la République, ni les justifications faussement techniques, ni les couleurs chatoyantes des mots, ne peuvent dissimuler que ce sont des raisons politiques qui ont conduit à faire du VII^e Plan une enveloppe vide, un ballon creux. Le maître mot du pouvoir giscardien, le condamne d'ensemble, le contraint à naviguer le nez ou l'événement, l'oblige à ne circonvenir le fou qu'à l'instant même où apparaît l'incendie.

Il est notoire que l'hostilité du chef de l'Etat à l'égard de la planification ne s'est jamais démentie. Mais on aurait tort d'attribuer aux seules allergies élyséennes la condamnation du Plan. Le mal est plus profond.

En fait, le débat, privé de sens, ne constitue qu'une concession de pure forme au fonctionnement normal de nos institutions. Après avoir retardé, puis dénaturé la discussion avec les organisations syndicales, le pouvoir entend substituer aux rapports des commissions, maintenus pour l'apparence, la réalité plus discrète des travaux d'une instance gouvernementale — le conseil de planification — qui délibère et décide des options à moyen terme sans que l'opinion publique en soit saisie, sans que le contrôle parlementaire puisse s'exercer.

(*) Secrétaire du parti socialiste.
(Lire la suite page 37.)

UN LIVRE DE M. MICHEL PONIATOWSKI

Le pouvoir ou du pouvoir

Qui est donc M. Michel Poniatowski ? Il fut, chacun le sait, le fidèle écuyer, le Dunois des quinze années de la longue marche vers le pouvoir, toujours prêt à batailler à l'avant-garde pour surprendre l'adversaire. Puis le Cornet, organisateur de la victoire de 1974. Aujourd'hui, est-ce le Bernier du régime, irremplaçable chef d'état-major dans la manœuvre, interprète et au besoin porte-parole des plus secrètes pensées ? Ou son Talleyrand, premier des ministres, passé en sous-pieds lui aussi, et comme l'habile boiteux auquel il a d'ailleurs consacré un livre (1), d'un régime à l'autre ? Ou encore son Fouché, mais un Fouché humaniste et au vœux planétaires ? Ce sont tous ces personnages en tout cas qui s'expriment tour à tour dans le dernier

livre du ministre d'Etat, Conduire le changement, ouvrage qui s'ouvre sur un emploi réci de la campagne présidentielle de l'en passé et se ferme sur des prises de position politiques qui engagent l'avenir, le sien et peut-être aussi le nôtre.

Ces personnages-là, mais bien d'autres également : en on y trouve, péte-méto, de l'Alvin Toffler et de Jean Fourcade, auxquels l'auteur se réfère souvent lorsqu'il d'agît d'envisager le « choc du futur ». Du Mee Luhen et du Konrad Lorenz lorsque l'intermetton et le comparatiment sont en cause. Du Jean-François Revel (Ni Marx ni Jésus) et du Jean Monnet (pour parler de l'Europe). Du Michel Peniatowski, bien sûr, et les livres le plus souvent cités sont ses précédentes essais (2), ce qui est naturel. Mais surtout, et surtout, du Valéry Giscard d'Estaing.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ
(Lire la suite page 8.)

L'Europe sans emphase

par ALFRED GROSSER

Curieux moment pour l'idée européenne en France : jamais le scepticisme n'a été plus grand et jamais la nécessité d'un avenir communautaire n'a été plus formellement proclamée !

— ou pas seulement — par la volonté de se démarquer des communistes ou de trouver une échappatoire à l'impossibilité évidente de mener à bien dans les serres limitées de l'Hexagone l'entreprise d'un socialisme « à la française ».

Le scepticisme se nourrit d'éléments solides. Le blocage britannique cumule les inconvénients des blocages français successifs : la mauvaise situation économique et financière rendait la IV^e République finissante incapable d'honorer ses engagements européens, mais elle avait au moins le mérite d'y parvenir ; les refus intellectuels de la V^e ont été atténués par des pratiques économiques favorables en développement commun.

En fait, ces appels semblent bien venir de la conviction qu'une dimension européenne est nécessaire pour que puissent être approchées les fins proposées à la politique française et même à la société française. Cette conviction tient compte des obstacles — mais sans doute pas de tous.

La dépendance technologique à l'égard des Etats-Unis vient encore de s'accroître, tandis que la nouvelle dépendance à l'égard

des producteurs de pétrole n'a même pas suscité, contrairement aux espoirs de l'automne 1973, la réponse commune qui aurait favorisé l'unification des politiques.

211000 ex. en trois mois SEUL

Herré Buzin de l'Académie Goncourt

Madame Esc

AU JOUR LE JOUR

L'huile et le vinaigre

On peut mettre l'huile dans les rouges ou la jeter dans le feu. C'est ce que font tous les socialistes et communistes à propos du Portugal. C'est do m m a g e. L'huile d'olive du Portugal est excellente et mérite un meilleur sort. Elle constitue un ingrédient de choix pour la cuisine portugaise. C'est si vrai que, en lui ajoutant un peu de son vinaigre naturel, M. Chirac n'en finit pas d'en faire des salades.

ROBERT ESCARPIT.
(Lire la suite page 5.)

LAIRE A L'OTAN

calculat

Cam

calculat

calculat

calculat

calculat

calculat

calculat

calculat

calculat

calculat

calculat

calculat

PROCHE-ORIENT

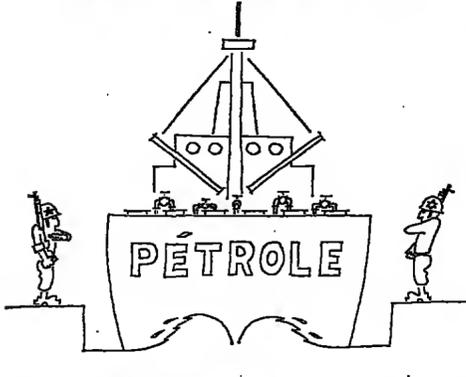
APRÈS LA DÉCISION ISRAËLIENNE D'ALLÉGER LES FORCES STATIONNÉES DANS LE SINAI

« Le processus de la paix a redémarré »

(Suite de la première page.) Dans l'entourage du président égyptien on redoutait toutefois, lundi après-midi, que les Israéliens n'aient eu surtout à l'esprit le désir de créer

Ainsi que la dégelation américaine avait laissé prévoir dimanche soir, un seul entretien a eu lieu lundi matin. Il a duré environ deux heures. Aucune explication officielle

La journée de lundi a été consacrée à l'examen des relations bilatérales, en particulier dans le domaine économique, et à la poursuite de l'analyse de la situation au Proche-Orient. Aucun chiffre précis n'a été avancé officiellement concernant l'aide financière que les États-Unis pourraient accorder à l'Égypte. On parle d'une somme de 350 millions de dollars pour l'an prochain, ce qui serait assez modeste. M. Kissinger a indiqué qu'il ne serait pas possible de donner davantage de détails avant la fin du « réexamen » de la politique américaine. Cependant, dans le tout porté au déjeuner qu'il a offert à sa résidence de Khesheim, M. Ford a affirmé que « les États-Unis étaient prêts à fournir à l'Égypte l'assistance pouvant servir de base à un développement économique à long terme ». Cette aide revêtirait deux formes : elle serait tout d'abord bilatérale, mais elle s'inscrirait aussi dans une « coopération avec d'autres États et des institutions internationales ». Selon M. Kissinger, il serait toutefois exagéré de parler du désir de créer un « consortium » d'aide. M. Ford a assuré son interlocuteur qu'il se batrait au Congrès pour que ces plans se réalisent.



(Dessin de KONK.)

un effet de propagande et d'effacer dans l'opinion publique internationale l'impression favorable créée par le climat de compréhension réciproque qui a marqué les conversations de Salzbourg.

Mettant en cause « l'intransigeance d'Israël »

M. BOURGUIBA EXPRIME SON SCEPTICISME SUR LES CHANCES DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Tunis (A.F.P.). — Les entretiens des présidents Ford et Sadate à Salzbourg et la conférence de Genève sur le Proche-Orient, « n'aboutiront à aucun résultat », a déclaré lundi 2 juin M. Bourguiba. Le « combattant suprême », qui donnait à Tunis une conférence de presse, a estimé que la conférence de Genève « n'aurait peut-être même pas lieu », en raison « de l'obstination et de l'intransigeance d'Israël ». Il a dit en outre que le président Ford « ne dispose pas d'assez d'autorité auprès du Congrès » américain pour influencer Israël.

Le président tunisien a aussi réaffirmé le soutien de la Tunisie à la cause palestinienne en rappelant qu'il avait voulu faire profiter « les frères palestiniens et arabes » de sa longue expérience, en leur proposant de suivre une « politique par étapes ».

Évoquant ensuite les accords de Djérba, M. Bourguiba a une nouvelle fois écarté toute possibilité d'union entre la Tunisie et la Libye. « L'Assemblée nationale tunisienne ne sera jamais d'accord pour une fusion qui fera perdre à la Tunisie son nom et sa personnalité », a-t-il ajouté, « nous pensons, à-t-il ajouté, qu'il vaut mieux coopérer, entretenir de bonnes relations et mieux se connaître, ce qui pourrait amener à longue échéance une union fédérale ou confédérale ».

n'a été donnée pour justifier la suppression du second entretien inséré initialement au programme. À l'issue de cette conversation, les deux présidents se sont présentés devant la presse dans la cour de la Résidence, où étaient déroulées les discussions. Sous une pluie battante, protégés par quatre grands parapluies égyptiens, MM. Ford et Sadate ont prononcé chacun une courte allocution et ébauché une sorte de conférence de presse devant quelque deux cents journalistes contigus à une dizaine de mètres par une barrière de bois et trempés jusqu'aux os. Le scénario avait quelque chose de gênant, mais n'empêchait pas M. Kissinger, en imperméable blanc, d'arborer un petit sourire narquois.

Du côté américain comme du côté égyptien, on ne s'est pas montré épris d'appréciations diplomatiques pour qualifier les deux jours d'entretiens de Salzbourg. « L'atmosphère a été très positive et très constructive », a déclaré M. Kissinger, qui a ajouté : « Je crois qu'elle tourna le dos pour des conversations utiles avec les Israéliens ». Le porte-parole égyptien, M. Tahrein Bachir, a estimé quant à lui que la rencontre avait été un « grand succès », et il a fait savoir que M. Sadate était « très satisfait de l'engagement de M. Ford de rechercher une solution juste et loyale au conflit du Proche-Orient ».

« M. Ford, combattant de la paix »

Si l'on en juge par les déclarations des deux présidents, le principal résultat apparent de la rencontre a été de créer entre les deux hommes un climat d'estime. M. Sadate, en particulier, n'a pas tari de compliments sur son interlocuteur. « Je savais, a-t-il dit, que M. Ford est un homme honnête et droit. Je dois ajouter maintenant qu'il est un combattant de la paix, qu'il aime la paix ». La veille, le président américain avait prononcé lui aussi un éloge remarqué de la politique de son interlocuteur.

Satisfaction au Caire

(De notre correspondant.)

Le Caire. — La satisfaction des Égyptiens, même s'ils ne tiennent pas trop à la montrer, est évidente. Tout signe annonciateur de paix, si modeste soit-il, a toujours été bien accueilli dans ce pays pacifique qu'est l'Égypte.

Le geste israélien démontre aussi aux Égyptiens, qui étaient de plus en plus nombreux à en douter, que la « politique de concessions » du président Sadate — réouverture du canal de Suez, prolongement du mandat des « casques bleus » — peut être payante. Certains pensent maintenant que la réduction des forces israéliennes, si elle était suivie dans quelque temps d'une nouvelle concession du Caire — par exemple le droit pour les navires de commerce des pays tiers transitant par le canal de transporter des marchandises à destination d'Israël, voire des produits israéliens — pourrait être complétée par une décision d'Israël d'évacuer une partie du Sinai.

Egypte

LE « FOUL » RATIONNÉ

Le Caire. — Le ministère égyptien de l'approvisionnement vient de décider d'ajuster les jupes, le célèbre « foul », qui est devenu l'élément de base de l'immense majorité des Égyptiens, à la liste des produits vendus sur présentation de la carte de rationnement. Égyptiens, et nombre de touristes, ont été surpris de voir sur cette liste le sucre, l'huile, le thé, le savon de ménage et les allumettes.

En ce qui concerne le « foul », désormais chaque famille pourra en obtenir au plus deux kilos par mois à un tarif préférentiel dans un magasin d'État. Les consommateurs pourront se procurer de plus grandes quantités supplémentaires de cette denrée à un prix supérieur à celui pratiqué par l'État. Mais sur le marché libre et dans la mesure où celui-ci sera suffisamment approvisionné. — (Corresp.)

Syrie

DES UNITÉS BLINDÉES ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉES DU GOLAN À LA FRONTIÈRE IRAKIENNE

Damas (A.F.P., A.P.). — La Syrie a procédé au cours des dernières semaines, à un transfert d'unités blindées du sud du pays vers les régions de l'est situées près de la frontière syro-irakienne, a-t-on appris lundi 2 juin, de source diplomatique, à Damas.

Ce mouvement a affecté la majeure partie des forces blindées syriennes stationnées dans les zones proches du front syro-israélien, présente-on de même source. Cette décision serait prise en raison de la tension qui oppose Damas et Bagdad à propos des eaux de l'Euphrate.

Mettre fin à la bellégerance

En ce qui concerne la recherche des voies menant à un règlement pacifique du conflit du Proche-Orient, la seconde journée des entretiens a confirmé les impressions ressenties à l'issue des premières conversations. Les deux parties ont d'avis que le moment est venu de reprendre la procédure de négociation interrompue au mois de mars après l'échec de la mission de M. Kissinger.

L'insistance mise par M. Ford dans son toast de Khesheim sur les « buts communs » poursuivis par son pays et l'Égypte a frappé tous ses auditeurs : « Nous avons discuté, a-t-il dit, de nos problèmes mutuels, de nos aspirations et de nos espoirs pour une paix commune et vraiment durable au Proche-Orient sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité ». Avant Salzbourg, M. Sadate avait particulièrement insisté sur la nécessité pour toutes les parties concernées par le problème du Proche-Orient de dire clairement que ces résolutions constituent toujours le fondement de tout règlement pacifique. Pour le président égyptien, ces deux documents ont en effet le mérite de condamner l'acquisition de territoires par la force.

L'Égypte n'a pas seulement présenté son point de vue sur les éléments d'un accord intérimaire. Elle a aussi exposé la façon de parvenir à un règlement général, dont elle a précisé la nature. « Le processus de la paix sera long », a déclaré M. Sadate à l'issue des entretiens. Mais je le dis et je le répète toujours que la plus grande réussite que nous pourrions atteindre sera de mettre fin à l'état de bellégerance qui existe depuis plus de vingt-cinq ans ».

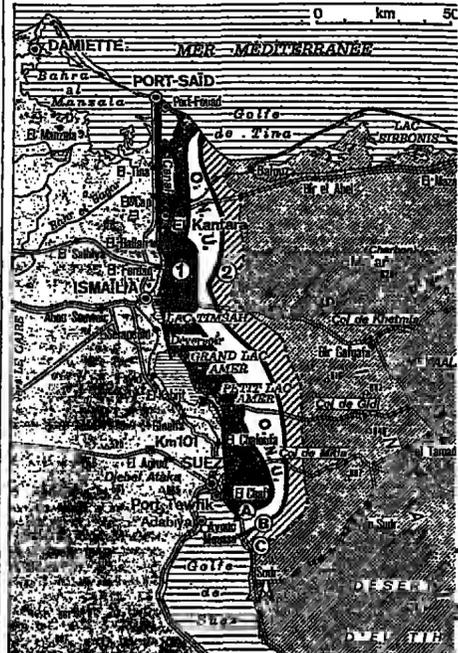
Tant les Américains que les Égyptiens se sont montrés réceptifs à donner des détails sur leur position quant à un futur accord partiel de dégelage. Toutefois, à espérer que, dans un premier temps, Le Caire se montre disposé à se contenter d'un simple retrait israélien dans le Sinai, il le ferait uniquement en les étapes ultérieures du dégelage, en particulier sur le Golan, étaient clairement définies d'emblée. On ignore toutefois dans quelle mesure la réduction du potentiel militaire israélien le long du canal peut modifier ces plans.

MANUEL LUCBERT.

JÉRUSALEM : un geste de bonne volonté qui a eu le retentissement escompté

De notre correspondant

Jérusalem. — La solennité avec laquelle M. Rabin a annoncé, dans l'après-midi du lundi 2 juin, devant les représentants de la presse internationale, le « geste unilatéral » de son gouvernement, « dans l'espoir de contribuer à élargir le terrain militaire dans la région », prouve que le chef du gouvernement israélien escomptait que cette décision, dont la portée est sur-



ger n'a pu arracher au président Sadate. Quels que soit la portée et le geste de bonne volonté israélien, ce qui compte, c'est qu'il a été accueilli favorablement, plusieurs capitales, et surtout les dirigeants égyptiens.

Tout en se gardant d'un « même qui serait pour le x israélien escomptait que cette décision, dont la portée est sur-

Les messages annoncés lundi 2 juin par M. Rabin concernent la limitation des forces israéliennes comprises entre les lignes K et G et les effectifs des troupes et le nombre des chars seront réduits de moitié. En outre, les batteries d'artillerie autorisées par l'accord de dégelage seront réduites, ainsi que les missiles.

tout psychologique et politique, aurait un grand retentissement. Comme on l'espérait à Jérusalem, l'aspect positif de ce geste n'a pas échappé aux Américains et aux Égyptiens réunis à Salzbourg, les présidents Ford et Sadate eux-mêmes l'ayant commenté favorablement.

M. Rabin a précisé, au cours de sa conférence de presse de lundi, que la décision qu'il venait d'annoncer n'avait nullement été inspirée par les entretiens de Salzbourg, mais tendait uniquement à concrétiser les bonnes intentions d'Israël à la veille de la reprise de la navigation internationale dans le canal de Suez, conformément aux accords de dégelage syro-égyptien (1).

La réduction importante du dispositif militaire israélien dans la ceinture d'une trentaine de kilomètres de large bordant la zone-tampon contrôlée par les « casques bleus », dans la région s'étendant entre le canal et la chaîne de montagnes où se trouvent les cols de Mitla et de Chidi, met désormais la voie d'eau hors de portée des canons israéliens, puisque l'artillerie sera entièrement retirée à une distance d'au moins 32 kilomètres du canal (2). Le nombre des chars (l'accord en prévoyait trente) sera réduit de moitié, ainsi que le nombre des soldats, qui ne seront plus que trois mille cinq cents. Enfin, les missiles de toutes sortes, même les sol-air, seront pas placés à une distance inférieure à 40 kilomètres du canal de Suez.

C'est un conseil des ministres extraordinaire réuni dans la matinée du 2 juin, au titre du Conseil des affaires de la défense nationale, qui a pris la décision communiquée en début d'après-midi par M. Rabin aux journalistes. Cette décision unilatérale était, cependant, en discussion depuis longtemps. Il y a deux mois environ, le commandement supérieur avait indiqué au gouvernement qu'il ne voyait aucun inconvénient à réduire sensiblement les forces déployées dans la région du canal. M. Rabin s'était alors opposé à l'application d'une telle mesure, dont il craignait, selon un commentateur de la radio, qu'elle ne soit interprétée comme un signe de faiblesse.

En fait, la situation d'aujourd'hui n'est pas celle qui se dessinait ce samedi de mars où les ministres israéliens, dans la matinée du 2 juin, au titre du Conseil des affaires de la défense nationale, qui a pris la décision communiquée en début d'après-midi par M. Rabin aux journalistes. Cette décision unilatérale était, cependant, en discussion depuis longtemps. Il y a deux mois environ, le commandement supérieur avait indiqué au gouvernement qu'il ne voyait aucun inconvénient à réduire sensiblement les forces déployées dans la région du canal. M. Rabin s'était alors opposé à l'application d'une telle mesure, dont il craignait, selon un commentateur de la radio, qu'elle ne soit interprétée comme un signe de faiblesse.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

● LE COMITÉ INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ AVEC LES JOURNALISTES CHILIENS réclame une campagne en faveur de quarante-trois confrères actuellement emprisonnés par la junte militaire. S'adresser à M. P. Girard, B.P.S.I., 69398 Lyon, Cedex 3, C.C.P. Lyon 14 8989 E, mention « Presse ».

Ouganda

● LA PROPRIÉTÉ AGRICOLE INDIVIDUELLE a été abolie en Ouganda. Le président Idi Amin Dada, a signé, lundi 2 juin, un décret nationalisant toutes les terres. Le gouvernement aura toute latitude d'en déplacer les occupants, et de leur verser des indemnités si leur terre est destinée à être mise en valeur. — (A.F.P.)

États-Unis

● M. GEORGE WALLACE SERA CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIE des États-Unis en 1976. Le gouverneur de l'Alabama — qui est demeuré infirme après la tentative d'assassinat dont il avait été victime lors de sa troisième campagne présidentielle en 1972 — n'a pas précisé s'il solliciterait l'investiture du parti démocrate ou s'il se présenterait comme indépendant. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

Philippines

● LE PRÉSIDENT FERDINAND MARCOS, des Philippines, fera une visite officielle en Chine du 7 au 11 juin. Cette visite doit permettre de conclure un accord sur l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. La femme du président Marcos s'était rendue à Pékin en septembre dernier. — (Reuter, A.F.P.)

Islande

● LES SYNDICATS ont déposé un préavis de grève générale pour le 11 juin prochain, si aucun accord n'intervient avec la fédération patronale. Une série de grèves, déclenchées par les marins pêcheurs, est à l'origine du malaise social. Les négociations sont actuellement au point mort.

Suède

● APRÈS SOIXANTE-NEUF JOURS de grève les ouvriers forestiers ont repris le travail le 2 juin dans le nord du pays. Les bûcherons suédois, qui réclament une mensualisation des salaires, ont obtenu satisfaction et recevront à partir du 1^{er} octobre 1975 un fixe de 3 300 couronnes.

Vient de paraître

LE PEUPLE AU POUVOIR

Les 21 premiers jours

Comment accomplir juridiquement et pratiquement le passage du capitalisme au socialisme ?

5 F (franco)

« PENSE ET LUTTE »

8, place Jacques-Bonsergent, Paris (10^e)

C.C.P. La Source 30.571-80

M. RABIN : il n'y a pas eu demande américaine.

Jérusalem (A.F.P.). — Au cours de la conférence de presse qu'il a tenu lundi 2 juin, et dont nous avons état dans nos dernières éditions du 3 juin, M. Rabin, après avoir annoncé les mesures d'allègement du dispositif israélien dans le zône de limitation des forces dans le Sinai, a notamment déclaré :

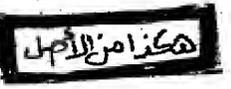
« Cette décision du gouvernement israélien n'a pas été influencée par des informations provenant de S. bourg. Elle ne vise pas non plus à influencer les conversations F. Sadate. Il s'agit essentiellement de réduire la tension dans la région de création des conditions pour la reprise de la navigation, sans aucune crainte ni réserve de la part des nations maritimes. »

« Les États-Unis ont été informés au préalable, de cette décision de M. Rabin. Mais il n'y a pas eu de demande américaine ni de consultations à ce sujet avec les Américains. Israël attend que tous les éléments de l'accord sur le dégelage soient respectés. Par les autres pays en provenance et direction d'Israël doivent nous transmettre par le canal de Suez, les à des raisons de croire que tel est le cas. »

« Au cas où les Égyptiens ne pecteraient pas l'accord de dégelage et transférerait des forces sur la rive orientale (Sinai) du canal de Suez, Israël n'a pas le droit de prendre des mesures de représailles. »

Il doit passer à la fin que un...

Territ des A... CHIST 52 R



AMÉRIQUES

Important débat s'engage au Sénat sur le budget militaire

De notre correspondant

Washington. — Le débat sur le budget militaire s'engage au Sénat le 2 juin au Sénat. L'importance de ce débat est évidente. Les dépenses militaires ont augmenté de 100 milliards de dollars au cours des dernières années. Le Sénat doit décider si ces dépenses sont justifiées et si elles doivent continuer à augmenter.

Le sénateur démocrate de New York, J. P. Moynihan, a déclaré que le budget militaire de 1975 est « excessif » et qu'il faut réduire les dépenses. Il a souligné que les États-Unis ont des dépenses militaires supérieures à celles de tous les autres pays du monde.

Le sénateur républicain de Californie, Ronald Reagan, a répondu que les dépenses militaires sont nécessaires pour maintenir la sécurité nationale. Il a déclaré que les États-Unis ont le droit de se défendre et que les dépenses militaires sont une partie essentielle de cette défense.

Le débat continuera jusqu'à la fin de la semaine. Les sénateurs de tous les partis sont attendus pour participer à ce débat important.

UNE NOUVELLE « CAUSE CÉLÈBRE » Pour avoir tué un gardien de prison qui aurait tenté de la violer une jeune Noire risque la peine de mort

De notre correspondant

Washington. — Joanne Little, une jeune femme noire de vingt ans, comparaitra dans quelques semaines devant le tribunal de Raleigh. Elle est accusée d'avoir assassiné son gardien, Clarence Allgood, un Blanc. D'apparence banale, cette affaire criminelle a soulevé assez d'intérêt et de passion pour faire de Joanne Little, jusqu'alors inconnue, même pour les neuf mille habitants de la bourgade de Washington (Caroline du Nord), une figure nationale.

La vedette de cette nouvelle « cause célèbre » ? Les divers groupes et mouvements qui ont organisé des démonstrations et recueilli plus de 300 000 dollars pour sa défense n'ont aucun doute sur le sujet : « Libérez Joanne Little ! ». « Si tu es une Noire, tu es une Noire », tels sont les mots d'ordre d'une campagne qui rallie les champions des droits des Noirs et les militants de la libération de la femme et tous ceux qui demandent une réforme du système pénitentiaire.

Les efforts conjugués ont abouti à un premier résultat positif, puisque le procès aura lieu dans la capitale de la Caroline du Nord, à Raleigh, au lieu du lieu rural de Besufert, une région où le préjugé racial reste tenace. Le grand jury (l'instance d'instruction) du comté, passant outre aux objections de la défense, avait conclu à sa culpabilité. Si l'inculpation de meurtre au premier degré (homicide volontaire) est confirmée par les jurés de Raleigh, Joanne Little sera obligatoirement, en vertu de la loi de l'État, condamnée à mort. Elle rejoindra dans le death row (les cellules où sont groupés les condamnés à mort) les soixante-neuf autres personnes (dont quarante-deux Noirs) qui attendent une exécution dans la prison de la Cour suprême du 9 juin 1972 à mortelle rendue inapplicable. La Caroline du Nord, qualifiée par les organisations noires d'« État de ségrégation », est le seul État à compter en effet le plus grand nombre de condamnés à mort.

Joanne Little ne nie pas avoir tué, mais elle invoque la légitime défense. Selon elle, elle a été agressée depuis trois mois, en attendant l'appel d'une condamnation à plusieurs années de prison pour vol avec effraction. Allgood, robuste et âgé, avait tenté de la violer et de la priver de sa liberté.

Washington. — L'affaire a des implications plus larges allant au-delà de la culpabilité ou de l'innocence de la jeune femme. Elle est devenue, en effet, d'un système judiciaire et pénitentiaire archaïque, reflétant lui-même la persistance d'un racisme vicieux dans l'« Old South ». Plus récemment, les affaires criminelles jugées ou en cours d'instruction en Caroline du Nord confirment l'emploi de méthodes douteuses et menaces et pressions, subordination de la défense à l'égard de la condamnation de Noirs militants dans les organisations politiques.

Quant aux conditions pénitentiaires, elles sont si mauvaises qu'elles gardent l'empreinte du passé esclavagiste. Ainsi, Joanne Little s'est plainte de n'avoir pu échapper aux regards indiscrets de ses gardiens, en raison de la surveillance permanente grâce au trou fermé de télévision. On lui retirait, dit-elle, les draps qu'elle avait placés sur les barreaux de sa cellule. Pourquoi, d'autre part, ne fut-elle pas transférée à la prison de femmes de Raleigh ? Enfin, les groupements de défense des Noirs et les militants féministes se retrouvent pour dénoncer les abus des gardiens tout comme pour dénoncer les abus de la police. En outre, ils ont obtenu les bonnes grâces de leurs prisonnières, soit par des avantages et des faveurs, soit par la menace ou encore par le simple exercice de la force brutale, surtout quand ils ont affaire à des Noirs.

L'affaire Little concerne également la police de Caroline du Nord, les femmes contre le viol, un crime qui a pris aux États-Unis d'inquiétantes proportions. En 1973, à Raleigh, 1 500 femmes ont été violées, soit par un homme blanc, soit par un homme noir. En 1974, on a compté une moyenne de quatre viols par jour, l'administration d'une preuve corroborante n'est plus requise. D'où la mobilisation des mouvements féministes pour obtenir une jurisprudence plus favorable aux femmes.

En octobre dernier, en Californie, l'affaire Garcia fut un échec pour les féministes. Inez Garcia avait également invoqué la légitime défense pour avoir tué un de ses agresseurs. Elle fut néanmoins condamnée à la prison à vie. Après le viol, elle était rentrée chez elle prendre une carabine et avait cherché dans les rues son agresseur pour l'abattre. Vingt-neuf autres femmes ont été condamnées à la prison à vie, un délai qui, selon le tribunal, détruisait l'argument de légitime défense et la rendait coupable de meurtre prémédité. Le verdict de l'affaire Little permettra peut-être mieux de déterminer jusqu'où une femme peut aller dans sa défense contre un agresseur.

En outre, le comité signale au ministre les noms de plusieurs détenus dont l'état de santé est très précaire.

Brésil LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ FRANCE-BRÉSIL DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LE SORT DE « DISPARUS » POLITIQUES.

Le comité de solidarité France-Brésil (119, rue Jacob, 75006 Paris) vient d'adresser à M. Antonio Falcão, ministre de la justice, à Brasilia, une lettre relative à des prisonniers politiques dont les familles sont sans nouvelles depuis longtemps. Le ministre était intervenu à la télévision pour donner des « précisions » sur le sort de ces personnes. Selon lui, la plupart se trouveraient, en fait, à l'étranger, ou dans la clandestinité, après avoir changé de nom.

Le comité estime que ces informations n'apporment aucune précision sur le sort de ces démocrates et patriotes brésiliens disparus. Outre les vingt-cinq personnes dont avait parlé M. Falcão, le comité demande des précisions sur le sort de MM. Manoel Severino et José Marcelino, leaders paysans du Nord-Est ; Waldir Dantas, Luciano Siqueira et son épouse Josefa Siqueira, José Fonseca et son épouse Fatima Fonseca, Arthur Geraldo Borim de Paula, ancien leader étudiant ; Pedro Continho et Hamilton de França, arrêtés par la IV^e armée ; Raimundo Cardoso, arrêté à Recife ; Almir Carlos, Edgardo Aquino Duarte, ex-sergent de la marine, Fernando Carneiro Tavares, dirigeant étudiant de l'État de Pará ; Bonifácio de Souza Massa, médecin, Luis Carlos Moreira, président du syndicat étudiant à Lapa Coritiba ; Genesio Honório de Oliveira, ouvrier, Paulo de Tarso Celestino da Silva, avocat ; Heleni Telles Guariba, professeur d'université, Ewald Dinis, journaliste du Jornal do Comércio ; Ivan Axelrud Seixas, Isis Dias de Oliveira, Jaime Amorim Miranda, avocat et journaliste, Raül Isidoro Pereira, arrêté le 3 juin 1974 ; Laurita Ricardo Sales, arrêté à la même date ; Rubens Ribeiro Machado Junior, arrêté à la même date ; Maria Albertina C o m e s Barnackio, arrêtée à la même date ; Paulo Melo Bastos, architecte.

En outre, le comité signale au ministre les noms de plusieurs détenus dont l'état de santé est très précaire.

AFRIQUE

Namibie doit accéder à l'indépendance en tant qu'un seul État

De notre correspondant

Washington. — Le représentant de la France au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, M. Louis Vigier, a déclaré que la Namibie doit accéder à l'indépendance en tant qu'un seul État. Il a souligné que la Namibie est un territoire indivisible et que les revendications de sécession sont contraires à l'intérêt de la région.

M. Vigier a déclaré que la France soutient la position de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, qui a décidé que la Namibie doit accéder à l'indépendance en tant qu'un seul État. Il a souligné que la France est prête à négocier avec les parties concernées pour parvenir à une solution pacifique.

Le représentant de la France a également souligné que la France soutient la position de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, qui a décidé que la Namibie doit accéder à l'indépendance en tant qu'un seul État. Il a souligné que la France est prête à négocier avec les parties concernées pour parvenir à une solution pacifique.

Un système archaïque

De notre correspondant

Washington. — L'affaire Little a des implications plus larges allant au-delà de la culpabilité ou de l'innocence de la jeune femme. Elle est devenue, en effet, d'un système judiciaire et pénitentiaire archaïque, reflétant lui-même la persistance d'un racisme vicieux dans l'« Old South ».

Plus récemment, les affaires criminelles jugées ou en cours d'instruction en Caroline du Nord confirment l'emploi de méthodes douteuses et menaces et pressions, subordination de la défense à l'égard de la condamnation de Noirs militants dans les organisations politiques.

Quant aux conditions pénitentiaires, elles sont si mauvaises qu'elles gardent l'empreinte du passé esclavagiste.

Argentine

SIX AVOCATS au moins ont été assassinés ou enlevés par des groupes terroristes paraguayens dans le sud de l'Argentine. L'Argentine a demandé des précisions sur le sort de ces personnes.

Mali

LONEL MOUSSA TRAORE QUINZE PERSONNALITÉS POLITIQUES E L'ANCIEN RÉGIME

Le Mali a accueilli quinze personnalités politiques de l'ancien régime. Ces personnalités ont été reçues par le président Moussa Traoré. Elles ont déclaré leur soutien à la nouvelle administration et leur volonté de contribuer au développement du pays.

Territoire français des Afars et des Issas

Le chef des Afars éthiopiens se réfugie à Djibouti. Le sultan Ali Mirah, chef suprême de la tribu des Afars d'Éthiopie, s'est réfugié à Djibouti. Il a déclaré que son territoire est sous occupation étrangère et qu'il demande l'aide de la communauté internationale.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Le président Ford et la question atlantique

La tournée européenne du président Ford, après la défaite américaine au Vietnam, a suscité de nombreuses réactions. Certains ont critiqué sa politique étrangère, tandis que d'autres ont souligné ses succès.

Le président Ford a déclaré que les États-Unis restent engagés dans l'Atlantique et que la coopération avec l'Europe est essentielle pour la sécurité mondiale. Il a souligné que les États-Unis ont le droit de se défendre et que les dépenses militaires sont une partie essentielle de cette défense.

Le président Ford a également souligné que les États-Unis soutiennent la position de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, qui a décidé que la Namibie doit accéder à l'indépendance en tant qu'un seul État.

Caricature

Le camarade Marchais et ses collègues peuvent bien reprocher ce qu'ils veulent pour les besoins de leur propagande, la ligne générale demeure ce qu'elle n'a jamais cessé d'être depuis le retour aux affaires du liquidateur en chef : maintenir farouchement ses distances avec les impérialistes yankees, resserrer les liens politiques, économiques et culturels avec les grands frères de l'Est.

Jean Daniel désapprouve, en revanche, dans LE NOUVEL OBSERVATEUR, l'effort de MM. Ford et Kissinger pour rétablir une certaine coopération avec l'Amérique, c'est-à-dire d'abord l'Europe et le Japon, et lui reproche de vouloir se consacrer à la seule question de la paix mondiale, à l'égard de laquelle il n'a rien de mieux à proposer que le « monde libre » déclinant.

économie en liberté

Bernard Rosier

croissance et crise capitalistes

Comment l'intervention des classes sociales dans le processus réflexif permet-elle de mieux interpréter les fondements de la croissance et des crises ? Dans quelle mesure la dynamique du capitalisme contemporain autorise-t-elle à poser des jalons pour une théorie radicale de la croissance ?

un volume, 304 pages, 45 F

PUF

EUROPE

La Grande-Bretagne devant le référendum sur l'Europe

II. — L'INFLATION N'EST PAS UNE FATALITÉ

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

Notre envoyée spéciale Nicole Bernheim a montré, avec l'Écosse, où les nationalistes jouent un rôle déterminant dans la campagne pour le « non », un exemple des problèmes que le référendum sur l'Europe soulève en Grande-Bretagne (« le Monde » du 3 juin).

Paul Fabra explique maintenant le contexte économique de cette consultation sans précédent.

Londres. — Secrétaire général du Congrès des trade-unions, M. Len Murray est un homme d'une cinquantaine d'années, modeste et accueillant. On le prendrait pour un professeur de faculté. Il me reçoit dans un bureau lambrissé, confortable et élégant. Il devrait avoir réponse à maintes questions que l'on peut se poser sur l'avenir du Royaume, et notamment sur les reproches communément adressés aux trade-unions. Les syndicats n'ont-ils pas leur part de responsabilité dans le retard industriel du pays quand ils bloquent les progrès de la productivité en obligeant les employeurs à occuper trois hommes pour accomplir une tâche que deux exécuteraient aussi bien ?

Un syndicaliste très raisonnable

Leurs pratiques restrictives n'aggravent-elles pas encore le mal qui serait à l'origine du déclin national : le peu d'entrain suscité au travail des sujets de sa Gracieuse Majesté ? Comment les dirigeants syndicaux pourraient-ils ignorer qu'en réclamant — et en obtenant — des augmentations de salaires qui dépassent souvent 30 %, ils contribuent à alimenter une inflation sans égale dans le

monde industrialisé et dont la conséquence est l'appauvrissement progressif du Royaume-Uni à travers une dépréciation continuelle de sa monnaie (36 % vis-à-vis du deutchemarle en trois ans) ?

M. Murray, qu'on range à la gauche (pas à l'extrême gauche) du mouvement ouvrier — il n'aurait eu guère de chances d'être élu s'il n'avait pas cette réputation — ne se lance pas dans la polémique.

« Chaque pays, remarque-t-il, a les syndicats qu'il mérite. Nous sommes le miroir d'une société. Il doit bien y avoir quelque chose de vrai dans les critiques qu'on nous fait. »

Le secrétaire général des trade-unions ne fait aucune difficulté pour reconnaître que l'objectif attendu est de détourner de la consommation des ressources réelles pour les affecter à l'investissement. C'était le thème du Livre blanc publié au début de cette année et qui préparait le budget un peu vite qualifié d'« austère » de M. Healey.

« Ce que vous dites ne revient-il pas à considérer comme souhaitable une augmentation des profits des entreprises publiques... ou privées ? » — Cela aussi, nous l'acceptons, à condition, bien sûr, que les profits soient réemployés à des fins productives et non distribués sous forme de dividendes. Du reste, nous avons approuvé les mesures que le chancelier de l'Échiquier, M. Denis Healey, a prises, dans son budget d'automne, en faveur des industriels, y compris le relâchement du contrôle des prix. »

Cependant, définir les grands objectifs à atteindre en termes macro-économiques est une chose, les faire passer dans la réalité de tous les jours, de telle façon que chacun en accepte les conséquences sur son propre niveau de vie, en est une autre. C'est là que réside toute la difficulté, remar-

que le très raisonnable secrétaire général. Le « contrat social » (1) fournit-il la méthode pour la surmonter ? On a tort, selon M. Len Murray, de parler d'échec à son propos. L'éclairage est toujours mis sur les fortes augmentations de salaires obtenues par les travailleurs de telle ou telle entreprise, mais on ne cite pas les nombreux cas où la modération l'a emporté, comme dans l'imprimerie, par exemple. Et le contrat social a contribué, à sa manière, à la paix sociale, en oui ! la paix sociale, poursuit, sur le même ton convaincu, M. Murray qui rappelle qu'en 1974 le nombre d'heures de travail perdus pour fait de grève a été égal au tiers de la moyenne annuelle constatée depuis 1968. Aussi le secrétaire général est-il, comme chacun sait en Angleterre, opposé à la mise en œuvre d'une politique des revenus imposée par la loi (Statutory Income Policy). Le Royaume-Uni en a connu à plusieurs reprises depuis la fin de la guerre, et la dernière fois quand M. Edward Heath, alors chef du gouvernement conservateur, s'est brusquement converti, en 1972, à tout ce qu'il avait condamné, au nom d'un libéralisme pur et dur, dans son manifeste électoral.

Un contraste caractéristique

C'est de « l'autre côté », parmi les représentants du patronat, qu'une politique des revenus plus autoritaire trouve ses partisans, sans qu'ils voient, dans cette attitude, une contradiction pourtant flagrante avec les principes de l'économie de marché qu'ils essaient de mobiliser contre toute la « Bannery ». — expression tirée du nom du ministre de l'Industrie, Wedgwood Benn — dont la Grande-Bretagne est menacée.

Autant le bureau de M. Len Murray respire le bien-être bourgeois, autant celui où me reçoit le conseiller économique de la Confederation of British Industry (le C.N.P.F. d'outre-Manche) paraît vieillot et étriqué. Le contraste est sans doute fortuit mais il fait penser à un des traits caractéristiques de la société britannique actuelle. La gauche, et encore plus la gauche de la gauche, est volontiers représentée par des hommes riches comme M. Benn alors que le conservatisme, tout en restant — ô combien ! — lié à l'establishment, a aussi un aspect populaire qui surprend moins depuis l'accession au pouvoir de M. Heath et la nomination à la tête du parti de Mrs Thatcher face aux aristocrates et aux fils de famille nombreux dans les postes dirigeants du Labour et au cabinet. Dans l'enceinte du C.B.I., en tout cas, la cause est entendue : « l'inflation des salaires » est la principale cause des difficultés actuelles. Pour la combattre, il faut s'en prendre directement à elle. La « persuasion » paraissant insuffisante, on se laisse tenter par des formes plus contraignantes. On verra après le référendum.

La même obsession règne à Whitehall. Le chancelier de l'Échiquier ne manque pas une occasion pour répéter qu'il s'est politiquement engagé à réduire l'inflation, la plus voyante des manifestations de la « maladie » britannique (British disease). La livre, au train où vont les choses, ne risque-t-elle pas cette année de perdre plus du quart de son pouvoir d'achat intérieur après en avoir perdu le cinquième l'année dernière, ou peu s'en faut ? « Depuis plusieurs mois, a dit M. Healey dans le discours de présentation du budget prononcé en avril dernier, le taux

d'inflation a été principalement déterminé par l'augmentation des salaires. »

Pour diminuer la pression, on compte d'abord et surtout sur la peur du chômage qui, assure-t-on, a commencé à faire sentir ses effets dans le secteur privé. Mais dans le secteur public rien de tel ne semble jouer, même si, après de difficiles négociations avec les syndicats, Sir Monty Finniston, président des Acieries nationales, a réussi à faire adopter une partie du programme de réduction des effectifs à propos duquel M. Wedgwood Benn l'avait publiquement interpellé dans une controverse célèbre.

« Par quel genre de discipline remplacer dans les entreprises qui appartiennent à l'État les contraintes qui résultent dans les affaires privées de la nécessité de dégager un profit et du risque de faillite ? » Telle est, disent les travaillistes modernes du gouvernement, la principale question qu'il convient de résoudre. Ils admettent qu'ils n'ont aucune solution toute prête. Leurs adversaires ont beau jeu de leur faire remarquer que dans ces conditions c'est l'inconscience de leur part que de proposer une extension aussi considérable des nationalisations, englobant la construction navale, l'industrie aéronautique, les sociétés nouvellement en perte, comme Ferranti ou British Leyland, etc.

Une prise de conscience bien lente

Le budget de M. Healey permet, au moins sur le papier, de répondre à cette critique, puisqu'il prévoit la disparition de toutes les subventions d'État à 1977. Mais cet engagement emportera-t-il la conviction, même s'il a déjà reçu un début d'exécution ? L'inflation qu'il s'agit de combattre par ce biais est tellement rapide qu'elle réduit à néant les efforts parfois courageux entrepris pour la combattre. C'est ainsi que les tarifs de cinq grandes branches d'activités relevant de l'État — le charbon, l'électricité, le gaz, les postes et le chemin de fer — ont été depuis l'automne en moyenne relevés de 40 % et que pourtant elles ont annoncé pour l'exercice en cours un déficit combiné de 700 millions de livres contre 500 millions l'année dernière à pareille époque.

En dépit de l'élevation vertigineuse du coût de la vie, l'homme de la rue n'a pas encore pris conscience de la gravité de la situation. « C'est en lisant les titres alarmistes des journaux et en constatant les émissions de la T.V.A. qu'il apprend que son pays

traverse une crise sans précédent », dit-on un peu partout. Les salaires ont jusqu'à maintenant monté plus vite que prix et même en tenant compte des réductions d'horaires et des suppressions d'emplois, il ne s'agit pas que le niveau de vie ouvriers ait baissé. Beaux d'entre eux vivent même, il doute mieux qu'il y a deux ans mais il n'en est pas ainsi ! ceux qui appartiennent aux classes moyennes. Si les perspectives d'activité sont particulièrement sombres, l'économie britannique paraît dans son ensemble avoir jusqu'à maintenant pu moins souffrir que ses concurrentes, bien que sur ce point les statistiques disponibles ne prêtent pas à des comparaisons incontestables.

C'est ainsi que, dans un de récents bulletins mensuels, Banque d'Angleterre a repris au gouvernement de sa part de ce que le chômage en Grande-Bretagne ne touchait que 3,1 % de la population active (ou 4,1 % en avril) contre plus de 5 % aux États-Unis et plus de 5,5 % en Allemagne. Selon les experts l'Institut d'émission, la situation était beaucoup moins favorable pour le Royaume-Uni si l'on tenait compte des différences dans les méthodes de recensement. En appliquant le mode calcul britannique, la proportion monterait à 5,5 % pour les États-Unis et à 1,8 % pour l'Allemagne. Il y aurait en France 3,3 % de chômeurs et en Italie 2,8 %. Même si la réalité est difficile à appréhender, un tel constat est certain : la Grande-Bretagne a continué malgré l'accélération de l'inflation qui s'est produite depuis juillet 1973 à mener une politique économique et financière inspirée du souci de « faire le moins possible ». Pour ce seul effort emprunté en 1974 l'équivalent de 5 % du produit national

Dans le climat de démorallisation qu'a fini par créer cet attitude générale d'abandon, plus important est peut-être se convaincre que l'hyperinflation qui menace de détruire les structures de la société britannique ne résulte pas d'un quelconque fatalité. La course des prix et des salaires n'est pas due à une perte progressive du fameux « visisme » qu'on considèrerait naguère comme une seconde nature du peuple britannique. Elle était imputée par avance dans une série d'erreurs commises par les dirigeants de Londres. La pollution menée par le gouvernement conservateur de M. Heath a cours de ces deux dernières années d'existence a été particulièrement désastreuse à cet égard.

Prochain article :

UN LOURD HÉRITAGE ET BEAUCOUP DE PROJETS

La voiture que vous louez chez Hertz est impeccable et sans problème. C'est l'effet d'une bonne organisation, pas du hasard.

Avec plus de 100.000 voitures disponibles dans plus de 3.400 bureaux de location, y compris 1.338 aéroports dans 100 pays; avec une gamme des plus récents modèles et un contrôle portant sur 19 points entre chaque location en Europe; avec le service "Louez ici. Laissez ailleurs"; avec le Hertz No. 1 Club où il vous suffit de signer et... prenez le volant! et avec un service de réservation par télex-ordinateur à travers l'Europe et les U.S.A., n'est-il pas logique d'aller chez Hertz et d'avoir toutes les chances de louer, à chaque fois, une voiture impeccable et sans problème?



Votre voiture Hertz, un souci en moins.



Hertz loue des Ford et d'autres voitures de classe.

Pour réserver, appeler Hertz France S.A.: 788.73.00, votre station Hertz ou votre Agent de Voyages.

TELE DATES

NOTRE Télex

A VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez vos messages. Nous les transmettons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous téléphonons. 40 mots pour l'Europe; 7 à 9 F. USA; 21, 10 F. Japon; 28, 50 F. etc. + abonnement 7 F. par mot et équipement 7,50 F. par ligne.

STRAIVE SERVICE TÉLEX 345.21.82 + 1.346.00.28 15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS Agence à Lille et 30 correspondants.

(Publicité)

PROCÉDÉ S.A.I.R.E.S.

la seule solution contre

le bruit

en 8 jours, nous pouvons éliminer les bruits extérieurs. Sur tout fenêtres, nous adaptons des verres spéciaux, les mêmes isolent à l'Orly du silence et du confort. Notre procédé est efficace et plus esthétique et moins coûteux. (Paris et 100 kilomètres S.A.I.R.E.S. - 49 ter, r. de Flandre 75019 PARIS - Téléph. : 206-50-)

SAHARIENNES BLUE-JEANS CAPEL



CAPEL habille en long comme en large

70 miles en prêt-à-porter - Magasin principal: 74 bd de Sébastopol Paris 3^e: 272.25.09 Capel sélection; centre com. Maine-Montparnasse Paris 16^e: 533.73.51

هكذا من الألف

EUROPE

Europe sans emphase

de la première page.)
cette hypothèse, ce serait
de la fin de la détente en
sans parler de nouvelles
nations françaises. La
hypothèse est également
re, car, et l'Allemagne
accepte d'être petite et
et allié dans son pou-
décision face aux Etats-
elle s'opposerait sans nul
de que son armée conti-
qu'est le rôle de la « vitre
sœur » servant à une sorte
omnium franco-britanni-
supposer que la Grande-
e en accepte l'idée.)

si on ne veut pas que,
en 1950-1954, la proposi-
une communauté euro-
de défense, lancée avant
une communauté politi-
les chances de cette
politique, il vaut mieux
mettre le problème entre
deux, d'autant plus que
ences militaires ne sont
critiques pour le moment.
lition de vraiment met-
tre parenthèses et de ne
s'estimer les obstacles sur-
passés que l'on crée hors
de en parlant aux Fran-
la défense dans les termes
s plus « euro-péens »
plus mythiques. Une
qui ne pense qu'à sa pro-
tense : où est l'Europe?
ance qui affirme pouvoir
ndre seule : où est le réa-

Je trouve que les autres
ens, surtout les dirigeants
ds, sont convaincus au-
ni que la force atomique
se n'est ni dérisoire, ni
à la collectivité dans la
où elle introduit un solide
t d'incertitude supplémen-
sur un éventuel agresseur,
s'il a recours à la pression
de plutôt qu'à la menace
directe. Alors pourquoi
r ce gain en parlant
si les partenaires n'exis-
pas?

être parce qu'on ne se
pas assez compte en France,
de l'opposition comme du
de la majorité, de la taille
bataille que constitue l'at-
coördination française.

Alors que les Etats-Unis ont
tendance à définir leurs rapports
avec les pays neufs en termes
d'antagonisme, on voit très bien
quelle pourrait être la fonction
de l'Europe dans le remodelage
de l'ensemble des relations inter-
nationales dans le dernier quart
de ce siècle. Il se trouve que deux
entraves qui l'empêchaient de
chercher vraiment à exercer cette
fonction : du côté français, on sem-
ble enfin avoir découvert ou redécou-
vert que la France n'avait la
possibilité ni de l'exercer seule ni
de se servir des autres Européens
pour étayer son action propre; du
côté allemand, on a enfin décou-
vert que la République fédérale ne
pouvait plus se permettre de fuir
toute responsabilité mondiale en
laissant faire les Etats-Unis.

L'Europe à base franco-alle-
mande? Seulement si c'est pour
ne pas se limiter à affronter en-
semble les difficultés de la
conjoncture économique. Seulement
si c'est pour entraîner les
partenaires à regarder vers le
champ global de la politique mon-
diale. Malgré le scepticisme jus-
tifié, cela n'est pas impossible. A
condition de renouer à l'emphase
comme à l'« équilibre » : entre
l'exaltation verbale et le manque
d'ambition, il y a de la place
pour la ténacité animée par la
conviction chaleureuse plutôt que
par le cynisme débauché.

ALFRED GROSSER.

Portugal
OUVRANT LA SESSION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Le général Costa Gomes invite les députés à placer les intérêts de l'État avant ceux de leur parti

De notre correspondant
Lisbonne. — Alors que les habitants de la capitale portugaise participent volontiers à de grandes manifestations de soutien au Mouvement des forces armées ou aux différents partis, il n'y avait guère plus d'une centaine de curieux, le lundi 2 juin, à attendre, devant le palais São Bento, l'arrivée des deux cent cinquante députés venus participer à la séance inaugurale de l'Assemblée constituante, présidée par le chef de l'Etat, le général Costa Gomes. Celui-ci a fait dans son discours inaugural, une sorte de philosophie politique. Il a demandé au législateur de rédiger une Constitution dont les principes seraient « suffisamment solides pour garantir la stabilité gouvernementale dans cette période de transition, et suffisamment larges pour ne pas entraver la révolution entreprise par le peuple et par ses forces armées ».

L'initiative accordée aux députés est très limitée. A l'exception de l'unique représentant de l'extrême gauche, appartenant à l'Union démocratique populaire, sous les autres députés sont, en effet, tenus par l'accord conclu entre leur parti respectif et le M.F.A. quelques jours avant les élections. Cet accord fixait déjà le rôle des différents organes de pouvoir de la République, l'Assemblée du M.F.A., assemblée législative, gouvernement, tribunaux. Il est déjà acquis que, sous l'empire de la future Consti-

LE PRÉSIDENT PORTUGAIS VISITERA LA FRANCE DU 4 AU 7 JUIN

Attendu à Paris mercredi 4 juin à 15 h. 35, le général Francisco Da Costa Gomes est le premier président de la République portugaise reçu en visite officielle en France depuis que le président Machado fut reçu, en 1917, inspecteur des troupes portugaises combattant sur le front français.

Mardi soir, le président portugais sera l'hôte à dîner du président Giscard d'Estaing. Jeudi 5 juin au matin, il aura un entretien à l'Elysée, déposera une couronne sur la tombe du soldat inconnu, saluera à son réception à l'hôtel de ville, avant d'offrir au déjeuner en l'honneur du président de la République. Il quittera Paris dans l'après-midi en hélicoptère pour la Normandie, où il visitera des châteaux de la Loire jusqu'à samedi.

Samedi matin, le général Da Costa Gomes visitera le centre culturel portugais et sera l'hôte à déjeuner de l'Association de la presse diplomatique française. Il recevra la colonie portugaise à l'ambassade de Portugal avant de repartir pour Lisbonne, à 20 heures.

Pour freiner l'aggravation du déficit commercial

INSTITUTION DE SURTAXES DE 20 % ET 30 % A L'IMPORTATION

Lisbonne (A.F.P.). — Le gouvernement portugais vient d'instituer des surtaxes de 20 % et 30 % à l'importation d'un certain nombre de produits, surtaxes qui sont immédiatement applicables et resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre. Le Portugal, qui avait été le seul pays de l'O.C.D.E., lors du récent conseil ministériel, à ne pas renouveler l'engagement de 1974 de s'abstenir de mesures commerciales restrictives (« le Monde » du 31 mai), a l'air de sa décision les instances du GATT, l'organisation du château de la Muette, et de la C.E.E. La surtaxe de 30 % concerne exclusivement des biens considérés comme superflus ou qui pourraient être facilement remplacés par des produits de fabrication nationale. Celle de 20 % touche essentiellement des produits destinés à l'industrie, ainsi que des biens de consommation non fabriqués au Portugal ou considérés comme « moyennement superflus », tels que les appareils électro-ménagers.

Ces mesures sont destinées à ralentir l'aggravation du déficit de la balance des paiements portugais, qui a atteint en 1974 environ 630 millions de dollars, et s'est encore accrue au cours des premiers mois de 1975.

L'EX-GENERAL SPINOLA, qui vit en exil au Brésil, vient d'obtenir un passeport brésilien, à l'annonce de son état-major. L'ex-général avait été privé de sa citoyenneté portugaise après le coup d'Etat avorté du 11 mars à Lisbonne. On prête l'intention à l'ex-président de se rendre en Europe, sans doute en France, pour mener plus facilement qu'au Brésil une activité politique. C'était la deuxième requête faite par l'ex-général pour un passeport brésilien. La première avait été repoussée par le ministère des Affaires étrangères. — (Reuter.)

TIME
EGYPT'S FUTURE
ITALY'S REVIVAL
WILL SPAIN FOLLOW PORTUGAL?
ON SALE NOW

Elections législatives en 1976

Selon des déclarations récentes du général Vasco Gonçalves, l'Assemblée législative sera élue au début de 1976, après l'approbation de la Constitution. Son mandat sera de trois à cinq ans — limite fixée par le M.F.A. — la « situation transitoire » qui dure depuis le renversement du régime de M. Chetano. De nouvelles élections désigneront alors une nouvelle assemblée pour procéder aux révisions constitutionnelles considérées comme nécessaires.

Le pacte entre le M.F.A. et les partis a été, selon le général Costa Gomes, une « base saine » importante. Il aurait, a-t-il indiqué, rassuré beaucoup d'électeurs qui, en d'autres circonstances, n'auraient pas manqué de juger prématurées les élections du 25 avril. Ce pacte écarte également les risques d'aboutir à un texte constitutionnel « en recul de quelques décennies par rapport à

Noeud gordien.
La légende raconte, qu'un joaillier avait réussi à assembler l'or et la corde de chanvre afin qu'ils deviennent inséparables.
Il se nomme Boucheron.
En effet, il fallait son imagination et son goût pour créer cette collection de bijoux, qu'on appelle déjà gordios de Boucheron.
Naturellement.
BOUCHERON
26, Place Vendôme, 75001 Paris, Tél: 261.5836, Biarritz, Genève, Londres, Tokyo.
* composée de bagues, bracelets, pendentifs, boucles de ceinture, etc., à partir de 800 francs.

AMARIEN BLUE-JEANS CAPRI
ANGLETTERRE 3 cas adultes
ANGLETTERRE 3 formules adultes
ANGLETTERRE 3 cas adultes
ANGLETTERRE 3 formules adultes
ANGLETTERRE 3 cas adultes
ANGLETTERRE 3 formules adultes

ASIE

Laos

Le royaume pourrait s'engager progressivement sur la voie du socialisme

M. Habib, secrétaire d'Etat adjoint américain, a rencontré, mardi matin 3 juin à Vientiane, le vice-premier ministre laotien, M. Phoumi Vongvichit, qui est aussi l'un des chefs de la gauche. Il avait eu lundi un entretien avec le premier ministre, le prince Souvanna Phouma. Cette visite intervient alors que, à la suite de manifestations dans la capitale et dans les provinces, la mission de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a été expulsée. A ce sujet, l'«Officier Lao Presse» écrit : «Le gouvernement et le peuple laotiens sont conscients que les aides étrangères, pourvu qu'elles soient inconditionnelles, leur seront indispensables pour passer les blessures d'une guerre imposée par les impérialistes et jusqu'au moment où le pays pourra se suffire à lui-même. La coopération avec les pays

étrangers devra tenir compte de l'égalité, du respect de l'indépendance et de la souveraineté ainsi que de l'intérêt réciproque des deux parties. M. Habib reprend, mardi soir, avec les responsables thaïlandais des entretiens commencés dimanche à Bangkok. Les traités américains-thaïlandais doivent en effet être révisés. Le dégellement militaire américain se poursuit : dix-sept B-52 et trente et un F-111 basés à Utopao et à Korat vont être retirés du royaume avant le 15 juin. Samedi, à Kuala-Lumpur, le secrétaire d'Etat adjoint avait déclaré que les Etats-Unis poursuivraient la construction d'installations militaires américaines et américaines sur l'île britannique de Diego Garcia. Selon lui, les Soviétiques ont des bases dans l'océan Indien.

De notre envoyé spécial

Vientiane. — Un mois après la manifestation du 1^{er} mai, au cours de laquelle trois mille personnes réclamaient le départ de cinq ministres, la situation est redevenue calme à Vientiane. Les cinq ministres se sont enfuis. Les Américains sont partis en grand nombre et ne sont plus que cent cinquante-trois aujourd'hui. Dans l'armée, des généraux ; dans l'administration des directeurs et des directeurs généraux — jugés corrompus — ont dû quitter leur poste et attendent d'être réaffectés. Déjà, les officiers supérieurs « récupérables » — parmi lesquels un des fils du prince Souvanna Phouma — sont enfermés depuis

trois jours au camp militaire de Chinalmo, dans la banlieue de Vientiane, pour y subir une formation politique accélérée. L'épuration continue, désorganisant une administration de plus en plus bureaucratique (le moindre déplacement nécessite l'obtention d'un laissez-passer).

« Nous allons attendre maintenant de voir les réactions politiques de chacun, dans le gouvernement renoué comme l'administration », explique le porte-parole du Mouvement des vingt et une organisations, l'ex-secrétaire de la révolution, M. Seneham, qualifiant cette révolution de « petite-bourgeoise ». « Libérer petit à petit pour ne pas créer de désordre national », a déclaré le ministre de l'Intérieur, M. Seneham, qualifiant cette révolution de « petite-bourgeoise ». « Libérer petit à petit pour ne pas créer de désordre national », a déclaré le ministre de l'Intérieur, M. Seneham, qualifiant cette révolution de « petite-bourgeoise ».

Le Front patriotique — le Front des patriotes — est un mouvement d'observateurs en refusant de prendre seul un pouvoir laissé pratiquement intact par la fuite des personnalités de droite, a renforcé sa position et rassuré une population qui ne pourra plus compter de la sincérité des responsables de gauche lorsque ceux-ci affirment vouloir avant tout appliquer l'accord et le protocole de Vientiane.

Le programme en dix-huit points, dans lequel apparaissent une volonté d'indépendance politique et économique, le respect des traditions (religieuses et morales) et un espoir démocratique, demeure le document essentiel de la politique au Laos. C'est pour que ce programme soit réellement appliqué qu'ont été déclenchées les premières manifestations. C'est parce qu'ils s'opposent à sa mise en œuvre que certains hommes ont été écartés de l'administration ou du pouvoir.

Depuis le 5 avril 1974 au gouvernement, le Front-Lao ne pouvait pas laisser se perpétuer une gestion dont tout le monde savait quelle était corrompue. Désormais mieux associé au pouvoir, il va devoir prendre des me-

asures spectaculaires — particulièrement dans le domaine économique — s'il ne veut pas perdre le crédit important qui lui jouit dans la population. Le contrôle des stocks a déjà permis de découvrir chez certains commerçants des sacs de 100 kilos de riz que le gouvernement va acheter 21 000 kips et revendre 18 500 kips, moitié moins que le prix actuel sur le marché libre.

En province, ce sont les lycéens qui vendent, très bon marché, les riz et les produits pharmaceutiques trouvés dans les stocks des commerçants. La commission économique et financière pour la ville de Vientiane, qui a suggéré au gouvernement cette vente de riz, pourrait proposer des mesures analogues concernant la viande et, surtout, le poisson (qui entre, avec le riz, dans la composition du repas quotidien).

Enfin, les mesures financières, qui tendent à empêcher les banques de donner plus de 10 000 kips par jour à leurs clients et interdisent le change en « noir », ont fait baisser le cours du dollar. Les prix de certains produits, comme le lait et le sucre, ont aussi baissé.

Le Front patriotique a mis à profit plus d'un an à résoudre deux des problèmes qui le préoccupent le plus : la corruption et le mode d'administration de l'Etat. Après cette courte période de transition, le royaume devrait s'engager plus sûrement sur la voie du socialisme. La transformation actuelle — à l'issue du Conseil politique national — de la coalition en Assemblée législative, après l'apport de trente nouveaux membres (dix choisis par le roi, dix par le premier ministre et dix par le prince Souvanna Phouma), pourrait être déterminante. Le gouvernement ne serait plus alors que l'organe exécutif d'un conseil de représentants de coalition en Assemblée législative, après l'apport de trente nouveaux membres (dix choisis par le roi, dix par le premier ministre et dix par le prince Souvanna Phouma), pourrait être déterminante. Le gouvernement ne serait plus alors que l'organe exécutif d'un conseil de représentants de coalition en Assemblée législative, après l'apport de trente nouveaux membres (dix choisis par le roi, dix par le premier ministre et dix par le prince Souvanna Phouma), pourrait être déterminante.

BRUNO DETHOMAS.

Japon

Mort d'Eisaku Sato, ancien premier ministre. L'artisan le plus actif de l'alliance avec les Etats-Unis.

Tokyo (A.F.P.). — Eisaku Sato, ancien premier ministre du Japon, est mort le lundi 3 juin. Frappé le 18 mai d'une congestion cérébrale alors qu'il assistait à un dîner, il avait été transporté quelques jours plus tard dans un hôpital de Tokyo, où il n'avait pas repris connaissance.

Eisaku Sato, premier ministre du Japon de 1964 à 1972 — un record de durée dans ce pays — a été l'artisan le plus actif de l'alliance avec les Etats-Unis.

Il naquit en 1901 d'une famille d'anciens samouraïs, dans une province du Japon du Sud qui donna au pays de nombreux dirigeants depuis la révolution de Meiji. M. Kishi, qui fut premier ministre avant lui, était, sous un autre nom, son frère aîné. Un autre de ses frères a été amiral.

Lui-même fit carrière dans l'administration, comme haut fonctionnaire au ministère des transports, pour ne faire surface dans la politique qu'en 1949, il bénéficia d'ambassade du patronage du grand Shigeru Yoshida, « père » du Japon démocratique d'après la défaite. Il était devenu un homme politique en tant que chef du parti libéral-démocrate (conservateur).

Un « boom » économique sans précédent

Ce succès électoral était en même temps la récompense d'une réussite économique qui s'était traduite depuis 1948 par quatre années d'un « boom » sans précédent. Le Japon accéda au rang de troisième puissance mondiale sur le plan économique.

L'année 1970 lui pour Eisaku Sato l'opogée de sa carrière, avec l'Exposition universelle d'Osaka, l'illustration concrète du « boom ». C'est en profitant de ce climat favorable que M. Sato fit passer — au dépit, encore

Nommé premier ministre en 1964, sa première entreprise, menée à bien malgré une vive opposition à Tokyo et à Séoul, fut la conclusion du traité par lequel le Japon se réconciliait avec la Corée du Sud.

Mais le grand dessein de son règne allait être d'arracher aux Etats-Unis le statut de dernier morceau de terre japonaise encore occupé par eux, l'archipel d'Okinawa. Tâche difficile, étant donnée l'importance stratégique exceptionnelle de cette position au cœur du Pacifique. A force d'obstination et de souplesse à la fois, Sato finit par avoir raison des résistances américaines, notamment de celle du Pentagone. En novembre 1969 il obtint de M. Nixon, à Washington, la promesse qu'Okinawa serait rendue en 1972.

En contrepartie, Sato promit au président Nixon de renouveler le traité de sécurité, fondement de l'alliance nippo-américaine, qui arrivait à expiration en juin 1970. Plus encore, le Japon s'engageait à une participation au moins indirecte, par le prêt de ses bases, à la défense de la Corée du Sud et de Taiwan. L'accord suscita des protestations de la gauche, qui allèrent jusqu'à des scènes d'émeute. M. Sato, faisant appel à l'opinion, organisa des élections générales, d'où son parti sortit vainqueur avec une majorité sans précédent. Le pays lui donna alors son plein soutien en lui un libérateur du territoire.

Une fois, des protestations de la gauche — un plan de réarmement qui, tout en se voulant purement défensif et non atomique, redonnait pour le premier fois au Japon d'après-guerre de véritables forces armées.

Il est sans doute été sage pour le premier ministre de se retirer vers la fin de 1970, comme le lui conseillaient ses amis et ses rivaux, et de faire ainsi une sortie en beauté, il choisit en fait de se faire réélire président de son parti, avec un nou-

veau ball pour le pouvoir. Le climat, malheureusement, se détériora rapidement au début des années 70. La crise pétrolière commença, doublée bientôt d'une crise des relations économiques et politiques avec les Etats-Unis eux-mêmes. Contre l'allié japonais, qui devenait un rival trop envahissant, M. Nixon et Kissinger employèrent des méthodes de choc — les « chocs Nixon », comme disent les Japonais — l'obligeant à réévaluer le yen, à prendre des mesures de libéralisation commerciale pour dégonfler les surplus excessifs, lui infligeant enfin l'affront d'un soudain rapprochement sino-américain opéré, sans l'avoir consulté ni prévenu.

M. Sato était trop hostile à la Chine communiste et trop lié à Taiwan pour suivre M. Nixon dans sa nouvelle politique chinoise. Quand tout commençait à bouger dans la politique asiatique, sa propre politique extérieure semblait atteinte d'une crise d'immobilité. A l'intérieur, les Japonais découvraient les méfaits d'une croissance trop précipitée et les lenteurs de leur puissance économique, l'inflation, la pollution, l'environnement. La popularité du premier ministre était au plus bas, et il donna sa démission durant l'été 1972, laissant la place non pas à son successeur, M. Fukuda, mais au rival de ce dernier, le futur général M. Tanaka, qui, lui, alla reconnaître tout de suite la Chine populaire.

L'histoire retiendra sans doute, d'Eisaku Sato ses réussites plus que ses échecs ou ses défauts. Mais on peut critiquer, au moins au Japon, l'attribution du prix Nobel de la paix qui lui a été décerné en 1974. Ses démissions ont été répétées non sans motifs — quoiqu'il en soit, on ne peut être que japonais pour penser que la base de toute sa politique a figuré l'idée que le Japon ne devait pas posséder la bombe atomique. Ce qu'il devait, par conséquent, vivre en sous le parapluie américain, il le fit pendant un jour, devant un Japon qui venait d'acquiescer à l'oubli de cette politique. L'Asie et le monde considèrent que l'action de Sato était sage.

ROBERT GUILLAIN.

Birmanie

PLUSIEURS ETHNIES AURAIENT FORMÉ UN FRONT EN VUE DE RENSERISER LE POUVOIR CENTRAL.

Bangkok (Reuter). — Cinq mouvements de musulmans issus de minorités ethniques ont créé un front national et dix autres contre le régime du président Ne Win, chef de l'Etat birman, a rapporté dimanche 1^{er} juin la presse thaïlandaise.

Le Front a été formé mercredi 27 mai, après une réunion de deux semaines des dirigeants des mouvements au quartier général de l'armée de libération karen à la frontière birmano-thaïlandaise. Le Front vise à « prendre le pouvoir et renverser la dictature militaire à parti unique de Ne Win », précisent les journaux.

Cinq mouvements se sont réunis en secret du Front : le parti de libération Arakan, les Mon, les Shans et deux organisations représentant les Karens. Ils ont rédigé un programme qui prévoit l'établissement d'Etats nationaux membres d'une union fédérale. Les dirigeants des cinq groupes ont annoncé qu'ils allaient demander à d'autres minorités ethniques, comme les Kachins et les Chins, de se joindre au Front.

La question se pose de savoir quelle est l'attitude du P.C. birman (pro-chinois) face à ce nouveau front. M. Ne Win, le nouveau président du P.C., avait déclaré, dans un discours prononcé le 17 à la radio clandestine : « Nous continuerons à constituer un large front uni des forces armées des diverses nationalités luttant contre le gouvernement militaire » de M. Ne Win. Il ajoutait que la majorité et les minorités devaient bénéficier du droit élargi.

ISRAËL

par avion et bateau
Circuits inédits et tous séjours hôtels
programmes produits par
SIBT TOURS
Toutes Agences et ZIMOPERA
5, av. de l'Opéra - 75001 PARIS
TEL. 260-31-66
Lic. 388 A

Corée du Nord

LE MARÉCHAL KIM IL SUNG EST ARRIVÉ A SOUL. « Nous n'imposerons pas le communisme à la Corée du Sud pour réaliser la réunification », déclare le président nord-coréen.

Le président de la Corée du Nord, le maréchal Kim Il Sung, est arrivé le lundi 3 juin à Soul, venant d'Alger. Il doit séjourner quatre jours en Bulgarie, où se visite l'épave de celle que le président bulgare, M. Todor Zhivkov, a faite six Corée du Nord en 1973. De source informée à Belgrade, on apprend que le maréchal Kim Il Sung doit ensuite se rendre en visite officielle en Yougoslavie.

Le président nord-coréen, qui avait regagné Alger dimanche après un séjour de quarante-huit heures en Bulgarie, a en trois entretiens en tête à tête avec le président Bonnediène. Le communiqué commun algéro-nord-coréen publié lundi contient notamment « un appel à tous les pays (...) pour amener l'ONU à prendre lors de la prochaine session de son assemblée générale les décisions qui s'imposent pour assurer le retrait des troupes étrangères de Corée ». L'Algérie condamne « la politique des deux Corées menée par l'impérialisme » et dénonce « les agissements de la clique de Soul, qui s'obstine dans une voie agressive et tend à la péninsule coréenne ». Elle considère, d'autre part, que l'admission de la République populaire démocratique de Corée dans le groupe des pays non alignés « est de nature à contribuer au renforcement de la politique de non-alignement » (1).

Dans une interview accordée à l'agence France Presse, le maréchal Kim Il Sung a donné quelques précisions sur la manière dont il envisage le problème de la réunification des deux Corées. Il a qualifié de « mensonges » les déclarations américaines et sud-coréennes au sujet d'une menace d'invasion du Sud. « La réunification de la Corée, a-t-il dit, doit être réalisée en toute indépendance sans ingérence étrangère. Nous n'imposerons pas le communisme à la Corée du Sud pour réaliser la réunification. Nous voulons instituer une confédération et créer une

collaboration entre le Nord et le Sud en laissant tels quels les principes du Sud et du Nord. » Le président nord-coréen, qui a précisé que cette collaboration pourrait mettre qu'après l'élection libre à Soul d'une personnalité démocratique, a ajouté qu'à son avis personnel, « la question coréenne sera résolue en ce sens par la voie pacifique ».

Parlant des Etats-Unis après leur retrait du Vietnam et du Cambodge, le maréchal Kim Il Sung a encore déclaré : « On peut affirmer qu'ils ont été complètement vaincus sur le plan militaire, mais ils subissent une grave crise économique et n'ont plus la force de s'étendre davantage. C'est la raison pour laquelle ils brûlent qu'ils ne cèdent pas pour défendre les autres pays alliés ».

AUSTRALIE

CRISE AU SEIN DU GOUVERNEMENT

Une crise gouvernementale a éclaté lundi 3 juin en Australie. M. Lance Barnard, ministre de la défense, a donné sa démission de ce poste et renoncé à son mandat de député. Il veut se consacrer à la carrière diplomatique et espère être nommé ambassadeur dans une capitale étrangère. Il fera donc le remplaçant de M. Whitlam en ce qui concerne la majorité de quatre sièges, et il n'est pas exclu que les travaillistes — au pouvoir — subissent une éclipse lors de l'élection partielle à venir. Cette occasion est apparue au grand jour la rivalité entre M. Whitlam et son vice-premier ministre et ministre des finances, M. Cairns, qui a abîmé un voyage en Europe et regagné précipitamment Canberra. Toutefois, M. Whitlam ne soutient pas son vice-premier ministre, dont il est peu satisfait. Il pourrait, certes, le contraindre à la démission. Il est cependant difficile au chef du gouvernement de se défaire de son adjoint, qui n'est en fonction que depuis la fin de l'année dernière et qui, en tant que ministre des finances, n'a pas encore eu l'occasion de présenter une seule fois le budget, qui doit être soumis en août au Parlement. — (« Times ».)

du 2 au 14 juin

A L'HEURE DES

LES 24 HOURS

DUMANS

CRETEIL

"SOLEIL"

centre régional

PROGRAMME DES MANIFESTATIONS

Jusqu'au 7 juin, tous les après-midi, Stéphane COLLARO recevra pilotes, artistes et journalistes sportifs.

BELOISE, LAFITTE, JAUSSAUD, M.C. BEAUMONT répondront aux questions et participeront, avec le public, à des courses sur circuits miniatures.

Jusqu'au 14 juin, le 1^{er} SALON DE LA VOITURE MINIATURE DE COMPETITION. Retrospective de la voiture de course

Jusqu'au 14 juin, tous les après-midi, depuis les années 20, 2 000 modèles exposés, pièces de collection, rores et prestigieuses.

Jusqu'au 14 juin, EXPOSITION PERMANENTE DE VOITURES DE COURSE. Amilcar 32, Samson 29, Sandford 32, Bugatti 32, des Mitrar, Porsche, BMW, 4 CV du Mons 51 et bien d'autres.

Exposition de photos, Galerie Nikon, et d'offices de collections.

BHV PRINTEMPS 160 MAGASINS

NOCTURNES DU MARDI AU VENDREDI JUSQU'A 22 HEURES

METRO CRETEIL PREFECTURE

هنا من الأخبار

POLITIQUE

LA CONTROVERSE SUR LES LIBERTÉS

l'«*au sommet*» de la gauche est maintenue

Le début de la nouvelle polémique qui divise la gauche - au sommet - des partis...

et socialistes n'ont pas le même analyse. Alors que le P.C.F. comme son homologue portugais...

l'humanité : la leçon de l'histoire est claire

Andrieu évoque de la discussion de la controverse sur les libertés...

accusaient déjà de menacer les libertés ont été conduits à les violer eux-mêmes...



(Dessins de PLANTU.)

LA C.F.D.T. : pas de hiérarchie entre socialisme et liberté

La C.F.D.T. qui pour la quatrième fois vient d'envoyer une délégation au Portugal...

La lutte de nos camarades portugais pour le socialisme dans la liberté nous concerne...

M. Claude Estier : le P.S. est unanime sur le soutien aux socialistes portugais

Claude Estier, membre du bureau du P.S., directeur de l'action de l'Unité...

l'attitude du P.S. « aurait pour but de masquer des difficultés au sein de ce parti »...

APRÈS L'ÉLECTION CANTONALE DE LILLE

M. Pierre Mauroy demande conseillers municipaux indépendants de définir clairement leur position

L'élection cantonale de Lille-Ouest (le Monde du 3 et 4 juin) a eu un résultat...

municipaux membres du C.N.I. M. Gustave Bombaut, a répondu en prenant ses distances avec M. Ségard...

Mme VEIL DÉCLARE N'AVOIR « AUCUN PLAN DE CARRIÈRE POLITIQUE »

Mme Simone Veil, ministre de la Santé, qui était invitée de la presse parlementaire...

Une scission au Front progressiste (gauchistes d'opposition). Les membres de la tendance « gaullisme et révolution »...

LE DERNIER MOIS DE LA SESSION DE PRINTEMPS

Le Parlement est menacé de surchauffe

Depuis l'ouverture de la session de printemps, le 2 avril, soit en l'espace de deux semaines...

lité des sexes dans la fonction publique; les institutions sociales et médico-sociales...

seront invités à prolonger leurs travaux au cours d'une session extraordinaire...

Trois propositions : lute contre le proxénétisme, indemnisation des rapatriés, dommages provoqués par vaccination obligatoire...

De nombreux textes sont actuellement en instance au Parlement. Certains, examinés par l'Assemblée nationale et par le Sénat...

Après s'être estimés en « chômage technique » (le Monde du 7 mai), l'Assemblée pourra bien se plaindre bientôt d'une certaine « surchauffe »...

PATRICK FRANCES.

CONTRE LE VOL : ATTENTION. Le voleur n'est pas toujours disposé à tomber dans les pièges des installations classiques. Parce que le besoin de protection devient plus crucial de jour en jour...

Rothmans King Size filter. La vogue est à Rothmans King Size Filter. Les raisons en sont évidentes: Sa juste longueur, ses tabacs savoureux, son filtre parfait. Vendue dans 160 pays et à bord de 110 lignes aériennes...

POLITIQUE

L'École nationale d'administration va changer de directeur

C'est le 31 juillet prochain que prendra fin le...

agréés des facultés de droit — est également envisagé dans le...

Monde du 8 juin 1974), une femme a choisi le ministère de l'intérieur...

Le choix des élèves

Les élèves de la promotion entrés à l'ENA en 1973 et ayant terminé leur scolarité en mai 1975...

VOIE D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Caisse des dépôts et consignations: Mme Marie-Françoise Jouan de Ker...

Conseil d'Etat: M. Olivier Du-

Ministère de l'éducation: M. Jean-Marc Bonal, Maurice Doridon, Gérard Lesage...

Ministère de l'équipement: M. Pierre Dentès, Jean de l'Estang du...

Ministère de l'industrie et de la recherche: M. Jack Chabot, Louis-Michel Morin...

Ministère de l'intérieur: M. Michel Baré, Bernard Boucaut, Dominique Bur...

Ministère de la santé et ministère de travail: M. Laurent Barbaroux, Jean-Claude Bary...

Ministère de l'économie et des finances: M. Gérard Ducrocq, Alain Ducrocq...

Ministère de l'agriculture: M. Gérard Duast, Jacques Darazac...

Ministère de l'économie et des finances: M. Jean-Marie de Rodman, M. Anne Guillen...

Ministère de l'éducation: M. Pierre Bunel, Gilles Orsag...

Ministère de l'équipement: M. Pierre Julien, Mlle Chantal Le-

Ministère de l'industrie et de la recherche: M. Gérard Tagliana...

Ministère de l'intérieur: M. Bernard Malgouyres, M. Pierre Mon-

Ministère de la santé et ministère de travail: M. Jean-Marie de Rodman, M. Anne Guillen...

Ministère de l'économie et des finances: M. Louis Marquet...

Ministère de l'économie et des finances: M. Jean-Yves Hanon...

Le Fédération nationale des associations d'étudiants des grandes écoles (FNAEG)...

France par l'importance de l'élection, la Fédération de Ha-

Toulouze. — M. François Mit-

France par l'importance de l'élection, la Fédération de Ha-

Toulouze. — M. François Mit-

Toulouze. — M. François Mit-

Toulouze. — M. François Mit-

Toulouze. — M. François Mit-

Toulouze. — M. François Mit-

Toulouze. — M. François Mit-

Toulouze. — M. François Mit-

Toulouze. — M. François Mit-

Toulouze. — M. François Mit-

Toulouze. — M. François Mit-

Toulouze. — M. François Mit-

Toulouze. — M. François Mit-

Le pouvoir vu du pouvoir

(Suite de la première page.)

Au fond, le lecteur est invité en tiers à une conversation libre, sans protocole et sans tabous, entre le ministre et notre confrère Alain Duhamel...

Au niveau de la « politique politique », l'auteur distribue quelques robustes coups de boutoir...

Les alliés gaullistes ne sont guère épargnés, et d'abord leur inspirateur: Un des travaux du général de Gaulle était son mépris des hommes...

« Le Monde » dans la campagne présidentielle

A propos de l'attitude de la presse pendant la campagne présidentielle de 1974...

second tour, de 112 colonnes à M. Mitterrand et 103 à M. Giscard d'Estaing...

— Les articles de première page en faveur de M. Mitterrand ont été, pour le second tour, au nombre de 7...

— Les surfaces consacrées par le journal aux prises de position des candidats ont été celles qui ont été présentées en leur faveur à l'exclusion de tout compte rendu de débat ou de tout article établissant des parallèles entre plusieurs candidats...

— Les articles de première page en faveur de M. Mitterrand ont été, pour le second tour, au nombre de 7...

— Les surfaces consacrées par le journal aux prises de position des candidats ont été celles qui ont été présentées en leur faveur à l'exclusion de tout compte rendu de débat ou de tout article établissant des parallèles entre plusieurs candidats...

— Les articles de première page en faveur de M. Mitterrand ont été, pour le second tour, au nombre de 7...

— Les surfaces consacrées par le journal aux prises de position des candidats ont été celles qui ont été présentées en leur faveur à l'exclusion de tout compte rendu de débat ou de tout article établissant des parallèles entre plusieurs candidats...

— Les articles de première page en faveur de M. Mitterrand ont été, pour le second tour, au nombre de 7...

— Les surfaces consacrées par le journal aux prises de position des candidats ont été celles qui ont été présentées en leur faveur à l'exclusion de tout compte rendu de débat ou de tout article établissant des parallèles entre plusieurs candidats...

— Les articles de première page en faveur de M. Mitterrand ont été, pour le second tour, au nombre de 7...

— Les surfaces consacrées par le journal aux prises de position des candidats ont été celles qui ont été présentées en leur faveur à l'exclusion de tout compte rendu de débat ou de tout article établissant des parallèles entre plusieurs candidats...

— Les articles de première page en faveur de M. Mitterrand ont été, pour le second tour, au nombre de 7...

— Les surfaces consacrées par le journal aux prises de position des candidats ont été celles qui ont été présentées en leur faveur à l'exclusion de tout compte rendu de débat ou de tout article établissant des parallèles entre plusieurs candidats...

— Les articles de première page en faveur de M. Mitterrand ont été, pour le second tour, au nombre de 7...

— Les surfaces consacrées par le journal aux prises de position des candidats ont été celles qui ont été présentées en leur faveur à l'exclusion de tout compte rendu de débat ou de tout article établissant des parallèles entre plusieurs candidats...

APPRENEZ LUI A SE DEFENDRE SEULE. VOUS PARTIREZ PLUS TRANQUILLE. Verrou de sûreté bronzé or à clef plate, modèle CITY 34. Système d'alarme électronique pour l'appartement LOGALARM 2001, en kit "prêt à poser" 450. ALARM SYSTEM "3M" Protection volumétrique (modèle RADAR), en kit "prêt à poser" avec sirène électronique 1320. Verrou de sûreté à pompe CENTRAL 101. Système d'alarme électronique "par contact" modèle CUIZE, en kit "prêt à poser" 1298. Ensemble serrures "points forts" RICHET 3 points 672, 5 points 770. Carte personnalisée pour la reproduction des clés code secret. Dans les 8 BHV tous les systèmes d'alarmes et serrures inviolables. Les plus grandes marques de cadenas, serrures, verrous, alarmes électroniques que vous pourrez poser vous-même. Mais le BHV peut, à votre place, réaliser tout ou partie des travaux que vous souhaitez faire. Entre autres, le blindage des portes, l'installation complète des systèmes d'alarme, etc. Demandez à nos techniciens tous les renseignements, ils sauront vous conseiller. jusqu'à épuisement des stocks

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE RIVOLI - FLANDRE - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - BELLE ÉPINE - ROSNY 2 - CRÉTEIL

380 F le m² en location pour vos bureaux

leMETRO au pied de l'immeuble (Havre-Caumartin à 20mn, ligne n°9)

Jones Lang Wootton 80, avenue Marceau - 75008 Paris Tel. 720.21.23

sofracim 50, avenue Daumesnil - 75012 Paris Tél. 348.13.00

هكذا من الأهل

A RÉVOLTE DES PROSTITUÉES LYONNAISES

Occupation de l'église Saint-Nizier continue

De notre correspondant régional

— Soixante prostituées ont occupé l'église Saint-Nizier le mardi 3 juin. Elles se sont installées dans la nef, au matin, ainsi que nous l'avons annoncé dans nos éditions du 3 juin. Elles ont refusé de quitter la police et le fait qu'on les ait évacuées de l'église n'a pas empêché le mouvement de continuer.

« Des gens seront peut-être choqués, et peut-être le serez-vous aussi, mais des chrétiens peuvent-ils penser qu'il y a des femmes « sales », et qu'une église ne devrait servir de refuge à des prostituées ? » Et elles citent à l'appui saint Luc et la parabole de Marie-Madeleine.

Au chef de l'Etat, « président de tous les Français, donc aussi président des prostituées », elles demandent « de faire surseoir aux poursuites dont (nous sommes) les victimes. Autrement, la police devra nous massacher dans l'église. Aucune d'entre nous n'est en prison, monsieur le président ».

« Des gens seront peut-être choqués, et peut-être le serez-vous aussi, mais des chrétiens peuvent-ils penser qu'il y a des femmes « sales », et qu'une église ne devrait servir de refuge à des prostituées ? » Et elles citent à l'appui saint Luc et la parabole de Marie-Madeleine.

Au chef de l'Etat, « président de tous les Français, donc aussi président des prostituées », elles demandent « de faire surseoir aux poursuites dont (nous sommes) les victimes. Autrement, la police devra nous massacher dans l'église. Aucune d'entre nous n'est en prison, monsieur le président ».

Une déclaration du cardinal Renard

Des lundi soir, le cardinal Alexandre Renard, archevêque de Lyon, a déclaré qu'il était « comédien des situations douloureuses et regrettables dans lesquelles se trouvent ces personnes, et en accord avec le mouvement du Nid pour vouloir l'abolition effective de la prostitution par une action positive sur toutes les causes : politiques, économiques, sociales, affectives. Une église est un lieu de prière, pas une tribune publique. Mais nous devons tous nous poser une question : pour quoi des femmes, dont la plupart sont des mères, en sont-elles arrivées là ? »

Le Père Béal, curé de la paroisse, accepte cette « occupation » et n'entreprendra rien pour la faire cesser. Quant au préfet délégué à la police, M. Noir-Cosson, il avait déclaré lundi qu'il son avis « le mouvement n'est pas loin ». « On en voit bien, ajoutait-il, les tenants et les aboutissants, étant données les organisations qui le soutiennent. Mais je n'ai pas l'intention de prendre position, pas plus que de modifier l'attitude de la police envers ces personnes. Quant à ce qui est de les accepter dans une église, c'est l'affaire de la paroisse concernée. La police n'a pas l'intention de faire procéder à une évacuation. » — J.-M. Th.

Des lundi soir, le cardinal Alexandre Renard, archevêque de Lyon, a déclaré qu'il était « comédien des situations douloureuses et regrettables dans lesquelles se trouvent ces personnes, et en accord avec le mouvement du Nid pour vouloir l'abolition effective de la prostitution par une action positive sur toutes les causes : politiques, économiques, sociales, affectives. Une église est un lieu de prière, pas une tribune publique. Mais nous devons tous nous poser une question : pour quoi des femmes, dont la plupart sont des mères, en sont-elles arrivées là ? »

Le Père Béal, curé de la paroisse, accepte cette « occupation » et n'entreprendra rien pour la faire cesser. Quant au préfet délégué à la police, M. Noir-Cosson, il avait déclaré lundi qu'il son avis « le mouvement n'est pas loin ». « On en voit bien, ajoutait-il, les tenants et les aboutissants, étant données les organisations qui le soutiennent. Mais je n'ai pas l'intention de prendre position, pas plus que de modifier l'attitude de la police envers ces personnes. Quant à ce qui est de les accepter dans une église, c'est l'affaire de la paroisse concernée. La police n'a pas l'intention de faire procéder à une évacuation. » — J.-M. Th.

occupantes de l'église Saint-Nizier, qui ont déclaré vouloir obtenir « en année de la femme » une « loi de la femme ». Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la loi féminine se plaignent de la situation des prostituées. Elle a déclaré que la loi de la femme n'est pas une loi de la femme, mais une loi de la femme. Elle a déclaré que la loi de la femme n'est pas une loi de la femme, mais une loi de la femme.

occupantes de l'église Saint-Nizier, qui ont déclaré vouloir obtenir « en année de la femme » une « loi de la femme ». Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la loi féminine se plaignent de la situation des prostituées. Elle a déclaré que la loi de la femme n'est pas une loi de la femme, mais une loi de la femme. Elle a déclaré que la loi de la femme n'est pas une loi de la femme, mais une loi de la femme.

occupantes de l'église Saint-Nizier, qui ont déclaré vouloir obtenir « en année de la femme » une « loi de la femme ». Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la loi féminine se plaignent de la situation des prostituées. Elle a déclaré que la loi de la femme n'est pas une loi de la femme, mais une loi de la femme. Elle a déclaré que la loi de la femme n'est pas une loi de la femme, mais une loi de la femme.

occupantes de l'église Saint-Nizier, qui ont déclaré vouloir obtenir « en année de la femme » une « loi de la femme ». Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la loi féminine se plaignent de la situation des prostituées. Elle a déclaré que la loi de la femme n'est pas une loi de la femme, mais une loi de la femme. Elle a déclaré que la loi de la femme n'est pas une loi de la femme, mais une loi de la femme.

occupantes de l'église Saint-Nizier, qui ont déclaré vouloir obtenir « en année de la femme » une « loi de la femme ». Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la loi féminine se plaignent de la situation des prostituées. Elle a déclaré que la loi de la femme n'est pas une loi de la femme, mais une loi de la femme. Elle a déclaré que la loi de la femme n'est pas une loi de la femme, mais une loi de la femme.

< Les filles de joie arrivent avant vous au royaume de Dieu >

Des prostituées dans une église ? Le fait peut sembler insolite. Pourtant, il ne l'est guère.

A Rome, au quatorzième siècle, un dominicain et un franciscain étaient chargés, alternativement, de prononcer en l'église San-Carlo-du-Corso des sermons à l'intention des péripatéticiennes. Le rappelant lors du dernier synode, le cardinal Périoles Felici, Italien, estimait « urgent de reprendre cette pastorale exemplaire sous une forme ou sous une autre » (Le Monde du 10 octobre 1974).

Il existe, d'ailleurs, des liens étroits entre la prostitution et le christianisme. La Bible évoque la prostitution sacrée qui était florissante dans les sanctuaires de Canaan (Deutéronome 23, 18). Dans nombre de religions païennes, la prostitution était organisée par les prêtres sous forme de culte et de leur bénéfice. En Inde, fleurissait le culte du Lingham, symbole phallique de la procréation, entouré d'emblèmes érotiques de toutes sortes qui entraient les hommes dans des maisons spéciales tenues par des prêtres. En dépit de la loi mosaïque qui l'interdisait, le temple de Salomon était un marché de prostitution, parce que la prohibition ne s'appliquait en principe qu'aux Hébreux ; les femmes étrangères pouvaient donc faire l'objet d'un commerce.

Loïn d'ignorer les prostituées, l'Evangile en parle à plusieurs reprises. Au cours du banquet que lui a offert le pharisien Simon, Jésus accepte, sans un geste de recul, qu'une courtisane l'onde ses pieds de ses larmes, les couvre de parfum et les essuie de ses cheveux. Se tournant vers son hôte, le Christ lui dit : « C'est pourquoi je le dis, ses péchés, ses nombreux péchés lui sont pardonnés puisqu'elle a manifesté beaucoup d'amour » (Luc, 7, 47).

Ailleurs, le Christ effime aux grands prêtres et aux anciens : « Les publicains et les filles de joie vous précèdent au royaume des cieux. »

Le long des chemins. Jésus, qui avait une prédilection pour les pauvres, aimait tout naturellement les courtisanes, qui ne sont pas forcément démunies d'argent mais sont esclaves de la concupiscence masculine et victimes de la société. Il n'est guère que les pays socialistes pour avoir fait — du moins théoriquement — disparaître la prostitution.

Dans la Bible toujours, la « véritable » prostituée c'est le peuple d'Israël, qui abandonne son époux divin pour s'abandonner aux idoles.

« Je t'ovais plantée comme un cep de choix, dit Yahvé, comment t'es-tu changée en plant dégoûtée ? (...) Est-il un seul lieu où tu ne sois livrée ? Tu étais là, pour le cantilène, le long des chemins et tu conservais un front de prostituée qui refuse de rougir » (Jérémie 2, 20-35 et 3, 2-5).

Dans l'Apocalypse enfin se trouvent des pages enflammées sur le grand prostituée que les exagérés appliquent volontiers à l'Eglise : « La grande courtisane est assise sur les grandes eaux avec laquelle ont formé les rois de la terre et qui a enivré les habitants du vin de ses impudicités. » (Apoc. 17, 2).

Les prostituées de Lyon ont empli maitrô à méditation...

HENRI FESQUET.

MALLORCA

rapprochée par Port-Vendres



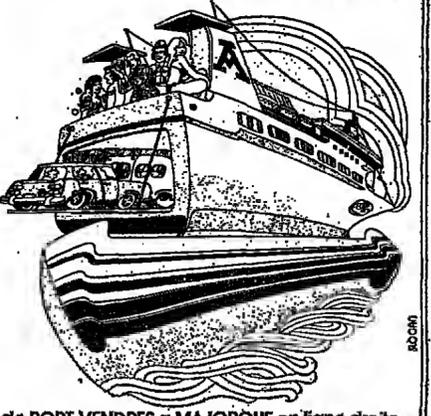
Avec les car-ferries AZNAR

Vous effectuerez avec votre voiture un voyage rapide et agréable vers les ILES BALEARES. Vous ne vous souciez plus des attentes en frontière ni des encombrements de Barcelone, sans compter les gains de temps et d'argent.

car-ferries AZNAR LINE

Autres services: Ligne: BARCELONA-IBIZA • Ligne: IBIZA-PALMA

Pour plus ample information contactez: Comptoir Languedocien de Transit et de Manutention: Gare maritime, 66660 PORT-VENDRES Tél. (69) 380180 - 380421 - 380616 Téléc: 49.763 Our: votre agence de voyages habituelle



de PORT- VENDRES à MAJORQUE en ligne droite

ITE PUBLICITAIRE
BIJOUX
ARGENTERIE
0% remise
TOUS LES PRIX MARQUES
AU GUI BLANC
de Provence (angle r. St-Georges)
t. seulement de 14 à 19 heures

Pompadour
SPECIALISTE
EREMONIES
la plus élégante collection parisienne
ensembles, manteaux, des courtes et longues de naturelle, imprimés, mousseline, etc.
IANDES TAILLES
du 42 fort au 60
bis, Bd HAUSSMANN
M^e Chaussée d'Antin

le refuge formation
système de formation professionnelle continue
Stages de :
• Informatique • Informatique
• Statistiques et calcul des probabilités
• Recherche opérationnelle
• Production et simulation
• Gestion des entreprises
• Marketing et Commercial
• Comptabilité
• Droit des Affaires
• Production et maintenance
• Formation Humaine
• Secrétariat
• Langues : (Allemand, Anglais, Arabe, Espagnol, Hébreu, Italien).
Pour tous les problèmes de formation contactez nos conseillers au téléphone ou sur rendez-vous
REFUGE FORMATION
Rue de Chabry 75010 PARIS
Tél. : 86375 00 824 85 19

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Réserver aux lecteurs résidant à l'étranger
Nombres spécimens sur demande
5, rue des Italiens, 75002 PARIS cedex 09

à 9 km au Nord de Paris • un stockage fonctionnel et économique • livraison Printemps 1975
ENTREPÔTS de la MUETTE GARGES-les-GONSESSE
20.000 m² à louer, divisibles depuis 1.000 m²
Bourdais Industrie
PARIS - 164, 166 Bd Haussmann - 75008 - Tél. 227.11.89 +
LYON - Le Britannia - 20 Bd E. Deruelle - Tél. 71.00.36 +

Pour recevoir une documentation
Société
Nom
Adresse
Tél.

Sous l'égide de la Municipalité d'Asnières rénovation du quartier Emile Zola
ASNIERES
308 av. d'Argenteuil
Résidence
BEAU MENIL
A VENDRE EN CO-PROPRIETE
395 appartements
parkings souterrains du studio au 4 pièces

Livraison 1^{re} tranche
166 appartements
livraison immédiate

Appartement témoin et bureau de vente sur place tous les jours de 14 h 30 à 18 heures

SEMICLE
Société d'Economie Mixte pour la Construction de Logements Economiques
5, av. Berlioz-Albrecht Paris 8^e
766 51 76

Primes et Prêts **CREDIT FONCIER (P.L.C. & P.S.I.)**
Prêts divers complémentaires

JUSTICE

Un procès pour proxénétisme hôtelier au tribunal de Paris « Une surface d'honorabilité »

Tout l'intérêt du procès, ouvert lundi 3 juin devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par M. Jacques Hennion, réside dans le fait que, pour une rare fois, les meilleures conditions de la lutte contre le proxénétisme hôtelier ont été réunies : les inspecteurs de la brigade mondaine d'abord, ceux de l'Office central de répression contre le trafic des êtres humains ensuite, ont, après une enquête commencée au mois de décembre 1972, réussi à identifier les hôtels paroxénétiques d'au moins deux hôtels de « passe » et d'un bar de racolage — établissements aujourd'hui fermés — situés dans le deuxième arrondissement, 104-106, rue Saint-Denis, et 31, rue de Palestro, à Paris.

Les principaux accusés, Louis Bourayon, dit « Loulou », quarante-cinq ans, et Joseph Barriol, dit « Jo », cinquante-sept ans, ont été identifiés par les inspecteurs de la brigade mondaine d'abord, ceux de l'Office central de répression contre le trafic des êtres humains ensuite, ont, après une enquête commencée au mois de décembre 1972, réussi à identifier les hôtels paroxénétiques d'au moins deux hôtels de « passe » et d'un bar de racolage — établissements aujourd'hui fermés — situés dans le deuxième arrondissement, 104-106, rue Saint-Denis, et 31, rue de Palestro, à Paris.

A la barre des prévenus, tous libres, défendus par des avocats de renom, de l'ancien champion d'Europe de boxe Théo Médina, tombé plus

bas que le tapie, et de vieilles femmes, semi-claques, qui n'auraient, selon le mot du président du tribunal, pu apporter à l'achat de ces « lots de passe » que la retraite des vieux, en passant par des rédacteurs d'actes véreux et un plébeu travesti. On se prend à douter un moment, et une fois encore, de l'efficacité policière et judiciaire quand on paraît Mme Talamia Guast, ancienne des huitième arrondissement.

M. Jacques Hennion, qui assure ensuite que Mme Guast est une surface d'honorabilité, interroge brièvement cette lezardeuse, née à Vladivostok en 1922. Sanglots mêlés à un charmant accent russe, cette dernière jure, sur la tête de son lit, que jamais elle n'avait été mêlée à cette affaire, et elle n'était, à près de cinquante ans, tombée « éperduement amoureuse » pour quelques mois — de « Loulou ». Le président du tribunal veut bien la croire, mais le prénom de Talamia revient avec insistance dans toutes les déclarations des quelque vingt-cinq prévenus.

« Loulou » et « Jo » sont aujourd'hui, on l'a dit, en liberté : tous deux ont été libérés sous caution. Le premier a dû verser 100 000 F, le second, qui assure qu'il n'a que 1 000 F de revenu par mois pour vivre, et une chasse en Solonje, et qui lui coûte de l'argent et du matériel, un yacht en Méditerranée et quelques autres bibelots, a versé 150 000 F, « grâce à quelques économies et à quelques amis ».

Plusieurs reprises, au cours de cette première journée d'audience, le président du tribunal a souligné « la ténacité et l'opiniâtreté » des policiers et du magistrat, et le procureur général a souligné « la ténacité et l'opiniâtreté » des policiers et du magistrat, et le procureur général a souligné « la ténacité et l'opiniâtreté » des policiers et du magistrat.

MICHEL CASTAING.

POUR CORRUPTION

Le P.-D.G. de l'Habitat coopératif est condamné à dix-huit mois de prison

De notre correspondant régional

Lyon. — La cinquième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Lyon a rendu, lundi 3 juin 1975, son jugement dans une affaire de corruption de fonctionnaire où se trouvait impliqué M. Jacques Nahmens, président-directeur général de la Société Habitat coopératif Marseille-Provence. Chapitre d'un dossier beaucoup plus vaste d'escroquerie et d'abus de biens sociaux dont l'instruction est actuellement en cours à Marseille, l'affaire de corruption en avait été détachée en raison des soupçons qui pesaient aussi sur un officier de police judiciaire, le commissaire Miolet.

En poste à Marseille, ce policier ne pouvait faire l'objet de poursuites dans le ressort du tribunal où il exerçait alors ses fonctions, et la cour de cassation avait désigné le tribunal de grande instance de Lyon pour instruire et juger la seule affaire de corruption.

Finalment, M. Miolet ayant bénéficié d'un non-lieu, seuls avaient comparu, le 14 avril 1975, devant le tribunal de Lyon, M. Nahmens, son adjoint, M. Marcel Carisuelo et M. Philippe Vaeilo, fonctionnaire du ministère des finances détaché à la délégation du trésor auprès du Crédit foncier.

Selon l'accusation, M. Vaeilo, qui avait reçu de M. Nahmens cinq chèques d'un montant total de 40 000 F, avait permis au président-directeur général de l'Habitat coopératif d'obtenir un certain nombre de prêts nécessaires au financement d'opérations immobilières, et cela en dépit du refus de récompte opposé par la Banque de France qui, connaissant la situation précaire de M. Nahmens, l'avait fait figurer sur ce qu'il est convenu d'appeler les « écritures rouges ».

M. Vaeilo a dix-huit mois de prison dont huit avec sursis et 40 000 F d'amende et M. Carisuelo a treize mois de prison dont sept avec sursis. Le tribunal de Lyon indique notamment qu'« il est constant que les rémunérations perçues par Vaeilo ont pu être placées dans un ensemble de relations de services existant entre lui, Nahmens et Carisuelo, de sorte que les avantages qui récompensaient les actions passées ont eu le même temps pour but de faciliter les services à venir ».

Le jugement fonde aussi sa conviction sur le teneur de la lettre adressée par M. Carisuelo au député des Bouches-du-Rhône, M. Arnaud, le 18 octobre 1972, dans laquelle M. Carisuelo indiquait que M. Vaeilo avait eu l'occasion « de nous rendre un certain nombre de services », lettre qui, pour le tribunal, corrobore l'existence de cet ensemble de relations de services.

La mention de cette lettre au début dans les attendus du jugement confirme ainsi l'existence de relations entre les dirigeants de l'Habitat coopératif et certains parlementaires de la majorité. A l'audience, le 14 avril, M. Jarami, avocat de M. Nahmens, n'avait d'ailleurs pas hésité à dire, au cours de sa plaidoirie : « Vous ne voyez ici qu'un petit bout de la queue du renard, alors que le bête est ailleurs. Nahmens ne paiera pas tout seul ce qu'il perdrait sa robe. Je sais, avait ajouté l'avocat, beaucoup de choses sur cette affaire et je n'hésiterai pas à aller jusqu'au bout et à faire citer des témoins qui seront bien obligés de comparaître. » Cependant, en dépit de l'invitation du représentant du ministère public qui avait aussitôt fait savoir qu'il était tout disposé à entendre prononcer des noms, M. Jarami n'avait rien dit, comme s'il estimait ne pas avoir à brôler prématurément ses cartouches. — J.-M. Th.

A LA COUR DE CASSATION

La commission d'indemnisation alloue des dommages-intérêts à deux requérants d'origine nord-africain

Réunie sous la présidence de M. Lancelin, conseiller à la Cour de cassation, la commission d'indemnisation des personnes ayant fait l'objet d'une détention préventive avant de bénéficier d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement, a considéré comme fondées deux des six requêtes qui lui étaient soumises.

En premier lieu, sur le rapport du conseiller Vienne et les conclusions de M. Armand, avocat général, la somme de 2 000 francs a été accordée à M. Saad Bouhassane, manœuvre, demeurant à Mollaret-sur-Oise (Gard), qui réclamait 5 000 francs.

Condamné par défaut, le 9 juin 1970, à un an de prison par le tribunal correctionnel de Nice, qui avait lancé contre lui un mandat d'arrêt le 26 janvier 1971, M. Bouhassane avait été arrêté le 18 janvier 1971 et incarcéré à Privas, en attendant d'être transféré à Nice, le 21 janvier 1971. Il avait été, conformément à l'article 485 du code de procédure pénale, comparu devant le tribunal correctionnel dans les huit jours qui ont suivi son arrestation, c'est-à-dire le 26 janvier 1971 — afin qu'il soit statué sur la validité du mandat d'arrêt le concernant. Cette formalité n'ayant pas été remplie, il a été déclaré inéligible du 26 janvier au 5 février, date à laquelle il a été mis en liberté avant d'être relaxé par le tribunal correctionnel de Nice, le 15 janvier 1972, dans une affaire de coupe et blessures dont une personne avait été victime lors d'un concert public à Menton, le 15 août 1969.

qu'il avait été appelé au service actif après avoir opté pour la nationalité française. Après qu'il était considéré comme déserteur, il était revenu volontairement en France, le 23 septembre 1971, et fut écroué le 25 septembre 1971. Pour servir comme harki proclanant ainsi qu'en substance plusieurs officiers, il n'avait effectué de service militaire que la mission d'indemnisation a ré;

Pour avoir présenté des passeports falsifiés

M. WILLIAM HOLDER ET Mlle CATHERINE KERI SONT CONDAMNÉS A DES PEINES DE PRIS

M. William Holder, vin ans, et Mlle Catherine Keri, vingt-quatre ans, qui a été détournée vers Alger, le 6 février 1972, un Boeing parti de Francfort, ont comparu le 2 juin, dans une box de la chambre correctionnelle de Paris pour avoir présenté des passeports falsifiés lorsqu'ils furent à l'hôtel de la capitale française, le 13 et 22 mai.

M. Jean-Jacques de Pélissier, député de la Seine-Saint-Denis, a déposé une plainte contre M. Holder et Mlle Keri, en raison de graves troubles de santé qu'ils ont causés par leur séjour en France. M. Holder a été condamné à trois mois de prison avec sursis et Mlle Keri à trois mois de prison avec sursis et 100 000 F d'amende.

L'AFFAIRE DES FAUSSES FACTURES EN APPEL

M. Santini est plus bavard que M. Chazalon

Lyon. — Le débat d'appel de l'affaire dite des fausses factures s'achève vers sa fin devant la quatrième chambre de la cour de Lyon, où il est entamé depuis le 28 avril dernier. Il reste essentiellement à examiner, à partir du 3 juin

1975, le cas de sociétés Novafre, Européenne de ferraille et Compagnie française de ferraille, dont les dirigeants parisiens, MM. André Teplian et Jean Dufayet, ont été relaxés par le jugement de première instance. Le ministère public avait fait appel à minima.

De notre correspondant régional

Juste avant eux, lundi 3 juin, M. André Chazalon comparait en sa qualité de gérant de la Société des anciens établissements Adrien Tardieu, qui ont leur siège à Grand-Croix, dans la Loire. La faillite reprochée à M. Chazalon, d'un montant de 317 058,70 francs et en-tête de la maison Dagand, est évidemment peu de chose en regard du total des factures dont il s'agit de répondre. Les sociétés Novafre et Compagnie française de ferraille, elle est même très minime encore, comparée aux quatre-vingt-dix factures représentant une somme de 1 300 000 francs, dont répond pour sa part M. Georges Santini qui, précédemment, passait l'épreuve de l'appel le même jour que M. Chazalon. Si l'un des deux, M. Chazalon est député non inscrit de la Loire, l'affaire ne ayant point empêché d'être réélu en 1973.

Lors du débat de première instance, cette qualité avait été non pas pudiquement mais objectivement ignorée, aucun de ceux qui participaient aux débats précédents, juge, entendant ou avocat n'y avait fait la moindre allusion. Il n'en a pas été de même devant la cour où l'avocat général, M. Jean Aldebert, dans son réquisitoire, n'a pas hésité, lui, à mentionner cette qualité pour, du même coup, considérer comme plus grande encore la faute de l'industriel. Évidemment, M. Aldebert devait parler des « fonctions publiques qu'exerce M. Chazalon, fonctions prestigieuses, tournées de

servitudes et qui exigent d'abord la rigueur sur le plan de la conduite des affaires personnelles ».

Comme l'avocat général tient M. Chazalon pour coupable, n'était-il pas en droit de dire à son sujet « Depuis, il est au courant des besoins de la communauté nationale et de l'insuffisance des moyens nécessaires à la totalité de ces besoins. Depuis, il vote le budget. Il doit savoir dans quelle mesure la fraude fiscale, précisément, est un obstacle à la satisfaction complète de ces besoins nationaux. Il est mépris

« Les impérialistes de la ferraille »

Aussi bien, a-t-on pris davantage d'intérêt à écouter M. Georges Santini, négociant en ferraille à Vourles, dans le Rhône. Car M. Santini, lui, a vendu la mèche, du moins pour ce qui le concerne. S'il était en possession de quinze factures récupérées, de seize factures Dagand et de seize factures Mangé, c'est parce qu'il ne pouvait faire autrement.

« A partir du moment où mon négoce a pris de l'ampleur, a dit M. Santini, je me suis heurté au système : il a ensuite expliqué ce qu'était le système : « Quand on a besoin de beaucoup de

que quoiconque à même de mesurer les immenses conséquences d'une telle fraude ».

En conclusion, M. Aldebert a donc demandé la confirmation de la peine prononcée par le tribunal, c'est-à-dire trois mois de prison avec sursis et 30 000 F d'amende. M. Chazalon, lui, a continué de soutenir son innocence et le marchandise correspondant aux 317 058 F de la facture lui a été bel et bien livré et livré par la maison Dagand. Il ne paye. N'a-t-il pas d'ailleurs en sa faveur des contrôles fiscaux qui, en dépit de leur rigueur, n'ont permis de rien voir ? « Pour ce qui me concerne, a dit M. Santini, je n'ai rien reproché à ses avocats devant reprendre le détail de ce dossier technique dans sa complexité, car, en cela, rien n'a été changé.

même un adresse inévitablement à des gens qui ne veulent pas apparaître sous leur nom. C'est le fournisseur, dès lors, qui nous téléphone nous propose de marchandise et, en même temps, nous donne le nom du fournisseur qui devra établir la facture et nous donner des autres journaux comme celui de la transaction. Car ce n'est pas moi qui choisis les fournisseurs mais bien ceux qui me fournissent ».

M. Santini a ajouté : « Ceux qui vendent en imposent le recours à un fournisseur sont en vérité toujours les mêmes. Pour ce qui me concerne, a dit M. Santini, je n'ai rien reproché à ses avocats devant reprendre le détail de ce dossier technique dans sa complexité, car, en cela, rien n'a été changé.

On ne pouvait pas être plus clair, mais on n'a pas pu, non plus, aller plus loin.

JEAN-MARC THÉOLÉTYE.

FAITS DIVERS

LA PRISE D'OTAGES A LA PRISON DE MELUN

« Une affaire personnelle »

C'est une affaire personnelle, entendait-on dire, mais comment peut-on dire, avec quelle douceur on traite un criminel et un bourreau de la Gestapo, bénéficiant en prison d'un régime de faveur. Il a fait avec l'Etat de France qui, lui, n'a pas oublié ses parents morts en déportation. « Témoignages indirects qu'il faut accueillir avec prudence, tout comme ces autres faits », rapportés sur les « exigences des politiques en matière de repas » ; sur les insultes aussi, qui auraient été proférées à l'encontre de Catania par Barbier : « Les cuisines sont masquées, remporte-la, sale juif ».

Catania avait demandé, dit-on, à ne plus « servir » Jean Barbier et à être transféré dans une autre prison : les autorités n'avaient pas accédé à sa demande, ce qu'il en a été tenu de faire lundi soir pour éviter de nouveaux incidents. Les deux hommes sont maintenus à la centrale de Tours. — F. G.

« C'est une affaire personnelle, entendait-on dire, mais comment peut-on dire, avec quelle douceur on traite un criminel et un bourreau de la Gestapo, bénéficiant en prison d'un régime de faveur. Il a fait avec l'Etat de France qui, lui, n'a pas oublié ses parents morts en déportation. « Témoignages indirects qu'il faut accueillir avec prudence, tout comme ces autres faits », rapportés sur les « exigences des politiques en matière de repas » ; sur les insultes aussi, qui auraient été proférées à l'encontre de Catania par Barbier : « Les cuisines sont masquées, remporte-la, sale juif ».

Catania avait demandé, dit-on, à ne plus « servir » Jean Barbier et à être transféré dans une autre prison : les autorités n'avaient pas accédé à sa demande, ce qu'il en a été tenu de faire lundi soir pour éviter de nouveaux incidents. Les deux hommes sont maintenus à la centrale de Tours. — F. G.

Sous la menace de cotisations de cuisine et après une courte bagarre, Catania et Paliso s'emparaient de deux hommes. Ils n'en ont rien fait, dit Jean Barbier, et Francis Roussillon, qui se rend, l'un et l'autre, légèrement blessés. Puis des négociations s'engagent. Les « conditions », exprimées pour l'essentiel par Giuseppe Catania, sont très vite précisées : « Que Jean Barbier confesse ses crimes, qu'il s'engage à ne plus servir, qu'il soit entré en Israël pour y être jugé comme Eichmann par un tribunal d'exception. » Selon les policiers, ce sont Jean Barbier et Francis Roussillon qui ont obtenu un magnétophone pour enregistrer la « confession » de Barbier, confession sollicitée le surlendemain de la prise d'otage. Enfin, ils réclament la présence d'un rabbin pour les négociations.

A 14 heures, après l'intervention du président de la communauté israélienne, M. Alboche, et du rabbin de Melun, M. Dayan, les deux otages sont libérés sans que la brigade anti-commando, requise, n'ait eu à intervenir.

« Giuseppe Catania, détenu de

« Une charge de plastique a explosé dans la nuit du 2 au 3 juin, vers 21 heures, dans les locaux particuliers de la chambre de commerce de Golfe-Juan (Alpes-Maritimes), provoquant d'importants dégâts dans le bâtiment préfabriqué. Aucune organisation n'a revendiqué pour l'instant ces attentats. — (Corresp.)

reste quelques places...

AFGHANISTAN

VIE DES STEPPES 20J. 3580⁰
HINDOUKOUCH 25J. 4900⁰
CARREFOUR DU MONDE 21J. 4400⁰
ET... 21 JOURS A CHEVAL 5150⁰

AIR ALLIANCE

3 bis, rue de Valenciennes, 4, rue de l'Échelle
75006 Paris 75001 Paris
325.76.25 260.74.93 260.44.89

Après 162 op
avons pas m
occupé du

« Les autobus, ce serait parfait s'ils roulaient plus régulièrement »

هكازان الاميل

SPORTS

INSTITUT

ATHLÉTISME

le nouveau record du monde du lancer du marteau des réserves caduques

lancer le marteau à mètres lors d'une rencontre en Bulgarie, à Sofia, l'Allemand Karl-Heinz Riehm caduques les réserves qu'on fera après l'extraordinaire le jets qu'il avait réussis à en (R.F.A.) moins de deux es supervent de monde du i. Cette nouvelle performance vreau très supérieure à l'ancord du monde du Soviétique nov (76,86 mètres) n'est, en inférieure que de 10 centi- au record établi par Riehm mètres) le 19 mai. Au reste eur français Philippe Tomant, tiépa à la réunion de Rehin- porte de sérieuses garanties à la validité de ce record.

de témoignage, quatre mer- furent alors lancés. Tous té préparés, passés at e officiellement par les orga- re de la compétition et athlète n'utilisa un engin lui vant personnellement. Mieux, venaient des mêmes usines et valent aux mêmes séries de tion que ceux mis à la dispo- des concours des Jeux que de Munich (1972) et des onnats d'Europe de Rome Enfin, d'un diamètre de mètres, les câbles réponaient omes fixés par l'india 2 de e 207 des règlements de la sion internationale d'athlétisme ur (F.I.A.A.).

ppé Hermant fait d'autre part er que les Allemands ne sont pas à plaindre avec les règle- A Rehlingen, rapporte-t-il, les jets de Riehm furent de avec deux hectomètres dif- , précision que n'impose pas la F.I.A.A. En outre, après e essai, le marteau que venait ncor le nouveau recordman fut soirement soigné de la compé- pour avoir différentes vérifi- : poids, taille, contrôle du e de gravité, diamètre du câble.

te quelques places charters Tennis 690 Athènes 700

ANCE EUROPEENNE DE L'AIR 3 bis, rue de Valenciennes 4, rue de l'Échelle 75006 Paris 75001 Paris 260.74.93 - 260.44.69



Après 162 opérations, nous n'avons pas même commencé à nous occuper du mouvement.

Une Rolex Oyster, c'est, à l'origine, un bloc d'or 18 carats ou d'acier inoxydable spécialement traité. Pour transformer ce bloc en un boîtier Oyster, il faut 162 opérations distinctes. Le résultat du travail de nos artisans est un très beau boîtier soigné et exactement pour enchaîner le mouvement automatique à rotor Perpetual. Un boîtier sans le moindre défaut. Et sans aucun point faible puisqu'il ne comporte pas de soudures. De plus, la couronne de remontage (exclusivité) se visse de telle façon sur le boîtier qu'elle joue le rôle

d'un sas de sous-marin: ainsi la Rolex Oyster est-elle totalement étanche à la poussière et à l'eau. Chaque Chronomètre Rolex Oyster exige l'équivalent d'une année de travail. Quelle que soit la Rolex que vous achetez, nous voulons que vous puissiez être sûr de sa précision et de sa perfection aussi bien intérieure qu'extérieure. C'est une des raisons pour lesquelles nous prenons la peine de faire ces 162 opérations. Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.



A l'Académie des sciences morales et politiques

ELECTION DE M. JEAN LALOY

L'Académie des sciences morales et politiques a été lundi, par vingt-deux voix contre dix à M. Maurice Le Lannou et six à M. Pierre Mochel, M. Jean Laloy au siège précédemment occupé par M. Paul Bastid à la section d'histoire et géographie.

né à Meudon le 1er avril 1912, M. Jean Laloy, ministre suppléant depuis 1954, a fait toute sa carrière au ministère des affaires étrangères, où il est depuis l'an dernier directeur général des affaires culturelles, scientifiques et techniques. Attaché de consulat à Tallinn (1937), puis à Moscou (1940), membre de la délégation à la conférence d'armistice de Wiesbaden (1941), consul suppléant à Genève (1943), il passe à la direction des mouvements de résistance et à la délégation du G.P.R.F. en Suisse. A la Libération, il a occupé divers postes à l'administration centrale du quai d'Orsay, puis aux cabinets de MM. Edgar Faure et Pinay. En 1958, après un bref séjour à Moscou comme ministre conseiller, il devient directeur des affaires d'Europe (1956). Il est ensuite successivement directeur adjoint des affaires politiques (1961), conseiller diplomatique du gouvernement (1966), directeur des archives diplomatiques et de la documentation (1968). Il est professeur depuis 1950 à l'Institut d'études politiques de l'Université de 1952 à 1972 à l'ENSA. Il est l'auteur de Entre guerre et paix, le Socialisme révolutionnaire (1917) (en préparation), et a traduit Révolte d'un peuple russe, écrits sur la Russie, de Soloviev, et Les Scythes et autres poèmes d'A. Blok.

L'Académie a entendu ensuite la lecture par M. Pierre Georges Castel de sa notice sur la vie et les travaux de Jean Pommer, son prédécesseur.

Mme Benoîte Groult a été élue membre du jury Femina au cours de la séance qui s'est tenue ce soir le 26 mai. Lors de la même réunion, le prix Femina-Vacaresco a été décerné à Jean Grosjean, pour son livre Le Messie (Gallimard).

BOULE — Aux championnats d'Europe de boxe amateurs disputés à Katowice, le poids coq français Aldo Cosentino a été battu par le Soviétique Victor Rybakov par K.O. à la première reprise.

GYMNASTIQUE — L'Allemand de l'Est Wolfgang Thurne, vice-champion du monde à la barre fixe et officier dans l'armée de la R.D.A., a décidé de rester en République fédérale allemande. Cette décision serait motivée par de profonds dissentiments avec la Fédération de gymnastique de la R.D.A. et son entraîneur Peter Weber.

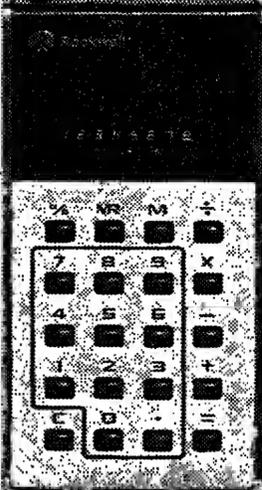
RUGBY — Pour le second match de sa tournée en Afrique du Sud, l'équipe de France a triomphé des Léopards — l'équipe des Bantous — par 34 à 9.

TENNIS — Le Mexicain Raoul Ramirez a gagné les troisièmes championnats internationaux d'Italie en battant en finale l'Espagnol Manuel Orantes, 6-7, 7-5, 7-5.

te quelques places charters Bangkok 2200 Singapour 3040

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR 3 bis, rue de Valenciennes 4, rue de l'Échelle 75006 Paris 75001 Paris 260.74.93 - 260.44.69

Pour sa fête, offrez-lui un beau jouet.



Calculatrice "Rockwell", modèle 20R, 8 chiffres, 4 opérations, %, mémoire, affichage rouge, livrée avec housse et pile.

249,90

Modèle 10R: 8 chiffres, 4 opérations, facteur constant. 165 f

Modèle 30 R: mêmes caractéristiques que 20R + x² - √x - 1/x. 295 f

Toutes ces machines sont garanties 1 an.



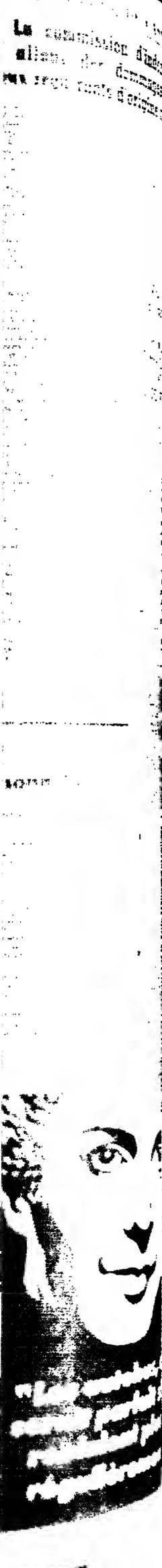
galeries lafayette HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE



"Les autobus, ce serait parfait s'ils roulaient plus régulièrement!"

Ils le font. Grâce aux couloirs réservés. Grâce à un parc renouvelé. Grâce au radiotéléphone.

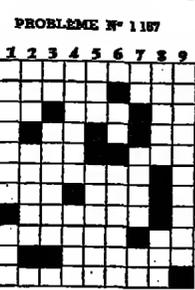
Pour que les autobus circulent mieux il n'y a pas de remède miracle. Il y a des moyens qui, appliqués en même temps, donnent des résultats positifs. Appréciés. Les couloirs réservés permettent aux autobus d'aller plus vite. Plus régulièrement. Le renouvellement du parc - 300 autobus neufs chaque année - permet de disposer d'un matériel sur lequel on peut compter. La radiotéléphonie sert à intervenir rapidement pour adapter le service aux conditions de circulation. Tous ces moyens concourent à rendre l'autobus plus régulier pour que vous l'attendiez moins. C'est ce que nous voulons. DES HOMMES QUI ONT A CŒUR DE FACILITER VOS DÉPLACEMENTS.



AUJOURD'HUI

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 1187
1. Dans les vignes du Saiz...

X. Fragiles extrémités. - XI. Donnent un certain maintien.

VERTICALEMENT
1. Dans les vignes du Saiz...

Solution du problème n° 1186
HORIZONTALEMENT
I. Poudrier. - II. Armoire.

VERTICALEMENT
1. Paraboles. - 2. Orin; le...

Philatélie

Du 6 au 16 juin

L'EXPOSITION « ARPHILA 75 »

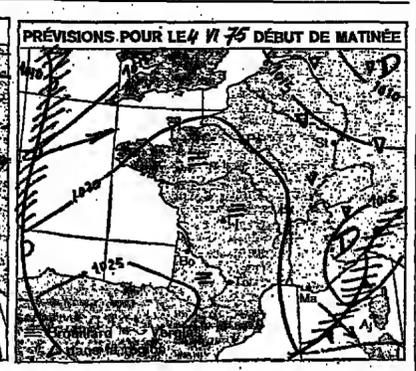
L'exposition philatélique « Arphila 75 », qui se tiendra à Paris, au Grand Palais, du 6 au 16 juin...

A PROPOS DE... LA RÉFORME DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE

Les Français et leurs maisons

À de rares moments, l'architecture devient un sujet de conversation et le public connaît quelques noms d'architectes...

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars... Zone de pluie ou neige...

allée probable de temps en sauc entre le mardi 3 juin à 1 heure et le mercredi 4 juin à 1 heure...

Températures relevées à l'étranger: Amsterdam, 13 et 2 degrés; Athènes, 29 et 21; Bonn, 16 et 6; Bruxelles, 13 et 4; Le Caire, 36 et 26; Moscou, 14 et 4; Coppenhague, 11 et 6; Genève, 15 et 8; Lisbonne, 19 et 11; Londres, 15 et 10; New-York, 24 et 21; Rome, 24 et 12; Stockholm, 13 et 2.

faits et projets

LA MENAGEMENT DES HALLES. - Réuni le lundi 2 juin, le conseil d'administration de la société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles (SEMHA) a été informé par son président, M. Christian de la Malène...

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
2147 PARIS - CEDEX 02
C.C.P. 4207 - 23

ABONNEMENTS DE VACANCES
Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 2 et 3 juin:
DES ARRÊTÉS
- Relatif à la publicité du permis de construire.

Transport

LA CARTE ORANGE EN VENTE LE 20 JUIN. - La carte orange est un véritable passeport pour les transports en commun destinés à améliorer les conditions de déplacements en région parisienne...

Région parisienne

DÉFENDRE LA CAPITALE. Une série de colloques sont organisés dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous le titre d'« États généraux de la défense de Paris »...

ASSEMBLÉES RÉGIONALES

La Normandie reste « divisée »

De notre correspondant
Le Havre. - Depuis qu'existent les deux régions, leur découpage (Basse-Normandie avec trois départements, Haute-Normandie avec deux) est contesté.

Carl Boll
L'art de chercher une situation et de la trouver!
Déjà 40.000 exemplaires vendus

JEAN-CLAUDE SOYER
M. Jean Lecanuet, garde des sceaux et maître de l'ouvrage, à l'issue de cette réunion, fait le commentaire suivant: « Deux thèses sont en présence. Je comprends M. Girault, maire de Caen, qui défend les intérêts de sa ville. Mais je continue de plaider pour Rouen puisque presque toutes les administrations siègent déjà dans ma ville. »

Les régions

LES BUDGETS POUR 1975

Priorité aux communications

DANS le Journal officiel du 29 mai, M. Michel Fontatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, en réponse à une question écrite de M. Jean Chazel, sénateur (C.D.F.) de l'Ailier, donne la répartition, par grands secteurs, des budgets primitifs des établissements régionaux.

Ce premier document de synthèse montre que les dépenses d'investissement des régions doubleront d'une année à l'autre, passant de 578 à 1.177 millions. Cette très forte augmentation témoigne aussi du bon départ de cette institution nouvelle et de la volonté des responsables régionaux de lui faire jouer pleinement son rôle au service du développement économique et social, indique M. Fontatowski.

Les communications, qui se taillent la part du lion, concernent essentiellement les avances pour le renforcement, l'amélioration et l'extension du réseau routier d'intérêt régional.

M. Fontatowski explique : « Four les deux premiers exercices budgétaires, les établissements publics régionaux ont décidé de consacrer 70 % environ de leurs dépenses d'investissement à des subventions au profit des collectivités locales et de leurs établissements ; d'autre part, le taux des subventions ainsi accordées aux collectivités locales et à leurs établissements par les régions est en moyenne de 30 % du coût de l'équipement. »

Il en résulte que les investissements des collectivités locales, suscités par les subventions régionales, peuvent être évalués à 2.600 millions de francs en 1975. Ces investissements représentent ainsi un peu moins du dixième du total des investissements des communes et des départements et de leurs établissements, estimés à 28,5 milliards de francs. Cette fraction est loin d'être négligeable si l'on considère, comme il convient de le faire, son caractère d'accroissement de la masse des investissements. »

Secteurs	1974		1975 (1)	
	En millions de francs	En pourcentage	En millions de francs	En pourcentage
Éducation et formation...	24,6	4,3	28,6	2,4
Santé	46,2	7,9	104,1	8,9
Aménagement de l'espace...	115,9	20	158,0	13,4
Développement urbain...	26,1	4,5	76,7	6,5
Communications	200,0	34	484,2	41,2
Autres secteurs et divers	164,2	28,3	385,7	32,8
Total	578,0	100	1.177,6	100

(1) Les chiffres de 1975 ne comprennent pas ceux de Provence-Côte d'Azur : la répartition des dépenses d'investissements de cette région selon les secteurs d'intervention n'étant pas, en effet, décidée par le conseil régional au moment de l'établissement du tableau.

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Une autre emprise de l'État

par PIERRE GAUDEZ (*)

UNE fois de plus, la réforme des collectivités locales est à l'ordre du jour. Débat traditionnel, arguments traditionnels. Les maires ont parlé, avec seulement un peu plus de conviction et d'intensité qu'à l'habitude, de la taille prochaine des collectivités locales... et ont appelé l'État à leur secours ; le gouvernement s'est engagé à clarifier ses rapports avec la commune, à lui assurer des ressources susceptibles d'éviter, à stopper toute politique contraignante de regroupement, et à reprendre à sa charge des dépenses injustement transférées.

Pourtant, malgré les apparences, la question de la décentralisation est nouvelle. Derrière un discours inchangé, des transformations réelles sont en train d'affecter les rapports entre l'État, les administrations, et les élus locaux. Mais les préoccupations d'autonomie locale et de démocratie comptent peu pour expliquer ces transformations et leur nature ; ce qui est en jeu c'est l'évolution du rôle de l'État et de son contrôle économique, politique et financier. L'État cherche à garder le contrôle le plus étroit possible de l'évolution économique et financière, mais en concentrant son action sur des moyens privilégiés et sur des intérêts qui permettent ce contrôle. Il s'agit donc de multiples tâches qu'il avait en charge jusqu'à maintenant et il utilise des moyens ou des circuits de contrôle souples, légers, efficaces, à côté ou à la place du système politico-administratif traditionnel, rigide, bureaucratique et centralisé.

La délégitimation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), au cours de ses dix ans d'existence, a été l'illustration parfaite et constante de ce nouveau mode d'action publique ; elle fait

aujourd'hui largement école. Les exemples d'administrations de masses nouvelles qui créent un nouveau local une véritable extraterritorialité ; ce sont les contrats de Plan ; c'est la politique des villes moyennes, mise en œuvre par un groupe central spécifique ; c'est aussi les programmes finalisés au Plan... Les relations entre l'État et les collectivités locales sont nécessairement transformées par le développement de ces systèmes d'action exceptionnels. Par nature, ils ne peuvent s'adresser qu'à des interlocuteurs eux-mêmes exceptionnels ; ils se délimitent notamment des trente-sept mille « petits maires » et, court-circuitant à tous les niveaux « le système politico-administratif » ou « bureaucratique », ils établissent des relations directes avec les maires urbains.

Ceux-ci sont devenus des partenaires privilégiés de cet État plus souple et plus contraignant à la fois. Le développement considérable des tâches d'équipement, passant d'une

manière ou d'une autre par le maître, et l'ampleur des masses financières mises en jeu leur ont donné une place très en vue. Ils sont un point de passage obligé vers tout un réseau d'institutions et d'organisations, dans lequel on trouve aussi bien des services publics d'Etat, des établissements publics, des entreprises, des organismes mixtes ou para-publics, que les services municipaux proprement dits.

En ce sens, le pouvoir des maires urbains reste de nature notable ; il vient de leur capacité à contrôler tout un réseau de décideurs, à avoir accès, eux seuls, au réseau de l'information et du financement. Pour cela, il reste toujours utile d'être député, mais il est encore plus d'être président de la Société d'économie mixte (SEM) d'équipement, de la SEM de construction, de l'Office public d'H.L.M., de la caisse des écoles, du bureau d'aide sociale... et d'être membre du conseil général, lieu privilégié d'accès au préfet.

Contrôler les grandes masses

Concentration et étagement du contrôle de l'État, développement de nouveaux modes d'action dans l'administration, rôle accru des maires urbains, ces trois tendances permettent d'acquiescer au scénario probable des relations entre l'État et les collectivités locales, et de comprendre et d'apprécier les projets de réforme en cours de ces domaines.

À l'égard des collectivités territoriales, la volonté de l'État de s'alléger de multiples tâches, tout en renforçant son contrôle financier, transformera celui-ci : il pourra être moins latéral et porter sur l'ensemble des dépenses publiques, c'est-à-dire sur les masses respectives consacrées à la consommation, à l'investissement, à l'épargne. Un tel contrôle financier global est tout à fait compatible avec une certaine décentralisation, c'est-à-dire avec la lin du système des administrations : les subventions sectorielles et prêts liés aux subventions, normes financières, modalités des investissements et grands corps de multiples tâches... On peut interpréter dans ce sens les réformes en cours ou annoncées de la fiscalité locale.

La région devrait devenir un niveau essentiel pour la planification économique, mais c'est une région qui laissera subsister un fort contrôle central. En d'autres termes, les réformes qui seraient susceptibles de transformer le pouvoir régional sont peu probables : pas d'élection au suffrage universel direct, pas d'interdiction des cumuls qui faciliterait l'apparition d'un nouveau corps politique, pas de capacité réelle d'élués et de gestion pour les élus. La région, éventuellement assortie d'une caisse régionale de l'équipement collectif, resterait un vaste champ d'action pour l'administration. Sous l'autorité du préfet, c'est elle qui contrôlerait la réalisation des équipements d'intérêt national et régional, et la répartition des crédits publics pour les autres équipements. En face, le pouvoir non administratif restera aux mains des élus à dominante rurale.

Les villes devraient devenir le lieu privilégié des politiques d'exception ou de franchises. D'une part, les enveloppes financières qu'elles pourraient mettre en jeu, les grands équipements structurants et les politiques globales présentant un enjeu important pour l'État (cas exemplaire politique à l'égard des travailleurs immigrés), seront l'objet de négociations directes avec Paris... et prendront éventuellement une forme contractuelle. D'autre part, leur action devrait s'opérer de plus en plus par des « autorités » dans lesquelles seraient représentés, à côté de ceux de la présidence du maire de la commune centre, les représentants d'autres intérêts concernés ; les administrations centrales, les grands organismes de niveau national — publics, privés, ou mixtes, — de réalisation ou de gestion de services publics. Ces agences locales pourraient être de type juridique varié : établissement public, SEM, régime, syndicat mixte ; elles seraient spécialisées dans un secteur (la construction, les transports, l'eau, les actions sociales, les interventions culturelles), elles disposeraient de ressources réelles, autonomes, et déterminées au plus haut niveau. L'État pourra ainsi contrôler le « global » et mettre en œuvre ses propres choix électifs, tout en laissant la concertation locale jouer à plein.

Dans un tel contexte, on peut prévoir, et le mouvement est déjà amorcé, une redistribution très grande du rôle des services extérieurs de l'État. Le corps préfectoral, les trésoriers payeurs généraux (T.P.G.), les ingénieurs des ponts,

concours internes. Les délais de réponse de l'organisation sont longs. Les méthodes et les outils de gestion sont peu développés. L'organisation est peu adaptée à assurer le changement (par exemple, l'introduction de l'informatic n'a aucune conséquence sur le mode de fonctionnement de la plupart des services).

La tendance mérite-t-elle d'être renversée ? Si de nouvelles organisations se mettent en place dans les villes, si de nouvelles compétences leur sont dévolues, pour ne seraient-elles pas exercées par des ingénieurs des ponts, des élus des villes des grandes écoles ? C'est ce qui risque de se passer si le personnel communal n'est rapidement revalorisé ; mais c'est une solution préjudiciable.

D'abord il y a des métiers spécifiques communs, et si on emploie des personnes qui leur correspondent sont occupés par des personnes provenant d'autres filières professionnelles, on limite les possibilités de promotion et le niveau qualitatif de ces métiers.

D'ailleurs la fonction commune a été et est encore un lieu important de promotion sociale. Une époque où, sous couvert de productivité et de rationalisation, division des tâches et généralité des lieux où la promotion et la mobilité sociale soient possibles encouragées. C'est le cas de la fonction communale ; c'est aussi le cas du niveau d'aspiration de ce qui y entrerait soit lui-même revalorisé et que les responsables importants et intéressés soient pas systématiquement confiés à des cadres provenant d'autres filières. Si la fonction n'est pas intéressante que pour les avantages secondaires qu'elle offre ; établit conditions de travail, sécurité.

Les tâches confiées par les agents supérieurs des collectivités locales à celles des agents de l'État, mais tout aussi utiles. La gestion de politiques urbaines au poste à la fois les uns et les autres la responsabilité devant des élus ou devant la population à côté d'une responsabilité devant une hiérarchie verticale ; le sens de l'action, et plus généralement de la conformité réglementaire et du contrôle ; la présence, opposée à la hiérarchie centralisée, de contacts, de contacts, de contacts de terrain à côté de contacts purement relationnels et normatifs. Les uns et les autres sont aussi indispensables à la « généralistes » des problèmes urbains dont les maires ont besoin.

Revoir la formation

Si on souhaite réellement opérer cette revalorisation de la fonction communale, diverses réformes sont possibles, avec divers degrés d'urgence et à effet plus ou moins rapproché.

Il conviendrait d'abord de régler la situation des auxiliaires dont le nombre ne cesse d'augmenter, soit en les titularisant, soit en composant sur le plan financier le risque inhérent à leur situation précaire. Il conviendrait aussi de mettre en place un programme de rattrapage de l'écart de salaires entre secteur public communal et secteur public d'Etat.

D'autres réformes supposent une modification du statut, de sa structure ou des principes qui ont présidé à sa naissance. Il s'agirait notamment d'abandonner le lien systématique entre fonction publique d'Etat et fonction publique locale, en reconnaissant que tous les emplois n'ont pas d'équivalences dans les deux statuts, c'est-à-dire qu'il y a des emplois spécifiques communaux ; de créer rapidement une possibilité d'entrer dans la fonction communale

(*) Directeur de la Fonda, des villes.

D'une province à l'autre

Languedoc-Roussillon

BÉZIERS PLUS PRÈS DE PARIS

BÉZIERS est désormais à 1 h. 20 de Paris-Le Bourget par voie aérienne avec des avions Corvette. Une liaison rapide et régulière entre cette ville et la capitale est apparue comme la condition première de l'expansion économique de la région biterroise, ont déclaré récemment au Bourget les responsables de la chambre de commerce. Le développement du tourisme et la recherche d'industries nouvelles sont actuellement les objectifs prioritaires pour cette partie du littoral languedocien.

Avec dix-neuf mille deux cent quinze emplois, le secteur industriel ne représente que 25 % de la population active au lieu de 38,8 % pour la France entière. L'installation de nouvelles industries, plus particulièrement alimentaires liées à la production agricole, pourrait diminuer l'importance du secteur « bâtiments et travaux publics », qui emploie environ 50 % de la population active du secteur secondaire.

Le développement des moyens de communication et l'industrialisation devraient aussi permettre de redresser la situation démographique. Au cours des dernières années, en effet, alors que la population française augmentait au rythme annuel de 1,1 %,

celui de la région ne dépassait pas 0,7 %. Enfin, le nombre de demandes d'emplois par rapport à la population active stagnait, à la fin de 1974 6,9 (4,37 pour la moyenne française).

Nord

LE « VAL » DANS LES PAS DU TRAMWAY

CURIEUX paradoxe ou tout simplement signe des temps ? Le tracé de la première ligne du métro Lille épousera très exactement celui de la dernière ligne de tramway supprimée en 1969 ! Le VAL, ce métro automatique léger et de petite dimension, fruit d'une technique d'avant-garde, succédera tout simplement au bon vieux tram « B » qui ferait à l'heure actuelle encore 11 y a moins de dix ans dans les quartiers populaires, entre Hellemmes et Lille.

Le projet initial était autre. La première section devait relier Villeneuve-d'Ascq à Lille en passant par Mons-en-Baroeul. Dans cette ville, à la faveur d'une enquête publique, une forte opposition s'est manifestée contre le passage du VAL sur viaduc. Mais entrera la ligne sur ce parcours aurait eu pour conséquence de gonfler la facture de 130 000 000 de francs. Une autre solution a donc été recherchée. Et c'est ainsi que l'on a redécouvert les vertus de la R.N. 41

et le chemin du tram « B » où le VAL pourra circuler en tranchée couverte. Il en coûtera seulement 53 000 000 de plus. Le Conseil de la communauté a accepté ce changement à l'unanimité moins une voix, celle du maire de Mons-en-Baroeul.

Le métro Lille n'a pas encore obtenu officiellement la participation financière de l'Etat. Le système « petit gabarit » retenu est pourtant parmi les plus abordables. En effet, le kilomètre de métro VAL coûtera 60 000 000 à Lille, contre 97 000 000 pour le métro à Marseille et 103 000 000 pour le métro lyonnais. Le calendrier des travaux devrait être fixé au mois de juillet au plus tard. On espère à Lille que, d'ici là, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, aura donné une réponse favorable.

G. S.

Provence - Côte d'azur

UNE ROUTE A SAINT-PAUL-DE-VENTE

APRÈS les protestations qui s'élevaient depuis contre la traversée d'un quartier de Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes) et la destruction d'un petit bois pour le passage de la route Cagnes-Vence (Le Monde daté du 11 mai), le maire, M. Marius Issert, précise que la décision de créer la pénitente Cagnes-Vence a été prise il y a plus de dix-sept ans par le conseil général du département après avis de la commission départementale des sites.

Ensuite, le maire indique qu'il se demande et à cette du conseil municipal et le ministère de l'équipement a assuré que des crédits importants seraient attribués et réservés pour le remplacement en nombre égal des arbres abattus pour la création de la prochaine voie.

INAUGURATION DES NOUVEAUX ATELIERS DE TRAPPES DE LA SOCIÉTÉ HIAB-FOCO

C'est dans le nord de la Suède que se sont installés les premiers constructeurs de grues hydrauliques sur camions. Parmi eux, les Sociétés HIAB et FOCO, qui ont fusionné voilà près de 10 ans, sont rapidement devenues les premiers producteurs mondiaux avec environ 15 000 unités réparties en 10 modèles couvrant une gamme allant de 3 tonnes/mètre à 15 tonnes/mètre.

A l'heure actuelle la Société suédoise HIAB-FOCO exporte de 80 à 90 % de sa production dans le monde entier. Elle est représentée dans 80 pays par des concessionnaires ou des succursales comme celle inaugurée à Trappes le 24 avril 1975. La Société HIAB-FOCO France est issue de la fusion de deux anciens importateurs de produits HIAB et FOCO.

La Direction des ventes et la Direction technique sont centralisées dans les nouveaux locaux de Trappes.

Un atelier de service et de montage est installé depuis le mois de septembre dernier à Saint-Ouen-l'Aumône et assure la maintenance des grues vendues dans le Nord-Ouest et l'Ouest. Il est également prévu que la Société implante, si la nécessité s'en confirme, un atelier identique à celui de Saint-Ouen-l'Aumône dans la partie Est de la Région Parisienne.

Le bâtiment de la Région Parisienne abrite les services commerciaux et techniques qui s'occupent plus particulièrement de la clientèle située dans une région de 100 km autour de Paris.

La Société HIAB-FOCO est parfaitement consciente que dans une période comme celle que nous traversons, la qualité du service est primordial et qu'il faudra aider la clientèle pour assurer au matériel une longévité plus grande que par le passé.

C'est dans ce but que ces investissements ont été faits.

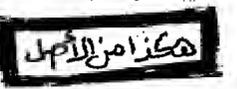
EDMON MARKETING
études régions
PROVENCE - H.E.O.
économie de la
NORMANDIE
par B. BECK
DEJA PARUS
1 PROVENCE
2 CÔTE D'AZUR
3 AUVERGNE

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Melesherbes - 75008 PARIS
TÉL. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC



ÉVÈNEMENT

LES PARCS NATIONAUX

ANOISE. Port-Cros. Pyrénées. Cévennes. Écrins. Telles sont les cinq perles naturelles dont s'est paré l'Hexagone. Ce sont cinq parcs nationaux qui ont été délimités une décennie. Ils font rêver les écologistes, photographes animaliers et les amoureux de nature à l'état brut. Du magnif. méditerranéen Port-Cros aux prairies scotiques de la Vanoise, leur diversité est à l'image de la France. Les trésors naturels qu'ils recèlent ont été accablés à un rythme majestueux des âges géologiques. Ils font partie de notre patrimoine et sont exploitables. Parce que ces biens étaient gratuits on les a trop longtemps négligés, parce qu'ils étaient inépuisables on les a même gaspillés. Depuis 1913 la France protège ses monuments et ses sites : une politique pointilliste. Il faut un demi-siècle pour comprendre que l'Etat doit protéger aussi de vastes espaces : un que leur isolement avait préservés des mœurs du monde industriel. C'était la création de parcs de la Vanoise, en 1963. Soyons modestes :

Les Américains protégeaient le fameux Yellowstone depuis quatre-vingt-dix ans déjà. Pour la première fois, et sur 50 000 hectares d'espace national, on interdisait chez nous de construire, de chasser, de cueillir, de camper. Mais à peine la Vanoise née la voici menacée. Des promoteurs veulent sur le parc étendre les griffes de leurs firmes. Ce fut une longue bataille au cours de laquelle les défenseurs de la nature coalisés imposèrent aux pouvoirs publics qui capitalisaient déjà le respect d'une loi dont l'œuvre était à peine sèche. On croyait que l'environnement était une passade, on s'aperçut que c'était une passion. Heureusement, le gouvernement en tira la leçon et créa un ministère - ad hoc -.

Juridiquement un parc national est un établissement public placé sous la tutelle du ministère de la Qualité de la Vie. Il exerce sa compétence sur un territoire précisément délimité. Sa politique est définie par un conseil d'administration assisté d'un comité scientifique. Elle est exé-

cutée par un directeur entouré d'une petite équipe de gardes-monteurs dont l'appellation indique clairement la double mission : éducation et surveillance.

Le parc national a en effet pour premier objectif de protéger le milieu naturel. D'où les multiples interdictions qui empêchent l'homme d'exercer son agressivité native à l'égard des paysages, de la faune et de la flore. La protection est fort variable : pêche, chasse, cueillette, culture, pâturage, construction, camping sont loin d'être interdits dans tous les parcs. Ces mesures spéciales couvrent une zone centrale, souvent dépeuplée et située en altitude. C'est une portion de nature érigée en une sorte de conservatoire des espèces. Quand on parle des parcs, c'est de ces sanctuaires de la vie sauvage où l'administration a tous les pouvoirs qu'il s'agit. Mais la loi constitutive de 1960 prévoit qu'alentour s'étend une « zone périphérique » où la tourisme doit être encouragé et la vie rurale assistée de cré-

des particuliers. Dans ces cantons point d'interdit unique, point de politique vraiment déterminée. Si les parcs-musées existent, leurs zones périphériques — idée originale et spécifiquement française — ont bien de la peine à acquiescer de la consistance.

Leur rôle d'accueil, d'espace de transition entre l'univers bétonné et le face-à-face avec la nature est pourtant capital. Car les parcs attirent les touristes : cent cinquante mille en Vanoise l'été dernier, soixante mille sur l'île de Port-Cros. Cette affluente plaide en faveur de la création de nouveaux parcs : le Mercantour, attendu depuis vingt ans, qu'il faudra arracher à la convoitise des aménageurs, le Haut-Ardeche. Mais elle suscite aussi espoir et crainte. Un espoir : que les visiteurs apprennent à respecter partout la nature et l'environnement. Une crainte : que leur nombre même ne mette en péril l'œuvre de préservation à peine entamée.

MARC AMBROISE-RENDU.

UN GRAND JARDIN POUR LES FRANÇAIS

ANOISE : au pays des cha-nois.

Date de naissance : 8 juillet 1963. Signe particulier : pour la première fois en France, et non sans motif, la haute montagne mise à la portée des aménageurs. Superficie : 52 800 hectares. Département : Savoie. Géographie : dans le massif de la Vanoise, plus de cent pics dépassent 3 000 mètres, et 10 % de la surface du parc sont couverts de glace. Altitude : entre 1 250 et 3 662 mètres.

LES PLANTES : richesse exceptionnelle (2 000 espèces dont 15 se trouvent que dans le parc) ; le saxifrage (plus petit arbruste monde) ; végétation celtique, yve des neiges et forêts de mélèzes, sapins.

LES BÊTES : se multiplient ; bouquetins, 3 000 chamois, marmottes, lièvres, moutons, alpes, lagopèdes, bartavelles, tétras-lyons, etc.

ACTIVITÉS : randonnées libres sur les sentiers balisés GR 5 - GR 66 ; promenades sur cinq sentiers balisés avec panoramiques ; excursions commentées gratuites, couvertes de la nature à l'abri le 1er juin et le 31 août, parties sont prévues en Mauricie et 84 en Tarentaise. Safaris de une à deux semaines et stages d'initiation à la chasse animalière ; courses en montagne.

ACCUEIL : 11 refuges en Tarentaise, 10 en Mauricie, dans une cité totale de 650 places. Restaurants, campings, hôtels et 130 chalets en zone périphérique.

RESSOURCES : Parc national de la Vanoise, 15, rue du Dr-Jullian, Chambéry. Téléph. (79) 1-70.

PYRÉNÉES : les derniers ours.

Date de naissance : 23 mars 1967. Signe particulier : laborieusement strachés aux exploitants de la montagne, une étroite bande de plus bordée la frontière sur 100 kilomètres.

Superficie : 45 700 hectares. Départements : en partie Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées.

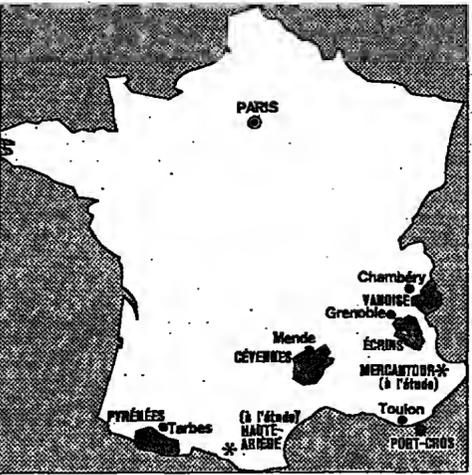
Géographie : la zone protégée est formée de sommets élevés, entre lesquels s'insinuent de courtes vallées perpendiculaires. Torrents, lacs et cascades abondent.

Altitude : entre 1 100 et 3 300 mètres. Point culminant : le Vignemale.

LES PLANTES : très variées elles vont du chêne à l'edelweiss en passant par les hêtres, les sapins et les pelouses garnies de gentianes et de lis.

LES BÊTES : quelques ours bruns (le plus grand fauve d'Europe) ; bouquetin, trois mille isards, vautours fauves, vautours de l'Égypte, gypsaux, alpes, coqs de bruyère, etc.

ACTIVITÉS : pêche sportive dans l'un des cent vingt lacs du parc, randonnée libre sur le GR 10 Atlantique-Méditerranée promenade sur 200 kilomètres de sentiers balisés et à faible pente, excursions scientifiques gratuites et guidées (quinze sur flore, faune, géologie entre le 1er juin et le 7 septembre), sorties guidées et gratuites et découverte du milieu (84 entre le 1er juin et le 6 sep-



Les cinq parcs nationaux français sont tous situés dans le tiers sud-est de l'Hexagone. Les zones ainsi protégées (soit 398 000 hectares) représentent 6,6 % du territoire national ; moins que la surface totale couverte par les autoroutes, les nationales et les routes départementales.

tembre), ascensions en haute montagne. ACCUEIL : camping autorisé dans le parc, quinze refuges appartenant au parc, au Club alpin français et à des particuliers. Camping, caravaning et hôtels en zone périphérique. ADRESSE : Parc national des Pyrénées, 43, rue Laffrey, 65000 Tarbes. Tél. (82) 93-20-80.

PORT-CROS : un parc sous-marin.

Date de naissance : 14 décembre 1963.

Signe particulier : le seul parc au monde dont la zone protégée s'étend sur terre et sur mer. Encore habité par trente personnes.

Superficie : une île et deux îlots, au total 864 hectares.

Département : Var. Géographie : un lambeau du massif des Maures, entièrement couvert d'arbres, bordé d'escarpements et de petites baies, moult entre Forqueroles et l'île du Levant.

Altitude : entre -80 et -108 mètres.

LES PLANTES : sur terre le maquis de bruyères arborescentes et d'arbousiers évolue vers la forêt naturelle de chênes verts. Sous la mer, prairies de posidonies formant récif barrière, algues, gorgones, éponges.

LES BÊTES : quelques lapins, nombreux rats herbivores, cent espèces d'oiseaux migrateurs, goélands argentés, papillons, scorpions inoffensifs et six cents espèces de coléoptères.

ACTIVITÉS : libre promenade sur les sentiers balisés, baignade sur les plages (octobre), observation sous-marine (ramassage et chasse interdits sur 800 mètres autour de l'île).

ACCUEIL : camping et bivouac interdits, quelques studios chez l'habitant, hôtel de trente chambres (coûtées). ADRESSE : Parc national de Port-Cros, 60, avenue Gambetta, 83400 Hyères. Tél. (94) 65-32-98.

ÉCRINS : de roc et de glace.

Date de naissance : 27 mars 1973.

Signe particulier : le dernier-né et le plus vaste des parcs, mais aussi le paradis des grimpeurs.

Superficie : 91 800 hectares.

Départements : pour partie, Isère et Hautes-Alpes.

Géographie : la zone protégée englobe les massifs du Champagnat et de l'Oisans, qui comptent les cimes les plus élevées, les glaciers et les parois les plus difficiles de France.

Altitude : entre 800 et 4 103 mètres (le Barre des Éclipses).

LES PLANTES : nombreuses espèces montagnardes dont certaines en voie de disparition : reine des Alpes, lys orange, génel, forêts de mélèzes, sapins et pins.

LES BÊTES : nombreux chamois, marmottes, lièvres, alpes, coqs de bruyère.

ACTIVITÉS : randonnées libres sur le sentier de grande randonnée GR 54 (ballée) faisant le tour de l'Oisans ; excursions sur les sentiers aménagés par le parc ; sorties collectives guidées et découvertes de la nature et de la montagne ; avec les guides de l'Oisans (140 sorties entre le 30 juin et le 10 septembre) ; stage « connaissance du parc » (10 jours) ; courses en haute montagne ; avec les guides d'Oisans ; itinéraires de roc et de glace de toutes difficultés.

ACCUEIL : environ vingt-cinq refuges dans le parc ; campings, hôtels, auberges de jeunesse, villages de vacances dans la zone périphérique. ADRESSE : Parc national des Écrins, 7, rue du Colonel-Roux, 05000 Gap. Tél. (92) 51-11-45.

A LIVRES OUVERTS
Parcs naturels et réserves de France, par Gilles Roche. Ed. Solar (1972).
Guide des parcs nationaux et régionaux de France, par Pierre Minvielle. Ed. Denoel (1973).

VENNES : western en Lozère.

Date de naissance : 2 septembre 1970.

Signe particulier : le parc compte cinq cents habitants, qui ont droit de pêche, de chasse, de cueillette, de culture et d'élevage.

Superficie : 84 200 hectares.

Départements : pour partie, Gard, Gers et surtout Lozère.

Géologie : la zone protégée tend sur les gneiss du mont zère, du Bougès, de l'Algoual du Lingas, sur les schistes de Cévennes et les calcaires du usse Méjean.

Altitude : entre 450 et 1 700 mètres. En moyenne, 800 mètres.

LES PLANTES : espèces en voie de disparition, le troll, le martagon, l'adonis printanier, pelouses, tourbières, sapins ; médiévale, hêtres royaux. Couvert couvre 34 000 hectares : as et conifères.

LES BÊTES : peu nombreuses, corbeaux, alpes, grands-sangliers et moutons.

ACTIVITÉS : randonnées à pied sur 250 kilomètres de sentiers balisés et à faible pente, excursions scientifiques gratuites et guidées (quinze sur flore, faune, géologie entre le 1er juin et le 7 septembre), sorties guidées et gratuites et découverte du milieu (84 entre le 1er juin et le 6 sep-

tembre), ascensions en haute montagne. ACCUEIL : camping autorisé dans le parc, quinze refuges appartenant au parc, au Club alpin français et à des particuliers. Camping, caravaning et hôtels en zone périphérique. ADRESSE : Parc national des Pyrénées, 43, rue Laffrey, 65000 Tarbes. Tél. (82) 93-20-80.

ACCUEIL : trois cents gîtes aux dans les limites du parc, gîtes de la jeunesse, petits villages de vacances et ping dans la zone périphérique. ENSEIGNEMENTS : Parc national des Cévennes, B.P. 4, 49400 St. Tél. (68) 39-91-11, 176, 2c.

Publicité for 'AVANT-SEINE' apartments. Text: 'Votre appartement à l'AVANT-SEINE aux premières loges sur PARIS avec un financement superprivilegié'. Includes a photo of a modern apartment building and a contact form for SOFAP.

CORRESPONDANCE

LES FEMMES AU PARTI RADICAL

M. Gabriel Péronnet, secrétaire général du parti radical-socialiste, nous écrit, à propos de la page « Événement » sur les Françaises dans la vie économique et politique. (Le Monde du 23 avril).

J'ai été particulièrement attentif au document intitulé « des Françaises au gouvernement » dans lequel l'auteur dressait un bilan de la représentation des femmes tant dans la vie politique française que dans les organisations syndicales, professionnelles ou sociales.

A toutes fins utiles, je tiens à porter à la connaissance de vos lecteurs les précisions suivantes concernant le parti radical :

En effet, le bureau national du parti radical, composé de quinze membres, comprend cinq femmes, soit une représentation d'un tiers ; Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine ; Mme Anne-Marie Fritsch, députée de la Moselle, parlementaire chargée de mission auprès du secrétaire d'Etat aux transports ; Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines, maire de Meulan ; Mme Eliane Perraso, avocate, conseiller municipal de Marseille ; Mme Nicole Chourau, économiste, présidente de la commission des droits de l'homme du parti radical.

Par ailleurs, je vous indique qu'une récente enquête effectuée lors du congrès national de Eagnolet tenu en janvier dernier a établi que notre parti compte 23 % de femmes parmi ses adhérents.

Advertisement for 'NOMISMA' (Monnaies anciennes et modernes) and 'ACHAT - VENTE - EXPERTISES'. Address: 10, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris. Tél: 742-09-25.

Advertisement for 'SC.PO' (SCIPOL) real estate services. Text: 'Pour votre DEMENAGEMENT 208 10-30 ODOUL'. Includes contact information for CEPES group.

Advertisement for 'SC.PO' (SCIPOL) real estate services. Text: 'Préparation d'Etat, sur place ou par correspondance. Examen d'entrée 1er année. Examen d'entrée 2e année. Seconde session. Via d'A.P. CEPES group. (lire) de professeurs. 57, rue St-Lazare, 92-Hauteville. Tél. 722-94-94.

XXXI^E SALON DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'ESPACI

L'ESPACE DE LA COMPÉTITION A LA COOPÉRATION

La conquête spatiale connaît aujourd'hui un peu le sort de ces vedettes que le public a toujours plaisir à retrouver sur scène, au soir de leur prestigieuse carrière. Elle a cessé de passionner les foules, elle les intéresse encore, de temps en temps.

Ce déclin n'est pas seulement dû au fait que le point culminant de la conquête de l'espace — le débarquement du premier homme sur la Lune en juillet 1969 — était le match final entre les deux adversaires en lice depuis dix ans, les Etats-Unis et l'Union soviétique, et qu'il désignait sans contestation possible le vainqueur. La coupe de la victoire revenait aux Etats-Unis, le grand spectacle était terminé.

Mais il est dû aussi au fait que l'espace n'a pas porté tous ses fruits. L'exploration de Vénus, aux premières photographies des planètes

du système solaire devant succéder une utilisation du proche environnement de la Terre qui serait bénéfique à tous. La précision météorologique serait améliorée, les ressources océanes par la Terre enfin découvertes, les avions allaient communiquer avec les tours de contrôle tout au long de leurs vols transocéaniques, etc. Ces satellites avaient bel et bien, mais le ciel n'a pas été plus fertile que la terre en découvertes, sauf dans le domaine des télécommunications.

Faut-il être devenu aussi rapidement utilitaire, l'espace continue d'être un domaine d'observation privilégié pour les chercheurs scientifiques, et un terrain où les nations développées affirment leur puissance technique, industrielle et politique. Mais comme sa découverte continue aussi d'être coûteuse, la compétition disparaît peu à peu, et la coopération internationale se renforce.

Premier exemple de cette coopération naissante : le vol commun américano-soviétique du mois de juillet prochain. Qu'importe si la jonction, pendant deux jours, d'une cabine Apollo et d'une cabine Soyuz ne présente guère d'intérêt scientifique. La poignée de mains, les quelques phrases, ces mots américains et mots russes se mélangent et qui seront échangés à deux cents kilomètres d'altitude par trois astronautes et deux cosmonautes, retiendront toute l'attention.

Mais y aura-t-il une suite à ce vol commun ? A Cap-Kennedy, au mois de décembre dernier, le directeur de la base ne démentait pas que des pourparlers aient eu cours au sujet d'une éventuelle mission commune à laquelle prendrait part la navette spatiale que les Etats-Unis mettent au point. La poursuite de la coopération avec les Soviétiques n'est pas non plus indésirable à la NASA. Car, dès 1977,

l'agence américaine entend bien reprendre le devant de la scène avec le premier vol de la navette spatiale. La première expérience sera limitée, puisque seul le deuxième étage de la navette, une sorte d'engin aux ailes courtes et recourbées, y prendra part. Mais, pour ce faire, il sera porté par un Boeing-747 qui décollera et atterrira avec son lourd chargement.

L'année suivante, le second étage remontera sur le dos du « 747 », mais cette fois, il y aura des hommes à bord : l'étage sera largué d'une altitude de 9 000 mètres et il atterrira seul, avec l'aide de deux moteurs montés à l'arrière, sur la piste de la base militaire d'Edwards. A partir de 1980, et le programme a lieu comme prévu, les premiers vols opérationnels pourront commencer, avec une flotte de cinq navettes prêtes à repartir dans l'espace deux semaines après en être revenues.

Entre les Etats-Unis et l'Europe

Il est très difficile de prédire, dans ce contexte, ce qu'il adviendra de l'amorce de coopération entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. En revanche, la coopération naissante entre les Etats-Unis et l'Europe pourra peut-être continuer et les deux partenaires sont satisfaits de leur pre-

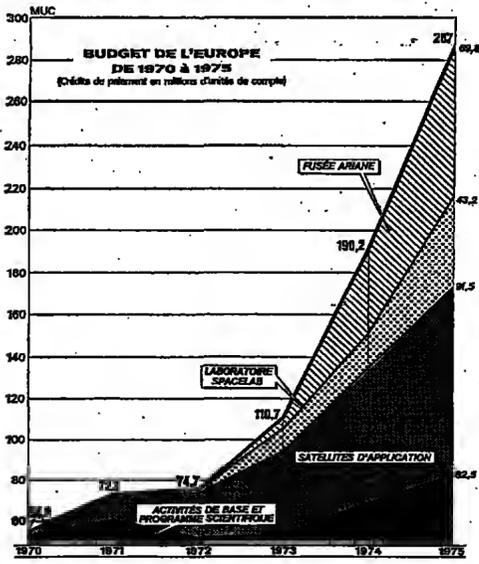
mière fusée Ariane, — que des programmes de satellites scientifiques et d'applications.

Ce large programme européen, qui a été décidé en deux temps, d'abord en 1971, puis en 1973, a provoqué, comme le montre le schéma, une croissance très rapide des budgets. Il est plus que quadruplé entre 1970 et 1975. Cette croissance est à comparer à la stagnation (en dollars courants) des budgets américains pendant la même période, et même à leur déclin certain si l'on tient compte de l'inflation.

Certes, l'échelle financière n'est pas la même. L'unité de compte européenne, équivalente au dollar américain jusqu'en 1972, vaut aujourd'hui 2,21 F. Mais la NASA compte en milliards de dollars, et l'Europe en millions d'unités de compte. Même avec la stagnation du budget de la NASA, celui de l'ESA reste encore neuf fois inférieur. Il promet cependant de croître fortement en 1976, tandis que la NASA n'en espère pas tant.

Cette croissance du budget européen serait peut-être à comparer à celle des crédits soviétiques, si on les connaissait. Car les nombreux vols de Soyuz paraissent indiquer que l'effort de Moscou s'amplifie. Le budget européen est aussi mieux équilibré que celui de la NASA, car il se partage en trois parts à peu près équivalentes dévouées à la science, aux applications (météorologie, communications, etc.), et aux moyens de lancement. Pour préserver le budget de la navette, la NASA est obligée aujourd'hui de sacrifier l'exploration scientifique qu'elle souhaitait faire et certains programmes d'applications.

Quant aux autres nations qui tentent, elles aussi, d'explorer l'espace depuis quelques années, le Japon, la Chine et l'Inde ont, hormis l'Inde, construit leurs premières fusées plutôt que de faire lancer leurs satellites par les Etats-Unis ou l'Union soviétique. C'est peut-être pour s'éviter pas encore compris l'intérêt de la coopération qu'elles semblent marcher sur les traces des Etats-Unis, de l'Union soviétique, et de l'Europe avec une et grande tenture et tant d'insuccès.



mière tentative. Dès 1980, en effet, la navette américaine doit emporter, dans ses soutes, un laboratoire habité, non largué, construit par les dix pays européens membres de la nouvelle Agence spatiale européenne (ESA). Plusieurs laboratoires doivent en principe être construits par l'Europe, qui les a conçus de façon modulaire : à un compartiment pressurisé habitable peut venir se juxtaposer un compartiment exposé au vide où seront placés des instruments d'observation (télescopes, détecteurs de particules, etc.), ou encore une simple

plate-forme aussi porteuse d'appareils de mesure. Une coopération entre les Etats-Unis et l'ESA existe aussi dans le domaine des satellites scientifiques.

Mais c'est peut-être en Europe que l'idée de coopération est pour-

Autorisations de programmes de la NASA (en milliards de dollars)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
TOTAL	2,86	3,3	3,20	3,28	3,030	3,221	3,520
dont :							
Vols habités	2,85	1,42	1,28	1,22	1,937	1,124	1,791
— programme Apollo	1,04	0,914	0,981	0,120	—	—	—
— navette spatiale	0,1	0,12	0,22	0,2	0,475	0,990	1,297
Programmes d'applications	0,122	0,166	0,167	0,154	0,161	0,174	0,230
Programmes de technologie et aéronautique	0,27	0,261	0,212	0,232	0,237	0,237	0,260
Sciences spatiales	0,30	0,4	0,53	0,67	0,694	0,540	0,742

PEU DE MATÉRIELS INÉDITS

L'Union soviétique montre, pour la première fois, l'atelier orbital Saliout qu'on peut visiter, face à une cabine Soyuz. La maquette grandeur nature est fidèle, quoique assez parcimonieusement équipée à l'intérieur. Les satellites Cosmos et les sondes interplanétaires ont déjà été vus au Bourget.

Le pavillon de l'Agence spatiale européenne exhibe la première maquette grandeur nature — 15 mètres de long et 4 mètres de diamètre — du laboratoire orbital Spacelab qui, si tout se passe bien, emportera les premiers astronautes européens vers 1980-1981. A côté d'un compartiment pressurisé, où les hommes accompliront leurs expériences et leurs observations, une plate-forme portera d'autres instruments qui seront automatiquement pointés vers les étoiles, le Soleil ou la Terre.

Dans le pavillon français, peu d'inédit. Mais à l'extérieur deux antennes de 3 et de 5 mètres permettent de recevoir les programmes de télévision retransmis par la satellite de télécommunications Franco-ouest-allemand Symphonie. Celui-ci relayera, notamment, des programmes préétablis de la télévision soviétique montrant le pavillon du cosmos à Moscou et le centre de contrôle au sol Apollo-Soyuz.

Les Etats-Unis exposent des maquettes de la navette spatiale qui emportera le Spacelab européen notamment, du grand télescope spatial qu'elle déploiera dans l'espace un jour, et surtout une maquette de la nouvelle sonde Viking qui, au tout prochain, prendra son envol pour aller atterrir, deux ans plus tard, sur la planète Mars et tenter d'y détecter les formes de vie qui pourraient y exister.

AVEC L'EXPANSION DU FRET AÉRIEN

La revanche des soutes

Ce n'est pas tout de transporter des passagers. Les compagnies aériennes ne peuvent plus ignorer le reste, c'est-à-dire l'acheminement des marchandises. Ces dernières années, les avions ont pris du poids. Un Boeing-747 peut emporter dans ses soutes jusqu'à 30 tonnes de fret ; un Boeing-747 cargo, près de 110 tonnes. Autres dimensions, autres mentalités.

« Priorité aux passagers ; on chargea vos colis

si l'espace de la place », répondait-on, jadis, à quelques clients qui croyaient alors à l'aviation. Les compagnies aériennes ont vite compris qu'il fallait qu'elles pourrissent leur fret, mais à condition que d'autres activités aux côtés de la compagnie (1). En 1974, 38 millions de francs bénéficièrent pour Air France. Le trafic continue de doubler tous les cinq ans », affirme M. J. Rispoli, directeur du fret de la compagnie nationale.

Elle mettra en chantier, cet été, une aérogare privée de 25 000 m² qui devra entrer en service l'automne 1977. Ce bâtiment conçu pour le traitement grossier unitaire — avec manutention automatique des palettes codées environ 80 millions de francs.

La compagnie nationale réa les deux tiers de son activité fret sur l'aéroport de Charles-de-Gaulle ; elle maintiendra Orly le tiers restant. L'aérogare automatisée qu'elle a inauguré sur cette plate-forme, au début 1975, subit les contre-courants de cette nouvelle répartition du trafic. Ce n'est pas avant la fin 1977 qu'elle franchira ce cap et sera à vide.

« En outre, 25 % du fret remis par Paris, essentiellement canons, indique M. Rispoli. N'objection est de traiter, vers années 1978-1979, 30 % du trafic directement au départ des aéroports régionaux ». La réouverture de Lyon-Satolas est prévue dans cette direction. France y exploite déjà trois vols tout cargo par semaine deux vers l'Amérique du Nord, vers l'Algérie.

La compagnie nationale a force, en outre, de ramasser, fret hors des frontières, poids lourds font régulièrement collecter dans les métropoles européennes. Près du tiers du tonnage de marchandises qu'Air France traite à Paris a pour origine les pays voisins.

Ces industriels, autotels, comparant simplement les tarifs des différents modes de transport. Dans ces conditions-là, l'avion était toujours perdant.

Mais le mode de transport le moins coûteux ne garantit pas forcément la distribution la plus économique. Il faut prendre en compte d'autres éléments que les tarifs dans le calcul du coût d'expédition », explique M. François Allieret, directeur de l'exploitation de l'aéroport de Paris. Les frais d'emballage, le montant des assurances, la durée d'immobilisation du capital, les dépenses d'entreposage : autant de chapitres sur lesquels, grâce à sa vitesse, l'avion se montre souvent plus « performant » que le bateau, le train et le camion.

A preuve, le pont aérien que la compagnie française UTA vient de lancer entre Lyon-Satolas et Kano (Nigeria) pour approvisionner en pièces détachées l'usine d'assemblage de Peugeot. En cinq ans, 85 000 tonnes de fret seront ainsi acheminées.

Les aéroports s'organisent pour capter ce courant de trafic. Il s'agit de concevoir de vraies zones de fret qui aient leur vie propre. Celle de l'aéroport de Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France — la plus vaste d'Europe — s'étend sur 300 hectares. Outre les strictes installations

nécessaires à l'accueil des avions cargos, elle offre tous les terrains utiles à la mise en condition des marchandises. Groupements et transitaires jouent en effet, un rôle essentiel dans la préparation du fret avant son départ, et dans son « éclatement » à l'arrivée.

Pour accélérer ces opérations, les « douanes » mettent en service, au début de l'an prochain, un système de traitement automatisé dit « système d'ordinateur pour le fret international aérien (SOFTA) ». « Si vos préférés installent mes services à Roissy plutôt que sur une autre plate-forme européenne, la raison en est d'abord l'attitude des douanes françaises », note le président de la société américaine Emery Air Freight.

L'aéroport de Paris cherche à mettre tous les atouts de son côté. Décidé, en avril 1968, par les pouvoirs publics, sous la pression des riverains, le couvre-feu — de 23 h 30 à 6 heures — pénalisait lourdement Orly au profit des grandes plate-formes voisines — Frankfurt notamment — soumises à une réglementation moins sévère.

L'aéroport « Charles-de-Gaulle » fonctionne sans discontinuer. Déformés, à Roissy, plus du tiers du trafic de fret se fait multinationalement. Concurrent français, Paris peut y réussir. Mais il y a



Les Etats du Golfe par Beyrouth et la MEA.

Départ de Paris-Orly, tous les jours, à midi, pour les Etats du Golfe via Beyrouth.

Beyrouth est un centre de manifestations internationales, expositions, congrès, sessions de travail et d'information.

Beyrouth dispose d'un équipement bancaire particulièrement développé, d'une infrastructure hôtelière de première catégorie et offre toutes facilités d'entreposage et d'acheminement.

Dans le cadre des transactions avec les Etats du Golfe, Beyrouth constitue pour les hommes d'affaires une étape essentielle. (Trilinguisme : français, anglais, arabe).

MEA

Vois quotidiens vers le Liban et les Etats du Golfe.

MEA-6, rue Scribe 75009 Paris - Tél. 742.41.12 (Ravenstein 62, 1000 Bruxelles).

Le temps des bricoleurs

Les compagnies aériennes se font, aujourd'hui, concurrence sur le terrain du fret. Pour s'y introduire sur le marché, elles emploient les mêmes méthodes : la manipulation d'actes, l'association du fret port aérien international (IAT) à bien du mal à imposer un semblant de discipline. Le décret tarifaire est presque aussi appliqué pour les marchandises que pour les passagers, admettent les experts. Points chauds : l'antique nord et l'Asie.

On assiste, en Asie, à l'application de « franco-francs » essayant d'embarquer les postiers des compagnies régionales. Le client consent à louer un wagon complet et accepte un déchargement de quelques jours, il trouve des « bricoleurs » prêts à lui accorder une ristourne de 80 % sur les tarifs IATA. pseudo-charters ont comme pendants : Amsterdam, Luxembourg, Londres, Hongkong, Singapour. Il faut croire que affaires sont florissantes, puisqu'un transitaire de Hong Kong récemment annoncé son intention d'acquiescer deux Boeing tout cargo.

Il existe encore des marchés protégés sur lesquels se au niveau élevé des tarifs, compagnies aériennes réelles de substantiels bénéfices. A tance égale, un vol cargo Paris-Jeddah coûte deux fois plus qu'un vol cargo Paris-Montélimar avec un retour à vide aller simple Europe-Froc Orient est rentable.

Devant la montée du trafic l'avenir appartient aux avions tout cargo. Air France préférait, en 1970, de deux avions de ce genre ; un sept Boeing-707 et un deux Boeing-747. A bord de cette flotte spécialisée, la compagnie nationale a acheminé, l'an dernier, 58,8 % de son fret. Les avions tout cargo desservent cent routes-sept seules préparent marchés de demain, ceux qui diffèrent peut-être ces 31 tonnes d'une capacité de 35 000 tonnes.

JACQUES DE BARRI

(1) En quinze ans, le volume fret aérien traité sur les aéroports parisiens a plus que sextuplé : 27 120 tonnes en 1960, 300 000 en 1974. L'aéroport de Paris a planifié, l'an dernier, par exemple, 1975, une réorganisation complète du trafic de passagers et un accroissement de 10 % du trafic marchandises.



SUPER MIRAGE



SUPÉRIORITÉ AÉRIENNE
PÉNÉTRATION A BASSE ALTITUDE
C'EST A LA FOIS
LE BOUCLIER ET LE FER DE LANCE
DE L'AVIATION FRANÇAISE

Golfe
la MEA.

ARMÉE

LES « BAINS D'UNIFORME » DE M. BOURGES

Dans le calme et la discipline mais avec vigilance...

De notre envoyé spécial

Baden Oos (République fédérale d'Allemagne). — Après s'être levé, mis au garde-à-vous et avoir défilé son identité à voix haute, l'adjudant-chef Serge Claudus a demandé au ministre de la défense l'autorisation de lui lire les deux feuillets dactylographiés qu'il tenait dans ses mains. Vous Bourges n'a pas refusé. Cela s'est passé dans les locaux mêmes de l'état-major des forces françaises en République fédérale d'Allemagne, à Baden Oos, où le ministre de la défense était, lundi 2 juin, en inspection pour entendre une quarantaine d'officiers et sous-officiers réunis en une table ronde à propos de l'examen des projets de statuts des cadres actifs. Pour sa première prise de contact avec des représentants des troupes françaises d'outre-Rhin — depuis deux ans environ, aucun ministre de la défense n'avait rendu un tel visite — M. Bourges avait délibérément choisi la voie de la défiance, celle de la liberté d'expression.

« Conscient de l'importance de la réforme envisagée, explique l'adjudant-chef qui s'est exprimé devant le chef d'état-major de l'armée de terre et le commandant en chef des forces françaises en Allemagne, je crains toutefois que l'état actuel d'avancement des travaux ne soit pas de nature à apaiser les craintes de la malaise des sous-officiers. (...) Nous attendons dans le calme et la discipline, mais aussi avec vigilance, les résultats de l'étude juridique en cours. Cependant, nous, sous-officiers, savons que la soie des militaires déteint la culotte de bois des traitements de fonctionnaires. (...) Il ne faut plus tout fonder sur le mythe du désintéressement ni spéculer sur ce qui est de tradition. (...) Il est indispensable que les projets proposés soient modifiés pour ne pas donner raison à ceux qui pensent que la seule manière d'obtenir satisfaction est de faire les routes, de bloquer les portes ou d'incendier les édifices publics. »

Le ministre de la défense n'a pas interrompu cette lecture publique. Mais un sourire jupé a crispé ses lèvres. La réponse vient, un peu sèche, sans agacement excessif, avec une pointe d'ironie, pour demander au sous-officier de peut-être emporter ce rapport avec lui à Paris. La table ronde continue, moitié psychodrame, moitié « bain d'uniforme », dans lequel, au moins pas semaines, lors de ses visites

des unités, M. Bourges se plonge pour prendre le pouls de la collectivité militaire. Les autres intervenants, surtout les sous-officiers, répètent, avec des nuances dictées par la prudence, les craintes ou les interrogations de l'adjudant-chef.

« Dans le courant de juillet, promet le ministre de la défense, les premiers décrets relatifs aux nouveaux statuts des cadres de métier commenceront à être publiés, car j'imagine alors que nous aurons franchi toutes les écluses. Ces écluses, ce sont les discussions, successivement avec les syndicats, le ministre des finances, le Conseil d'Etat et le conseil des ministres. » Nous ne sommes pas perdus dans les sables », dit encore M. Bourges, qui explique les principes de cette réforme. Révoquer les traitements des sous-officiers et réaménager les carrières jusqu'au grade d'adjudant-chef, sans oublier la création d'un nouveau grade, celui d'adjudant-chef major, « parce que les armées ont besoin de sous-officiers, en tant que tels, d'expérience, de maîtrise et d'encadrement », commente le ministre de la défense. Et puis, émettre la condition des officiers subalternes et prévoir des mesures d'aide à la reconversion civile pour les officiers qui ne sont pas assurés d'être choisis et qui voudront quitter l'uniforme. Cette dernière disposition nourrit les craintes de ceux qui croient que le gouvernement — sans oser le dire — prépare un « dégageant » des cadres.

« Vous aurez la satisfaction de retrouver, dans une large mesure, vos propres propositions », conclut le général d'armée Jean Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, en s'adressant à ceux des membres de la « table ronde » qui, comme l'adjudant-chef Claudus, ont participé, en mars, à la consultation d'un millier de cadres, par le haut commandement, sur les projets de statuts. Mais le général Lagarde s'empresse d'ajouter : « La bataille pour le budget militaire de 1976 est très dure, elle n'est pas terminée, elle me cause des soucis, car ce sera une année difficile. » Et, révoquant l'intention de M. Bourges de contracter un emprunt pour moderniser les casernes, le chef d'état-major laisse tomber : « Si ce projet échouait, je serai d'un pessimisme très noir. »

JACQUES ISNARD.

A Lyon

UN INSOUMIS EST DÉMOBILISÉ Il faisait la grève de la faim depuis cinquante-six jours

L'un des deux insoumis qui continuent à Lyon la grève de la faim, M. Michel Ailha, est sorti de l'hôpital militaire vendredi 30 mai après avoir obtenu un certificat de démobilisation. Il était resté sans valeur pendant cinquante-six jours. M. Jacques Beustas, l'autre insoumis, avait cessé sa grève de la faim sur la foi d'une promesse de l'État de lui verser une pension mensuelle de 200 francs. Mais, le 29 mai, il a décidé de reprendre son jeûne volontaire.

M. Denis Berton et Jean-François Poux, qui faisaient avec Ailha la grève de la faim, ont été réaffectés d'une mesure d'exception (à « Le Monde » du 29 mai).

IDRAC

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL qui prépare les jeunes gens aux fonctions de

CADRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Formation selon les normes modernes

3 ans d'études. Niveau d'entrée : — sur titre pour les bacheliers, — sur examen pour les élèves de niveau terminal.

L'année préparatoire est ouverte aux élèves ne possédant pas d'un niveau terminal.

Economie, statistiques, langues, droit, gestion, marketing, psychologie, techniques d'expression, études de cas.

En fin de deuxième année, les élèves sont présentés par l'Institut à l'un ou l'autre des brevets de technicien supérieur (niveau d'entrée) suivants :

- B.T.S. de commerce international
- B.T.S. de distribution, commerce et gestion commerciale.

La troisième année spécialisée les prépare au

MARKETING et MANAGEMENT

Annuaire de documentation gratuite à :

I.D.R.A.C. 3, rue de Turbigo, 75001 PARIS
TÉL. : 226-23-23 et 226-24-22

« L'ingénieur général de deuxième classe Jamet est mis, par décret paru au Journal officiel, à la disposition du ministre des Affaires étrangères pour occuper le poste de chef de la section permanente de la France du conseil de l'Atlantique nord. »

DBB

Jean BOURGOINT

LE RETOUR DE L'ENFANT TERRIBLE

« Au sortir de l'opium, ma vie n'était plus qu'une terre brûlée... »

352 pages 48 F

Desclée De Brouwer

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

FORMATION CONTINUE

Le **cacemi** avec le concours de l'École CENTRALE, de l'École des MINES de Paris, de l'École NATIONALE SUPÉRIEURE DE CHIMIE de Paris, de l'École des HAUTS POLYMERES, de l'École NATIONALE SUPÉRIEURE DE PHYSIQUE ET CHIMIE INDUSTRIELLES de Paris,

organise un stage pour ingénieurs et techniciens supérieurs :

PROCÉDÉS D'USINAGE NON CONVENTIONNELS

du 9 au 13 juin 1975 (5 jours complets).

Renseignements : CACEMI-CNAM, 232, rue Saint-Martin, 75001 Paris Cedex 03 - Tél. 887-37-38, poste 468.

ÉDUCATION

UN RAPPORT DE L'O. C. D. E.

Il faut adapter le travail aux individus plutôt que la formation à l'emploi

Six experts internationaux ont rédigé, à la demande de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), un rapport sur le thème : « Éducation et vie active dans la société moderne », qui con-

tient notamment vingt-six propositions assez révolutionnaires (1). Ce travail fait partie de la politique affirmée depuis plusieurs années par cet organisme, consistant à lier de plus en plus les problèmes économiques

et sociaux, d'une part, et les problèmes d'éducation d'autre part. Les propositions du groupe d'experts ont été présentées au cours d'une conférence de presse à Paris, lundi 2 juin.

M. Jacques Delors et John Hargreav

On a longtemps pensé que, pour régler le problème de l'insertion des jeunes dans la vie active, il fallait d'une part, adapter les formations et « professionnaliser » l'enseignement ; d'autre part, augmenter les débouchés professionnels par une « politique subalterne ». Il faut donc étudier le problème sous un autre angle et s'attaquer d'abord au travail lui-même.

Tel est, en substance, le raisonnement suivi par les six experts réunis par l'O.C.D.E. Plutôt que d'adapter mécaniquement la formation des individus aux exigences du marché du travail, elle-même dictées par les besoins de l'économie, mieux vaudrait chercher à adapter le travail aux aspirations des individus. Cela signifierait, par exemple, une meilleure répartition des métiers pénibles ou dangereux, une plus grande liberté dans l'organisation des horaires et des journées de travail, une plus grande participation dans les décisions, une plus grande souplesse dans l'organisation et le déroulement du travail, de plus grandes possibilités de

matériellement, ce droit permanent des individus à l'éducation et cette possibilité qui leur serait donnée de choisir à tout moment entre le travail et la formation seraient concrétisés par un système de « droits de tirage », et grâce auquel tous les jeunes disposeraient d'un « capital » d'éducation qu'ils pourraient utiliser à leur gré, selon le déroulement de leur carrière professionnelle.

Le groupe d'experts avance, pour cela, une série de recommandations consistant à renforcer la formation de base jusqu'à seize ans, à développer le droit au congé-formation des jeunes travailleurs, à multiplier les possibilités de temps partiel ou temporaire, à faciliter l'accès à l'enseignement supérieur en prenant en compte l'expérience professionnelle, à développer les programmes d'activités professionnelles ayant une valeur pédagogique. L'objectif est d'aboutir à un va-et-vient naturel entre le travail et la formation, par un système d'alternance systématisé auquel l'O.C.D.E. a donné le nom barbare d'éducation « récurrente ».

Une telle orientation va évidemment à l'encontre de bien des traditions et de bien des intérêts. Mais les responsables de l'O.C.D.E. estiment que, dores et déjà, l'évolution favorable se dessine dans les projets de réforme du second cycle de l'enseignement secondaire — en chautier ici — et dans la formation permanente, maintenant mise en œuvre dans de nombreux pays.

FREDERIC GAUSSE

(1) Ces six experts se sont réunis à Paris, sous la présidence de la commission O.C.D.E. de l'enseignement supérieur : Jacques Delors (France), ancien conseiller de M. Chaban-Delmas ; Ricardo Hochleitner (Espagne), ancien directeur de l'Institut national de la formation scientifique (John Hargreav (Royaume-Uni), directeur des relations internationales de l'Unesco (Suède), professeur, un des auteurs de la réforme de l'enseignement obligatoire et secondaire ; Milton S. Eisenhower (Canada), directeur du Conseil économique du Canada.

Le rapport peut être obtenu au service des publications O.C.D.E., 2, rue André-Delorme, 75775 Paris, Cedex 14. Prix : 5 F.

LES RÉACTIONS AU PROJET HABY

Requis par M. Giscard d'Estaing

Les dirigeants de l'UNAPEL réaffirment leur « sympathie » pour la réforme

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, lundi 2 juin, les dirigeants de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) : le président, M. Yves O'Mahony, M. Dominique Valléry-Masson, premier vice-président, et le général Gilles Haudouin, secrétaire général de cette organisation. C'est la première fois que les représentants de parents d'élèves de l'enseignement confessionnel étaient venus au centre de la conversation. Il est vrai à cela — il y a quelques semaines — des présidents des autres associations de parents d'élèves, M. Jean Cornec et M. de parvilliers.

Le projet de réforme de l'enseignement de M. Haby et les difficultés financières des établissements catholiques ont été au centre de la conversation. Les responsables de l'UNAPEL ont rappelé leur « sympathie » pour le projet en demandant certains aménagements pour permettre son entière application à l'enseignement privé. Ils désirent voir disparaître « les discriminations au niveau des examens » et que l'on n'impose pas d'épreuves spéciales aux élèves qui vont d'un

établissement catholique à un établissement public. Ils souhaitent que leurs enseignements fassent partie également des jurys d'examen.

Ces revendications ont déjà été exprimées par l'UNAPEL devant le conseil supérieur de l'éducation nationale. M. René Haby avait alors affirmé pouvoir prendre des mesures allant dans ce sens. M. Valéry Giscard d'Estaing a quant à lui, selon les responsables de l'UNAPEL, réaffirmé sa confiance en son ministre pour que celui-ci trouve des solutions. Il a, d'autre part, exprimé son « étonnement » sur les rumeurs de « modification » qui ont inquiété pendant plusieurs mois, enseignants et parents d'élèves de l'enseignement catholique.

En ce qui concerne la situation financière de ces établissements confessionnels, M. O'Mahony a rappelé l'important retard enregistré dans la réévaluation du « forfait d'entretien » (la contribution de l'État aux dépenses de fonctionnement de ces établissements sous contrat d'association) — 66,2 % en décembre 1974, — qui conduit certains établissements à un déficit financier important.

D'autres prises de position

● LA FEDERATION LAGARDE

La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (Fédération nationale des parents d'élèves de l'enseignement public) a réaffirmé son soutien à la réforme de l'enseignement. Elle a porté certains éléments de son programme sur des points fondamentaux : le statut des enseignants, la réduction des effectifs par la réduction de la vie scolaire en priorité pour les « rythmes scolaires » ; le renforcement de la formation initiale permanente, tant pédagogique que technique, des enseignants ; la formation de la participation organisée des élus des parents d'élèves dans toutes les instances scolaires ; l'autonomie des établissements sur les plans pédagogique, administratif et financier, sous la responsabilité du conseil d'administration dont le rôle doit être maintenu et les attributions renforcées ; le développement progressif de l'initiative personnelle des élèves dans le cadre de l'école. La Fédération demande que ces points soient inscrits dans la loi et que le Parlement continue son état d'avancement.

● LES PROFESSEURS DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

L'originalité de cette discipline scientifique et de son enseignement a été réaffirmée par les professeurs de sciences économiques et sociales de la région lyonnaise. Elle demande que cette formation bénéficie d'un horaire hebdomadaire de deux heures dans le tronc commun de première, trois heures de deuxième, et quatre heures de troisième. Elle demande également que les professeurs soient mieux rémunérés et que les conditions de leur travail soient améliorées.

La reconstruction de l'École Saint-Antoine, entreprise avec les représentants des étudiants et des parents du C.E.U. Saint-Antoine, doit être achevée dans le courant de l'été. L'incendie du 30 le secrétariat d'Etat aux Universités affirme dans un communiqué que le C.E.U. serait maintenu dans son unité et dans son intégrité ; que le bâtiment serait reconstruit dans le respect total des normes actuelles de sécurité, que les études et la recherche seraient poursuivies dans le bâtiment universitaire pré-hospitalier Rothschild seraient cédées.

RELIGION

LES ÉDITIONS IDOC-FRANCE PRENNENT UN NOUVEAU DÉPART

IDOC-France, créé en 1968 sur des bases éditoriales indépendantes des structures ecclésiastiques, prend un nouveau départ. « Structure d'édition » axée sur des recherches politiques et des problèmes touchant à la foi et à la vie des Églises d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, IDOC-France, bien que liée avec IDOC-International, dont le siège est à Rome, est autonome. Les animateurs sont MM. Guy Goussard, Robert Agnès, Denis Freny et Mme Odile Charrier.

Son siège est à la librairie L'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents, à Paris 6^e (10^e d'un vendredi au dimanche matin). Principales réalisations en 1975 :

- Charles Foubert : Portugal 1974-1975 : les années de l'Espoir, 120 pages ; Robert Agnès et Denis Freny : Après la mission, christianisme et espoirs de libération, 300 pages (mai 1975) ; Collectif : Le Traité silencieux : les émigrés des départements d'outre-mer (DOM), 125 pages (mai 1975) ; Lesmeurbe et Danièle Claret : Créole, Vaudou et Sorcères religieuses aux Antilles, 135 pages (octobre 1975) ; Sylvain Urber : Église et Socialisme en Tunisie, 150 pages (septembre 1975) ; Collectif : Le Journal d'échange et Dialogue, 300 pages (septembre 1975).

AVEC LE NOUVEAU STATUT

Le recrutement des professeurs des collèges techniques est modifié

Annoncé depuis la fin de 1974 (Le Monde du 31 décembre) un nouveau statut des professeurs et chefs de travaux des collèges d'enseignement technique (CET) vient d'être publié au Journal officiel du 29 mai. Ce texte confirme certaines mesures prévues lors de la préparation de la loi de juillet 1971 sur l'enseignement technique : unification des corps de professeurs de CET (enseignement général, technique, théorique et professionnel), élévation du niveau de recrutement (durant deux ans d'enseignement supérieur) et allongement de la durée de formation (deux années au lieu d'une).

D'autre part, il institue à côté du recrutement normal (concours « externe », destiné aux candidats venant de l'Université ou de l'industrie) et du recrutement par promotion interne, pour un dixième des postes, chaque année, comme dans l'ensemble de la fonction publique, un « concours

interne » spécifique. Celui-ci est destiné à réserver les postes auxiliaires de plus en plus nombreux dans les CET, notamment pour l'enseignement professionnel (le Monde du 18-19 mai). Les maîtres auxiliaires ayant accompli trois ans d'exercice pourraient être présentés. Quarante pour cent de l'ensemble des professeurs et 80 % des chefs de travaux recrutés chaque année pourraient être par ce concours. Un certain nombre de postes non pourvus par le concours externe (jusqu'à 10 %) peuvent aussi être « reversés » sur ce concours.

Pour les deux types de concours, les postes non pourvus dans une spécialité pourront être reportés sur une autre. Des « listes supplémentaires » pourront donc être établies pour chaque spécialité. Mais le nombre de postes ainsi « reversés » ne peut dépasser le sixième de l'effectif.

Enfin ce décret applique aux professeurs de CET le régime de discipline et de notation (notamment l'introduction d'une notation « administrative ») des autres enseignants du primaire et du secondaire. Ces dispositions ont été vivement critiquées par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de professeurs qui estiment qu'elles « aggravent » le régime disciplinaire et « renforcent l'autoritarisme » dans les collèges.

SPECIAL JEUNES

4 à 22 ans

Séjours linguistiques et sportifs

ALLEMAGNE - ANGLETERRE
IRLANDE SUD - MALTE
SUISSE

THOMAS COOK

2, place de la Madeleine
75008 Paris

260-33-20

PRÉPARATION A SC.P.O.

par correspondance du 15 juillet au 30 août

- Epreuve écrite d'admission en 2^e année
- Examen d'entrée en 3^e année

Pour tous renseignements et inscriptions :

PSP 15, AVENUE VICTOR-HUGO
75116 PARIS - Tél. 552-61-64



Le Monde DE LA MÉDECINE

Angiographie cérébrale et mesure du débit sanguin

L'exploration du cerveau est actuellement l'un des domaines les plus fascinants de la médecine qui porte sur la physiologie cérébrale mais aussi sur le diagnostic et l'étude des lésions traumatiques, tumorales, vasculaires dont l'encéphale peut être porteur. L'étude de la circulation cérébrale, tant sous son aspect hémodynamique — mesure du débit dans différentes régions du cerveau — que morphologique — cartographie du réseau vasculaire cérébral et des territoires d'irrigation — s'est beaucoup développée ces dernières années grâce au concours de l'informatique et des ingénieurs bio-médicaux, qui ont mis l'ordinateur et la technique au service de la médecine.

C'est pourquoi chacun déplore que, malgré les progrès enregistrés dans ce domaine de l'exploration du cerveau aussi bien que dans celui de la neurochirurgie, on continue encore, en France, à considérer les accidents cérébraux avec un certain fatalisme puisqu'il n'existe pas de centre d'urgence cérébrale, comme par exemple aux États-Unis, où l'attaque cérébrale est examinée et traitée tout comme l'est l'attaque cardiaque, avec les meilleures techniques de réanimation.

MARIE-JOSÉ DURIEUX.

'EMBOLE AU SERVICE DU MALADE

Un congrès sur l'angiographie cérébrale vient de se réunir à Marseille à l'initiative du docteur Salomon (Institut national de la santé et de la recherche médicale, INSERM), en a présenté un résumé à l'usage des médecins. L'INSERM est depuis quelques années, plus qu'ailleurs, une véritable école de la médecine. Ses équipes mondiales envoient des équipes de spécialistes des artères intra-cérébrales (1) dirigées, dans un but thérapeutique. Pour sa part, le docteur Salomon, le docteur Ikenko (Moscou), est seul au monde à pratiquer depuis plus de dix ans l'embolisation des artères cérébrales avec des ballonnets gonflés en plastique qu'il dirige à l'aide d'un cathéter introduit par une sonde introduite par l'artère carotide jusque dans le cerveau, contrôlé radioscopiquement.

Ce procédé thérapeutique spectaculaire peut, par exemple, interrompre une communication anormale entre la carotide et les sinus veineux comme cela peut survenir à la suite d'un traumatisme et est très utilement employé à la neurochirurgie. Les anévrysmes peuvent aussi être traités par cette méthode, notamment aux tumeurs cérébrales pour ralentir leur développement.

A côté de cette application thérapeutique particulièrement remarquable, l'angiographie cérébrale, méthode de radiographie qui consiste en une opacification

des vaisseaux intra-cérébraux et qui a été inventée un peu avant 1930 par Egas Moniz, apporte à l'exploration cérébrale une contribution de premier plan. Elle renseigne aussi bien sur l'anatomie des territoires cérébraux que sur la physiologie de la circulation cérébrale, en fournissant des informations sur la vitesse circulatoire dans les différentes régions du cerveau.

Radio-isotopes caméra et ordinateur

Par une autre technique utilisant la même voie d'introduction, c'est-à-dire la carotide interne, on peut injecter des radio-traceurs et apprécier l'évolution de la radio-activité dans les territoires cérébraux correspondant, par des détecteurs à scintillation, ou même par caméra. L'information est ensuite traitée par un ordinateur. Il est ainsi possible de détecter des modifications normales ou pathologiques de la circulation dans les différentes régions du cerveau.

L'angiographie cérébrale fournit enfin des renseignements irremplaçables aux neurochirurgiens chargés d'exciser une tumeur ou une zone responsable de crises d'épilepsie, comme le fait le professeur Talleyrac à l'hôpital Sainte-Anne, par chirurgie en conditions stéréotaxiques. Enfin la technique du « scanning

cérébral » ou topographie (le Monde du 5 février) est venue depuis peu compléter ces examens en permettant de visualiser les structures du cerveau selon des plans horizontaux. Le service de neurophysiologie clinique de Marseille (professeur Gastaut) est malheureusement le seul service français à pouvoir utiliser un tel appareil, fabriqué par la marque anglaise E.M.I. et depuis un mois seulement.

Les premiers résultats ont été présentés lors du congrès croisé de formation post-universitaire qui vient de se dérouler sous l'égide de la Faculté de Marseille.

Cette technique, tout à fait étonnante, fournit une image obtenue par calcul sur ordinateur de la pénétration des rayons X dans le cerveau et ne nécessite l'injection d'aucun produit de contraste. Elle ne saurait toutefois remplacer l'angiographie cérébrale, qui comporte ses avantages propres ; mais elle constitue, au contraire, un procédé original et complémentaire d'exploration du cerveau, comme l'ont montré les cent trente premiers résultats obtenus chez les épileptiques et présentés par le docteur Gastaut devant un auditoire de trois cents « médecins-navigateurs ».

(1) L'embolie est un corps étranger qui détermine le phénomène de l'embolie.

L'HOSPITALISATION DE L'ENFANT

Lever l'angoisse par une information réciproque

COMPTÉ tenu des progrès réalisés en médecine infantile, notamment par la disparition des maladies infectieuses souvent mortelles qu'étaient la poliomélie ou la diphtérie, l'hospitalisation des enfants tend à devenir moins fréquente. Au cours d'une table ronde récemment organisée à Paris par le Comité national de l'enfance, le professeur Henri Lestrade, médecin de l'hôpital Hérod, en a donné un exemple frappant : il y a une vingtaine d'années, un enfant diabétique était souvent hospitalisé près d'un mois par an ; aujourd'hui, pour quinze mille enfants diabétiques suivis dans son service, le nombre annuel de jours d'hospitalisation ne dépasse guère cinq cents.

L'hospitalisation de longue durée reste cependant nécessaire dans un certain nombre de cas :

— Si la maladie nécessite une observation stricte de l'enfant, demande des moyens matériels importants ou un traitement complexe (corticoides, régime diététique très strict, par exemple) ;

— Si l'appareil utile d'observer l'enfant se trouve en dehors de son milieu familial ;

— Si les parents sont incapables de prendre en charge l'application de certains traitements (enfants diabétiques).

Dans la mesure où il n'a pas été possible ou souhaitable de faire admettre l'enfant dans un établissement sanitaire entre qu'un hôpital, il convient alors de tout faire pour que, pour l'enfant comme pour les parents, ce séjour soit le moins traumatisant possible. L'enfant, tout d'abord, ne doit pas être plongé sans transition dans un univers qu'il ne connaît pas. Les hôpitaux ou les services spécialisés ont fait, comme l'a souligné le professeur Clément Laury, médecin honoraire de l'hôpital Hérod, d'immenses progrès, notamment parce qu'ils « accueillent de plus en plus et se rapprochent des enfants ; images sur les murs, jouets sur les tables... ».

Mais, beaucoup plus que des moyens matériels, c'est de la compétence, de l'évouement et de la souplesse qu'il s'agit. Souplasse d'hospitalisation, bien sûr, pour les visites ; programmation des consultations et des examens médicaux pour éviter l'attente qui impendait l'enfant et angossait les parents ; compétence et dévouement de toutes les catégories de personnel : selon le mot du professeur Pellierin, « il n'est pas dévalorisant pour un étudiant de remasser un jouet tombé à terre ». Quant au professeur Mallet, chef du service de pédiatrie aux Enfants malades, il estime qu'« un pédiatre devrait connaître avant tout le monde le dernier Tintin ou le dernier Astérix ».

Si, pour le docteur Driant, président du Comité national de l'enfance, « il faudrait augmenter le nombre des infirmières et leur accorder des salaires plus adaptés à leur tâche », tous les participants ont constaté que l'essentiel était de remédier au manque de contact qui subsistait entre le corps hospitalier et les parents. Ce n'est que par une information réciproque que l'on parviendra à rendre l'hospitalisation de l'enfant acceptable pour tous, et notamment à lever l'angoisse frappant — légitimement — les parents, qui, au demeurant, n'étaient pas représentés à cette « table ronde ».

En définitive, si les caractéristiques de l'hospitalisation des enfants ont beaucoup évolué, elles doivent encore changer, a rappelé le professeur Derys Pellierin, chef du service de chirurgie infantile à l'hôpital des Enfants malades. Actuellement, a-t-il affirmé, « les enfants restent rarement plus de six ou sept jours hospitalisés. La réduction de la durée d'hospitalisation pour eux doit passer par une modification des méthodes et des attitudes ».

X. W.

* Comité national de l'enfance, 51, Avenue Franklin-Roosevelt, 75006 Paris. Tél. 339-44-11.

Une nouvelle méthode à Lariboisière

ES mesures de débit sanguin cérébral dans les différentes régions du cerveau constituent actuellement l'une des techniques les plus en vogue de la neurologie. Elles consistent à injecter systématiquement dans une artère carotide du xénon-133 et la radioactivité intracérébrale est enregistrée par un scintiscopier à détecteurs à scintillation — il peut y avoir jusqu'à deux cent cinquante-six. Les courbes enregistrées sont traitées par un ordinateur qui fournit, à chaque région du cerveau, le débit sanguin, le débit dans la substance blanche et celui de la substance grise qui est quatre fois plus élevé.

Sans traumatisme

En France, quatre ou cinq centres spécialisés peuvent faire ces mesures, mises au point il y a une douzaine d'années, et qui appartiennent des enseignements irremplaçables sur la physiologie du cerveau et les lésions dont il peut être porteur. Cependant, l'injection intracarotidienne ou l'inoculation d'être traumatisante et de ce fait reste limitée à certaines indications bien précises, et ne peut être faite. C'est pourquoi la mise au point d'une mesure de débit sanguin cérébral par une méthode sans traumatisme dans laquelle l'inoculation du produit radioactif se fait simplement par une veine du bras, a suscité, depuis quelques années, le plus vif intérêt.

Au moment, seules un très petit nombre d'équipes dans le monde sont capables de la pratiquer et des résultats satisfaisants, et, parmi celles-ci, l'équipe française dirigée par le professeur Mamo et J. Seylaz, maître de recherches au R.S., travaillant en étroite collaboration avec le service de neurochirurgie du professeur R. Houdart (Lariboisière). Cette équipe compte douze membres à plein temps, dont six chercheurs, parmi lesquels des physiciens, des biologistes, des physiologistes de l'INSERM, du C.N.R.S. et du service technique du C.E.A. (Commissariat à l'énergie atomique) de Saclay.

On attend de cette technique un moyen de diagnostic de manière aisée, qui renseigne sur l'état clinique de certaines régions du cerveau chez des

malades atteints de ramollissement cérébral, d'anévrysmes de tumeurs cérébrales. La technique pourrait être guidée alors qu'occlusionnelle elle consiste surtout en la perfusion, à l'aiguille, de médicaments à visée vaso-dilatatrice, dont l'efficacité, et parfois même l'innocuité, sont sujettes à être mises en doute. Il deviendrait en outre possible, en répétant les mesures, de suivre l'évolution des lésions cérébrales vers l'extension ou la régression, et d'en tirer les conséquences thérapeutiques. Enfin, cela devrait conduire à une meilleure connaissance de la physiopathologie de l'insuffisance circulatoire cérébrale — qui frappe, rappelons-le, au moins un demi-million de Français par an — et qui représente encore une des affections les plus mal connues de la médecine.

Dans la pratique courante

Les publications scientifiques spécialisées en dotèrent isotopique indiquent le caractère non radioactif du xénon-133 aux doses utilisées par la méthode intraveineuse. Il est démontré que ces doses sont bien inférieures aux doses toxiques, et que, de toute façon, la dose de produit radioactif arrivant dans le cerveau est identique, qu'il s'agisse d'une injection intracarotidienne ou d'une injection intraveineuse. Le xénon présente, en outre, une demi-vie biologique très courte, de l'ordre d'une à deux minutes, et une énergie nettement plus faible que la technétium-99, autre produit radioactif couramment utilisé en scintigraphie cérébrale pour le diagnostic de certaines tumeurs.

Enfin, si les moyens nécessaires étaient fournis, et notamment les ordinateurs utilisables puisant que les spécialistes de Lariboisière doivent pour le moment aller consulter au service d'électronique de Saclay, cette méthode de mesure du débit sanguin cérébral devrait entrer dans la pratique courante dans les années à venir, comme elle commence à l'être dans certains centres américains, permettant de diagnostiquer avec précision les accidents vasculaires cérébraux, de guider une thérapeutique et d'en suivre l'évolution.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

mercredi 18 juin à 21 h

DINER DE GALA AU CASINO D'ENGHEN

donné au profit des laboratoires de St Cloud pour la recherche contre le cancer

ANNIE CORDY

Maurice Kotler - Boucheron

Enchères de bienfaisance : une automobile Mazda
Tirage au sort : 2 voyages au Brésil "Jet Tours"

GRAND FEU D'ARTIFICE sur le lac

tenue de soirée

Réservation : 989.55.95

CUS systèmes exploitation s ordinateurs

Dunod université

95 F

SC. PO.

2 cycles de préparation à l'examen d'entrée, en Année Préparatoire.

Août Préparation intensive Novembre à Juin Préparation continue

Groupes de 15 élèves Enseignants hautement qualifiés

IPCC 46 Bd St-Michel 633.81 21 033-75.87

J. P. LAMOITIER Exercices de programmation en Fortran IV

Coll. "Dunod technique"

DUNOD 48 F

Trois points de vue sur les thèses d'Ivan Illich

science que de soins, et de la démission du public, qui s'en remet complètement aux machines hospitalières et aux organismes sociaux non seulement pour le maintien de sa santé, mais pour l'équilibre et la qualité de sa vie quotidienne.

Le livre d'Ivan Illich Némésis médicale, l'expropriation de la santé (le Monde du 13 mai), soulève le problème considérable de l'asservissement de la personne humaine par la technologie, de la déshumanisation des médecins, puis occupés de

Cet ouvrage, bien sûr, ne pouvait être que controversé. Certains y voient une thèse, celle du naturalisme archaïque, du lésionisme évangelique et de l'anti-progrès, dont il ne faut pas sous-estimer les dangers. D'autres, au contraire, se félicitent de ce qu'Ivan Illich ait dénoncé les excès du « pouvoir médical ».

LE CAUCHEMAR PAN-SANITAIRE

par ROLAND JACCARD

OUS vivons dans une société dominée par ce qu'Ivan Illich nomme justement le « rêve pan-sa » ou le « rêve pan-santé ». Prisonniers de l'idéologie médicale, qui nous est inculquée à un tel point que nous ne pouvons plus nous imaginer un monde sans elle, nous nous sommes habitués à l'idée que la médecine est la seule solution à tous nos maux.

l'homme à l'égard de ses semblables; seul importe pour lui son droit à « être traité ».

A cet égard, l'avenir n'est guère encourageant. En Chine, les médecins eux-mêmes — et il s'agit d'un remarquable exemple de déprofessionnalisation radicale des soins — tendent à disparaître, et lorsqu'on apprend que le premier grand conflit entre la Chine et l'Inde a été provoqué par la médecine, on se demande si l'Occident n'est pas en train de vivre le même scénario.

tes, nous sommes prêts à tout pour l'âge thérapeutique, c'est pour nous en retour, et nous félicitons de vivre dans une bulle thérapeutique aseptisée, légalisée, régulée et contrôlée. La santé est devenue un droit, et nous nous sommes habitués à l'idée que la médecine est la seule solution à tous nos maux.

Ce pouvoir médical fait l'objet dans le livre d'Ivan Illich d'un réquisitoire impitoyable : menaçant la santé de l'individu, aliénant son autonomie, il tend, enfin, et cela aussi bien dans les pays socialistes que capitalistes, à accentuer la morbidité globale de la société. Si ce réquisitoire est fondé, et, certainement, nous ne doutons pas qu'il le soit, alors, que faire ? Selon Illich, il convient de ne pas faire plus, mais moins, c'est-à-dire de « dés médicaliser » ce qui implique un double travail, politique et épistémologique à la fois.

L'étendard de la révolte

Il est évident, à ce propos, que les hommes cesseraient de tolérer une société surindustrielle et pathogène si le diagnostic médical n'était plus leur incapacité à s'accommoder à un ébranlement de leur santé. Comme l'écrit Illich, « plus les gens pensent avoir besoin d'être soignés, et moins ils se révoltent contre la croissance industrielle ». Cela dit, dans un avenir immédiat, la surmédicalisation des prestations sanitaires ne pourra accentuer la « malinisme » de la profession médicale sur les bien-portants; aussi, plutôt que de proposer de faire moins, comme nous y invite Illich, ne serait-il pas préférable, au contraire, d'accentuer encore le mouvement de l'embellir, pour aboutir enfin au point de rupture, là où ce cauchemar pan-sanitaire révélera sa vraie nature ?

Amorcer la politique et le moral

Aujourd'hui, écrit Ivan Illich, nous, dès sa naissance, nous sommes par être un patient qui, tout vivant, doit être traité, et qui, à une infinité de prestataires médicaux. De même que la médecine est devenue un facteur de déshumanisation, elle est devenue un facteur de déshumanisation.

Félicitons cependant Ivan Illich d'avoir levé l'étendard de la révolte contre l'idole la plus révérende, la plus sacrée de nos sociétés modernes : le pouvoir médical à son service. On le lira, sans doute, avec une curiosité mêlée d'angoisse — sans oublier néanmoins de prendre les petites pilules vertes, jaunes et bleues qui paralysent l'esprit, assoupissent l'âme et donnent l'illusion de la santé.

Restaurer l'irremplaçable

par CHRISTIAN DEDET (*)

Il était temps de soupçonner l'insatiation médicale. Mais ne pouvait-on se demander si les tonitruantes campagnes de certains organes de presse sont de nature à faire avancer le débat ? Réduire la crise à quelques formules de dénigrement, abandonner à l'utopisme ou à des arrière-pensées souvent contradictoires, c'est ce que nous faisons. C'est ce que nous faisons.

Et encore, tout me semble avoir commencé par une mésestimation du langage, renouvelant la vieille dispute sur la soma et la psyché. De plus en plus, tout se passe comme si le parler approximatif du malade et le langage scientifique du moment devaient nous renvoyer à une réalité que les mots s'efforcent de décrire mais à laquelle ils restent étrangers.

LES ENFANTS GATÉS

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

Hier encore, la médecine se vendait bien sur le marché du sensationnalisme. Aujourd'hui, c'est l'anti-médecine, et l'anti-science, et l'anti-pharmacie, et l'anti-protection sociale.

social, sur la nécessaire « cogestion », sur la bouillie médicamenteuse et sur la participation personnelle que chacun devrait apporter à l'œuvre de santé. En revanche, son argumentation n'est pas toujours convaincante et repose trop souvent sur des contradictions, des interprétations laxistes et des erreurs statistiques et scientifiques.

lorsqu'elle incite à penser dans et pour l'avenir, et non à rougir de l'obscureté. Mais bien au-delà de la médecine, c'est la notion même de compétence et de connaissance qui se voit contestée par certains, au nom des bien-mais, de ceux qui pensent s'offrir l'inévitable speculation de l'anarchisme naturaliste, et qui s'attaquent tour à tour, et non sans raisons parfois, à toutes les institutions.

NOUS sommes tous malades, à un moment ou à un autre de la vie, et tous nous prenons, à cette occasion, ou à une autre, quelque médicament, qui semble nous soulager. Nous pensons même, mais à tort, semble-t-il, attribuer à la visite médicale, au séjour hospitalier, ou à la thérapeutique prescrite à cette occasion, quelques rôles dans notre guérison.

Nos parents et nos aïeux ne se faisaient traiter — amplifiquement souvent — que lorsque le mal devenait insupportable. On nous apprend à présent, et à vrai dire le bon sens populaire semble le confirmer, qu'il est préférable de dépister et de traiter le plus tôt possible les affections évolutives, telles que le diabète, l'hypertension ou le cancer, avant qu'elles n'aient été irrémédiablement les organes vitaux.

Nous avions cru comprendre que les enfants atteints de méningite tuberculeuse, de broncho-pneumonie, de rhumatisme articulaire aigu, de méningite ou de fièvre typhoïde, devaient leur guérison actuelle aux antibiotiques, ou à la chimiothérapie. Montagne, tenté par sa « pierre-souffrit », dans sa tour, mille morts humiliantes. Aujourd'hui, nous sommes le docteur, et nous sommes demandeurs au chirurgien d'enlever ce qu'on nomme à présent calcul du rein. Sous anesthésie générale, bien sûr.

Le maire de Bordeaux avait eu six filles dont cinq moururent avant l'âge de sept semaines... La mère du grand Arnaud, elle, avait eu dix-neuf enfants avant de (ou d'en) mourir à trente-six ans... Depuis qu'un Américain a découvert la pilule, nous sommes obligés d'en prendre dix-neuf au moins pour en garder trois.

La syphilis et la blennorrhagie ne cessent d'augmenter. Comme il n'existe pas encore de vaccin, on les traite efficacement à la pénicilline. Au temps de Nietzsche ou de Maupassant, ces moyens thérapeutiques étaient inconnus. Le premier s'est suicidé et le second est devenu fou. Il s'explique donc la Horla et on a peine à y croire tant c'est pénible. Nerval aussi s'est suicidé. Il n'aurait pu plus du « soleil noir » et de sa psychose maniaco-dépressive. La même qui a obligé Charles Quint à se cloîtrer comme une bête pendant vingt ans.

L'hygiène, terrain de la polio

Aujourd'hui, de tels maux échoient avant un peu de sel de lithium, tous les jours, comme l'insuline pour les diabétiques, et beaucoup rient et vivent comme les autres.

En Suède, en Nouvelle-Zélande, aux Etats-Unis, on ne sait plus ce que c'est que la poliomylélite. Plus les habitants de ces pays sont riches, progressent et instruits, plus ils sont en santé. Les ravages de la polio sont dus à la pollution de l'air et de l'eau. On ne sait pas encore le traiter. Mais des échantillons, dans leurs laboratoires, ont trouvé un vaccin. Ils en ont trouvé un aussi pour les bébés des couples qui n'ont pas le moyen de se protéger. Ceux qui ne le savent pas ont des bébés anor-

meux, ou mort-nés, ou alors ils ne doivent pas se marier.

Dans les hôpitaux psychiatriques, il y a des salles entières avec de grands idiots. Ils y croustillent jusqu'à ce qu'ils meurent. Heureusement, on n'en trouve plus de très jeunes, de ces oligophrènes phénylpyruviques comme on les appelle. On a trouvé le moyen de détecter leur anomalie à la naissance : une enzyme qui leur manque. Grâce au traitement, ils ne deviennent plus jamais idiots... Seul, bien sûr, si on ne les traite pas.

CONQUÊTE SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA MORTALITÉ

Le premier chiffre est relatif au début du siècle, le second porte sur les années postérieures à 1960 : pneumonie 31,4 % et 7 %; broncho-pneumonie 32,4 % et 6,3 %; mal de Pott 30 % et 1 %; méningite tuberculeuse 100 % et 7 %; méningite cérébro-spinale 45 à 50 % et 1 %; septicémie 69,4 % et 12 %; fièvre typhoïde 20,4 % et 0,6 %; l'infarctus (moyenne) 25 à 40 % et 10 à 11 %; delirium tremens 40 % et 1 %.

Taux de guérison Destruction rénale 70 %; psychose maniaco-dépressive 50 %; névrite pharyngée 100 %; incapacité à rêver 90 %; maladie de Hodgkin 70 %; maladie bilieuse 80 %. Pour toutes ces maladies, le taux de guérison était de 0 % au début du siècle.

Cinq mille personnes vivent en France grâce au rein artificiel. Sans compter ceux qui ont eu un greffé de rein d'un autre. Ils sont jeunes et beaucoup ont des enfants encore petits. Bien sûr, on n'a plus besoin de greffes ou de machines pour leur sauver la vie : on auroit compris leur maladie et on les soignerait, comme on soigne le diabète, et tout le reste, à condition de s'y prendre à temps.

Le bétatron en rase campagne

Le matériel de lutte contre le cancer coûte une fortune. Il n'est installé que dans les grands centres. On ne trouve pas de bétatron en rase campagne. Mais le cancer des ganglions, le Hodgkin comme on dit, hier on en mourait sûrement, et, depuis trois ans, il est possible de le guérir complètement. Et même en rase campagne, puisque c'est grâce à des médicaments.

Bien sûr, la santé nous coûte cher. Onze pour cent cette année de tout

ce qu'on dépense dans les ménages; 2 % rien que pour les médicaments. Et la moitié de ceux-ci sont échelés sans prescription. Une bonne aspirine, quand on a un lumbago, et des effets supérieurs à ceux de la saignée de Moïse ou de la flévia de pigeon...

Certains se rendent malades en abusant des médicaments. Ils sont moins nombreux que ceux qui sont malades avant ou qui guérissent avec. Le gaspillage n'est pas le fait de tout le monde. Les manœuvres et les ouvriers agricoles, par exemple, « consomment » trois fois moins de soins que les instituteurs, les curés ou les cadres supérieurs. Il faut dire que les manœuvres ont de l'exercice (la sédentarité est dangereuse) et que les ouvriers agricoles ne souffrent pas de la pollution. Pourtant ils vivent sept ans moins vieux que les autres (soixante-trois ans, contre soixante-dix ans).

Les manœuvres aux pieds nus

Leurs bébés meurent trois fois plus. Avant un an et après un an, deux fois plus. Et pourtant, les bébés ne sont pas alcooliques. A l'Institut de la statistique, on dit que « la mortalité infantile de la catégorie manœuvre a un retard de vingt-deux ans sur celles des professions libérales et cadres supérieurs ». Et pourtant, on a progressé en France; le taux de mortalité infantile a baissé de 5 % chaque année depuis 1960.

Evidemment, les hôpitaux, les lunettes, les dentistes, les médicaments, les médecins (qui coûtent dix ans gratuitement), coûtent cher. C'est l'ensemble de la communauté qui paie.

Le tiers de ces dépenses est consacré au tout-venant. Les deux tiers restants sont dépensés pour des accidents ou des maladies graves. Trois cent mille blessés de la route chaque année à un million deux cent mille accidentés du travail... Il y en avait autant du temps de Germinal, mais on les laissait mourir. Les médecins (qui coûtent dix ans gratuitement), coûtent cher. C'est l'ensemble de la communauté qui paie.

Aujourd'hui, la Sécurité sociale s'applique à tout le monde. Personne ne pourra, comme jadis, mourir, ou souffrir ou rester infirme à vie, faute de pouvoir supporter le prix d'un bon hôpital, de bons médicaments, ou des vrais médicaments; plutôt que d'être condamné aux jus de plantes ou aux tisanes.

Bien sûr, la solidarité est nécessaire. La moitié de la population ou moins de vingt ans a plus de soixante-cinq ans — et ce sont ceux-là même qui ne pourraient pas payer qui coûtent le plus cher. Les vieillards surtout. Autrefois on les faisait des lottes, attirer les photographes, comme Brigitte Bardot, ou devenir ministre.

Les vieux, on les opère et on les soigne, et il y a des médecins qui ne s'occupent que d'eux. Hier, ça coûtait cher. Les vieux de ceux qui meurent ont plus de soixante-dix ans.

mythes et remarquablement apte à se développer à l'intérieur du plus brillant et du plus déolant des discours-clois. Comment pourrions-nous, dès lors, retrouver le contact avec les douleurs de chaque jour, avec les besoins réels de la collectivité ? Comment restaurer dans son rôle irremplaçable un « généraliste » en voie de disparition ? Comment établir enfin, sans renoncer pour autant à un nécessaire progrès, les bases d'une médecine du possible ? Ce sont là les questions qu'il serait, en effet, urgent de poser.

Mais peut-être ne nous pardonnera-t-on déjà plus les ratés de la machine à euphoriser ? Nous enfonçons dans un âge où tout rôles les lectures d'extrêmes, les faux prophètes. Faudrait-il, pour autant, en cessant à tout prix la médecine, précipiter une déposition du monde dont nos contemporains ne sont déjà que trop affligés ?

(*) Bourvain et médecin.



Il y a cinquante ans mourait Camille Flammarion

LA PEUR DU MAL ET LE DEVOIR DU SAVANT

« Je suis, dit Camille Flammarion dans ses Mémoires, né le samedi 20 février 1842, à 1 heure du matin, dans le bourg de Montigny-le-Roi, chef-lieu de canton du département de la Haute-Marne, qui comptait alors mille deux cent soixante-sept habitants... »

PAR JEAN-CLAUDE PECKER (*)

train devait s'arrêter dans de petites gares : un public délirant l'accueillait. Il franchissait les quelques mètres du train à la main (où l'attendaient officiels et vin d'honneur) sur un tapis de roses, véritable suite de la science moderne...

Et jusqu'à sa mort, pendant le premier quart de ce siècle, il resta l'image vivante de cet effort, qui pouvait encore faire la science, de rester populaire...

Un tel talent, certes, était exceptionnel. Mais il venait à son heure ; la science de l'univers restait exprimable en termes simples et aisément sensibles. L'époque de Renan, de Berthelot, de Sully Prudhomme, était celle d'une immense confiance de l'homme dans les bienfaits de la science. C'était l'époque des voyages extraordinaires de Jules Verne, celle des explorations lointaines et difficiles, de la colonisation civilisatrice, celle de la diffusion de l'électricité à la campagne, et celle des vaccinations pasteurisantes...

Mais ses rêves d'enfant le poursuivaient : à cinq ans, il fut fasciné par une éclipse annulaire de Soleil ; à Langres, des ramparts, il dessinait la comète de 1853 ; il s'intéressait à la nature merveilleuse qui l'entourait : montagnes et papillons, brouillards, et cosmographie...

Cette retraite accidentelle, alors qu'il était âgé de vingt ans, lui donna du temps libre, et Flammarion écrit, écrit... La Pluralité des mondes habités, les articles de la Revue française, de Cosmos, du Magasin pittoresque ; second ouvrage (1864) : les Mondes imaginaires et les Mondes réels ; puis c'est l'Annuaire astronomique Flammarion, enfin les Merveilles célestes (1865).

A la source des vocations

Flammarion est devenu un homme public. C'est la période des conférences, très suivies, le premier observatoire, rue Gay-Lussac, les voyages aériens en ballon (comme Nèstor, et au temps de Cibo semaines en ballon). En 1879, le grand homme, connu déjà internationalement, écrit l'Astronomie populaire. Cet ouvrage, encore actuel, a contribué d'une façon exemplaire à la formation de légions d'astronomes, et nombreux sont ceux qui, aujourd'hui encore, y puisent les sources de leurs vocations. Plus de trente mille exemplaires, des traductions en presque toutes les langues...

Une bienveillance universelle

1876 : c'est la réparation officielle : Le Verrier, redevenu après quelques vicissitudes directeur de l'Observatoire de Paris, y nomme à nouveau Flammarion, qui y observe les étoiles doubles — un travail de toute première importance.

1882 : fondation de l'observatoire de Juvigny. Cet observatoire est aujourd'hui en cours de rénovation. Au cours de la même année, fondation de la revue l'Astronomie (aujourd'hui encore mensuel de haute qualité).

1887 : fondation de la Société astronomique de France, dont l'Astronomie devient le bulletin.

1889 : la Société astronomique de France, présidée par Flammarion, crée l'Observatoire populaire de la rue Serpents (aujourd'hui abandonné, ou plutôt récupéré par la faculté de médecine de Paris-V).

Homme de cœur, c'est un ardent pacifiste, un internationaliste fervent qui ouvre son observatoire, sa société aux astronomes amateurs du monde entier, aux jeunes notamment. Il était juste que le monde lui rendit une petite part de cette universelle bienveillance, de cet enthousiasme qu'il savait étendre à tous. Que de rois et de princes viennent le voir, humblement, à Juvigny ; que de distinctions et d'honneurs lui sont accordés, dans tous les pays ; que d'émules, de sociétés Flammarion, de « observatoires Flammarion », ici ou là. Au début du siècle, c'est l'apothéose. Lors d'un voyage en Espagne, au cours duquel il devait observer l'éclipse totale de 1900, son

certaines époques ou pour certains, peuvent être catastrophiques en d'autres temps et pour d'autres gens. Le devoir du savant, c'est donc avant tout une information aussi complète, aussi claire, aussi accessible que possible. Au début du siècle, la science marchait vers les petits villages, sur les tapis de roses de Flammarion. Un grand exemple comme le sien devrait nous encourager à l'imiter, malgré les difficultés... La science doit redevenir l'affaire de tous ; le curieux doit s'éveiller partout, dans le hameau comme à la grande ville. A nous d'y parvenir ; aux pouvoirs publics de nous en donner les moyens ; toutes les villes du monde (sauf Paris) ont leur observatoire populaire...

* Président de la Société astronomique de France, professeur au Collège de France.

(Publicité)

Établissement secondaire mixte

COURS PRIVÉ MAYRAN - GRASSÉ

Directrice: Mme GRASSÉ, agrégée de l'Université

SECONDE A B C, 1^{re} ET TERMINALE A B C D COURS DE VACANCES A RATRAPAGE INTENSIF Début juillet - Fin août - Début septembre - Pâques 8, rue Mayran, 75009 Paris — 878-77-39

UNE NOUVELLE REVUE « IMPASCIENCE

Des chercheurs s'interrogent et s'analysent

Dans une communauté scientifique en rapide évolution, des chercheurs en nombre croissant s'interrogent. Pendant une vingtaine d'années, la science a bénéficié d'une admiration presque sans faille de la part du public. Les largesses financières du pouvoir politique ; le nombre de laboratoires et de chercheurs augmentaient régulièrement, l'expansion allait à une certaine vitesse. Mais voilà que, depuis quelques années, le temps des critiques et de la stagnation des crédits, l'opinion publique reproche à la science ses méfaits, la technologie envahissante, la quelle elle donne naissance, le pouvoir politique lui accorde des crédits plus chichement et, surtout, lui demande de rendre compte de leur usage et tente d'orienter de plus en plus ses travaux.

Devant cette double offensive, les chercheurs ont commencé par

se draper dans leur dignité. Rapidement, cette remise en cause du rôle de la science dans la société les a inquiétés. Aujourd'hui, ils se livrent à leur propre analyse : à quoi sert la science ? Qui sert-elle ? Quelle science faire ?

Une dizaine de professeurs français de physique et de biologie viennent de se regrouper pour publier une nouvelle revue, portant le titre d'Impascience, qui cherche à analyser et à comprendre le rôle du travail des chercheurs dans la société contemporaine. « Nous voudrions tenter d'interroger la science et les techniques extérieurement, mais également le social et l'individuel, le rationnel et l'affectif, voire la politique et la psychanalyse : toutes les difficultés, que nous soulevons affronter, consiste à articuler ces différentes dimensions. »

A des articles décrivant le travail, les difficultés, l'ennui de tel chercheur dans tel laboratoire, viennent s'en juxtaposer d'autres, plus généraux, portant par exemple sur les liens existant entre la science et la politique (dans le premier numéro), ou sur la place de la femme dans la communauté scientifique (dans le second numéro).

Tantôt ironiques, tantôt très sérieux, les articles ne sont pas signés, mais il n'est pas très difficile pour les chercheurs plongés dans la communauté scientifique d'y reconnaître certains de leurs collègues dont la conscience poli-

tique est éveillée depuis le temps. La revue reflète ainsi les mouvements de réflexion gauche, ou de tendance structuraliste et lacanienne.

Avec les deux premiers numéros, la revue se cherche en sa formule n'est pas gelée, et dépendra sans doute pour part des articles qui lui se proposent de l'extérieur. Ses numéros présentent plutôt des numéros présentant des idées par exemple, celui des thématiques modernes, la sci dans les pays en voie de développement, la recherche et l'organisation scientifique du travail, la science et la publicité.

Bien des dangers guettent revus de cette nature, qui e pire... de certaines tendes anglo-saxonnes, par exemple la revue britannique Science the people. Il ne faudrait qu'elle se laisse envahir par d'articles d'inspiration pure syndicale, il serait souhait que l'analyse débouche ultérieurement sur des propositions réformées ou d'actions, il s bon d'éviter qu'elle ne soit raflet trop étroit de la communauté scientifique et qu'elle soit lue que par des cherch ot des techniciens. Mais il n aucun doute qu'elle vient son une lecture dans la presse scientifique française.

DOMINIQUE VERGUE

* IMPASCIENCE, 1, rue Poissé - Saint-Jacques, 75005 Paris. Quatre numéros par an. Prix l'abonnement : 30 F.

Advertisement for Rueil-Malmaison: la Résidence de Beauharnais. Includes a map of the area, contact information for Frank Arthur, and details about the property and its location. The ad features a laurel wreath logo and a box stating 'ENCORE DISPONIBLES 4 et 5 PIECES'. It also includes a coupon to request documentation.

6 em

ava qu

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

6 erreurs à éviter concernant les Caisses d'Épargne:

1 Les Caisses d'Épargne, c'est le livret A, rien de plus. **Faux!**

Les Caisses d'Épargne mettent également à votre disposition : un livret B sur lequel les dépôts sont illimités des prêts-logement à des taux avantageux des SICAV des Bons d'Épargne des Conseillers en Épargne et bien d'autres services que vous avez tout intérêt à connaître.

2 L'intérêt versé pour le livret A est insuffisant. **Faux!**

Pour un capital toujours disponible et toujours en sécurité, un intérêt de 7,50% totalement exonéré d'impôt constitue une rentabilité élevée. Qui fait mieux ?

3 Un livret plafonné à 25 000 F, c'est peu de chose. **Faux!**

Les intérêts peuvent s'y accumuler sans limite. Dans une famille, chacun peut avoir son livret, enfants compris, ce qui porte, par exemple, les possibilités à 100 000 F pour une famille de 4 personnes.

4 La Caisse d'Épargne, c'est pour les enfants. **Faux!**

Les Caisses d'Épargne ont 23 millions de clients (près d'un Français sur 2), répartis également dans toutes les catégories sociales, tous les âges, toutes les régions de France, urbaines ou rurales.

5 La Caisse d'Épargne, c'est vieillot. **Faux!**

En quelques années, les Caisses d'Épargne ont élargi considérablement la gamme de leurs services et le traitement de toutes leurs opérations s'effectue grâce à un réseau national et informatique de 15 centres techniques régionaux.

6 Les Caisses d'Épargne pourraient faire faillite. **Faux!**

Tous les fonds collectés sont versés à la Caisse des Dépôts : ils bénéficient ainsi de la garantie de l'État. Les Caisses d'Épargne ont été créées dans un but d'intérêt général et d'utilité publique et ne poursuivent aucun but lucratif.

9 avantages des Caisses d'Épargne que vous ignorez peut-être:

1 Les Livrets d'Épargne vous rendent bien des services gratuits.

Vous pouvez faire virer sur votre livret vos salaires, pensions et retraites. Vous pouvez faire prélever automatiquement vos factures (gaz, électricité, téléphone, etc.). Vous pouvez retirer sans formalité 1500 F tous les 8 jours dans chacun des 21 000 points d'accueil en France.

2 Deux manières de financer votre logement.

Une formule libre : le Livret Épargne-Logement. Vous versez ce que vous voulez, quand vous voulez.

Les intérêts peuvent atteindre 6,50% exonérés d'impôt, en vous donnant droit à un prêt à taux réduit (4,75%* jusqu'à 100 000 F sur 15 ans).

Une formule contractuelle : le Plan d'Épargne-Logement.

Vous fixez les modalités de votre épargne, qui produira un intérêt de 9% exonéré d'impôt.

Au bout de 4 ans, la Caisse d'Épargne vous prêtera jusqu'à 100 000 F sur 15 ans au taux réduit de 6%*.

* Pour les livrets et plans postérieurs au 1/1/75.

Important : Le Livret et le Plan d'Épargne-Logement vous permettent de bénéficier du "Prêt Complémentaire des Caisses d'Épargne" au taux de 10,50% l'an. Une exclusivité.

3 Les Caisses d'Épargne consentent aussi des prêts individuels.

Si vous avez besoin d'un prêt pour l'acquisition, l'aménagement d'une résidence principale ou l'établissement de vos enfants, renseignez-vous à votre Caisse d'Épargne.

4 Les Bons d'Épargne à 2, 3 ou 5 ans.

Pratiques, négociables et, si vous le souhaitez, anonymes, les Bons d'Épargne existent en coupures de 100 à 10 000 F.

* Régime spécial en Moselle, Haut-Rhin et Bas-Rhin.

5 Les deux manières d'aborder la Bourse.

Deux SICAV, soit en actions avec le Livret-Portefeuille, soit en obligations avec la SNFO (Société Nouvelle France Obligation).

6 Plans d'Épargne : rentabilité élevée.

Le Plan d'Épargne vous permet d'accumuler capitaux et revenus en exonération totale d'impôt. Les dividendes, les avoirs fiscaux et les crédits d'impôts sont automatiquement placés en parts de SICAV, ce qui contribue à grossir votre capital.

7 Avec 21 000 points d'accueil, la Caisse d'Épargne est à deux pas de chez vous.

Partout en France, la Caisse d'Épargne est à votre portée. Pour verser de l'argent ou pour en retirer, pour vous accueillir et vous conseiller.

8 Le Conseiller en Épargne est toujours là pour vous aider.

Il étudie avec vous et dans votre seul intérêt les problèmes de budget familial, d'épargne et de crédit qui vous préoccupent.

9 A quoi sert l'argent déposé aux Caisses d'Épargne.

À la collectivité, donc à vous-même. Les fonds des Caisses d'Épargne servent à construire des écoles, des hôpitaux, des piscines et des stades, des logements sociaux, des routes, etc.

Caisses d'Épargne 
sachez vous en servir.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Les bons espions

A la veille du débat des «Dossiers de l'écran», où l'on verra une troisième fois l'affaire Rosenberg...

l'échec du débarquement anglo-canadien dans le port de Dieppe. Esthétiquement et idéologiquement, la série est datée...

l'action se développe sur trois plans : l'état-major britannique prépare le débarquement...

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 3 JUIN

M. Michel Rocard est l'invité d'Europe 1 à partir de 18 heures.

Le Mouvement eucharistique des jeunes exprime son opinion à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

Le « Peuple, classes, masses » est le thème d'un dialogue entre Maurice Clavel et Alain Geismar...

Le Maccarthysme sera le sujet des « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, à 22 h. 20...

MERCREDI 4 JUIN

M. Michel Pontalowski, ministre de l'Intérieur, répond aux questions d'Edouard Moutonnet...

Les médecins sans frontières exposent leur point de vue à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

Le référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun fait l'objet d'un dossier sur TF 1 à 22 h. 10...

LES PROGRAMMES

MARDI 3 JUIN

CHAÎNE I : TF 1

- 20 h. 35 Les animaux du monde, de F. de La Grange.
21 h. Jeu : Le blanc et le noir.
21 h. 50 Émission littéraire : Pétite page, de A. Bourio et P. Sipriot...

CHAÎNE II (couleur) : A 2

- 22 h. 45 TF 1 dernière.
20 h. 35 Les dossiers de l'écran : « Le maccarthysme » à propos de l'écrivain Rosenberg...



- 22 h. 20 (vers) Débat animé par A. Jérôme.
23 h. 15 Journal de l'A 2 (dernière).

CHAÎNE III (couleur) : FR 3

- 19 h. 40 Tribune libre : Mouvement eucharistique des jeunes.
20 h. Connaissance : La vie sauvage, d'Y. Torrès.
20 h. 30 Westerns, films policiers, aventures...

FRANCE-CULTURE

- 20 h. Dialogues. Émission de R. Pillaud, enregistre en public.
20 h. 30 Émission de R. Pillaud, enregistre en public...

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h. 30 (S.). En direct du Théâtre des Champs-Élysées, Orchestre philharmonique de Berlin...

MERCREDI 4 JUIN

CHAÎNE I : TF 1

- 19 h. 45 Feuilleton : Christine.
20 h. 30 Dramatique : Le Bœuf Indifférent, de J. Cocteau...

CHAÎNE II (couleur) : A 2

- 19 h. 44 Feuilleton : « Une Suedoise à Paris ».
20 h. 35 Série : « Le justicier » (« Les Amants tragiques »).

CHAÎNE III (couleur) : FR 3

- 19 h. Pour les jeunes : Trois contre...
19 h. 40 Tribune libre : Médecins sans frontières.

- 20 h. Émissions régionales.
20 h. 30 Histoire au cinéma (cycle John Huston) : « Retiens dans un œil d'or »...

FRANCE-CULTURE

- 20 h. En liaison avec TF 1, émission musicale : les mathématiques créent et leurs conséquences...

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h. 30 (S.). Soirée lyrique : « Le ventrisme » (H. Marchand)...

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

Une lettre de Peter Brook à propos du Conservatoire

À la suite de l'information parue sur les polémiques autour du Conservatoire d'art dramatique...

J'ai fait la connaissance de Jacques Rosner il y a un mois et demi...

On ne peut qu'être d'accord avec l'esprit dans lequel il tente le renouvellement de la formation dramatique.

Une des ouvertures nécessaires est que les élèves se trouvent en contact direct avec le travail quotidien d'une troupe...

C'est pourquoi j'ai proposé d'acquiescer des stagiaires en cours de nos futures saisons.

Musique

« RITUEL » de Boulez aux Journées de Sarrebruck

Le temps n'est plus où la création d'une œuvre nouvelle de Boulez suscitait des controverses passionnées...

Il est encore la ressource de risquer un parallèle entre Boulez et Stravinski...

« Que Rituel, créé à Londres le 2 avril et repris à Sarrebruck le 29 mai évoque un peu trop l'Espectro Resurrectionem Murtworum de Messiaen... »

LE CENTRE DE PSYCHOLOGIE EXPERIMENTELLE TRIBU. Georges GUKLFAND, Roland GUENOUN...

dommage qu'elle soit une putain de John Ford adaptation et mise en scène de Stuart Seide

théâtre de la tempête croucherie 328 36 36 création du théâtre des quaiers d'Ivry.

Cinéma

Images de la société érotique

Le cinéma français continue d'explorer, avec le plus grand sérieux, la psychologie de personnages définis par leurs appartements de grand standing...

Ainsi, Emilienne, le nouveau film de Guy Casarri, c'est l'histoire d'une femme mariée qui a des tendances homosexuelles...

Il y a aussi une certaine chose d'érotique dans l'histoire de Casarri, l'histoire masculine supérieure, condescendante devant l'homme...

Il y a aussi une certaine chose d'érotique dans l'histoire de Casarri, l'histoire masculine supérieure, condescendante devant l'homme...

Il y a aussi une certaine chose d'érotique dans l'histoire de Casarri, l'histoire masculine supérieure, condescendante devant l'homme...

Rituel, dédié à la mémoire de Bruno Maderna, se présente, selon le compositeur, comme une sorte de cérémonie où alternent versets et répons...

« Mort » de Georges Tairat, cinéaste de la montagne. Le cinéaste Georges Tairat est mort dimanche à Annecy...

« Mort » de Georges Tairat, cinéaste de la montagne. Le cinéaste Georges Tairat est mort dimanche à Annecy...

MERCREDI MERCURY - ABC - MONTPARNASSE B3 - GAUMONT SUD - CLICHY PATHÉ - QUINTETTE - GAMBETTA - VÉLIZY - C 2 L Versailles - MULTICINÉ PATHÉ Champigny...

Advertisement for the film 'TROP, C'EST TROP' featuring a cartoon strip with dialogue and promotional text for the film and its director Didier Kaminka.

Vertical sidebar containing various advertisements and notices, including 'Cultu', 'fest DALI', 'théâtre quartier direction', 'PHE JEAN ANTON GEORGES DU STUON', and 'LOUEZ VO'.

MERCREDI

ELYSEES LINCOLN VO HAUTEFVILLE VO MAXEVILLE VF CLICHY PATHE VO MONTPARNASSE PATHE VO CAMBRONNE VF TRICYCLE Asnières BELLE EPINE Thiais AVIATIC Bourget



la Balade sauvage "BADLANDS"

PRESSMAN-WILLIAMS présente une production JILL JAKES "BADLANDS" avec MARTIN SHEEN - SISSY SPACEK

CIRQUE GRUSS LE NOUVEAU CIRQUE CARRE SILVIA MONFORT TEL. 277.83.40

on ne parle que d'ALICE! ALICE N'EST PLUS ICI

UNE COMEDIE FEROCIE DESTRUCTIVE ICONOCLASTE le harem

LE SEINE (place Maubert) Grand PRIX du JURY FESTIVAL DE CANNES 73 CLEPTURE

PUBLICIS ELYSEES / PARAMOUNT OPERA / PUBLICIS ST. GERMAIN PARAMOUNT MONTPARNASSE / PARAMOUNT MAILLOT STUDIO JEAN COCTEAU

Tommy THE WHO AVERTISSEMENT

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées Opéra, 18 h. 30 : Spectacle de ballets

Les salles municipales Châtelet, 20 h. 30 : Valces de Vienne

Les autres salles A.C.T.-Alliance française, 10 h. : la Parce de M. J. F. F. F.

Mardi 3 juin

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

Le jazz Théâtre Montferrat, 22 h. : Jean à la Mouffe

Les concerts Palais des congrès, 18 h. 30 : Musique et musiciens

cinémas

Les films marqués (*) se voient tous les jours

La cinémathèque CHATELAIN, 18 h. : Les films des archives britanniques

Les exclusivités L'ACCESSION (Fr.) (**) : Martine, 19 (338-22-22)

Les films nouveaux LE MALIN PLAISIR, film français de Bernard Toublanc

La danse Voir Opéra et Théâtre de la ville

QUE LA FETE COMMENCE... SPECTACLES POUR ENFANT (de 4 à 10 ans)

SPECTACLES POUR ENFANT (de 4 à 10 ans) A.O.J. AUBREY Franck (545-10-10)

INGENIEUR FORMATEUR MECANIQUE

MAISON DES ARTS DE CRÉTEIL 15 représentations exceptionnelles du ballet "SHEHERAZADE"

MAISON DES ARTS DE CRÉTEIL du 21 mai au 7 juin 1975 - 21 heures

PETIT 18h3 ODEON dernières Serge GANZL

Handwritten note in Arabic script: هكزا من الامل

RES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
es d'emploi "Placards encadrés"	34,00	39,70
num 15 lignes de hauteur	38,00	44,27
TABLES D'EMPLOI	7,00	8,63
TABLES DU		
POSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	28,85

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

96.000 F +
EF DE MARCHÉ - MÉNAGE
BOURGOGNE

Importante Société Française d'articles culturels, leader dans sa branche.

Responsable directe du D.C., c'est un animateur de 35 ans minimum, de formation supérieure (BESIC, Sup de Co, etc.), ayant derrière sa réelle expérience de la distribution (transmission et grande surface) de biens de consommation (mécas, quincaillerie, etc.).

Deux avantages dont résidence agréable au siège de la Société.

avec C.V. manuscrit et photo récente sous références CL 5005 à :

DEPARTEMENT RECRUTEMENT CONSEIL
15, Av. d'Alsace - Paris 16^e

ORGANISME PROFESSIONNEL
Higien Nord-France
Industrie OREBT

assistant de direction

- 25 ans minimum.
- De formation supérieure (Université ou Ecole Supérieure), il doit avoir des connaissances de Droit Economique et de Statistique ainsi qu'un bon niveau de langues.
- Il sera pour fonction principale la tenue des lettres professionnelles et commerciales des entreprises adhérentes.
- Anglais courant exigé. Français très apprécié.

Entre avec C.V. détaillé sous réf. MJA (situation actuelle exacte), à :

guillon selection
23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

VILLES TRANSPORTS D'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES FRANÇAIS POUR BORDEAUX

DIRECTEUR D'AGENCE

Dépendra directement du Directeur Général de la Société.

Il sera chargé, au niveau technique, commercial et gestion des activités transports publics de marchandises, location de véhicules industriels et ateliers de réparation de poids lourds, et animera une équipe de 20 personnes.

Ce poste ne peut convenir qu'à un homme expérimenté dans cette branche :

- de 35 ans minimum ;
- de formation supérieure technique et/ou commerciale.

PERSONALITES D'AVENIR
SI REUSSITE COMPTABLE

La rémunération du titulaire du poste ne sera pas inférieure à 80.000 F par an et tiendra compte de son expérience antérieure.

Adresser C.V. détaillé avec photo et références à :
ALAX Publications, 5, cité Pigalle, 75008 Paris, sous la référence 4541.

comex

Leader Mondial dans le domaine des interventions sous marines
1600 personnes recherche

un responsable de la formation

au sein du service Gestion des Ressources Humaines.

- Il sera chargé de diagnostiquer les problèmes et de concevoir les programmes de formation pour les résoudre,
- il aura un rôle de conseil auprès des filiales du Groupe,
- il sera amené à diriger certains stages dans les domaines où il aura des connaissances particulières.

C'est un homme de plus de 30 ans, de formation supérieure (de préférence techn.), ayant au moins 5 ans d'expérience en matière de formation, parlant Anglais.

REF.1.75.27

emplois internationaux emplois internationaux

Booz, Allen & Hamilton

Nous comptons parmi les plus importantes sociétés internationales de Conseils de Direction. En raison de l'expansion de nos activités internationales, nous recherchons pour développer nos équipes des spécialistes de l'INDUSTRIE PETROLIERE de tout premier plan pour les filiales de notre groupe, implantées en Amérique du Sud, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, dans l'un des domaines suivants :

INGENIEURS EN PRODUCTION (FIELD ENGINEERS)

ayant acquis une expérience pratique dans :

- la planification et l'optimisation de la production.
- le contrôle de la production
- la rationalisation et l'amélioration des opérations de production
- les tableaux de bord et le suivi des opérations de production.

INGENIEURS EN ENTRETIEN (FIELD MAINTENANCE)

ayant acquis une expérience pratique dans :

- la planification et l'organisation de la maintenance
- la rationalisation et l'amélioration des opérations de maintenance pour les installations de pompage, de dégazage, de stabilisation et de compression.
- le contrôle des opérations de maintenance
- la gestion de la logistique (équipements, outillages et pièces de rechange)

INGENIEURS CONSEILS

Généralistes chevronnés devant effectuer la synthèse et la présentation des conclusions des différents spécialistes techniques.

Les candidats retenus devront être Ingénieurs diplômés des grandes écoles (pour les postes de généralistes un diplôme de Business School sera un avantage). Ils devront avoir une expérience dans l'INDUSTRIE PETROLIERE d'au moins cinq ans et devront être bilingues français-anglais.

Rémunération ouverte en fonction de l'expérience acquise.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae à :

Anne-Marie CHOMTON
BOOZ ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL
77, Rue La Boétie - 75008 PARIS

THOS

Traite Import. Société de filature en Afrique du Nord située dans grand centre culturel touristique bien équipé recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE
Ingénieur E.N.S.A.I.T. - E.S.F.T.E. - E.S.I.T.A. - L.T.A.

Cinq à dix ans expérience de fabrication en filature.

MISSION :

- Organisation et gestion de la fabrication d'une unité moderne de filature coton et synthétique de plusieurs dizaines de milliers de broches (plusieurs centaines d'ouvriers) ;
- Supervision de l'encadrement ;
- Collaboration avec services commerciaux et clients pour triser au point produits.

Poste d'ouv. stable. Contrat indéf. Véhicule de fonction.

Adresser C.V. détaillé à :
S.E.L.E.T.E.C.
Conseil en Recrutement,
6700 STRASBOURG CEDEX,
sous référence 61.

POUR AFRIQUE NOIRE
Importance fédérale recherche
REVEUR COMPT.
qualifié, coefficients cotés
D.E.C.S. et 3 ans exp. cabinet.
Entre avec C.V. photo.
F. P. A. 65, rue de la Victoire,
75007 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche pour
GESTION DE PROJET ET ASSISTANCE TECHNIQUE

UN INGENIEUR HAUT NIVEAU
ayant expérience en :

- Etudes électroniques ;
- Gestion des fabrications ;
- Direction d'usine ;
- Négociation de contrats.

Lieu de travail : EUROPE OIL L'EST.

Ecr. avec C.V. détaillé et prêt à recevoir le dossier de l'entreprise, à :
1027, CONTESSÉ PUBL.,
28, av. Opéra, Paris-1^{er}, tel. 11.

Groupes Internationaux Intervenant dans le domaine de l'électronique comptable de formation et de la gestion recherche

COLLABORATEURS
25 ans minimum.
ayant de préférence quelques années d'expérience de cabinet ou service d'organisation ou d'aide et souhaitant éventuellement s'orienter vers l'expertise comptable pour les études chargées de mission à l'étranger, notamment en Afrique du Nord et Afrique francophone. Possibilité d'intégration à terme au niveau de l'activité française. Ecrire à n° 10265, CONTESSÉ PUBL. CITÉ, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}), tel. tramway.

un responsable des compensations

- il proposera et fera appliquer les techniques modernes d'évaluation des fonctions, de rémunération, d'appréciation des performances,
- il formera et conseillera les utilisateurs,
- il sera chargé, à terme, de gérer les plans de carrière.

C'est un homme de plus de 30 ans, ayant déjà une expérience industrielle de ces problèmes d'au moins 5 ans, persévérant et persuasif, parlant Anglais.

REF.1.75.58

Envoyer C.V. détaillé et photo indiquant la référence du poste, à :

COMEX
Service Gestion des Ressources Humaines
13275 MARSEILLE, CEDEX 02.

La CHAMBRE DE COMMERCE d'une ville industrielle de MIDI - PYRENEES
recherche un

assistant de gestion

Interlocuteur des chefs d'entreprises (petites et moyennes en majorité) de la région, pour leurs besoins d'information économique, de diagnostic et d'amélioration des méthodes de gestion.

Activité variée (avec de nombreux déplacements locaux) laissant la possibilité de créer un style d'intervention personnel.

Formation type E.S.C., Sciences Eco., I.A.E. ... avec une expérience même brève en entreprise ou cabinet conseil.

Ecrire en précisant la rémunération actuelle, sous référence 1457 M

plein emploi 10 rue du rail Paris 20^e

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FINANCIER recherche pour missions

MOYEN-ORIENT, AMERIQUE LATINE ET AFRIQUE

INGENIEUR-FORMATEUR EN MECANIQUE

- Formation exigée : Grande Ecole,
- Expérience confirmée de la production en milieu industriel,
- Formation pédagogique appréciée.

Les missions auront pour objectif de :

- Etudier et concevoir des systèmes de formation liés à des projets d'industrialisation.
- Mettre en place les actions de formation professionnelle correspondantes, en assurant notamment la formation des formateurs chargés d'instruire les personnels ouvriers et de maîtrise.

Basé à Paris, cet ingénieur, qui dans un premier temps devra assurer lui-même la prestation des premiers contrats, devra ensuite créer autour de lui une petite équipe pour démultiplier son action. Sa rémunération sera fonction de son niveau et de son expérience.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. M 40 à

G-CAM-Sinorg CONSEIL
7, rue Royale - 75008 PARIS

EXPANSIAL

Si vous êtes :

Ingénieurs

- De projets
- Mécanicien
- Thermicien fluides
- Electricien
- Métallurgiste
- Fabrication mécanique
- Construction métallique
- Economiste
- Documentaliste

Réf. 660
Réf. 661
Réf. 662
Réf. 663
Réf. 664
Réf. 665
Réf. 666
Réf. 667
Réf. 668

Une importante Société Nationale en Algérie, vous propose de faire partie d'une équipe pluridisciplinaire, chargée du suivi et du contrôle de la réalisation de plusieurs Centres Techniques de formation d'une capacité de 1000 à 2000 places, dans les secteurs métallurgique, mécanique et construction métallique, pour les niveaux O.P. - A.M. - A.T.

Vous devez avoir une formation supérieure et une expérience de 3 à 4 ans minimum.

Pour tout renseignement complémentaire, écrire en adressant c.v. détaillé à : EXPANSIAL, 6, Rue Hoëly, 75008 Paris ; 2, Place d'Albertine Bruxelles 1000 (Belgique)

CL GROUPE CREUSOT-LOIRE

ETABLISSEMENTS du CREUSOT

recherchent pour leur Centre d'Application des Techniciens de soudage :

DES TECHNICIENS
électriciens ou électro-mécaniciens
avec notions électronique

- Intéressés par les problèmes de soudure ;
- en particulier, seraient chargés d'effectuer des études en soudage par faisceau d'électrons et de mettre l'application de ce procédé à l'échelle ;
- formation : E.T.S. ou D.U.T.

Envoyer curriculum vitae ou se présenter à :
Bureau Recrutement,
rue de l'Etang - 71208 LE CREUSOT.



emplois régionaux

Directeur des ventes VAL DE LOIRE

Nous sommes la filiale française de distribution de produits de confection, fabriqués dans les usines européennes du groupe International auquel nous sommes rattachés, qui occupe l'une des premières places dans ses spécialités. Bien que notre C.A. en France soit encore modeste, nous avons une bonne image de marque, sommes bien introduits auprès d'une clientèle détaillants et grandes surfaces et avons d'excellentes perspectives de développement et de diversification.

La connaissance de la langue italienne serait appréciée.

Envoyer CV, photo récente, rémunération actuelle et prêt, sous le réf. 39 877/6, à I.C.A. qui transmettra.

3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

chef de laboratoire

80-100.000/an

Recherché par nos sociétés de fabrication de paines à influence nationale

GRANDE VILLE DE L'OUEST

Ingénieur chimiste

diplômé d'une Grande Ecole, devra assurer toutes les activités de laboratoire (analyse, recherche, fabrication) et les applications en usine de l'usine.

Sensibilisé par les connaissances commerciales, il ne négligera pas pour autant les impératifs à qualité de la production.

Après un stage de 3 mois en tant que Chef de Laboratoire, sera en situation d'indépendance de la Pointe de l'Est à la fabrication de l'usine.

Logement assuré (Paris ou département).

Envoyer CV, photo récente, rémunération actuelle et prêt, sous le réf. 39 877/6, à I.C.A. qui transmettra.

3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

MÉDECIN DU TRAVAIL Nord

C'est une des fonctions clef de notre Entreprise.

En effet, notre groupe industriel possède une usine importante dans le Nord et cinq autres dans toute la France.

Il s'agit donc, d'une part, d'assurer le médecin du travail à notre siège et dans notre unité principale du Nord, mais également d'être le médecin coordonnateur vis-à-vis des cinq autres établissements.

Par ailleurs, nous avons à mener un certain nombre d'études concernant les risques propres à notre société, et celles-ci seront conduites sous votre responsabilité.

Également, vous assurerez les relations avec les instances officielles (Médecin du Travail, Inspection du Travail, etc.).

Enfin, vous serez sans doute participer à des colloques professionnels sur un plan national et international.

Le salaire est ouvert en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser votre CV, sous référence 1977 à

INTERNATIONAL BUSINESS DIVISION

6-4, RUE DE LA ROSIÈRE 75016 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

LES MINES DE POTASSE D'ALSACE (FILIALE DU GROUPE ENTREPRISE MINIERE ET CHIMIQUE), 8.000 collaborateurs dont 160 ingénieurs, 3 centres d'extraction et 5 usines de transformation, cherchent pour l'une de leurs usines à Mulhouse,

un jeune ingénieur d'entretien

de formation ESE, AM, IEG. Sa mission : assurer la maintenance électrique et mécanique du matériel et des sources d'énergie nécessaires à la production, participer à la définition des nouveaux processus de fabrication et à la réalisation des travaux neufs.

Ce poste ouvre une carrière évolutive dans le groupe, en France et à l'étranger.

La rémunération attractive est assortie d'avantages : logement, chauffage, etc.

Écrire à Y. CORCELLE sr réf. 2887 M.

ALEXANDRETTIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

O.R.E.A.M. - LORRAINE

Organisme Officiel d'Aménagement du Territoire recherche

économiste

Confirmé dans l'étude des transports de personnes

chargé de la planification régionale des transports de personnes.

Responsable d'une équipe de cinq chargés d'études.

Missions : Elaborer le plan régional de transports, en concevoir les outils de gestion, mener les études de faisabilité, négocier et monter les opérations de transports, etc.

Adresser CV, photo et prétentions à

FOREAM LORRAINE - rue Robert Blum 54700 PONT-A-MOUSSON - TEL. (26181) 60.58.

TRES IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE, FILIALE GROUPE INTERNATIONAL PRODUITS CHIMIQUES

leader sur son marché, recherche pour son usine du NORD (1150 personnes)

assistant à directeur du personnel

Le titulaire du poste sera progressivement impliqué dans l'ensemble des problèmes sociaux et de la politique sociale de l'usine et du groupe.

Dans un délai de quelques années, il pourra prétendre aux responsabilités de CHEF DU PERSONNEL.

Les candidats devront être de niveau universitaire et avoir déjà exercé une première responsabilité professionnelle dans un établissement industriel de préférence soit au sein d'une direction de personnel, soit à un poste technique ou administratif.

Ecrire avec CV détaillé et photo au Soc 6664 M

INTERCARIERS

IMPORTANTE SOCIETE DE CHAUDRONNERIE ET CONSTRUCTIONS MECANIQUES (chiffre d'affaires annuel : 500 millions de F) recrute

pour importante usine située dans le Nord :

CHEF du PERSONNEL

Il assurera les relations avec les représentants du personnel ;

Il aura en charge l'administration et la gestion de l'ensemble du personnel ;

De formation supérieure, juridique de préférence, le candidat devra :

avoir une parfaite aptitude aux problèmes juridiques et comptables de la fonction ;

avoir le goût d'exercer les relations du travail.

Adresser curriculum vitae détaillé à O. F. N., Service CDE, 1, rue des T-Agaches, 59042 LILLE CEDEX, qui transmettra.

comex

Leader Mondial dans le domaine des interventions sous marines 1600 personnes recherche un

DOCUMENTALISTE

rattaché à la Direction Technique

Il devra organiser complètement le service de Documentation ;

Il sera chargé du bulletin d'information techn. et de l'élaboration des statistiques ;

C'est un homme ou une femme,

agé d'au moins 35 ans,

et possédant une formation scientifique, mais connaissant très bien les techniques de documentation en entreprise ;

parlant parfaitement l'Anglais.

Env. CV, détail et photo sous réf. 175/45 à COMEX

Service Gestion des Ressources Humaines 13275 MARSEILLE CEDEX 02.

REGION VERNON (EURE) DOCUMENTALISTE

pour comité, doc. Informat. Tr. et sal. + indemn. chômage. 66, rue de France, Paris 7 - 32-6-37.

CADRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

rattaché au service de P.-D.G. Il sera chargé, dès l'arrivée, de la mise en place de la comptabilité analytique et budgétaire, de la gestion des stocks, du contrôle des prix de revient et de rentabilité.

Adresser lettre manuscrite en indiquant prétentions et C.V. à : M. LEBLANC, 1200, rue de la République, 93000 Paris 13.

Mandat spécial en psychiatrie hospitalière, privé, secteur de public région Rhône-Alpes, 93000 Paris 13.

BRETAGNE IMPORTANTE SOCIETE ALIMENTAIRE

recherche un

RESPONSABLE des VENTES

département CHER

Il se verra confier le développement commercial de cette activité au niveau France.

Il devra :

- être introduit auprès des Centres d'Achats ;

- avoir une formation et une expérience concrète de la vente ;

- savoir gérer une équipe ;

- connaître les techniques de la distribution alimentaire, en particulier épicerie sèche.

Age minimum, 30 ans.

Préférences : départements dans toute la France.

Résidence : Centre Bretagne.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé, indiquant derniers appointements perçus, photo récente, adressée à :

B.E.O. (Réf. 624), 3, rue de Téhéran, 75008 Paris.

COLLABORATEURS

de 17, haut niveau ont plusieurs années d'expérience de cabinet ou dans l'administration fiscale. Rémunéré en fonction des compétences. Env. CV, s/m 17.32

J.R.P. 39, rue de l'Arcade, 75002 Paris.

offres d'emploi offres d'emploi

etap

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL C.A. SUPERIEUR A 3 MILLIARDS DE FRANCS - PLUSIEURS FILIALES EN FRANCE ET A L'ETRANGER - PARIS - RECHERCHE

JURISTE D'ENTREPRISE HAUT NIVEAU

Docteur en droit, Sciences Po. ou équivalent, ayant expérience confirmée (droits des sociétés et droit des affaires), capable d'assister NON SEULEMENT UN TOULÉ D'ETUDE ET DE CONSEIL, MAIS AUSSI EN RESPONSABILITE DE NEGOCIATIONS. BONNE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS NECESSAIRE.

Ecrire sous référence LX 547 AM

SOCIETE DE CONSEIL EN INVESTISSEMENT ET DE GESTION IMMOBILIERE - FILIALE BANQUES PRIVEES - PARIS - RECHERCHE

CHARGÉ D'AFFAIRES

Formation supérieure, ayant quelques années d'expérience de conseil (connaissance de l'immobilier appréciée mais non indispensable) capable, après d'une clientèle d'un niveau élevé, d'assurer les responsabilités d'opérations complètes (études financières, étude permanente des marchés, montage et suivi des opérations...).

SITUATION INTERESSANTE, AU SEIN D'UNE EQUIPE DYNAMIQUE, POUR CANDIDAT AYANT TRÈS SOLIDES QUALITÉS DE NEGOCIEUR ET DE NEGOCIATION.

Ecrire sous référence FX 502 AM

GROUPE MULTINATIONAL DE REPUTATION MONDIALE RECHERCHE POUR PARIS SON

RESPONSABLE DES ACHATS EN FRANCE

CE POSTE, DE CADRE SUPERIEUR, CONVIENT DRAIT A INGÉNIEUR DIPLOMÉ, DISPOSANT D'UNE SOLIDE ACQUISITION DANS DOMAINE AUTOMOBILE (CHEZ CONSTRUCTEUR DE PREFERENCE).

DES FONCTIONS IMPLIQUENT :

- l'exploration du marché d'approvisionnement en France et le contrôle des fournisseurs ;

- la négociation de marchés importants ;

- les relations avec la maison mère et les filiales.

BONNE CONNAISSANCE DE L'ALLEMAND INDISPENSABLE.

RÉMUNÉRATION : 100.000 F + VOITURE DE SERVICE.

Ecrire sous référence UF 511 AM

ENTREPRISE DE POINTE (CONSTRUCTION INDUSTRIELLE - PRÉFABRICATION TRIDIMENSIONNELLE DE LOGEMENTS, BUREAUX, C.E.S., ETC.) FILIALE IMPORTANTE GROUPE INDUSTRIEL VILLE OUEST FRANCE - RECHERCHE POUR TITULAIRE TALENT RATTACHÉ AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

CADRE COMMERCIAL CONFIRMÉ

Capable d'entretenir et de développer une clientèle de promoteurs, administrations, municipalités, organismes privés.

POSTE INTERESSANT POUVANT ÉVOLUER VERS UNE DIRECTION COMMERCIALE.

pour candidat ayant expérience réelle de bâtiment auprès de promoteurs et qualité de rigueur et de contacts.

Ecrire sous référence DT 346 AM

GROUPE INDUSTRIEL DE TOUT PREMIER PLAN

recherche pour son usine de France un

CADRE COMPTABLE DE TRÈS BON NIVEAU

Formation Grande Ecole (option FINANCES, COMPTABILITÉ)

Compétent au moins 3 ans d'expérience dans le domaine comptable.

Bonne connaissance de la fiscalité et de l'administration fiscale.

Après quelques années passées dans LES SERVICES COMPTABLES CENTRAUX, CE CADRE POURRA TROUVER DANS LES DIFFÉRENTES SOCIÉTÉS DU GROUPE UNE LARGE ÉVOLUTION DE CARRIÈRE.

Ecrire sous référence KW 546 AM

UN DES PREMIERS GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - PARIS

recherche

CHEF DE DÉPARTEMENT GESTION DES FILIALES

Il s'agit d'un poste d'études et de conseil concernant des problèmes très variés (études de rentabilité de sociétés, fusion, prises de participation, plans de financement, prévisions de trésorerie, assemblées générales, etc.).

Ce poste peut convenir à un candidat INGÉNIER, DOCTEUR EN DROIT (+ DECS) ou expert-comptable, ayant acquis dans les services centraux, cabinet conseil ou direction financière de groupe une solide expérience en droit des sociétés, fiscalité sociale, des comptes, problèmes financiers.

POSTE ACTIF, IMPLIQUANT DE NOMBREUX CONTACTS AVEC UN GRAND NOMBRE DE FILIALES, TRÈS DIVERSIFIÉES.

Ecrire sous référence GS 508 AM

IMPORTANT GROUPE PÉTROLIER ET INDUSTRIEL FRANÇAIS - RECHERCHE

JEUNE CADRE (seriant d'essai)

Formation : ESC - ESCP - Ecole Supérieure de Commerce.

Libéré des obligations militaires.

POSSIBILITÉS DE CARRIÈRE TRÈS INTÉRESSANTES.

Ecrire sous référence JV 545 AM

SOCIÉTÉ FABRICATION PRODUITS GRANDE SÉRIE (250 PERSONNES) C.A. 80 MILLIONS, LEADER DANS SA BRANCHE

poste vacante entre Chartres et Rambouillet offre poste de

INGÉNIEUR DE FABRICATION

Ce poste peut convenir à un ingénieur (ESPE, ESCP, ESC ou équivalent), débutant ou ayant quelques années d'expérience professionnelle.

Il sera responsable d'un des ateliers de la mise en œuvre implique de solides connaissances en mécanique, électricité, pneumatique et, exigent beaucoup d'initiative sur le plan technique (méthodes, amélioration de fabrication, maintenance).

POSTE ATTRAYANT DANS FIRME EN EXPANSION POUR CANDIDAT ALLIANT GOUT POUR LA TECHNIQUE ET QUALITÉS D'ORGANISATION.

Aptitude au travail d'équipe. Aide au logement.

Ecrire sous référence IU 594 CM

Important Groupe Industriel Français de la Mécanique

présentant des activités diversifiées ayant acquis une réputation internationale recherche pour sa principale

banlieue ouest

CHEF DU DÉPARTEMENT ACHATS et SOUS-TRAITANCE

RESPONSABLE :

- de l'élaboration d'une politique en matière d'achats et de sous-traitance pour l'ensemble de l'unité ;

- de la mise en œuvre des choix d'approvisionnements ;

- de la gestion des charges sous-traitées et du contrôle des résultats.

LE CANDIDAT RETENU :

- sera diplômé d'une grande école d'ingénieurs ;

- présentera une expérience réussie de 5 années environ dans le domaine de la gestion des achats et de la sous-traitance ;

- sera âgé de 35 ans minimum ;

- disposera de fortes qualités de négociateur et sera en mesure d'animer une équipe d'acheteurs et de spécialistes de la sous-traitance.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous le No 750.57 à CAPIC 18, rue Voltaire, 75002 PARIS.

Adjoint chef comptable

70.000

Un Etablissement Financier (Paris) en pleine vocation émission d'emprunts recherche un cadre comptable d'une trentaine d'années pour succéder le chef de poste dans tous ses travaux, bilans inclus.

Vous avez une formation type DES quelques années d'expérience en milieu bancaire, vous êtes capable de vous intégrer facilement dans un petit groupe de travail. Dans 4 à 5 ans ce poste doit évoluer vers prise en charge de service.

Réponse et discrétion assurées à 20 h. man. + CV + photo + rém. adresse réf. B/3709 à Madame Dutarfin

bernard Julhiet psychologue

72 av. Ch. de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine - FRANCE

Organisme à caractère social d'importance Nationale recherche pour PARIS

UN CADRE LICENCIÉ EN DROIT même Débutant

pour inspection administrative en liaison avec les services fiscaux

Nombreuses possibilités d'évolution

Adresser CV, photo et prétentions à :

75002 PARIS



Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

	La Signe	La Signe T.E.
PLACES D'EMPLOI	34,00	38,70
Planes d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,87
MANDES D'EMPLOI	7,00	8,08
PRIX DU		
OPPOSITIONS COMMERC	65,00	75,88

ANNONCES CLASSEES

	La Signe	La Signe T.E.
IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Entreprise du secteur tertiaire (PARIS — 1 200 personnes) recherche

Responsable du Service du Personnel

Sous les ordres du Directeur chargé du personnel, il assurera la coordination entre les responsables du recrutement cadres et employés, de la gestion du personnel et de la paie, et sera chargé des relations avec les organisations syndicales.

Il aura une formation juridique supérieure, et possèdera une expérience similaire de plusieurs années.

Discrétion absolue assurée. Réponse à toutes les candidatures. Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur dossier de candidature manuscrit, leurs prétentions et une photo d'identité à REGIE PRESSE, en précisant la référence n° 810 467, 85 bis rue Réaumur 75002 Paris, qui transmet.

We operate internationally and specialize in retail information systems. The bulk of our earnings comes from pricing and coding. Our market is the retail industry. Labels as code and information carriers are one of the most important elements for advanced retail information and support systems. The correct use and application of codes will determine whether a system will pay off or fail. For our Southern European region encompassing subsidiary units in France, Italy, Spain and distributors in North Africa, Greece, Portugal, and the Middle East.

WE ARE LOOKING FOR THE code application support manager

THE RIGHT MAN WILL BE ABLE TO:

- Assist in advancing our retail information systems significantly towards future retail systems status.
- Represent the company among retailers and their associations.
- Become a respected expert in the code application area.
- Provide intelligent input concerning electronic system developments. That may affect future pricing and coding needs.
- Suggest product and system extension development.

He will have a solid E.D.P. background and it would be of great advantage to have intimate knowledge of the retail industry and its problems. He will report directly to the General Manager of our Southern European operation. The salary will be in line with the importance of the assignment. Ideally he should be able to start 1st September 1975, but we are prepared to discuss the date with the right man. Please send your complete application to:

DMO **Meto Seltetic S.A.**
112, avenue du Général Leclerc, 78220 Virvilly. Tel. 926.04.60.

We operate internationally and specialize in retail information systems. The bulk of our earnings comes today from pricing and coding. Our market is the retail industry.

ARE YOU THE QUALIFIED marketing planning manager?

Able to create the marketing tools needed to expand our market leadership position in our Southern European region encompassing subsidiary units in France, Italy, Spain and distributors in North Africa, Greece, Portugal and the Middle East?

Do you know the retail trade inside-out?

Can you assist our subsidiaries with market analysis and marketing planning?

Can you think of yourself as being the creative link between European headquarters and subsidiaries?

The job we have to offer asks for a professional. It means hard work and full identification with the objectives of the company. You will report directly to the General Manager at our Southern European operation. The salary will be in line with the importance of the assignment. Ideally, you should be able to start 1st September 1975, but we are prepared to discuss the date with the right man. Please send your complete application to:

DMO **Meto Seltetic S.A.**
112, avenue du Général Leclerc, 78220 Virvilly. Tel. 926.04.60.

Important Société - Paris - recherche

agent commercial

2 ans d'expérience - placé sous l'autorité immédiate du Directeur des Ventes. Il vendra nos produits à nos clients de transformateurs de papier (40 clients : imprimeries, ateliers de gravure, etc.). Formation très complète au métier de Payeur assuré. Déplacements fréquents de cadre d'été. Ouverture au sein de Groupe pour candidat de valeur (salaire accepté). Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf. DL/75 au :

Cabinet BOTH
7, rue de Valenciennes - 75009 Paris

IMPTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE
(plus de 5.000 personnes) recherche pour son SIÈGE SOCIAL

ADJOINT AU DIRECTEUR DES PERSONNELS ET DES AFFAIRES SOCIALES

Il participera à l'élaboration de la politique sociale de l'entreprise et sera chargé plus particulièrement du suivi des carrières des ingénieurs et cadres.

PROFIL :

- 35 ans minimum ;
- formation supérieure et expérience de la fonction « Personnel » indispensable.

Adr. C.V. avec photo et prêt., n° 10.323, CONTRASSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

tous sommes fabricants de records pour machines hydrauliques et freinages pneumatiques et composants sur ce secteur parmi les plus importants fabricants européens. Pour l'expansion de notre Société de distribution Les Etablissements VOSS S. A. E. L. France, nous recherchons le

GÉRANT

qui sera responsable pour la vente, les finances et l'administration de l'entreprise. Rattaché au gérant responsable pour la technique et l'approvisionnement, il sera chargé de la gestion et de l'animation de l'entreprise et en particulier de la conception et fixation de la politique de l'entreprise. Cette tâche exige tout particulièrement de l'expérience dans la vente ainsi qu'une aptitude dans l'animation du personnel. Il plus sont nécessaires des connaissances sur le secteur des finances et des comptes d'exploitation. Les connaissances de l'anglais seraient souhaitables. Le siège de la Société est situé dans la région parisienne. Envoyer votre C.V. détaillé (écrit à la main), avec photo, certificat de travail et prétentions, en indiquant votre date d'entrée à : Manufacture Hermann Vooss D-5288 Wipperfurth, Postfach 1540.

THOMSON-CSF recherche

- Pour ses LABOS D'ETUDES : **AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN III A**
3 à 10 ans d'expérience. Poste avec déplacements fréquents en province pour essais matériels.
- Pour son SERVICE TECHNIQUE QUALITÉ : **AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS I et II A**
Titulaires BAC TECHNIQUE - Niveau B.T.S.
- Pour son SERVICE TECHNIQUE QUALITÉ : **AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN III A**
En plus, une expérience électro-mécanique serait appréciée. Etre méthodique, bonne rédaction.
- Pour son SERVICE METHODES : **PRÉPARATEURS MONTAGE CABLAGE**
Titulaires du B.T.S. électromécanique ou 3 ans d'expérience.
- Pour son SERVICE LANCEMENT : **AGENTS D'ORDONNANCEMENT**
Niveau BAC D. Avantages sociaux - 13^e mois, base 40 heures. Restaurant d'entreprise.

ECRIRE EN PRESENTANT OU TELEPHONER : 28, rue Guyonnet - 92 - 92157-LES-MOULINEAUX (Métro Courcouronnes-Corbeil) - Tél. : 943-21-53 (pts 655).

JEUNES INGÉNIEURS ET DIPLÔMÉS DE L'UNIVERSITÉ ET DES GRANDES ÉCOLES

Le premier groupe français d'assurances, vous invite à faire carrière dans une compagnie qui réalise, en France et dans plus de 50 pays étrangers, un chiffre d'affaires annuel supérieur à 7 milliards de francs.

L'U.A.P. recrute par

CONCOURS DES ADJOINTS AU CORPS DE L'INSPECTION GÉNÉRALE

vous offrons ainsi le moyen d'acquiescer une formation polyvalente à l'assurance et à la gestion des affaires ainsi que des chances de promotion à des postes de responsabilité dans les différents domaines de son activité.

Renseignements et conditions d'admission : U.A.P. - TOUR ASSUR. - Niveau 34 - allée Fleury CONCOUS DE L'INSPECTION GÉNÉRALE CEDEX 14 - 92088 PARIS LA DÉFENSE - Tél. : 774-27-22

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 26 SEPTEMBRE

U.A.P. UNION DES ASSURANCES DE PARIS

TPM Leader européen de l'OFFSHORE PETROLIER Croissance de 50% par an

NOTRE SERVICE ORGANISATION ET INFORMATIQUE DE GESTION, recherche

JEUNE ORGANISATEUR

DIPLOME DE FORMATION SUPERIEURE

Expérience souhaitée de 2 ans dans un cabinet d'organisation

apportera aux services du siège et des filiales à l'étranger assistance en matière d'organisation administrative. Il assurera d'une large autonomie pour concevoir, réaliser et améliorer les réformes.

En outre, il assurera le lancement de modules informatiques de gestion. Il devra prendre des responsabilités croissantes dans la politique d'organisation de notre société.

Le poste nécessite la volonté de réussir, le sens des contacts et une très forte capacité d'adaptation. Envoyer C.V. en précisant salaire actuel + photo sous référence 12.454 à

Angey conseil
12, boulevard Jean Mermoz 92200 NEUILLY-sur-SEINE

Burton of London

70 points de vente de mesure personnalisée et de prêt à porter homme et femme recherche

DIRECTEURS de magasins

POUR LA FRANCE

Dans le cadre d'une direction participative par objectifs, vous aurez un rôle d'animation des ventes et de gestionnaire. Si vous êtes dynamique et ouvert aux méthodes de gestion moderne, adressez votre CV détaillé et photo à :

F. RESQUIER Burton of London
14/18 Boulevard Poissonnière 75009 Paris

Société d'Édition Paris recherche pour son Service Rédaction

rédacteur (trice)

hautement qualifié (e) pour assister le Directeur littéraire dans les domaines suivants : choix de livres, révision de traductions littéraires, rédaction de textes d'accompagnement, coordination des différentes étapes de la réalisation d'un livre.

Qualification :

- Niveau maîtrise exigée
- Connaissance parfaite de l'anglais écrit et parlé
- Expérience confirmée dans l'édition ou le journalisme
- Sens de la précision et de la méthode
- Sens du travail en équipe

sécretaire d'édition

responsable de la mise en page de la vérification des textes, des rapports avec le service artistique et l'imprimerie

Qualification :

- Niveau universitaire
- Très bonne connaissance de l'anglais
- Expérience dans l'édition ou le journalisme
- Sens du travail en équipe

Adresser c. v. photo et prétentions à : Havas Contact 156 Bd Haussmann, 75008 Paris sous Réf. 36645 qui transmettra

LOCATEL
Métro Anatole France - LEVALLOIS 370/135 - DDB/VIS - POWER/VIS - Temps réel - recherche pour la refonte de son système informatique de gestion

ANALYSTES-CONCEPTEURS

capables d'assurer sous la responsabilité d'un chef de projet

- la conception
- l'analyse fonctionnelle
- l'étude détaillée
- le suivi de la réalisation
- la mise en route

des sous-systèmes dont ils auront la charge; ce qui exige

- des qualités humaines certaines du fait des nombreux contacts avec les utilisateurs
- l'expérience de la programmation
- plusieurs années d'expérience dans la fonction.

La connaissance des bases de données et la pratique d'une méthode d'analyse seront appréciées.

PROGRAMMEUR T P

ayant une expérience pratique de C.L.C.S. et connaissant l'Assembleur pour participer au lancement de C.L.C.S. et assurer par la suite l'évolution du système TP.

Envoyer C.V. et prétentions à **LOCATEL** - 16, rue Barbée - B.P. 316 - 92300 LEVALLOIS-PERRET

	La ligne	La ligne T.D.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,07
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	85,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.D.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	28,85

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Ingenieur Consultant

ETI CEGOS TYMSHARE
Filiale commune de Cegos, du Crédit Lyonnais et de Tysshare, leader dans son domaine, forte expansion européenne, vous propose un poste d'ingénieur Consultant à Paris. Vous participerez au développement des applications du time-sharing chez les utilisateurs dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation.

Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'informatique et du Management : simulations financières, contrôle de gestion, investissements, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 30 gros systèmes interconnectés de types IBM 370/158, PDP 10 et XDS 940.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'animation d'équipes technico-commerciales en France ou à l'étranger. Ce poste conviendrait à un diplômé Grande Ecole ou Faculté de Gestion (niveau MIAOE ou Expertise), débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience de langages de programmation.

- Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire ;
- La formation au time-sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous réf. M 6013 CEGOS TYMSHARE (Tél. 802-24-00), 105, Bureaux de la Colline de Saint-Cloud, 92213 SAINT-CLOUD.

IMPORTANT GROUPE MECANIQUE DE PRECISION
Vocation internationale
Forte expansion dans l'exportation des Biens industriels

recherche pour une de ses principales unités
REGION PARISIENNE

ingénieur aéro
thermodynamicien-mécanicien
de haute compétence

Directement rattaché au Chef des Départements Techniques de l'unité

RESPONSABLE DE :

- la coordination et du suivi des affaires nucléaires,
- l'animation et du suivi de la gestion technique, administrative et budgétaire des départements chargés de ces activités.

LE CANDIDAT RETENU :

- sera diplômé d'une grande école d'ingénieurs : X, Sup-Aéro, Centrale,
- présentera une expérience industrielle réussie d'environ 10 années dans les études thermodynamiques et la mécanique générale,
- aura pratiqué la gestion technique d'un produit ou d'une affaire,
- âge minimum : 35 ans,
- anglais courant indispensable.

En fonction de la personnalité et de la compétence du titulaire ce poste ouvre ultérieurement sur des responsabilités supérieures.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous le No 9113, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE recherche

INGENIEURS SOFTWARE

Ces spécialistes travaillent en étroite collaboration avec nos ingénieurs Commercialistes et assistent notre clientèle dans l'utilisation et le développement de logiciels sur nos ordinateurs.

LES CANDIDATS DOIVENT :

- posséder une connaissance approfondie d'un ou plusieurs systèmes d'exploitation
- avoir une solide expérience dans le développement ou la maintenance de logiciels, de préférence sur grands systèmes,
- avoir acquis une expertise technique suffisante pour traiter les problèmes les plus variés de l'informatique,
- avoir si possible une très bonne connaissance de la téléinformatique
- posséder une bonne pratique de la langue anglaise.

NOUS LEUR OFFRONS DES POSTES A HAUTES RESPONSABILITES TECHNIQUES DANS UNE SOCIETE DYNAMIQUE, EN CONTINUELLE EXPANSION.

Adresser votre C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence S.E. ou

Directeur du Personnel
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Sille - Cédex L. 225
94533 RUNGIS-Tél. 687.23.33

Nous sommes la filiale française d'une SOCIETE INTERNATIONALE, leader sur son marché national, fabriquant et distribuant une gamme très large :

- d'appareils de REGULATION pour le chauffage et la climatisation, de Robinetterie de Sanitaires et de Chauffage.

Décidé à prendre sur le marché français une place correspondant à nos moyens et à la haute qualité de nos produits, nous constituons la MEILLEURE EQUIPE DE VENTE de la profession.

Nous recherchons pour PARIS et les METROPOLES REGIONALES des :

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Agés de 32 ans minimum, ils ont une expérience de la vente de matériels thermiques ou électriques et si possible de la vente ou de l'application de matériels de Régulation.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 9727 à : C.N.P.C., Conseil en Recrutement, 105, avenue Victor Hugo, 75116 PARIS. Il sera répondu à toutes les candidatures. Discretion absolue assurée.

BANQUE REGIONALE DE DEPOTS
Effectif 1000 personnes recherche

.1 directeur d'agence

.3 sous-directeurs d'agence

Les candidats retenus seront des châtains :

- justifiant de quelques années de pratique du métier de banque,
- ayant l'habitude du contact avec la clientèle à tous niveaux et une bonne connaissance des différentes sortes de crédit,
- possédant une bonne culture générale (Etudes supérieures si possible) et technique (diplômes professionnels appréciés).

Les problèmes d'animation et de formation d'une équipe ne les laisseront pas indifférents.

Adresser CV et prétentions sous référence M 275 à
Publicité ZEEGERS
149, rue Saint-Honoré - 75001 - Paris

SESA

recherche

ingénieurs informaticiens

Haut niveau pour conduite de grands projets de gestion

Expérience :

- 8 à 10 ans d'informatique,
- conception et mise en place de systèmes d'application sur gros matériel avec base de données et acquisition on line.

La connaissance des administrations ou entreprises publiques sera particulièrement appréciée.

Envoyer C.V. à SESA, Direction du Personnel, 20, rue Jean-Jaurès, 92800 Puteaux.

DU PONT

Nous confions à votre initiative le développement d'une technologie d'avant-garde

Notre division Instrumentation Scientifique a mis au point l'Analyseur Chimique Automatique, destiné aux laboratoires, hôpitaux, différents organismes médicaux... Nous souhaitons constituer un

biochimiste

Ingenieur Technico-Commercial

la commercialisation de ce produit en France, Belgique et Espagne.

Sa mission sera d'une part de dépister les besoins et d'identifier précisément le client, d'autre part de conseiller et d'assister les utilisateurs après le mise en place du matériel.

Ce poste conviendrait à un chimiste, biochimiste ou Docteur en Sciences ayant 2 ou 3 ans d'expérience des techniques de laboratoire.

Un stage d'un mois est prévu aux U.S.A. Ce poste exige une grande mobilité (environ 70 % de déplacement). Anglais exigé. Espagnol souhaité.

Adresser votre C.V. en précisant votre rémunération actuelle à : DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. Service du Personnel B.P. 65 91403 Orsay.

La journée d'entretien et de sélection aura lieu le 24 juin 1975.

FILIALE INDUSTRIELLE D'UN GROUPE DE TAILLE INTERNATIONALE recherche

DIRECTEUR DU PERSONNEL

1) La fonction :

- dans entreprise d'équipements mécaniques occupant 400 personnes dont 350 en usine ;
- responsabilités : recrutement, promotions, formation, relations internes et externes ;
- dépendant directement du P.-D.G.

2) Le candidat :

- formation supérieure, solides connaissances de la législation ;
- expérience indispensable de 6 à 10 ans dans des entreprises d'activités similaires ;
- attaché par l'aspect dynamique de son travail et ses relations avec la gestion de l'entreprise.

Conditions :

- implantation : banlieue parisienne N.-O. ;
- rémunération élevée et possibilités d'évolution de carrière.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions sous n° 78.215 à :

ROLAND BERGER & GREP Associés
7, rue Marcel-Allegot,
92190 SIEUDON.

Banque Populaire

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES
Organisme Central du 5^e Groupe Bancaire Français, offre un poste de Responsable de Produits à un technicien de

ÉPARGNE et CRÉDIT

Le candidat devra obligatoirement posséder une solide expérience de l'Épargne et du Crédit écrites dans la profession bancaire et soumettre l'analyse dans le cadre d'un Service de Marketing au niveau de la création et du suivi de ces produits.

Le poste est disponible, l'entrée en fonction sera arrêtée d'un commun accord.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous pli « personnel » à :

M. Daniel SOBEAU
Division Marketing Grand Public
131, avenue de Wagram, 75007 PARIS Cedex 17.

ARCT
Premier Constructeur Mondial dans sa branche, recherche dans le cadre du développement de son Département des Etudes

ingénieurs d'études

Ces jeunes ingénieurs se verront confier des recherches, des études ou des essais pour des éléments de machines ou d'installations.

- Ils doivent avoir une formation d'ingénieur mécanicien, ils pourront évoluer vers des postes de responsabilité dans l'entreprise après 2 ou 3 années d'expérience.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo à Direction du Personnel ARCT Rue Curvier 42300 Roanne.

BRANCHE ARMEMENT INDUSTRIEL à la Pêche d'un Groupe important recherche

UN RESPONSABLE DES OPERATIONS

Adjoint direct du Directeur Général. VOTRE MISSION : assurer le contrôle technique de la flotte, coordonner l'exploitation de la pêche, mettre en place les structures correspondant au développement de la flotte.

VOTRE FORMATION : INGENIEUR A. et N. ou équivalent.

VOTRE EXPERIENCE : chantier de constructions maritimes ou services techniques d'armement au commerce ou à la pêche.

Vous avez 30 ans minimum, parlez anglais couramment et voyagez fréquemment à l'étranger.

Ecrire C.V. sous référence 7.666, P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui tr.

Société 300 personnes
Proche Banque Nord recherche

CONTROLEUR DE GESTION CONFIRME

Expérience méthodes modernes de gestion prévisionnelle des entreprises industrielles de fabrication de série.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo rdc. et prêt. à :

COGESSOR
87, rue Talbour, 75009 Paris.

Jeune Agence pleine expansion recherche

CHARGE DE PROMOTION EXPERIMENTE

Formation marketing indisp. capable de concevoir, organiser, de budgétiser et d'assurer le suivi de campagnes promotionnelles, expérience immobilière très appréciée. Libre de p. s. Env. C.V., photo et prétent. à : G.E.R.A.P., 21, rue F. David, Paris-16^e.

Société internationale recherche

CHEF COMPTABLE

- Dynamique.
- Sens de l'organisation.
- Très bonnes connaissances fiscalité française.
- Excellent technicien comptabilité générale.
- Niveau minimum D.E.C.S. exigé.
- Anglais apprécié.

Rémunération annuelle : 80.000 à 84.000 F selon expérience.

Envoyer curriculum vitae et photo, à : MINET PUBLICITE, n° 49.388, 60, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmet.

ASSOCIATION de PREVENTION
Banlieue Nord recherche pour compléter son équipe éducative :

UN EDUCATEUR DIPLOME UNE EDUCATRICE DIPL.

— une secrétaire plein temps. Libre de suite.

Envoyer curriculum vitae ou **FORUM-INFORMATION** Affiche n° 9 92813 Saint-Germain, tél. 969-22-70.

Editeur de livres pour la jeunesse, recherche un collaborateur chargé de la commercialisation de ses collections auprès des grossistes et des libraires d'achat.

Une expérience dans le secteur de l'édition serait appréciée. Le poste à pourvoir est à Paris, avec quelques déplacements en province.

Envoyer C.V. et prétentions au N° 970.59 Page-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

comptabilité
HEC, ESSEC, SUP de C

Pour faire face à l'augmentation de ses tâches, le directeur des services comptables d'une importante société pétrolière recherche un assistant.

Il devra lui fournir des missions ponctuelles touchant à différents domaines : réorganisation d'un service, mise au point de développements d'un système comptable, liaison avec le département informatique, etc.

Il s'agit d'un poste fonctionnel.

Nous souhaitons le candidat à un jeune cadre comptable, de formation universitaire grande école, possédant de préférence 2 ans de pratique de la comptabilité.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 28856, N° 1 C.A. qui transmette.

ICA International Classified Advertiser
3, RUE PRIMAVERE - 75010 - PARIS

هكزام الاصل

	La ligne	La ligne T.D.
RES D'EMPLOI	34,00	39,70
au d'emploi "Placards encadrés"		
num 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
MANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
ITAUX OU		
POSITIONS COMMERC	55,00	75,80

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.D.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	28,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

directeur commercial
98 000 F +
Résidence Ouest

Une des premières entreprises françaises de SPONSORING (C.A. 70 millions, effectif 700 personnes) recherche un cadre de Direction Commerciale de l'un de ses départements à produit femme à un bureau capable de travailler avec le P.D.E. le public commercial, de participer au lancement de nouvelles collections, d'assurer la gestion des objectifs fixes, en réalisant et contrôlant une force de 12 représentants.

Une formation commerciale supérieure, une expérience de marketing et de ventes appliquées à des articles féminins mode et l'habitude de travailler dans le cadre d'une D.P.D.

Après des perspectives de développement importantes compte tenu du potentiel de l'entreprise, et en concertant d'un développement et se préparant d'une réussite professionnelle stimulante.

Envoyer C.V., photo récente et références actualisées sous réf. 2287/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret à l'égard des candidatures est garanti par BERNARD KRIEF SELECTION 1 Rue Danton - 75006 Paris (membre de l'ANCP)

Filiale d'un important Groupe International récemment implantée sur le marché où elle agit depuis plusieurs années souhaite créer un nouveau domaine commercial une gamme de produits de grande consommation et les commercialiser particulièrement dans les grandes surfaces. Pour ce faire elle recherche un **MARKETING MANAGER**

Mission : À la suite de ses contacts au niveau des grandes surfaces il sera chargé de promouvoir les articles nouveaux qui permettront d'atteindre nos objectifs de vente.

son profil : Vendeur de tempérament, de préférence âgé de 28 ans minimum, il devra justifier d'une formation commerciale orientée vers l'aspect Marketing ainsi que d'une bonne expérience dans la vente grandes surfaces.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à M. Pierre LICHOU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris tél. 02 q. tr. (réf. 6013)

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS cherche pour sa **DIRECTION COMMERCIALE** à Paris **un chef d'un secteur de ventes à l'étranger**

est chargé de suivre et de promouvoir les ventes dans les pays de son secteur. Il est assisté par le personnel des agences existant à l'étranger qui l'informe, motive et contrôle. S'appuie sur les services fonctionnels de la direction commerciale (Technique-Marketing-Programmation) pour les études de marchés, la négociation, la gestion commerciale.

est un cadre de formation supérieure, commerciale, HEC, ou technique : Mines, Centrale, 32 ans minimum qui a l'expérience de la vente des produits industriels. Bien sûr l'anglais est indispensable et une langue supplémentaire : espagnol, italien, est un atout de valeur.

à G. BARDOU ss réf. 2837 M.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - NICE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES

IMPORTANT ORGANISATION DE TOURISME SOCIAL
Chef de ses services Administratifs et Financiers

PARIS 75 000 F / AN +

Le poste implique une solide formation comptable (niveau DECSI) et une bonne pratique des mécanismes comptables et financiers.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion sur téléphone par information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. Références 600 37, rue du Général Foy 75008 Paris.

importante Société de Services Marketing leader dans sa spécialité, recherche **un Cadre expérimenté et agissant (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C...)**

mandant de la Direction Générale, il sera chargé d'assurer dans la prospection clientèle et la gestion des budgets et campagnes.

expérience de 5 ans minimum du marketing des services de consommation, chez l'annonceur et/ou agence.

lettre manuscrite, C.V. avec photo et rém. à : n° 8.684, « Le Monde » Publi-Ed., 25, rue de Valenciennes - 75227 PARIS (19^e), qui transmettra.

Importante Société siège Paris, nombreux établissements en Province

responsable relations humaines cadres

Attaché à l'état major de la Direction du Personnel est homme d'au moins 33 ans de formation supérieure ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction (recrutement - accueil - plans de formation - plans de carrière...) devra avoir une conception moderne de la gestion des cadres pour apporter des idées neuves à la structure en place. Il devra avoir une motivation certaine pour cette fonction et l'avoir prouvée par ses réalisations antérieures.

Pour inf. compl. écrire sous référence 592 A2, en cas de grève des postes déposer CV ou téléphoner 268.14.00

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

SMAC
Le Leader français de l'étanchéité recherche

Un ingénieur technico-commercial

diplômé de l'École Supérieure du Bois, pour créer, diriger et animer une future équipe en vue de lancer un nouveau produit (TOITURE AUTOPORTEUSE) dont il aura l'entière responsabilité.

Il devra posséder de solides notions en isolation thermique et phonique et une bonne connaissance du milieu bâtiment.

Le candidat devra avoir le sens des relations humaines pour assurer de nombreux contacts intérieurs et extérieurs.

Il sera capable d'organiser des réunions d'information destinées à un public de prospecteurs.

Des déplacements fréquents en France et ultérieurement à l'étranger, sont à prévoir.

Les Ingénieurs intéressés par cette offre sont priés d'adresser leur C.V. à la Direction du Personnel SMAC, 23, rue Broca, 75240 Paris tél. 05.

Totale discrétion garantie.

BANQUE HERVET

A la Banque Hervet, les hommes sont responsables de la croissance; notre C.A. doublé en 3 ans, c'est avec eux. Pour poursuivre cette expansion, nous devons renforcer nos effectifs. Nous souhaitons recruter des **exploitants confirmés**

niveau Fondés de Pouvoirs. Sous-Directeurs pour participer à la direction de nos Groupes d'Exploitation Parisiens.

Ils ont une expérience bancaire prouvée de plusieurs années. Ils devront à la fois manier, conseiller et gérer une clientèle de particuliers et d'entreprises.

Le salaire est motivant. Il sera fonction de la formation et de l'expérience des candidats.

Adresser C.V., manuscrit et photo sous réf. E.L. à BANQUE HERVET, Direction du Personnel B.P. 154 92201 Neuilly.

LE DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS d'une Société réputée dans le Secteur des Cosmétiques et de la Parfumerie recherche **SON ADJOINT**

Le poste sera offert à un(e) candidat(e) jeune (30 ans minimum), ayant une expérience de 3 à 5 ans de la gestion administrative, comptable et financière, et possédant de solides connaissances de l'informatique et de la gestion du Personnel. Anglais vivement souhaité.

Une expérience dans une entreprise similaire ou un cabinet d'expertise comptable serait très appréciée.

Rémunération intéressante.

Téléphone pour rendez-vous : 747-12-18. CABINET LEROY ET BOCHER S.A. 28, bd Vital-Bouhot - 92000 Neuilly-sur-Seine.

ingénieur commercial SENIOR

SPERRY UNIVAC, 2^e constructeur mondial d'ORDINATEURS, se propose de renforcer son équipe commerciale.

Pour cela, nous recherchons un **INGÉNIEUR COMMERCIAL SENIOR** de formation supérieure (X, ECP, HEC, M.B.A.), parlant anglais, et ayant acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 années dans la vente d'équipements informatiques de grande puissance.

Il sera chargé de la gestion de grands comptes 1100 installés, et participera au développement des ventes de ces systèmes auprès des grandes entreprises.

Notre compagnie offre une rémunération élevée, de larges perspectives d'évolution et de promotion.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, (réponse et discrétion assurées) sous réf. 5067/M à Paul CANDES - Service recrutement, 3, rue Baillet, La Défense 92806 Puteaux.

SPERRY UNIVAC
QUAND L'INFORMATIQUE DEVIENT DIALOGUE

Burton of London

70 points de vente de mesure personnalisée et de prêt à porter homme et femme recherche pour son département **FRANCHISING un chef des ventes régional**

BASE À PARIS

Il sera chargé de prospecter, créer, animer et conseiller un réseau de points de vente. Si vous êtes dynamique et ouvrez aux méthodes de gestion, adressez votre C.V. détaillé et photo à :

F. RESQUIER Burton of London 14/18 Boulevard Poissonnière 75009 Paris

BANQUE PRIVÉE GROUPE SUEZ

recherche pour son Siège QUARTIER ÉTOILE **JEUNES ATTACHÉS COMMERCIAUX**

- Dynamisme, sens commercial indispensables.
- Expérience bancaire de plusieurs années au contact de la clientèle nécessaire.
- Posséder un engagement supérieur scrupuleux.
- Ce poste offre de larges possibilités de promotion à des candidats de valeur désireux d'améliorer leur situation.

Ecrire avec C.V., coan., présent. et photo (ret.), n° 97.669, PUBLICITEZ BOGHER ELSE, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

distribution
JEUNE HEC, ESSEC, SUP de CO 55 000 F

Nous sommes une importante société de raffinage et de distribution de produits pétroliers.

Nous recherchons de jeunes cadres de formation HEC, ESSEC, SUP de CO intéressés par une carrière dans la commercialisation de produits pétroliers.

Nous vous offrons 1 à 2 ans de formation au sein de notre Direction Régionale de Paris (connaissance des produits, des secteurs d'activité, canaux de distribution, types de contrats commerciaux...) puis la responsabilité de la vente et l'entretien d'une équipe de vendeurs et de la gestion commerciale, administrative et financière d'un territoire.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2877/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 12, RUE D'HAUTEVILLE - PARIS 10^e

Assistant à la direction financière

La Compagnie GABRIEL recherche un jeune collaborateur de formation supérieure (D.E.C.S. ou maîtrise de gestion), débutant ou possédant une première expérience. Après une période de formation notamment à la comptabilité américaine, il participera à la consolidation mensuelle du groupe en France, apportera aux responsables des capitaux de profit ses assistances sur le plan comptable, assurera la mise en place des procédures de gestion du groupe. Ce poste est à pourvoir au siège de la Société à Saint-Germain-en-Laye. La connaissance de l'anglais constituerait un avantage. Env. C.V., photo récente et références actualisées, sous la réf. 2288/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Envoyer C.V., photo et prétentions à : BERNARD KRIEF SELECTION 1 Rue Danton, Paris 6^e (membre de l'ANCP)

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL FRANÇAIS
C.A. 2 MILLIARDS DE F. RECHERCHE POUR SON ETAT MAJOR A PARIS

CADRE DE HAUT NIVEAU finances internationales

Poste à créer

33 ans MINIMUM

ANGLAIS COURANT - ESPAGNOL OU ALLEMAND APPRECIÉ

De formation supérieure et doté d'une grande expérience financière et si possible fiscale à l'échelle internationale, il sera responsable, dans le cadre de la Direction Financière du groupe, de l'organisation et de la gestion comptable et financière des filiales étrangères et du contrôle de celles-ci, en liaison avec les services du siège. Fréquents voyages de court-cour. Rémunération ouverte.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion sur téléphone par information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. Références : 591 37, rue du Général Foy 75008 Paris.

Le Groupe Multinational DELALANDE

Pharmacie, Chimie, Parfumerie, Vétérinaire
Electronique médicale

315 M. de C.A. consolidé en 1974 dont 30% à l'étranger

20% de croissance annuelle moyenne recherche

à la suite de la modification de son organisation un **DIRECTEUR FINANCIER**

qui sera responsable

- directement : des plans de financement, relations avec les banques, trésorerie internationale, changes, problèmes de Bourse,
- par ses subordonnés : de la comptabilité de la société-mère, de l'audit comptable interne du Groupe et de la consolidation, de la fiscalité courante du Groupe.

Sont indispensables : une formation supérieure et la maîtrise de l'anglais, désirables : une autre langue, une expérience dans la banque et/ou aux finances d'un Groupe International

Adresser candidature et curriculum vitae : **DIRECTEUR DE l'ENCADREMENT DELALANDE S.A.** 32 Rue Henri Regault, 92400 COURBEVOIE

vallourec

ingénieur électronicien automatique

Responsable d'une équipe de spécialistes chargée de la conception d'automatismes pour lignes de fabrication : choix, mise en oeuvre, mise en route de calculateurs industriels et de ses annexes, vous aurez à diriger les études tant en logiciel, qu'en matériel.

Ce poste proposé par le Service technique inter-usines de notre société (groupe métallurgique comprenant 18 usines de France), vous convient si vous êtes de formation ingénieur électronicien et si vous possédez une expérience de quelques années en calculateurs industriels.

Logement de fonction assuré.

Adresser lettre man. + CV + photo + rém. sous référence 16-75 A à Madame VARENE

vallourec 7 place du Chancelier Adenauer 75116 Paris

GROUPE INTERNATIONAL dont l'activité principale est l'exportation de complexes industriels en Extrême-Orient, Amérique du Sud et l'importation en France de différents produits, venant des mêmes pays, recherche pour PARIS :

UN CADRE COMMERCIAL

export-import

Age minimum 30 ans.

MISSION : En liaison avec les filiales du groupe à l'étranger, sélectionner et développer en France les importations dans l'un des secteurs suivants : - Appareils et composants électroniques - Produits alimentaires - Textile.

PROFIL : Formation supérieure ou équivalente. Très bonne maîtrise de l'anglais indispensable (écrit et parlé). Expérience dans Société de commerce international ou Service Achats d'une grande surface. Bonne rémunération. Contacts avec clients en France et à l'étranger.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V., photo, prêtant à No 7876, CANTESSE Publ. 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 34,00	La ligne T.E. 39,70	La ligne 23,00	La ligne T. 29,19
*Vires d'emploi "Placards encadrés"	38,00	44,37	25,00	35,03
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03	EXCLUSIVITÉS	
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	85,00	75,89	L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00 26,85

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

HERCULES FRANCE S.A.
Rueil-Malmaison

Nous voulons développer les ventes de nos spécialités destinées aux industries des ENGRAIS et PRODUITS FERTILISANTS et recherchons :

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- Vous assurez votre activité à l'échelon national sous la responsabilité directe du Chef du Département Agricole.
- Vous êtes responsable des ventes de nos engrais spéciaux et anticorrosifs chez nos clients existants.
- Vous organisez la promotion commerciale et l'assistance technique à haut niveau dans les secteurs à développer.
- Vous êtes préparé à cette fonction par une expérience confirmée de la vente, une solide formation technique — de préférence niveau Ingénieur Agronome ou équivalent —, une bonne maîtrise de l'Anglais.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous n° 888, « le Monde » Publi-ité, 5, rue des Italiens, 75247 Paris, qui transmettra.

PS Conseil

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

45.000 F

Banlieue Nord - Le nouveau Président Directeur Général d'une société industrielle française renommée dans sa branche d'activité et à vocation exportatrice recherche une Secrétaire pour le second. Celle-ci l'assistera en particulier dans le suivi du tableau de bord, l'organisation administrative, la mise en forme de nouvelles procédures et le suivi des immobilisations. La poste est basée à La Courneuve. Il implique une solide expérience de secrétariat de direction, acquise de préférence en milieu industriel. La titulaire sera âgée de 30 ans minimum et si possible de formation supérieure. La maîtrise de l'anglais est souhaitable. Le salaire annuel de départ sera de l'ordre de 45.000 francs.

Adressez C.V. sous référence A/2726 M à PS CONSEIL, 8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16 Direction avenue

UN ORGANISME FINANCIER
Dimension Internationale

recherche pour son Département Organisation et Informatique un

ORGANISATEUR INFORMATICIEN

de haut niveau 80/100.000 F

Il sera chargé de l'élaboration des plans et des budgets des services informatiques, et prendra la responsabilité et le contrôle de la réalisation de certains projets importants.

Le candidat recherché, âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'une Grande Ecole, devra posséder de la direction de grands projets d'organisation et d'informatique, et une solide expérience de la direction de grands projets d'organisation et d'informatique, et une solide expérience de la direction de grands projets d'organisation et d'informatique.

Adressez un C.V. détaillé en rappelant la référence : AR 252 et le poste (Organisateur Informaticien). Discretions absolues strictement garanties.

CGS

CONSEIL EN RECRUTEMENT 19 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Vous avez une formation Electronique, le goût des contacts humains.

La promotion de produits d'avant-garde, de larges possibilités d'évolution au sein d'une équipe dynamique vous intéressent.

TEKTRONIX

toujours en avance dans le domaine de la MESURE, vous invite à vous joindre à sa

division instrumentation.

Formation technique et commerciale en France et à l'Étranger au début et tout au long de la carrière. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Chaque ingénieur a la responsabilité avec une large autonomie de gestion des affaires. Il participe à l'établissement des prévisions et à leur réalisation avec l'aide de toute l'organisation TEKTRONIX.

Cette fonction permet d'évoluer et d'accéder à des postes d'encadrement tant à Paris qu'en Province.

Salaire de début en rapport avec les références du candidat. Promotion rapide en fonction des résultats obtenus par la suite.

- Participation aux bénéfices
- Voiture de fonction.

Adressez C.V. dét. avec photo et présentations à TEKTRONIX - Z.I. Courtabœuf - B.P. 13 91401 ORSAY. CAC

CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES
recherche pour son bureau d'études

ingénieurs électriciens

Ils doivent avoir une formation supérieure de type grandes écoles et posséder plusieurs années d'expérience soit en R.E. soit en exploitation. Ils devront organiser et coordonner les équipes chargées de la définition, de l'étude et du suivi de la réalisation des équipements électriques et d'instrumentation pour des installations industrielles (métallurgie, pétrochimie, cimenterie, papeterie...).

Anglais nécessaire.

Envoyer C.V., photo et présentations à CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES Service du recrutement (référence M.E.100) 5 Rue de Montessuy 75007 Paris

STEIN SURFACE
SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS THERMIQUE, SPÉCIALISÉE dans l'ÉTUDE et la RÉALISATION DE FOUR pour la MÉTALLURGIE et le SIDÉROURIE, recherche

JEUNES INGÉNIEURS

Grandes Ecoles (CENTRALE, A.M., I.D.N., E.N.S.I., I.N.S.A.) départs obligations militaires

- Après formation dans un service de calculs thermiques, les candidats seront dirigés, suivant leurs compétences vers divers services projets, pour la préparation des offres techniques et commerciales.
- Connaissances nécessaires : en THERMIQUE, MÉCANIQUE et ÉLECTRICITÉ.
- Anglais obligatoire. AU MOINS PARLER.

PRIMER - RETRAITE - CANTINE - AVANT. SOCN.

Adr. candidatures à : SERVICE DU PERSONNEL, Z.A.I. du Bois de l'Épine, Courcouronnes n° 1187. — 91015 EVRY.

LA COFREMCA
Études et interventions économiques, sociales et politiques, offre 3 postes de

JEUNES DIRECTEURS D'ÉTUDES

Ils auront à développer un chiffre d'affaires. Ils seront responsables des relations avec leurs clients et de la qualité de leurs études. Une bonne maîtrise des méthodes et techniques des Sciences Sociales sera exigée.

Il serait souhaitable que les connaissances et une expérience dans l'un des domaines suivants : — Études médico-pharmaceutiques — Études de marchés des produits industriels — Relations sociales dans l'entreprise — Études politiques et sociales — Études d'aménagement (régions, territoires, transports) — Marketing des produits de grande consommation.

Ecr. avec C.V., photo et prêt, sous réf. B.I. au 1, rue de Châteaubon - 75009 PARIS

NEIMAN
Leader mondial de la protection automobile recherche

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Excellents vendeurs

ayant une expérience confirmée des réseaux traditionnels et des grandes surfaces. Perspectives d'évolution intéressantes au sein d'un groupe international.

JEUNE INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Le candidat, intéressé par la mécanique de précision et l'électricité, devra justifier d'une première expérience professionnelle et d'une bonne connaissance des langues étrangères.

Le poste peut évoluer pour un candidat de valeur vers la responsabilité d'un service à orientation technico-commerciale.

Les deux postes sont à pourvoir dans la banlieue Ouest de la région parisienne.

Env. C.V. sous n° 3464, « le Monde » Publi-ité, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS.

COFLEXIP
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE POINTE EN GRAND EXPANSION RECHERCHE POUR L'EXTRACTION DU PÉTROLE OFFSHORE

PARIS PORTE MAILLOT

jeune juriste international

Anglais courant.

Formation économique et juridique supérieure (droit comparé), ayant impérativement quelques années d'expérience, pour prendre en main au sein de l'entreprise générale, l'ensemble des questions contractuelles et de propriété industrielle du groupe. Bonnes notions de gestion et de financement.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Informations-Carières SVP 11-11 de 9 h à 18 h ou en écrivant un retour-vois aux candidats intéressés.

Référence : 508 31, rue du Général Fay 75008 Paris.

GROUPEMENT PROFESSIONNEL recherche

JEUNE DIPLOMÉ (E)

1 ou 2 ans d'expérience - Licence ou D.E.S. droit privé : L.E.P. option « politique et sociale », spécialisation en droit social souhaitée.

Il sera : — Secrétaire de rédaction d'une revue d'actualité sociale (une à deux fois par semaine) : coordination des travaux des différents rédacteurs, promotion de la revue). — Il assurera en outre : — Un service de renseignements en matière juridique et sociale auprès des entreprises du groupement.

Situation intéressante et avenir pour candidat(e) ayant le goût de la recherche, le sens de l'initiative et des qualités de rédaction.

Envoyer C.V. détaillé, avec photo et présentations à : G.R.T. - Tour Horizon - 82, rue National, 92006 PUTEAUX.

dora f chef de produits 80.000 +

Nous sommes la filiale d'un important Groupe Suédois.

Nous avons l'intention et nous avons les moyens de prendre d'ici trois ans une des premières places sur un marché à forte expansion, à savoir le marché des produits à usage sanitaire et domestique de grande consommation.

Nous recherchons un vrai CHEF DE PRODUITS qui sera personnellement responsable de la gestion, du développement et de la rentabilité des produits ménagers à savoir : papier essuie-tout, serviettes et nappes de table.

Vous avez acquis une expérience d'au moins trois ans dans des Sociétés de produits de grande consommation en rapport avec les circuits modernes de distribution. Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais.

Envoyez votre CV et photo récente à Service des Ressources MARELAP FRANCE S.A. 21, avenue Victor Hugo 75116 PARIS

Pour information complémentaire veuillez téléphoner au 727-79-90. A. KARLSTRÖM Directeur Général

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRO-MÉNAGER recherche pour Région Parisienne

INSPECTEUR COMMERCIAL

Capable d'animer équipe de vendeurs et de traiter aux niveaux les plus élevés.

NOUS OFFRONS :

- Une rémunération importante (fixe + primes) ;
- Pris de route, indemnités journalières ;
- Position cadre.

NOUS DEMANDONS :

- Instruction : niveau Sciences Eco. I.U.T. ;
- Disponibilité totale, dynamisme et esprit d'initiative.

Ecrire sous référence 1.499 à :

OP organisation et publicité 2, rue MONTESQUIEU, 75001-PARIS, QUI TRANSMETTRA

Pour créer un service d'entreprise générale exportation et conduire des équipes de réalisation

renault industries R.I.E.T.
équipements et techniques recherche des

COLLABORATEURS de haut niveau

ayant assumé des responsabilités importantes de direction dans les domaines des biens d'équipement, de la conception et de la réalisation de grands ensembles mécaniques et de précision « clés en main ».

De grandes qualités de négociateurs seront appréciées.

Les candidats :

- doivent être âgés de 32 ans minimum, être diplômés d'une grande école d'ingénieurs et avoir une formation complémentaire dans l'un des domaines suivants : économie, gestion ou commerce international ;
- être disponibles pour effectuer de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Adressez CV détaillé et lettre manuscrite à : R.I.E.T. - BP 15 - 78180 LE CHESSAY

BOUGUES jeunes ingénieurs responsables de travaux

Le groupe : (CA 74 : 2 Milliards de F.) dont le dynamisme et la compétence technique sont connus, poursuit son développement en France et à l'étranger.

La mission : Dans un premier temps, assister un ingénieur confirmé par ailleurs de façon autonome la direction technique et financière de chantiers de bâtiment ou de génie civil.

Les candidats retenus seront diplômés d'une grande école (ENPC, ENX, CENTRALE, ...) et auront fait la preuve de leur qualité d'animateur et de responsable.

Pour un premier contact adressez C.V. détaillé et photo à Guy NEYRON Directeur du Personnel - BOUGUES - 381, Avenue du Général de Gaulle 92140 - CLAMART.

FILIALE SOCIÉTÉ FRANÇAISE ÉTUDES ET RÉALISATIONS DE TRÈS IMPORTANTS ENSEMBLES INDUSTRIELS DOMAINE NUCLÉAIRE recherche pour son siège banlieue Sud PARIS.

DESSINATEURS PROJÉTEURS 1^{er} échelon

DESSINATEURS D'ÉTUDES 1^{er} & 2^{es} échelon

avoirs expérience en tuyauterie industrielle et installation générale d'usines.

Envoyez sous référence 1990 à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

ClEFOP recherche

des professeurs

pour enseigner : mathématiques, physique, électricité, à des étrangers en stage de formation professionnelle en proche banlieue. L'enseignement est obligatoirement dispensé en ANGLAIS.

Contrat à plein temps à durée limitée. Disponibilité à partir du 16 juin 1975.

Adr. lettre et curriculum vitae au ClEFOP 83/85, boulevard de la Gare 75013 PARIS.

GAMLEN NAINTRÉ seeks for WEST SUBURS near Paris

PERFECTLY BILINGUAL SECRETARY

PREFERRED ENGLISH MOTHER TONGUE

Please flash letter with picth and C.V. sous référence 194 to Gamlen Naintré, 1, r. Houdryer, 22 CLICHY - TÉL. : 2749700

Impr. SH de Vente par correspond. rect. et son serv. édition

SECRETARE DACTYLU

documentaliste (enseignement 19-25). La lettre sera corrigée à une candidate ayant travaillé de une imprimerie ou dans le serv. fabrication d'une agence ou d'un éditeur. Adr. C.V. - photo et prêt. à O.P.P., n° 825 - 12, rue de Vialy, Paris 14, qui transmettra.

ETS Enseignement privé sous Contrat B.A.C. - B.T.S. - secrétaire, rech. PROFESS. SCIENCE, ECO, 10 heures. Tél. : 407424.

LEVALLOIS - PROCHE M^e Nous sommes la filiale d'une entreprise qui sillonne distributeur des produits d'hygiène dentaire bien connus

COMPTABLE 2^e ECH.

qualifié

Nous pensons à un Jne Homme compétent, rapide, qui aura fonction d'adjoint au Chef comptable.

La connaissance de l'allemand serait appréciable.

Contrat assuré en août. 9 H X 5 H 15

Prise de fonction début juillet. Ecr. uniquement à CABINET MESSIN, 72, rue de Valenciennes, Paris (7^e), en joignant C.V. manuscrit et photographies.

Recevez par importante Société d'électronique médicale. INGÉNIEUR ELECTRONIC. pr son serv. spécialisé en instrumentation méd. nucléaire.

- Mise en serv. et assistance techniq. aupr. de la clientèle.
- Organisation et format. du réseau agents techniques.
- Déplacements fréquents C.E. Angleta Indispensable. Dispositif rapid.
- R.P. n. réf. 2.201 à P. LICHAU, 10, rue Louvois, 75003 Paris, Cedex 02 qui transmettra.

PREFECTURE DES HAUTS DE SEINE recherche pour sa Direction de l'Équipement

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

capable de prendre la responsabilité d'un projet.

Il est demandé :

- un niveau de formation supérieure,
- un ingénieur MIAGE et/ou DES économie, ou une expérience de 2 ans minimum dans un poste de responsabilité équivalente,
- des qualités humaines; diplomatie, dynamisme, bon sens.

Lieu de travail : Boulogne-Billancourt. Adressez candidature à

ORGAMATIC
126, bd Auguste Blanqui, 75013 Paris, ou tél. 336.41.22.

هكذا من الأمل

RES D'EMPLOI	34,00	39,70
de d'emploi "Placards encadrés"	38,00	44,37
100 LIGNES DE HAUTEUR	7,00	8,03
TAUX OU		
POSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	25,00	29,19
Achat-Vente-Location	30,00	35,03
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,95

offres d'emploi

RENE-HUGUENIN
Gaston-Léonard
recherche
MATRICE radiés
40 hrs par semaine
2.000 F. 2 ans
2.500 F. 3 ans
3.000 F. 4 ans
3.500 F. 5 ans
4.000 F. 6 ans
4.500 F. 7 ans
5.000 F. 8 ans
5.500 F. 9 ans
6.000 F. 10 ans
6.500 F. 11 ans
7.000 F. 12 ans
7.500 F. 13 ans
8.000 F. 14 ans
8.500 F. 15 ans
9.000 F. 16 ans
9.500 F. 17 ans
10.000 F. 18 ans
10.500 F. 19 ans
11.000 F. 20 ans
11.500 F. 21 ans
12.000 F. 22 ans
12.500 F. 23 ans
13.000 F. 24 ans
13.500 F. 25 ans
14.000 F. 26 ans
14.500 F. 27 ans
15.000 F. 28 ans
15.500 F. 29 ans
16.000 F. 30 ans
16.500 F. 31 ans
17.000 F. 32 ans
17.500 F. 33 ans
18.000 F. 34 ans
18.500 F. 35 ans
19.000 F. 36 ans
19.500 F. 37 ans
20.000 F. 38 ans
20.500 F. 39 ans
21.000 F. 40 ans
21.500 F. 41 ans
22.000 F. 42 ans
22.500 F. 43 ans
23.000 F. 44 ans
23.500 F. 45 ans
24.000 F. 46 ans
24.500 F. 47 ans
25.000 F. 48 ans
25.500 F. 49 ans
26.000 F. 50 ans

2 INGEN. PROGRAMM.
18M - 05/75
Contr. le P.L. OPTIMISSEUR
18M - 05/75
Expérience en Métréologie
Inform. Database Total
Autos. Informat. assisté
Lieu de travail : CLAMART
Salaire de 4.000 à 5.000 F X 12
Env. lettre man. C.V. détaillé
et photo. 200 F. 27, rue
Berger, Paris-1^{er}, Tél. 22-52-19
23-18-30, ou se présenter.

VENDEUR - CONSEIL
en HAUTE FIDELITE
Salaire + de 40.000 F
à 50.000 F
Vacances de 2 mois d'août
Tél. pour rendez-vous : 755-82-72

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

offres d'emploi

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
COBOL, ANS OS, OS, IBM 370
Une année de pratique
française.

AGENT ADMINISTRATIF
H. ou F.
Pour travaux variés d'études
réductions, suivi de procédures
administratives concernant
différentes fonctions
administratives ou commerciales
D.J.T. ou équivalent demandé
Ecr. : Direction de Personnel,
123-125, avenue Gallieni,
934 BONDY

VENDEUR - CONSEIL
en HAUTE FIDELITE
Salaire + de 40.000 F
à 50.000 F
Vacances de 2 mois d'août
Tél. pour rendez-vous : 755-82-72

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

SECRETARIE
COMPTABLE
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

demandes d'emploi

DIRECTEUR COMMERCIAL
RECHERCHE
SOCIÉTÉ
pour poste Paris - Province
Mon Profil

RESPONSABLE INFORMATIQUE
45 ans - 24 ans en milieu industriel, 13
d'activités informatiques.
GRANDE EXPERIENCE :
de la conduite d'équipes études et exploitation.
de relations à tous niveaux ;
de la gestion de budgets importants
d'applications dans des domaines variés.

DIRECTEUR du PERSONNEL
32 ans
6 années d'expérience dans la fonction Personnel
et dans l'organisation d'un Groupe multinational
de formation juridique.
Bilingue Français - Anglais.
Salaire annuel : 100.000 francs.

SECRETARIE GÉNÉRAL
FORMATION SUPÉRIEURE
39 ans - Anglais, espagnol. Expérience administrative,
juridique, financière, crédit export, créations
filiales étrangères, étudier toutes propositions.
Export et voyages appréciés. Libre immédiatement.

CADRE SUPÉRIEUR
Administratif et Financier
Longue expérience Budget - Contrôle de gestion -
Comptabilité - Droit des Sociétés, recherche situation
Paris ou Province.

CADRE DIRIGEANT 54 ans
ayant une expérience de 25 ans de MARKETING
Gestion financière et problèmes d'exportation
(Exportation - Réception).
Très grande expérience des négociations
aux plus hauts niveaux.
Parfaite connaissance de la GESTION
et des techniques anglo-saxonnes.
Trilingue anglais-allemand.
recherche
responsabilités de DIRECTEUR GÉNÉRAL
création ou développement de sociétés
soit la direction relais affaire familiale.

SECRETARIE GÉNÉRAL
FORMATION SUPÉRIEURE
39 ans - Anglais, espagnol. Expérience administrative,
juridique, financière, crédit export, créations
filiales étrangères, étudier toutes propositions.
Export et voyages appréciés. Libre immédiatement.

SECRETARIE GÉNÉRAL
FORMATION SUPÉRIEURE
39 ans - Anglais, espagnol. Expérience administrative,
juridique, financière, crédit export, créations
filiales étrangères, étudier toutes propositions.
Export et voyages appréciés. Libre immédiatement.

SECRETARIE GÉNÉRAL
FORMATION SUPÉRIEURE
39 ans - Anglais, espagnol. Expérience administrative,
juridique, financière, crédit export, créations
filiales étrangères, étudier toutes propositions.
Export et voyages appréciés. Libre immédiatement.

demandes d'emploi

DIRECTION RELATIONS SOCIALES
" Vie économique et sociale "
" Connaissance parfaite de la Grande Distribution."
" Connaissance parfaite de toutes les Centrales d'achat - Alimentaires - Drogueries - MP. G.M. V.P. "

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

demandes d'emploi

CHEF DE PRODUITS
recherche
Société pour Poste PARIS - PROVINCE
Mon profil :

GESTIONNAIRE
PORTEFEUILLES-TITRES
39 ans - Membre actif N.Y.S.S.A.
Solide expérience - Performance.
Cherche position de responsabilité et d'action.
Bureau sur la numéro 3.428, « le Monde » Publi-
cité, 5, rue des Italiens - 75227 PARIS-9^e.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

REPRESENTANT
30 ans, E.S.C., All. cour. ch. ill.
financ. états. France, R.F.A.
Bureaux : 13550 Marbrun,
Am. Richtersberg 10.

les annonces classées du

Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi de 8 h. 30 à 18 h. 30

ou

233.44.31

pour tous renseignements : 233.44.21

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

Notre immobilier
se trouve
en page 34

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	24,00	30,70
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	85,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE	(chaque vendredi)	23,00
		26,85

L'immobilier exclusivités

Sous ce titre, nos lecteurs trouveront durant quarante-huit heures (deux parutions consécutives) ces propositions d'achat, de vente ou de location qui sont publiées uniquement par Le Monde

appartements vente

PL. DE L'ETOILE
De bel imm. p. de 1^{er} étage avec ascenseur. Baign. Carré 4 P.CES, entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

16^e PORT DE GAUJONNE
340 m² à rén., 9 p., déca., 3 ch. serv. PRIX 1.250.000 F.
16^e RUE DE LA VILLE, 120
KLOXSON - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

ALFRED ROLL TERRASSE
95 m² + 120 m² appart., od. ch., hall, réfect., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

PR INVESTISSEUR
71, rue Raymond-Louvet-147, Studios tout confort à partir de 50.000 F. Vis. 14/15 h. tous les jours de 14 h à 18 h. ou 16h00. - 723-83-86

8^e - MONCEAU (Près) et 17^e RESIDENT.
APPTS HT STAND, 300 m² env., parking, possibilité professionnelle, idéal PEDIATRE, AVOCAT.
R.C. 64-65 et 66-67

IV^e - S/SEINE
Apost 200 m², cuisine exceptionnelle, décor raffiné, équipement, chauffage, plan soigné, PISCINE, JARDIN, J.B., R.V., 523-86-86

AUTOUR.
TRES BEAU STUDIO, s/rué calm. SOLUBLE, Tél. Asc. desc. Excl. rentabilité. R.V. - 532-98-82

16^e - RANGLAGH
Deux imm. récents et de luxe, 6^e et 8^e étages, terrasse, 350 m² env., R.V., 523-86-86

16^e - SAINT-LOUIS
Duplex 150m², 9^e et 10^e étages, bel. terr., od. ch., 2 ch. serv. 4 ch., 3 bns, ode cuis., office 2 ch. serv. 900.000 F. 224-00-10

PAUL-DOUMER
Duplex 150m², 9^e et 10^e étages, bel. terr., od. ch., 2 ch. serv. 4 ch., 3 bns, ode cuis., office 2 ch. serv. 900.000 F. 224-00-10

RESTE SEULEMENT
2 studios - 2 étages pièces tout confort, cuisine équipée, DORMIR, SÉRIOSITÉ, PLUS-VALEURS, CHERIE Location et gestion assurées. Tél. : 623-15-11 et 623-86-82

16^e - QUAI GOS-AUGUSTINS
TERRASSE, 110 m², 110 m², LUXUEUX DUPLEX de 110m², CALME, SOLAIRE, ODE. - 623-15-11

locations meublées

SAINT-CLOUD. Vue sur Bois de Seine, 2 p. cuis., ba. M.L. 4^e asc. 1.500 F. 742-23-25

bureaux bureaux

HERON BUILDING MONTPARNAISE
20.000 m² de bureaux à louer disponibles début 1975
18 étages de bureaux modernes et fonctionnels dans le dernier né des quartiers d'affaires de Paris
Richard Ellis
17, rue de la Baume, 75008 Paris
Tél. : 225-27-80/329-29-93

locations non meublées

16^e S/UR RANELAGH
APPT LUX, 200 M², 3 bns cuis., amén., ch. serv., od. ch., 2 ch. serv. 1.200.000 F. - LAB. 13-97

locaux commerciaux

MARX-DORMOY. 2.000 m² imm. comm., entonnoir, libra. à louer. 1000 F/m². P. 74.500 F. 12, rue de Valenciennes, Paris-11. Tél. : 805-34-62

fonds de commerce

CENSIER boulic. Imprec. 500 F/mois + p. ch. 3000-37-99

MARSEILLE part. vds exc. od. ch., cuis., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 400.000 F. - LAB. 13-97

Centre Hevers 1981
construit, récente, ateliers, bureaux, sal. de conférences, surf. dévlop., 1000m², logement du gardien. Partail état. Tél. : 824-28-25

locaux indust.

RECHERCHE PARIS-19^e, 1^{er} arrond., pr bons clients après très court. 1000m², logement du gardien. Partail état. Tél. : 824-28-25

appartem. achat

16^e - RANGLAGH
Deux imm. récents et de luxe, 6^e et 8^e étages, terrasse, 350 m² env., R.V., 523-86-86

villas villas

ORÉE FORÊT DE FONTAINEBLEAU
à 5 minutes de la gare de Melun

LA VILLAUBOIS
Placées chauffées - Club house - Tennis
• 11 villas de 5 à 7 pièces principales avec jardin privatif, de 230.000 à 2.000.000 francs.
• 92 villas de 2 à 4 pièces principales, de 103.000 à 1.675.000 francs.

LIVRAISON JUILLET 75
PRIX FERME ET DÉFINITIFS NON RÉVERSIBLES
PRETS FIC au taux moyen de 8,67 %

CONSEIL S.A.S.L. 514, avenue Poch, Dammarie-les-Lys, 457-10-11, 457-10-12, dimanches, de 14 h à 18 h, avenue Emile-Zola, Dammarie-les-Lys.

VENUE CAMBRIENNES
Résidence LE PARADIS
Terrain 1.200 m², beaux arbres, prix 400.000 F.

NAUTE-PROVANCE GD MAAS
à rén., + 1.500m² env., éléct. exception. Ec. Ch. Cormier od. ch., cuis., 2 ch. serv., 2 ch. serv. Box, ch. serv. 344-67-12

ARBOIS (Jura) maison avec jardin, 14 pièces, 11 chambres, av. lavabo et bidet, chauff. central, vue superbe. Rénov. récente. ZAMBONI, 23, rue de la Grande-Harosse, 47000 CAEN.

appartements vente

2^e - CENTRE PARIS
400 m OPERA
100 m boulevard
Je vends directement dans mon IMMEUBLE STANDING
17 RUE PAUL-LELONG
RENOVEE 100 %

STUDIOS
2 et 3 PIECES DUPLEX avec LOGGIA
LUXUEUSEMENT aménagés, POUTRES, PIERRES D'ORNEMENT, TRÉPNE. Me voir tous les jours de 9 h à 18 h. 9, rue PAUL-LELONG.

AV. SUFFREN IMM. Gd living-room + cabrio tout confort. - VERNEL - 534-91-90

AV. BOURDONNAIS
Préc. vendant cos. living + od. ch., cuis., ba. M.L. 4^e asc. w.c. - 5^e M. - Tél. 723-28-62

MOTTE-PICQUET
2 P. cuis., w.c., salle bain, chauffage central. PRIX 145.000 F. 627-72-41

NO CENSIER Imm. p. de 1^{er} étage, 2 P. cuis., ba. M.L. 4^e asc. w.c. - 5^e M. - Tél. 723-28-62

STUDIO, DOUCHE, W.C.
17, rue BERTHOUD, 75008 PARIS. 1518 h. L. - Michel-Ange, 2^e ét. 2 P. cuis., ba. M.L. 4^e asc. w.c. - 5^e M. - Tél. 723-28-62

16^e BOIS, de bel résidence
cuisine 1931 : 60 S PCES cuis., amén., ch. serv., od. ch., 2 ch. serv. 1.200.000 F. - LAB. 13-97

15^e RUE DE LA VILLE
Grand living, cuisine, od. ch., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

16^e RUE LAMARCA - Bel imm. p. de 1^{er} étage, 3 ch., 2 ch. serv., 2 ch. serv. PRIX 1.250.000 F. - LAB. 13-97

locaux industriels

TRAPPES LUMIERE A LOUER
25.000 m² d'entrepôts divisibles et adaptables à partir de 600 m²

AVANTAGES
• Zone industrielle de Trappes
• Desserte directe par l'autoroute de l'Ouest
• Raccordement FER
• Nouvelle formule locative "mesure industrielle" surface selon vos besoins, modifications réalisables
• Entièrement aménagés avec Bureaux
• Livraison clés en main Automne 1975

RENSEIGNEMENTS
SEPRIM
85, avenue de Saint-Cloud - 78000 VERSAILLES
Tél. 950.30.28

locaux commerciaux

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

LE SAINT-SAENS
Prof. Champs-de-Mars
Locaux neufs pour PROF. LIBER.
architecte, cabinet médical, labo analyses etc. activités commerciales poss.

locations non meublées

Offre
MONTMARNASSE, dans moderne, 16 av. J. B. Bessé 4 p., ch. 5-Bns + 1. Meub. Tél. 723-92-92

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.
Avisage mercredi, jeudi, 1417 h. 14, RUE LAURENTIE, 100
au ALM. 35-15

EXCLUSIVITES
JOHN ARTHUR ET TIFFEN
• La Méditerranée de Paris SUR JARDINS
Cuis., entr., cuis., s. de b., + CHAMBRE, w.c. A rénover. Réfection possible, par cas joints.
PRIX : 445.000 F.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

EMPLOI

RIANT SUR LA RELANCE DE L'EXPANSION

C.N.P.F. demande aux entreprises d'embaucher dès maintenant les jeunes dont elles auront besoin plus tard

Yvon Chotard, président de la commission sociale du C.N.P.F., a tenu, lundi après-midi 2 juin, les grandes lignes de la politique P.F. devant son adhésion aux contrats emploi-formation.

Il croit ses dirigeants, le C.N.P.F. a failli abandonner la politique qu'il mène depuis 1963. « Ne devons-nous pas aller vers une politique de soutien de la politique sociale ? » demande M. Chotard au cours d'une conférence de presse. « Il a aussitôt répondu, car on ne fait un pari sur la vie de l'expansion. »

« À partir et en raison de ce que le C.N.P.F. a fait ou confirmé certaines choses. »

EMPLOI DES JEUNES — Les entreprises d'embaucher maintenant les jeunes dont auront besoin plus tard. Il s'agit de la reprise de l'expansion.

CONTRATS EMPLOI-FORMATION — « Nous sommes à la recherche de nouveaux contrats emploi-formation de la part du gouvernement. Les conditions, le C.N.P.F. ne veut pas que le succès de cette politique dépende des incitations financières. »

CHOMAGE PARTIEL — Le C.N.P.F. demande tout d'abord l'adoption de la loi du 5 janvier 1975 prévoyant une participation des entreprises aux charges sociales qui renoucent à l'emploi.

Les textes réglementaires d'application : il propose ensuite aux entreprises de négocier avec les syndicats des négociations pour améliorer le montant et les modalités de versement des indemnités, une pérennisation des charges étant toujours écartée.

FORMATION CONTINUE — Le patronat va inviter les syndicats, avant le congrès, pour évaluer un certain nombre de dispositions de l'accord de juillet 1974 sur la formation, notamment en ce qui concerne le droit des salariés à un congé payé pour suivre des stages.

CONDITIONS DE TRAVAIL — Le C.N.P.F. a une préoccupation : c'est le grand défi des prochaines années. Conformément à l'accord national du 17 mars 1975, des négociations vont commencer, d'ici à la fin du mois de juillet, dans les entreprises de toutes branches par branche.

DUREE DU TRAVAIL, ET RETRAITE — « À court terme, toute opération sur l'abaisssement de l'âge de la retraite et encore plus sur la durée du travail n'aurait pas de réponse aux problèmes de l'emploi. Ces problèmes doivent être examinés dans la perspective du VII^e Plan. »

Les initiatives et négociations qui viennent d'être annoncées, et supposent, a conclu M. Chotard, le respect de certains principes. Et de citer la reprise économique dans le domaine aéronautique, la politique de réduction des effectifs : selon la C.G.T., la menace de 7 000 licenciements n'est pas écartée à la SNTAS, 500 techniciens de l'usine de Toulouse doivent être mutés et la direction n'a pas abandonné son projet de fermeture.

C.G.T. redoute une réduction de l'emploi dans l'aéronautique

C.G.T. a décidé d'entreprendre une série de démarches de pouvoirs publics et de tentatives pour qu'un débat ait lieu sur les perspectives nationales sur les projets de l'aéronautique. Le C.G.T. souhaite le vote d'une loi de programmation nationale des besoins en appareils militaires, des moyens financiers pour la construction, y compris en liaison avec d'autres pays, tous les établissements de l'industrie nationale industrielle de l'aéronautique, un arrêté de l'Etat d'une heure sera observé dredi 6 juin.

M. Jean-Louis Moynet a condamné devant la presse, lundi 2 juin, la politique « restrictive machiniste » du gouvernement dans le domaine aéronautique, priorité accordée au secteur militaire, champ libre laissé à la prépondérance américaine (95 % du marché des pays non socialistes), absence de déclassification du transport aérien utilisé seulement par 5 % de la population (la C.G.T. réclame des billets à tarif réduit pour les congrès payés).

DEUX PREMIERS FABRICANTS DE COLLANTS ANCAIS ENVISAGENT UN APPROCHEMENT.

Les deux principaux fabricants de collants, Dim-Roxy et Anca, ont annoncé qu'ils envisagent un rapprochement. Dim-Roxy emploie environ mille personnes dans la région d'Autun (Saône-et-Loire), pour un chiffre d'affaires de 430 millions de francs en 1974. Colroy emploie cinq cent cinquante salariés (dans les Vosges) et a réalisé un chiffre d'affaires de 100 millions de francs.

RIBAS S'IMPLANTE AU BRÉSIL

Une société de droit brésilien, Braspar, vient de constituer par le groupe Ribas, qui en détient 49 %, en association avec le groupe brésilien Moreira Salles, n des plus importants du Brésil (10 %) et des assurances brésiliennes (10 %) et des intérêts brésiliens (10 %). L'objet de Braspar, dont le siège est à Rio-de-Janeiro, est de développer des investissements étrangers au Brésil dans des secteurs nouveaux.

CONFLITS ET REVENDEICATIONS

EN SIGNE DE SOLIDARITÉ AVEC FOS

Des arrêts de travail prévus dans plusieurs usines du groupe Ugine-Aciers

De notre correspondant régional

Marseille. — En signe de solidarité avec les ouvriers de l'usine de Fos en grève depuis le 25 mai et à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., des arrêts de travail doivent avoir lieu cette semaine au sein du groupe Ugine-Aciers.

Des grèves de quarante-huit heures sont notamment prévues à partir de ce mardi 3 juin à l'usine d'Ugine (3 000 salariés) et, avec un jour de décalage, à celle de Montiers (500 salariés) en Savoie. A Fos même, aucune négociation n'a encore été entamée entre syndicats et direction. Celle-ci, qui avait assigné deux délégués syndicaux C.G.T. et deux représentants de la C.F.D.T. devant le juge des référés d'Aix-en-Provence, pour solliciter le droit de propriété et à la liberté du travail, a été déboutée de sa demande et condamnée aux dépens dans une ordonnance rendue le 25 mai.

« Le point sur lequel se serait placé le râteau de grève », a estimé le juge, Mme Brunat, vice-présidente du tribunal d'Aix-en-Provence, « dessert non seulement la voie qui conduit à Ugine-Aciers, mais également le port métallurgique de Fos. L'industrie est ainsi apparemment d'une voie publique (...), on ne peut donc, en l'état, reconnaître à la société Ugine-Aciers qualité pour requérir l'expulsion, celle-ci relevant en réalité de mesures de police. »

La direction d'Ugine-Aciers avait notamment produit à l'appui de sa requête des témoignages de salariés ainsi rédigés : « Non, gréviste, me tiens à votre disposition », et une pétition portant 175 signatures (l'usine emploie 1 200 salariés).

« Le débat est replacé sur son véritable terrain : celui des revendications légitimes des travailleurs », ont déclaré, dans un tract commun distribué ce mardi matin, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. Les syndicats cherchent, d'autre part, à élargir localement leur action et n'écarteront pas les initiatives prises dans les entreprises métallurgiques de Fos. Des débrayages ont déjà eu lieu

à la Compagnie française d'entreprises métallurgiques (C.F.E.M.), mais aucun mouvement d'envergure n'est possible sans la participation des six mille salariés de Solmer. Or les syndicats ne paraissent pas certains actuellement qu'un mot d'ordre de grève serait largement suivi dans la principale usine de la zone industrielle. Sans doute attendent-ils également de savoir quelle sera la participation aux arrêts de travail décidés dans les autres usines d'Ugine-Aciers.

Les revendications présentées par les salariés de Fos sont d'ailleurs communes à celles de l'ensemble des usines du groupe : 10 % d'augmentation des salaires, 200 F de salaire minimum et amélioration du système d'ajustement des salaires en fonction de l'évolution du coût de la vie (disposition supprimée par la direction en avril), garantie de l'emploi, etc.

Les syndicats doivent être reçus mercredi 4 juin à l'inspection du travail à Marseille. Le même jour est prévue à Paris la réunion du comité central d'entreprises d'Ugine-Aciers.

GUY PORTE.

AUCUNE PERTURBATION N'A EU LIEU LUNDI 2 JUIN SUR LA LIGNE DE METRO VINCENNES-NEUILLY après la suspension du mot d'ordre de grève. La direction, qui a reçu les syndicats lundi en fin de matinée, a prouvé d'examiner les suggestions pour l'organisation de nouveaux tableaux horaires. En revanche, les consignes de débrayage pour jeudi et vendredi sur les lignes Nation-Dauphine et Porte de Clignancourt-Porte d'Orléans sont maintenues.

A MARSILLE, les ouvriers des entreprises de construction du métro, Quillery-Saint-Maur et Moineau, en grève depuis le 12 mai, se prononceraient ce mardi 3 juin sur la poursuite du mouvement, après avoir pris connaissance du résultat des négociations entre C.G.T.-C.F.D.T. et directions.

ACTION SOCIALE

Trois manifestations sur le troisième âge à Paris

Trois manifestations posant chacune à leur manière, le problème d'une politique de la vieillesse, ont lieu à Paris cette semaine.

La première est organisée jusqu'au 5 juin par le Centre international de gérontologie sociale (C.I.G.S.), 3, place des États-Unis, Paris (10^e) : il s'agit du sixième cours international de ce centre, qui s'adresse notamment aux représentants des pouvoirs publics, aux parlementaires, aux dirigeants de caisses de retraite publiques ou privées. Le C.I.G.S. estime « essentiel d'intégrer le phénomène de « vieillesse » dans la politique globale de toute nation en refusant toute tentative de ségrégation ».

La seconde manifestation, que ses organisateurs qualifient de « contre-congrès », a pour thème « Vieillesse et politique ». Elle a lieu au 177, rue de Charonne, Paris (11^e), du 3 au 5 juin, à l'initiative du Tournesol, un centre social de quartier situé 177, rue Saint-Maur, Paris (11^e).

« Pour nous, déclarent-ils, envisager une politique de la vieillesse c'est poser comme principe que les vieux ont des problèmes spécifiques et qu'il n'y a donc qu'une manière spécifique de les résoudre. En revanche, mettre en rapport vieillesse et politique, c'est dire que la vieillesse est un problème politique parmi d'autres. »

Ce « contre-congrès » est agrémenté par des débats, des projections de films et diverses activités socio-culturelles, de 17 heures à minuit chaque soir.

La première « semaine internationale »

Une troisième manifestation a lieu jusqu'au 8 juin au rond-point de la Défense, dans les locaux du Centre national des industries et techniques. Il s'agit de la première « semaine internationale du troisième âge », organisée sur le thème « l'âge et la vie » par le groupe A-3, une association animée notamment par des membres du Groupe d'études et de recherches pour des solutions aux problèmes des personnes âgées (G.E.R.S.P.P.A.).

placée sous le patronage de M. René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale, M. Jean Carrette, responsable du Centre international de gérontologie sociale, et Paul Faillat, sous-directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), ont indiqué qu'elle était destinée à montrer la place de la personne âgée dans la vie moderne. Des conférences et des spectacles, montés avec la participation bénévole d'artistes retraités, animent ces journées. (Prix d'entrée : 8 F, 6 F pour les personnes âgées ; 5 F pour les groupes. Ouvert de 9 h. 30 à 19 heures.)

« Je n'ai jamais entendu une telle absurdité », a déclaré, le lundi 2 juin, M. William Simon, secrétaire au Trésor des États-Unis, au sujet des informations indiquant que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pourrait augmenter le prix du pétrole de 2 dollars le baril en septembre prochain pour compenser la hausse de ses importations.

ÉNERGIE

UNE HAUSSE DE 2 DOLLARS SUR LE BARIL DE PÉTROLE SERAIT « ABSURDE »

déclare le secrétaire au Trésor des États-Unis

Washington (Reuter). — « Je n'ai jamais entendu une telle absurdité », a déclaré, le lundi 2 juin, M. William Simon, secrétaire au Trésor des États-Unis, au sujet des informations indiquant que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pourrait augmenter le prix du pétrole de 2 dollars le baril en septembre prochain pour compenser la hausse de ses importations.

« Le prix actuel du pétrole n'a aucun rapport avec la réalité économique, a poursuivi M. Simon devant la commission des voies et moyens de la Chambre des représentants. Le coût des biens importés par les membres de l'OPEP ne justifie aucune augmentation du prix auquel ils vendent leur pétrole », a-t-il estimé.

LA CONSOMMATION DE PÉTROLE DANS LE MONDE a été en 1974 de 2 743 millions de tonnes, en baisse de 1,2 % par rapport à 1973, estime la British Petroleum. Quant à la production, elle s'est élevée à 2 851 millions de tonnes (+ 0,2 %). — (U.P.I.)

UN INSPECTEUR DES LOIS SOCIALES EST MENACÉ PAR DES AGRICULTEURS

(De notre correspondant.)

Avignon. — Dans la région de Carpentras (Vaucluse), un inspecteur des lois sociales, en mission, vient d'être l'objet de menaces de la part d'agriculteurs préalablement avisés de son contrôle.

Dans une lettre adressée au secrétaire d'Etat à la fonction publique, sous couvert du préfet de Vaucluse, l'Union des fédérations de fonctionnaires et assistants C.F.D.T. s'élève contre de tels agissements et rappelle que « les fonctionnaires ne font qu'appliquer des lois agricoles dictées par les pouvoirs publics, mais qu'ils ne cautionnent nullement ». Cet organisme estime que ses adhérents ne sauraient soutenir sans réserve une telle attitude et rétrograde d'exploitants agricoles qui font à leurs travailleurs des conditions de vie et de travail en contradiction avec la législation sociale en vigueur, cependant peu avancée en agriculture.

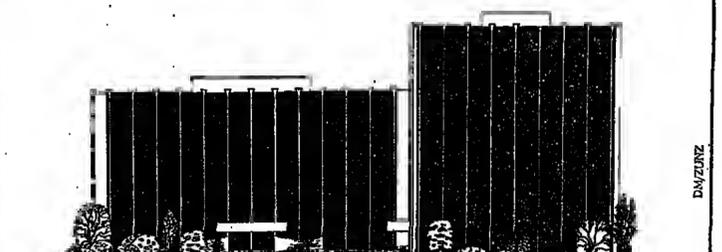
Autre phénomène inquiétant : la baisse des effectifs salariés a été particulièrement forte au cours du premier trimestre 1975 : - 0,9 % (- 1,8 % en un an). Les chutes les plus importantes d'effectifs touchent les industries agricoles et alimentaires (- 1,9 % en trois mois, - 3,2 % en un an), les industries du bois (- 1,8 % en trois mois, - 4,8 % en un an), et le bâtiment (- 0,6 % et - 4,8 %).

SALAIRES

Le pouvoir d'achat des ouvriers a baissé entre octobre 1974 et avril 1975

Selon les statistiques du ministère du travail, la situation de l'emploi et des salaires, au cours du premier trimestre 1975, s'est à nouveau dégradée. Le taux de salaire horaire des ouvriers s'est accru de 3,7 % et le pouvoir d'achat de 1 %, mais le salaire horaire a baissé de 1,9 % et le pouvoir d'achat de 2,9 %.

En un an, le salaire horaire s'est élevé de 18,7 %, mais le salaire hebdomadaire de 14,5 %, soit une amélioration du pouvoir d'achat d'environ 1 %. Une grave dégradation du pouvoir d'achat qui est en fait observée depuis six mois : d'octobre 1974 à avril 1975, le salaire horaire des ouvriers s'est accru de 7,7 % et le pouvoir d'achat de 1,8 %, mais dans le même temps, les horaires ont diminué de 2,9 %, ce qui traduit finalement une régression du pouvoir d'achat supérieure à la différence puisque la diminution de la durée de travail portée sur des heures supplémentaires (au-delà de quarante heures). Dans certaines branches, la régression du pouvoir d'achat est particulièrement importante, de l'ordre de 6 à 8 % au moins. C'est



Pour une nouvelle structure de bureaux,

"Integral" constitue le noyau d'affaires d'Épinay. Réalisé selon une formule originale, il sera en région parisienne le seul programme de bureaux sur-mesures : 4 petits immeubles, 20 000 m² divisibles à partir de 100 m². L'aménagement intérieur sera conçu en fonction des surfaces proposées quelle que soit leur taille. "Integral" s'adaptera à vos dimensions et à votre budget (prix de vente à partir de 2 500 F/m²).

de nouveaux moyens d'information.

Vous reconnaîtrez à cette vignette les informations permanentes qui vous parviendront jusqu'à la livraison d'Integral (février 77) à travers "Entreprise" du 6 juin 75, des brochures, un numéro spécial de la revue "Extension" des projections, des contacts personnels avec les responsables municipaux et privés, un centre d'informations.

'INTEGRAL' à Epinay s/Seine

Le seul programme de bureaux sur-mesures de la région parisienne.

Renseignements et commercialisation : **COREL BUREAUX** Une réalisation **saci**

254, bd St-Germain, 75007 PARIS 260.38.22

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, l'abonnement-informations Integral à Epinay-sur-Seine. Nom _____ Société _____ Adresse _____ Tél. _____ Renvoyer ce bon à: COREL-B., 254, bd St-Germain, 75007 PARIS

LA VIE ÉCONOMIQUE

Feu le Plan

de la première page.)
 an remplissait jusqu'à non sans ambiguïté, deux différents : il fournissait l'instrument par lequel les grandes entreprises tentaient de créer l'illusion d'un consensus social, global conforme à leurs intérêts ; l'impératif industriel, dire pompidouien, durant l'an. Mais il était aussi, fût notre jugement sur de croissance choisi, un indice de cohérence. Or, événements qu'il y aurait pouvoir à se soumettre à : d'une vérification de ne l'emportent aujourd'hui avantages d'une pseudo-organisation dont les modalités ne sont pas à cet égard, encore plus que la réduction du des commissions lors des préparatoires sont la ton de toute commission n'assurant l'intégration ante des orientations secondaires, vague, de tous indications sérieuses, du rapport du saire au Plan : le discours en concernant le développement économique et social de pays n'est pas cohérent, si la raison profonde des pertes aux procédures mes de planification, qu'il serait pour le gouvernement trop dangereux d'entrer en débat public approfondi perspectives économiques son 1980. D'autant que les ns de ses propres experts, sement tues, mettent en e l'ampleur des déséquilibres et des ajustements nécessaires qu'il sera aussi discret, que disert sur ses intentions de réduction des inégalités. Rarement tant d'insuccès

se seront-ils transformés, au fil des mots, en heureux événements tout à la gloire du pilote égaré ! Masquer les retombées et les contradictions de sa politique économique dans le moyen terme, tout en alimentant son discours sur l'action réformatrice, tel est pour le pouvoir la fonction du pseudo-VII^e Plan. Le processus de planification a été volontairement vidé de son contenu, pour éviter qu'il ne devienne révélateur d'incertitudes.
 Quelques exemples : comment ne pas relever, à la lecture du texte étonnant que l'on nous présente, qu'il faudrait tout à la fois accroître la concentration de l'appareil industriel et améliorer les conditions d'exercice de la concurrence : réduire la stabilité des prix et augmenter le taux d'investissement, mouvement dont on affirme par ailleurs le caractère inflationniste ; ralentir la croissance des revenus réels et obtenir un taux d'épargne en hausse ; introduire plus de sélectivité dans le choix des investissements et, simultanément, encourager l'auto-financement des entreprises ; modifier la progression des dépenses publiques (le chef de l'Etat n'a-t-il pas déclaré être opposé à tout allongement de la pression fiscale ?) tout en augmentant, au nom de la lutte contre les inégalités, l'importance des transferts sociaux et en développant l'équipement des services collectifs ? De qui se moque-t-on ?
 Le gouvernement ne peut plus dissimuler l'acuité des problèmes que sont aujourd'hui le chômage et le déséquilibre des comptes extérieurs. Mais il s'efforce encore de masquer leur gravité, qui tient à leur permanence. L'INSEE a établi deux scénarios de croissance de l'économie française, très discrètement rappelés dans les derniers documents officiels. Le premier, relativement optimiste, se fonde sur une reprise des économies occidentales à la fin de 1975, ce qui leur permettrait de retrouver un rythme de progression analogue à celui des années 1965-1970. Le second, dans l'hypothèse d'un échec des mesures de relance récemment décidées, verrait les économies capitalistes s'engager dans un cycle durable de récessions et de mini-reprises successives. Dans les deux cas, le déficit de la balance française des opérations courantes restera considérable, puisque compris en moyenne entre 28 et 37 milliards de francs par an ; dans les deux cas, le niveau de sous-emploi demeurera insupportable, puisque oscillant entre six cent mille et un million cent mille chômeurs. Comment oser prétendre qu'il s'agit là de difficultés à caractère conjoncturel ?

Dans le même temps, tout va concourir à la perpétuation de l'inflation à un rythme annuel de l'ordre de 10 % : la nécessité de viser un taux d'investissement élevé afin d'adapter l'industrie française à la nouvelle structure des prix et des échanges internationaux (alors même qu'une dévalorisation progressive du capital immobilisé dans certains secteurs sera inévitable), mais aussi la continuation de ces maux anciens que sont la spéculation sous toutes ses formes — notamment immobilière — et le gaspillage d'une partie de l'épargne nationale.
 Passer sous silence ces contradictions ne facilitera pas leur solution. L'enjeu réel du VII^e Plan apparaît clairement : comment opérer le redéploiement de notre appareil productif sans engendrer des tensions excessives et en diminuant autant que faire se peut notre dette extérieure ? Derrière l'écran de fumée tendu par le pouvoir à coups de déclarations modernistes, une réponse, la même vieille réponse qu'oppose toujours aux problèmes qu'il ne peut plus maîtriser un libéralisme à bout de souffle, apparaît en filigrane : déplacer, aux dépens des travailleurs, l'équilibre salaires-profits. M. Pinay n'est pas loin...
 La confusion apparente du discours dissimule en effet des choix bien réels : réduction de la part de la consommation dans la production intérieure brute, police des salaires dont l'idée resurgit, accroissement des revenus du capital, diminution des charges fiscales et sociales des entreprises (comme si elles n'avaient pas bénéficié jusqu'ici, par le biais de l'endettement, d'extraordinaires rentes d'inflation), rétablissement en hausse de leur taux de profit, réévaluation des bilans afin de diminuer leur bénéfice imposable. Autant de suggestions dont

on ne voit que trop bien la finalité, autant d'orientations qui répondent très exactement aux souhaits, maintes fois réaffirmés, du C.N.P.F., et en particulier à celui, très officiellement annoncé, de voir le pouvoir d'achat de la main-d'œuvre ne plus croître du tout pendant plusieurs mois.
 Or cette politique éculée est vouée à l'échec. Et d'abord pour des raisons politiques. Les classes salariées n'accepteront pas sans réagir une modification explicite du partage du revenu national qui leur soit systématiquement défavorable. Dès lors, la mobilisation d'un surcroît d'épargne spontanée s'avérera impossible. Et le financement de l'investissement, suivant des mécanismes trop connus, sera assuré soit par la création monétaire dont le caractère inflationniste est évident, soit par un endettement extérieur incompatible avec le maintien de l'indépendance nationale. Dans ces conditions, les belles déclarations sur la réduction des inégalités sociales ne sont que hardieses de langage.
 Maintenir le plein emploi, lutter avec succès contre l'inflation, équilibrer les échanges extérieurs, réduire les inégalités : concilier ces objectifs ne relève pas de la quadrature du cercle, comme M. Ceyras voudrait le faire croire lorsqu'il demande que des mesures soient prises afin que notre appareil productif ne travaille plus à la limite de ses capacités — belle formule, joliment hypocrite, pour légitimer le chômage. Mais il y a fait une autre politique que celle que le pouvoir giscardien nous propose.
 PIERRE MAUROU.
 Prochain article : L'AUTRE VOIE

Rover
 RANGE-ROVER - LAND-ROVER
Jaguar
 CONCESSIONNAIRE
FRANCO-BRITANNIC AUTOMOBILES S.A.
 25, rue P. V. Couturier 92300 LEVALLOIS - Tél. 757.50.80 +
 LOCATION LONGUE DUREE

(Publicité)
 CONSULTANT se rendant en
IRAN
 le 6 juin et ayant des contacts à HAUT niveau, remplirait une mission précise pour firme sérieuse.
 Prière de téléphoner au
 325-02-59

7 Plan
 PREPARATION
 DE L'ORIENTATION PRELIMINAIRE
 RAPPORT DE LA COMMISSION
 DES INEGALITES SOCIALES
 Double initiative contre les inégalités sociales : les propositions du rapport MERAUD :
 • réduire l'éventail des revenus,
 • améliorer l'efficacité sociale des services collectifs. 20 F
 en vente à LA DOCUMENTATION FRANCAISE
 29-31 quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07
 et dans les librairies spécialisées

RESPONDANCE
Le logement
travailleurs immigrés
 L'article intitulé « Le des Unionnistes » et signé Legoux (le Monde), il était dit, concernant le logement des travailleurs ; « (...) L'horizon pour éclaircir jusqu'une loi de réserver 0,2 % du 1^{er} à cet effet ». M. Denis que écrit à ce sujet : cision citée ne dépend pas si particulière La décision rité à l'art. 61 de la loi mes pour 1975 publiée au 31-12-74.
 ne réserve pas 0,2 % du national au logement des urs immigrés mais 20 % , soit 0,2 % de la masse
 61 a prévu que l'invest- st des employeurs en de la construction était de 0,9 à 1 % (en effet, n'importe de plus de dix a l'obligation d'investir entage de la masse sala- ans la construction) et fraction de la somme à dans la limite de 1/5, dire 20 % du 1^{er}, doit rvice par priorité, chaque au financement des loge- des travailleurs immigrés urs familles.
 le plan national, c'est L. (Association financière gionale et Comité inter- onnel du logement et mes associés, 75, rue harles Paris) qui est de la répartition de ces Elle doit mettre en place résentants dans tous les ments.

DIRECTION RELATIONS SOCIALES
 — Agé de 48 ans, diplômé Sciences Po. et licencié Droit, j'ai acquis dans l'industrie (Féris et Métallurgie) une expérience solide de tous les aspects de la POSITION PERSONNELLE, allée à la connaissance de l'Administration Générale et des Sociétés Internationales.
 — Je recherche un poste de **DIRECTEUR ou ADJOINT** et peux reprendre RAPIDEMENT un service et des négociations importantes.
 Faire offre à PC 28 172, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Raymond Puel de Lobel
LA PUBLICITE RESPONSABLE
 "Il est toujours grave de parler de son métier ; il n'est admissible de le critiquer le lorsque l'on est habité par sa passion"
 Illustrations de Pierris Favier
 Un ouvrage relié, 40 pages, 18F
 aux Editions EDIP
 20 rue des Capucines 75002 Paris

Cet avis n'est ni une offre de vente, ni une sollicitation d'offre d'achat de l'un quelconque de ces titres.
 Cette offre est faite seulement par l'Offre d'Achat.

100.000.000 Dollars
 du **Banque Française**
Commerce Extérieur
 Obligations garanties à 9½% dues le 15 Mai 1980
 Garanties inconditionnellement par
la République Française
 Prix 100%
 (plus les intérêts échus)

White, Weld & Co. <small>Incorporated</small>	SoGen-Swiss International Corporation
Blyth Eastman Dillon & Co. <small>Incorporated</small>	The First Boston Corporation
Drexel Burnham & Co. <small>Incorporated</small>	EuroPartners Securities Corporation
Halsey, Stuart & Co. Inc. <small>Affiliate of Bache & Co. Incorporated</small>	Hornblower & Weeks-Hemphill, Noyes
Kidder, Peabody & Co. <small>Incorporated</small>	Kuhn, Loeb & Co.
Loeb, Rhoades & Co.	Lazard Frères & Co.
Reynolds Securities Inc.	Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith <small>Incorporated</small>
Wertheim & Co., Inc.	Salomon Brothers
ABD Securities Corporation	Smith, Barney & Co. <small>Incorporated</small>
Crédit Commercial de France	Dean Witter & Co. <small>Incorporated</small>
Kredietbank S.A. Luxembourgeoise	Banque Française de Dépôts et de Titres
Suez American Corporation	Banque Nationale de Paris
Daiwa Securities America Inc.	Basle Securities Corporation
	Credit Suisse White Weld <small>Limited</small>
	Robert Fleming <small>Incorporated</small>
	Kleinwort, Benson <small>Incorporated</small>
	Kuwait International Investment Company S.A.K.
	UBS-DB Corporation
	Westdeutsche Landesbank Girozentrale
	Lepereq de Neufize & Co. <small>Incorporated</small>
	Nomura Securities International, Inc.
	Yamaichi International (America), Inc.

2 July 1975

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉ



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 29 MAI 1975 RETOUR DE LA MAJORITÉ EN FRANCE - AUGMENTATION DE CAPITAL

L'Assemblée générale des actionnaires de Jacques Borel International (jeudi 29 mai) était, cette année, attendue plus encore que les autres années, à la suite de l'annonce de l'élargissement de la majorité et de son retour en France. Les participants sont venus nombreux à l'hôtel de Wolsey-en-France (plus de mille deux cents), pour entendre les détails sur cette opération et sur l'avenir du groupe, données par le président. Ils ont posé de très nombreuses questions. Ils ont appris, en outre, que l'augmentation de capital, votée l'année dernière sur le lieu du 3 juin au prix de 400 F par action (une nouvelle pour cinq anciennes, coupon n° 17), apportant 94 millions de francs de fonds propres. Ces nouveaux moyens doivent aider puissamment à l'expansion rapide de Jacques Borel International d'ici à 1980.

Rappelons les chiffres principaux de l'exercice 1974 arrêtés par l'Assemblée :

Volume de ventes : 798,9 millions de francs, + 34,7 % sur 1973 ; bénéfices d'exploitation : 32,7 millions de francs, + 33,1 % sur 1973 ; bénéfice net consolidé : 16,2 millions de francs, + 19,8 % sur 1973.

Le bénéfice consolidé a été amputé de 1,9 million de francs de l'impôt des sociétés exceptionnel. Avant cet impôt, il aurait été en hausse sur 1973 de 31,1 %.

Le dividende qui sera mis en paiement le 4 juillet (coupon n° 18) est de 3,50 F (6,25 F avec avoir fiscal), en augmentation globale sur 1973 de 23 %.

Dans son allocution, le président a mis en relief les lignes directrices du groupe pour les prochaines années :

Année 1975 : poursuite du développement international. Le taux de croissance des ventes devrait être de 30 %, avec un triplement des ventes en Allemagne, un doublement en Belgique, 60 à 80 % en Espagne. La croissance en France sera de l'ordre de 20 %. La croissance moyenne pondérée France + International sera de 31 %.

La marge bénéficiaire devrait rester à peu près celle de 1974 (4 % à 4,1 %) ; elle remontera vigoureusement en 1976 par suite de la baisse des frais financiers.

Les bénéfices nets après impôts 1975 sont estimés être de 22 500 000 F, soit 39 % de croissance par rapport à 1974.

Année 1976 : année de consolidation des équilibres du bilan après l'augmentation de capital de 94 millions de francs de 1975 ; le groupe aura une trésorerie de plus de 300 millions de francs au début de 1976, plus de 100 millions de francs de crédits stand-by non mobilisés.

Les projets actuellement en préparation se situent en France, au Liban et dans le reste du Moyen-Orient, où les accords commerciaux et financiers sont en voie de conclusion en Afrique et notamment au Maroc (six hôtels en trois ans), puis au Brésil, au Mexique et dans les pays de l'Est.

Année 1977 et années suivantes : maximisation des profits. La politique de croissance plus rapide

des activités sans investissements sera poursuivie dans les domaines de :

- La restauration de collectivités ;
- Le ticket-restaurant ;
- Les conseils d'ingénierie ;
- La franchise et le management d'hôtels.

La croissance des activités avec investissements se poursuivra, mais de façon plus lente que celle des activités sans investissements. En 1977, les ventes dépasseront la masse critique de 2 milliards de francs et la marge s'élevra par le développement des activités sans investissements. Cet équilibre entre activités sans investissements et avec investissements doit permettre d'auto-financer les nouvelles immobilisations par le cash flow à hauteur de 81 %.

La croissance sera, pour l'International, de l'ordre de 40 % à 60 % de 1977 à 1980, qui représentera en 1980 la moitié des activités du groupe. La croissance France sera plus lente, environ 20 à 25 %. La croissance totale du groupe devrait enregistrer une moyenne annuelle de 35 % à 40 %, ce qui représenterait de 5 milliards de francs de ventes en 1980.

L'année 1977, d'autre part, doit être la première année où l'ensemble des hôtels du groupe sera en bénéfice ; Jacques Borel International n'investit pas plus que 10 % de ses capitaux permanents dans la Compagnie des Hôtels Jacques Borel ; la rentabilité devrait ensuite s'accroître rapidement avec le développement des contrats de franchise et de maintenance. L'ambition est d'atteindre 20 % de rentabilité nette sur fonds propres en 1980 à la Compagnie des Hôtels Jacques Borel, 20 % sur fonds propres seront enregistrés à la société mère Jacques Borel International pour la première fois en 1977.

D'ici à 1980, la marge de bénéfice net consolidé après impôt pourrait s'améliorer de 2 % à 2,5 % par :

- La réduction du coût du siège social de 0,5 % des ventes totales ;
- La réduction des frais financiers en pourcentage par suite de l'augmentation de capital ;
- La mise en bénéfice de l'International dès 1975 ;
- L'entrée des hôtels dans la phase bénéficiaire en 1977.

Le dividende devrait s'accroître régulièrement en proportion directe des résultats. La société envisage d'augmenter le dividende de 50 % pour l'exercice 1975, soit 27 % par action ; les nouvelles actions seront jouissances 1^{er} janvier 1975 ; ensuite, le dividende devrait s'accroître régulièrement de 35 % par an.

L'introduction de l'action sur plusieurs Bourses européennes : Amsterdam, Bruxelles, Düsseldorf, Francfort, Rome, Genève, Zurich, est envisagée au quatrième trimestre 1975, après celle de Beyrouth en juin 1975.

En conclusion, le président estime que le groupe a de bonnes chances d'atteindre, en 1980 :

- 5 milliards de francs de ventes ;
- 125 millions de francs de bénéfices nets ;
- La position de marché n° 1 en restauration en Europe (alors qu'elle n'est n° 1 qu'en Europe occidentale actuellement).

EURAFRANCE SOVAC

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du Crédit mobilier industriel SOVAC, dont la totalité du capital est détenue par Eurafrance, s'est réunie le 29 mai 1975, sous la présidence de M. Georges Guay, et a approuvé les comptes de l'exercice 1974 qui lui ont été présentés par le directeur.

Sans concours consentis à la clientèle par l'ensemble des sociétés du groupe ont été volontairement limités pour respecter les plafonds que leur imposent les règles fixées par les autorités monétaires, le montant a atteint 4 456 millions de francs en 1974 contre 4 266 millions de francs en 1973.

Les encours totalisés du groupe, au 31 décembre 1974, s'élevaient à 7 345 millions de francs et à 6 940 millions de francs au 31 décembre 1973.

Le bénéfice net consolidé de la SOVAC s'éleva, part des tiers exclus et après tous impôts, à 15 088 907 F auxquels s'ajoutent les plus-values à long terme de 58 371 F. Les chiffres correspondants au 31 décembre 1973, pour l'exercice précédent, étaient respectivement de 14 172 078 F et 41 millions 364 849 F.

Les chiffres correspondants au 31 décembre 1973, pour l'exercice SOVAC étaient respectivement de 35 millions de francs et 18 millions de francs.

La contribution exceptionnelle, le bénéfice consolidé d'exploitation aurait été de 56 600 000 F, en léger progrès sur celui de 1973.

Les profits de SOVAC seuls s'élevaient, après tous impôts, à 15 088 907 F auxquels s'ajoutent les plus-values à long terme de 58 371 F. Les chiffres correspondants au 31 décembre 1973, pour l'exercice précédent, étaient respectivement de 14 172 078 F et 41 millions 364 849 F.

Les résultats n'ont pu être obtenus que grâce à une grande prudence dans la gestion de la trésorerie et à un contrôle très strict des frais généraux.

L'Assemblée a fixé, comme pour l'exercice clos le 31 décembre 1973 de la SOVAC, le revenu global de chaque action à 13,50 F comprenant un dividende distribué de 9 F et un impôt déduit payé au Trésor (avoir fiscal) de 4,50 F.

Le dividende sera mis en paiement le 3 juin 1975.

L'évolution des taux de refinancement, au cours des premiers mois de l'exercice 1975, a été favorable. L'exercice 1975, des résultats en progrès.

OMNIUM DE CONSTRUCTION ET DE FINANCEMENT

Réunis en assemblée générale ordinaire le 3 juin, sous la présidence de M. Jacques Flouin, président du conseil d'administration, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1974, qui font apparaître un bénéfice net consolidé de 20 millions de francs, impôt sur les sociétés (4 200 140 F).

Le bénéfice consolidé d'OCFET et de ses filiales ressort à 2 029 596 F. Une partie de ce bénéfice étant affectée, en suspension d'impôt sur les sociétés, à la réserve spéciale des profits de construction d'OCFET-habitation.

La valeur des ventes, des prestations de services et des produits accessoires comptabilisés en 1974 par le groupe consolidé est de 232 millions de francs.

L'Assemblée a fixé le dividende global à 11,25 F par action, dont 8,75 F sont déjà payés au Trésor (avoir fiscal) et mis en paiement à partir du 1^{er} juillet.

BAIL INVESTISSEMENT

L'Assemblée générale des actionnaires de Bail Investissement, sous la présidence de M. Lucien Guérin, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 qui ont permis de verser un dividende de 120 000 F, permettant la mise en paiement le 25 juin 1975, contre remise du coupon n° 41, aux gilets du Comptoir Lyon-Alemand-Louvet et de la Banque d'Indochine.

Dans son allocution le président, exposant l'activité de la société pour l'année en cours, prévoit une certaine diminution de rythme des engagements et des investissements, mais, en raison de l'entrée en service de nouvelles opérations et du jeu de l'indexation, des recettes locatives pour un montant de 125 000 000 de francs sur un total de 30 000 000 de francs pour l'exercice écoulé.

Les résultats devraient ainsi, après déduction des amortissements et des charges financières, et sauf événement imprévisible, marquer à nouveau une augmentation.

FACE AUX DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Un contexte économique délicat, l'enclenchement du crédit, des difficultés financières.

Un Chef d'Entreprise se doit de maîtriser la situation, obtenir en quelques minutes la position de différents comptes de gestion lorsqu'il a une décision à prendre. CECO, spécialiste de la comptabilité de gestion manuscrite ou informatique intégrée, vous apportera immédiatement ces éléments.

Je désire recevoir une documentation complète sur la comptabilité CECO.

Nom
Adresse
Tél.

CECO, 9, rue Marbeuf, - PARIS (9^e).
Tél. : 878-25-50 et 25-51.

SOCIÉTÉ CONCESSIONNAIRE DES AUTOROUTES DE LA CÔTE BASQUE



Société anonyme au capital de 10 500 000 F
Siège social : 123, rue La Boétie, Paris (8^e)
R.C. PARIS 778 147 504 B

Emission, au prix de 1.000 F cheques, de 100.000 obligations de 1.000 F nominale

GARANTIES PAR L'ÉTAT

Intérêt annuel : 10,50 % soit 105 F par obligation.
Jouissance : 2 juin 1975.
Taux de rendement net effectif brut : 10,50 %.
Amortissement : en 10 ans ou maximum, à partir du 2 juin 1975, par annuités constantes (1/2 tirages - 1/2 rachats) au Premier amortissement : 2 juin 1986.
Durée totale de l'emprunt : 20 ans.
Amortissement anticipé : autorisé par rachats en Bourse, int par remboursement.

Souscriptions reçues, sans frais, à tous les guichets des établissements chargés du placement.
Il a été éditée une note d'information, mise à la disposition du public, qui a reçu le visa n° 75-57 de la Commission des opérations de Bourse le 15 avril 1975.

(S.A.L.D. du 2 juin 1975.)

Société de développement régional du Sud-Ouest

EXPANSO S.D.R.

L'Assemblée générale ordinaire, réunie à Bordeaux le 12 mai 1975, sous la présidence de M. de Tavernost, a approuvé les comptes de l'exercice 1974.

Avant impôt, amortissements et provisions, le bénéfice brut s'éleva à 3 022 884 F (contre 2 563 853 F en 1973). Après déduction aux amortissements, provisions et impôt, le bénéfice net s'éleva à 1 396 000 F (contre 1 238 000 F en 1973).

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 7,25 F par action de 100 F nominal, assorti d'un avoir fiscal de 1,56 F, soit un revenu global de 8,81 F. D'autre part, les réserves s'accroîtront de 798 000 F pour atteindre 5 000 000 F, soit 73 % de capital social.

Au cours de l'exercice 1974, Expanso a émis trois emprunts obligataires d'un total de 61 millions de francs, dont un emprunt à 10 ans, dans le cadre de la procédure spéciale d'aide à l'exportation et à l'économie d'énergie. Ces emprunts ont été réalisés en prêts à long terme à une soixantaine d'entreprises régionales.

D'autre part, Expanso a pris pour 200 000 F de participations dans des sociétés nouvelles.

Enfin, la S.D.R. a poursuivi son activité de caution pour des crédits à moyen terme C.M.M.R., dont les encours atteignent 20 millions de francs au 31 décembre 1974.

Le président a indiqué qu'en 1975 Expanso devrait encore développer ses concours en faveur du développement régional.

En effet, en plus de ses concours traditionnels et de ses prêts spéciaux exportation financés par ses propres emprunts, Expanso va recevoir une quote-part de l'emprunt de 5 milliards de francs émis par l'Etat.

COMPTOIR LYON-ALEMAND-LOUYOT

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du Comptoir Lyon-Alemand-Louvet, réunie le 30 mai 1975, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 et fixé le dividende à 8 F par action de 75 F contre 5,20 F pour l'exercice précédent. Ce dividende sera mis en paiement le 25 juin 1975 contre remise du coupon n° 41, aux guichets du Comptoir Lyon-Alemand-Louvet et de la Banque d'Indochine.

L'Assemblée générale a également ratifié la nomination comme administrateur de M. Louis Tisot, secrétaire général de la Caisse des dépôts et consignations, et nommé administrateur la société Technique et Participation, qui sera représentée par M. Jean-Marie Vernez et M. Mallard, président de la société des constructions de M. de Mulhouse.

A l'issue de cette assemblée d'administration s'est tenu l'exercice de destination du président général, le mandat confié à M. de Fiers ayant pris fin par la suite de la démission de M. de Fiers, et respectivement, 72 et 114 millions de francs en 1973 et 1974.

Enfin, a été créée la société de sous Phénix - Sociétés, à Arv

NOUVELLE ADRESSE

à partir du 9 juin 1975

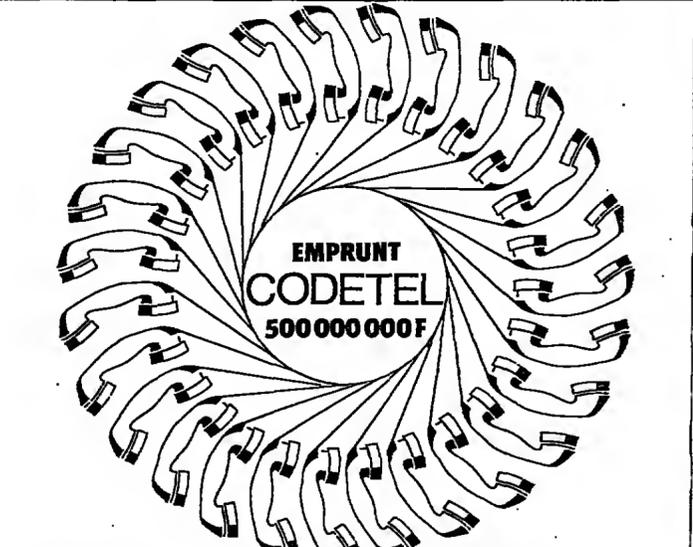
INTERUNION-BANQUE

8, place Vendôme - 75001 Paris
(1) 260 55-25

Même les grandes Sociétés ont besoin de petites surface

Parmi 17 Sociétés, KIDDICRAFT a loué 105 m² au Centre d'affaires Paris Nord.

G.I. LAFONT
Centre d'affaires Paris Nord
93-Le Blanc-Mesnil tél. 931 31 90



CODETEL une nécessité :

le développement constant du téléphone, instrument d'activité économique et de relations sociales, requiert de plus en plus de capitaux. CODETEL, société agréée pour le financement des télécommunications, apporte son concours à l'Administration des P.T.T. pour le financement de ses programmes d'expansion.

CODETEL des réalisations :

en 1975 CODETEL louera à l'Administration des P.T.T. 320 équipements ou bâtiments téléphoniques dont elle est ou va être propriétaire. La valeur de cet ensemble en service sera supérieure à 2 000 millions de francs. Il correspondra à 600 000 lignes nouvelles d'abonnés et à un matériel important destiné à améliorer l'écoulement du trafic.

CODETEL des garanties :

CODETEL offre à l'épargne toutes les garanties désirées grâce à :

- son mode de fonctionnement elle signe des contrats de crédit-bail avec l'Administration des P.T.T. pour une durée de 10 ou de 15 ans
- son mode de rémunération les loyers des équipements financés par l'emprunt en cours couvrent toutes les charges de l'emprunt ainsi qu'une participation aux frais de la société.

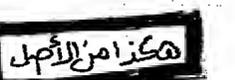


Compagnie pour le Développement des Télécommunications

Caractéristiques de l'emprunt :

- 500 000 obligations de F. 1000 nominal émises au prix de 994 F durée : 14 ans, amortissables en 7 ans à partir de 1982
- intérêt annuel : F 113 par titre (11,3 %) payable chaque année, le 3 juillet (1^{er} coupon le 3 juillet 1976) taux de rendement actuariel brut (11,25 %)
- L'inscription à la cote officielle de ces obligations sera demandée dès la clôture de l'émission.

Note d'information 1 Visa COB N° 75-55 du 15 Avril 1975 Bala du 2 juin 1975



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 2 JUIN

Mieux disposé Baisse de l'or

Le marché se retrouve au bout d'une semaine de transmission après une période de calme...

Le marché se retrouve au bout d'une semaine de transmission après une période de calme...

IS DE SOUSCRIPTION

Table with columns: LEURS, Cours, Dernier cours, % de coupon

COURS DE PARIS - 2 JUIN - COMPTANT

Table with columns: LEURS, Cours, Dernier cours, % de coupon

LONDRES

Le marché se retrouve au bout d'une semaine de transmission...

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours

INDICES QUOTIDIENS (BASE 100 = 31 déc. 1964)

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSON... Émission consolidée pour l'achat d'actifs...

NEW YORK

La hausse des cours s'est poursuivie à New York...

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Taux du marché monétaire

VALEURS

Large table with multiple columns: VALEURS, Cours, Dernier cours, VALEURS, Cours, Dernier cours

MARCHÉ A TERME

Table with columns: VALEURS, Précéd. clôture, Cours, Dernier cours, Compt. Préc. cours

MARCHÉ A TERME

Table with columns: VALEURS, Précéd. clôture, Cours, Dernier cours, Compt. Préc. cours

MARCHÉ A TERME

Table with columns: VALEURS, Précéd. clôture, Cours, Dernier cours, Compt. Préc. cours

COTE DES CHANGES

Table with columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS DES BILLETTS, MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COTE DES CHANGES

Table with columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS DES BILLETTS, MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COTE DES CHANGES

Table with columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS DES BILLETTS, MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. PROCHE-ORIENT
- 3. AMERIQUES
 - BRESEL : le comité de solidarité France-Breil demande des précisions sur le sort de « disparus » politiques.
- 3. AFRIQUE
- 4-5. EUROPE
 - La Grande-Bretagne devant le référendum (II), par Paul Fabra.
 - PORTUGAL : la réunion de l'Assemblée constituante.
- 6. ASIE
 - JAPON : la mort d'Ensoaku Seto.
 - LAOS : le royaume pourrait s'engager sur la voie du socialisme.
- 7-8. POLITIQUE
 - Le Parlement menacé de surchauffe.
 - La querelle entre communistes et socialistes.
- 9. SOCIÉTÉ
 - L'occupation d'une église à Lyon par des prostituées.
- 10. JUSTICE
 - Un procès pour proxénétisme hôtelier au tribunal de Paris : « Une surface d'honorabilité ».
- 11. SPORTS
 - ATHLÉTISME : le nouveau record du monde du lancer de marteau.
- 12. PRESSE
 - Givèr à « France-soir » de la rédaction.
- 14. LES RÉGIONS
 - De nouveaux rapports entre les collectivités locales et l'Etat : un point de vue de M. Pierre Godez.
- 13. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - URBANISME : le débat sur l'architecture.
- 15. L'ÉVÈNEMENT
 - Les parcs nationaux : un grand jardin pour les Français.
- 16-17. LE XXXI SALON DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'ESPACE
 - L'espace, de la compétition à la coopération.
 - La revanche des soutes.
- 18. DÉFENSE
 - M. Yvan Bourges au Allemagne : le « boia d'orniforèmes » du ministre.
- 18. ÉDUCATION
 - Un rapport de l'O.C.D.E. : il faut adapter le travail à l'homme, plutôt que la formation à l'emploi.
 - Les dirigeants de l'UNAPEL ont été reçus par M. Giscard d'Estaing.

LE MONDE DE LA MÉDECINE
Pages 19 à 21

- Angiographie cérébrale et mesure du débit sanguin. L'embolie au service du malade : Une nouvelle méthode à L'Arboret.
- L'hospitalisation de l'enfant.
- Trois points de vue sur le livre d'Ivan Illich.

22. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
— Il y a cinquante ans mourut Camille Flammarion.

24 à 26. ARTS ET SPECTACLES
— CINÉMA : Images de la société érotique.
— PEINTURE : les Six jours de Marseille.

35 à 37. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— EMPLOI : le C.N.P.F. demande aux entreprises « d'embaucher dès maintenant les jeunes dont elles ont besoin plus tard ».

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (24)

— Annonces classées (27 à 34) ; Aujourd'hui (13) ; Carrel (12) ; « Journal officiel » (13) ; 3644-rotologie (13) ; Mots croisés (13) ; Finances (39).

Le numéro du « Monde » daté 3 juin 1975 a été tiré à 578 925 exemplaires.

— Pour louer une voiture à Madagascar, réserver chez Europcar au : 645.21.25

A B C D E F G

RECEVANT DES JOURNALISTES AMÉRICAINS

M. Teng-Hsiao-ping précise les conditions d'une normalisation des relations diplomatiques avec Washington

Pékin (A.F.P.). — Deux journalistes américains, MM. Paul Miller, président de l'agence Associated Press, et Eugène C. Patterson, directeur du *Solo-Petersburg Times*, qui se sont entretenus, le lundi 3 juin, avec le premier vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, ont retiré de cette conversation l'impression que le président Ford attend en visite officielle en Chine avant la fin de cette année, serait le bienvenu, que sa venue soit l'occasion ou non de discuter de sujets substantiels.

M. Teng Hsiao-ping a énoncé une fois de plus devant ses interlocuteurs les conditions posées par la Chine à l'établissement de relations diplomatiques normales entre Washington et Pékin : retrait des troupes américaines basées à Taiwan, annulation du traité de sécurité liant les États-Unis et Taiwan, rupture des relations diplomatiques et des relations commerciales entre Washington et Taipei. La réaffirmation de l'actuelle ambassade des États-Unis à Taipei en un « bureau de liaison » — comme celui que les Américains entretenaient actuellement à Pékin — ne serait pas considérée par les Chinois comme suffisante pour permettre la normalisation complète des relations diplomatiques. La Chine consentirait en revanche au maintien à Taiwan d'un simple « bureau commercial américain ».

Selon le « New York Times » LA BELGIQUE AURAIT CHOISI L'AVION AMÉRICAIN YF-16 Démenti à Bruxelles

Le ministre belge de la défense, M. Paul Vanden Boeynants, a démenti, mardi 3 juin, à son retour des États-Unis, que la Belgique ait d'ores et déjà choisi l'avion américain YF-16 pour remplacer les Starfighter qui équipent son armée de l'air. Interrogé sur ses conversations à Washington avec le secrétaire américain à la défense, M. James Schlesinger, M. Vanden Boeynants a simplement indiqué qu'il avait eu de « très bonnes informations » dont il réservait la primauté au conseil des ministres qui doit se réunir vendredi 6 juin à Bruxelles.

Cependant, le *New York Times* affirmait mardi, que la Belgique avait décidé de donner la préférence à l'avion YF-16. Citant un « fonctionnaire américain de rang élevé », le journal écrit : « Les Belges ont été contraints à ce choix non par nous mais par leurs partenaires — Norvège, Pays-Bas et Danemark, — qui se sont déjà prononcés pour le YF-16 ».

NOUVELLES BRÈVES

- M. Valéry Giscard d'Estaing a présidé, mardi matin 3 juin, une réunion de travail sur la réforme de la loi électorale municipale. En l'absence de M. Jean Lecanuet, gardien des secrets tenu à l'Assemblée nationale, MM. Jacques Chirac, premier ministre, Michel Pomalowski, ministre de l'Intérieur, et Michel Durieux, ministre du Travail, participaient à cette réunion, qui a permis, indique-t-on à l'Élysée, « une première exploration du sujet ».
- La mutinerie de huit détenus de la prison d'Anguilla, en Sicile, a pris fin dans la soirée du 2 juin, lorsque le dernier des six gardiens, encore gardé en otage, a été libéré (le Monde du 3 juin). Les mutins avaient précédemment libéré deux surveillants après avoir grièvement blessé l'un d'eux. Après de longues négociations, les détenus révoltés, dont certains exigent leur libération immédiate, ont obtenu leur transfert dans une prison de la péninsule.
- L'U.R.S.S. va construire en Libye un centre de recherche nucléaires comprenant un réacteur nucléaire de 10 mégawatts à la suite d'un accord signé vendredi entre les deux pays, a annoncé lundi 2 juin l'agence libyenne Arna. Les deux partis soulignent que le centre sera destiné exclusivement à l'utilisation pacifique de l'atome. — (Reuters).
- La condition féminine en U.R.S.S. — L'association France-U.R.S.S. organise mercredi 4 juin, de 14 à 19 heures au Centre international de séjour, 8, rue Maurice-Ravel, 75012 Paris, un débat avec une quarantaine de femmes soviétiques, sur le thème : « La femme et sa place, son rôle dans la famille, en vue de sa pleine égalité dans la société ».

Le conseil régional a ensuite réparti les crédits du Fonds d'aide pour les opérations individualisées : 10 millions de francs au total ce qui est peu pour satisfaire des demandes s'élevant à 30 millions.

Enfin le conseil régional a adopté une motion sur l'extension du camp militaire du Larzac à la suite d'une communication de M. Robert Fabre, député radical de l'Aveyron. Cette motion demande l'exception de cinq qui se sont prononcés pour une rédaction proposée par M. Jean Garbier, député U.D.R. et maire de Millau, appelant elle aussi à la concertation avec les élus, mais regrettant « l'exploitation politique » de cette affaire.

BAISSE DU DOLLAR REMONTÉE DE L'OR

Le dollar a faibli mardi matin sur les marchés de changes, revenant à Francfort de 2,345 DM à 4,01 F. Le franc s'est raffermi vis-à-vis aussi des monnaies européennes, après son écarter de faiblesse de la semaine précédente. Le cours de l'once d'or à Londres, qui avait perdu lundi 5,77 dollars à 61,73 dollars, après l'annonce d'une nouvelle vente aux enchères d'or par le Trésor américain, est remonté à 164,80 dollars.

L'ATREILLE
LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
COSTUMES D'ÉTÉ dep. 495 F
ROBES D'ÉTÉ dep. 150 F
QUALITÉS IRREPROCHABLES
62, r. St-André-des-Arts 6^e arr.
CATALOGUE SUR DEMANDE

..... le feuillet aux ris de veau
chez **Cantarel**
12 avenue du Maine 543.59.35 fermé le dimanche

ANNÉE SCOLAIRE 1975-76
Renseignements : Tél. 380.53.00 et 754.26.05
COURS RICHELIEU
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ
75, avenue des Termes - 75017 Paris
Autobus : 30, 31, 43, 52, 73, 82, 83, 92, PC
Métro : Étoile, Termes, Pereire, Porte Maillot
R.E.R. : Étoile - S.N.C.F. : Porte Maillot
JEUNES GENS - JEUNES FILLES
Externat - Demi-Pension

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le divorce pour séparation de fait de six ans est voté

Mardi matin 3 juin, les députés ont poursuivi la discussion du projet de loi réformant le divorce. En raison du nombre des amendements déposés sur les articles restant en discussion, une nouvelle séance était envisagée pour mercredi matin, le vote final n'intervenant donc pas comme prévu mardi après-midi mais le lendemain.

L'Assemblée a d'abord achevé l'examen du chapitre concerné aux conséquences du divorce, notamment les articles relatifs aux pensions. Puis elle est passée à la discussion des articles concernant le divorce pour rupture de la vie commune, article qui avait été précédemment réservé.

M. Lecanuet, ministre de la Justice, a entendu résumer et voter la plus grande énergie l'affirmation selon laquelle cette disposition équivalait à un véritable droit de répudiation. « Je ne puis la tolérer », a-t-il affirmé, avant de reprendre les arguments qu'il avait déjà exposés les jours précédents.

Son exposé a été notamment contesté par M. FONTAINE (non-inscrit, La Réunion) et M. LAURIOL (U.D.R., Yvelines), « Préfères-vous des enfants naturels et des unions illégitimes ? », leur a demandé le garde des sceaux, qui a ajouté : « Cette disposition ne porte nullement atteinte à l'institution du mariage ». Puis il a demandé un scrutin public.

Après avoir entendu MM. CRESSARD (U.D.R., Ile-et-Vilaine), Donnez, rapporteur, et Chandermaor (P.S., Creuse), l'Assemblée a voté par 389 voix contre 80 un amendement de M. LAURIOL qui précisait que la demande de divorce ne peut être présentée que si l'autre époux est âgé de moins de quarante ans à la date de la demande et s'il n'existe à la même date aucun enfant mineur né du mariage.

L'ensemble de l'article concernant le divorce pour séparation de fait de six ans a été finalement adopté à main levée, l'opposition s'abstenant. — P. Fr.

Devant le Conseil de Midi-Pyrénées M. Alain Savary propose une procédure originale pour l'élaboration d'un plan régional

Toulouse. — M. Alain Savary, président (socialiste) du conseil régional Midi-Pyrénées, a proposé le 2 juin à cette assemblée de définir « un plan de sauvegarde de l'économie et du cadre de vie de la région » dont les élus auraient l'initiative et le contrôle.

Ce plan devrait avoir, selon M. Savary, cinq objectifs. Il devrait : promouvoir l'emploi créateur de valeur ajoutée ; répartir géographiquement les activités entre zones rurales et zones urbaines ; réduire les inégalités de revenus, de niveau et de conditions de vie ; améliorer le cadre de vie ; décentraliser le pouvoir de décision parisien dans les domaines administratif, bancaire, industriel. Un projet serait prévu par l'établissement public régional après un large dialogue organisé au sein de six groupes de travail avec les techniciens, les représentants des groupes et professionnels. Il sera voté par les assemblées régionales en octobre 1976.

Le conseil régional a ensuite

A L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES LETTRES

Élection d'André Chastel

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a élu notre confrère et ami André Chastel en remplacement de Pien La Coste-Messalière, décédé.

Historien d'art de renom international, notre collaborateur André Chastel est né à Paris le 15 novembre 1912.

Son cursus universitaire est exemplaire : reçu à l'École normale supérieure en 1933, agrégé des lettres en 1937, docteur ès lettres en 1950, assistant à l'Institut d'art et d'archéologie de 1945 à 1948, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, où il succède à Augustin Renaudet pour l'« Histoire de la Renaissance », le Mythe de la Renaissance (1420-1500) et la Crise de la Renaissance, 1520-1600, en outre l'auteur de nombreuses traductions en présentation de l'œuvre de Léon Battista Alberti, de Vinci, de Vasari, du traité de Sculptura, de Pomponius (Italie).

André Chastel a orné pendant de longues années le « Cour des arts » de notre journal, où il continue à donner des chroniques régulières. Il a été élu membre de l'Académie des lettres et de la Société de l'Histoire de l'art depuis 1973.

Ses ouvrages, qui font autorité, sont tous consacrés à la Renaissance italienne, depuis sa thèse

Art et Humanisme à Florentin temps de Laurent de Médicis sur la Renaissance humanisme platonicien dans les compléments à la Pléiade et à l'art. Ce sont : l'Europe et la Renaissance de l'Humanisme (en collaboration avec R. Kirtin), la Renaissance méridionale, Italie, 1500 et le Grand Atelier 1400-1500, deux volumes collection « L'univers des lettres » ; le Mythe de la Renaissance (1420-1500) et la Crise de la Renaissance, 1520-1600, en outre l'auteur de nombreuses traductions en présentation de l'œuvre de Léon Battista Alberti, de Vinci, de Vasari, du traité de Sculptura, de Pomponius (Italie).

André Chastel a orné pendant de longues années le « Cour des arts » de notre journal, où il continue à donner des chroniques régulières. Il a été élu membre de l'Académie des lettres et de la Société de l'Histoire de l'art depuis 1973.

Ses ouvrages, qui font autorité, sont tous consacrés à la Renaissance italienne, depuis sa thèse

Art et Humanisme à Florentin temps de Laurent de Médicis sur la Renaissance humanisme platonicien dans les compléments à la Pléiade et à l'art. Ce sont : l'Europe et la Renaissance de l'Humanisme (en collaboration avec R. Kirtin), la Renaissance méridionale, Italie, 1500 et le Grand Atelier 1400-1500, deux volumes collection « L'univers des lettres » ; le Mythe de la Renaissance (1420-1500) et la Crise de la Renaissance, 1520-1600, en outre l'auteur de nombreuses traductions en présentation de l'œuvre de Léon Battista Alberti, de Vinci, de Vasari, du traité de Sculptura, de Pomponius (Italie).

André Chastel a orné pendant de longues années le « Cour des arts » de notre journal, où il continue à donner des chroniques régulières. Il a été élu membre de l'Académie des lettres et de la Société de l'Histoire de l'art depuis 1973.

Ses ouvrages, qui font autorité, sont tous consacrés à la Renaissance italienne, depuis sa thèse

JACQUES TOUF
JOAILLIERS
9 bd des CAPUCINES PARIS OPE

Mr Chow
avant travaux et pour la 1ère fois
SACRIFIE jusqu'à 60%
les vêtements de peaux
dames, hommes & enfants
Mc Douglas
23, rue St Sulpice - Métro Odéon
de 10 h à 19 h sans interruption.

A l'automne prochain

UN NOUVEAU QUOTIDIEN POURRAIT ÊTRE LANCÉ PAR LE GROUPE « EXP »

Le groupe Express, dont le directeur général est M. Monnier et à l'origine du groupe M. Jean-Jacques Schreiber, fondateur de l'hebdomadaire, a l'intention de lancer un nouveau quotidien à l'automne prochain. Le projet a été informé lundi par M. Monnier.

La décision définitive nant ce nouveau journal ferait une large place aux nouvelles générales et politiques françaises et étrangères prise dans la première quinzaine de juillet, selon les résultats de l'étude économique en cours. Le projet pourrait être de 120 000 exemplaires au départ, à vingt-quatre pages sur un format encore non défini, qu'il dépendra des conditions techniques d'impression.

Ce projet confirme, s'il est besoin, que M. Jean-Jacques Schreiber a renoncé à mener les actions du Figaro, sées par M. Jean Proust.

A L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES LETTRES

Élection d'André Chastel

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a élu notre confrère et ami André Chastel en remplacement de Pien La Coste-Messalière, décédé.

Historien d'art de renom international, notre collaborateur André Chastel est né à Paris le 15 novembre 1912.

Son cursus universitaire est exemplaire : reçu à l'École normale supérieure en 1933, agrégé des lettres en 1937, docteur ès lettres en 1950, assistant à l'Institut d'art et d'archéologie de 1945 à 1948, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, où il succède à Augustin Renaudet pour l'« Histoire de la Renaissance », le Mythe de la Renaissance (1420-1500) et la Crise de la Renaissance, 1520-1600, en outre l'auteur de nombreuses traductions en présentation de l'œuvre de Léon Battista Alberti, de Vinci, de Vasari, du traité de Sculptura, de Pomponius (Italie).

André Chastel a orné pendant de longues années le « Cour des arts » de notre journal, où il continue à donner des chroniques régulières. Il a été élu membre de l'Académie des lettres et de la Société de l'Histoire de l'art depuis 1973.

Ses ouvrages, qui font autorité, sont tous consacrés à la Renaissance italienne, depuis sa thèse

Art et Humanisme à Florentin temps de Laurent de Médicis sur la Renaissance humanisme platonicien dans les compléments à la Pléiade et à l'art. Ce sont : l'Europe et la Renaissance de l'Humanisme (en collaboration avec R. Kirtin), la Renaissance méridionale, Italie, 1500 et le Grand Atelier 1400-1500, deux volumes collection « L'univers des lettres » ; le Mythe de la Renaissance (1420-1500) et la Crise de la Renaissance, 1520-1600, en outre l'auteur de nombreuses traductions en présentation de l'œuvre de Léon Battista Alberti, de Vinci, de Vasari, du traité de Sculptura, de Pomponius (Italie).

André Chastel a orné pendant de longues années le « Cour des arts » de notre journal, où il continue à donner des chroniques régulières. Il a été élu membre de l'Académie des lettres et de la Société de l'Histoire de l'art depuis 1973.

Ses ouvrages, qui font autorité, sont tous consacrés à la Renaissance italienne, depuis sa thèse

Art et Humanisme à Florentin temps de Laurent de Médicis sur la Renaissance humanisme platonicien dans les compléments à la Pléiade et à l'art. Ce sont : l'Europe et la Renaissance de l'Humanisme (en collaboration avec R. Kirtin), la Renaissance méridionale, Italie, 1500 et le Grand Atelier 1400-1500, deux volumes collection « L'univers des lettres » ; le Mythe de la Renaissance (1420-1500) et la Crise de la Renaissance, 1520-1600, en outre l'auteur de nombreuses traductions en présentation de l'œuvre de Léon Battista Alberti, de Vinci, de Vasari, du traité de Sculptura, de Pomponius (Italie).

André Chastel a orné pendant de longues années le « Cour des arts » de notre journal, où il continue à donner des chroniques régulières. Il a été élu membre de l'Académie des lettres et de la Société de l'Histoire de l'art depuis 1973.

Ses ouvrages, qui font autorité, sont tous consacrés à la Renaissance italienne, depuis sa thèse

Art et Humanisme à Florentin temps de Laurent de Médicis sur la Renaissance humanisme platonicien dans les compléments à la Pléiade et à l'art. Ce sont : l'Europe et la Renaissance de l'Humanisme (en collaboration avec R. Kirtin), la Renaissance méridionale, Italie, 1500 et le Grand Atelier 1400-1500, deux volumes collection « L'univers des lettres » ; le Mythe de la Renaissance (1420-1500) et la Crise de la Renaissance, 1520-1600, en outre l'auteur de nombreuses traductions en présentation de l'œuvre de Léon Battista Alberti, de Vinci, de Vasari, du traité de Sculptura, de Pomponius (Italie).

André Chastel a orné pendant de longues années le « Cour des arts » de notre journal, où il continue à donner des chroniques régulières. Il a été élu membre de l'Académie des lettres et de la Société de l'Histoire de l'art depuis 1973.

Ses ouvrages, qui font autorité, sont tous consacrés à la Renaissance italienne, depuis sa thèse

JACQUES TOUF
JOAILLIERS
9 bd des CAPUCINES PARIS OPE

Mr Chow
avant travaux et pour la 1ère fois
SACRIFIE jusqu'à 60%
les vêtements de peaux
dames, hommes & enfants
Mc Douglas
23, rue St Sulpice - Métro Odéon
de 10 h à 19 h sans interruption.

مكتبة الامم المتحدة